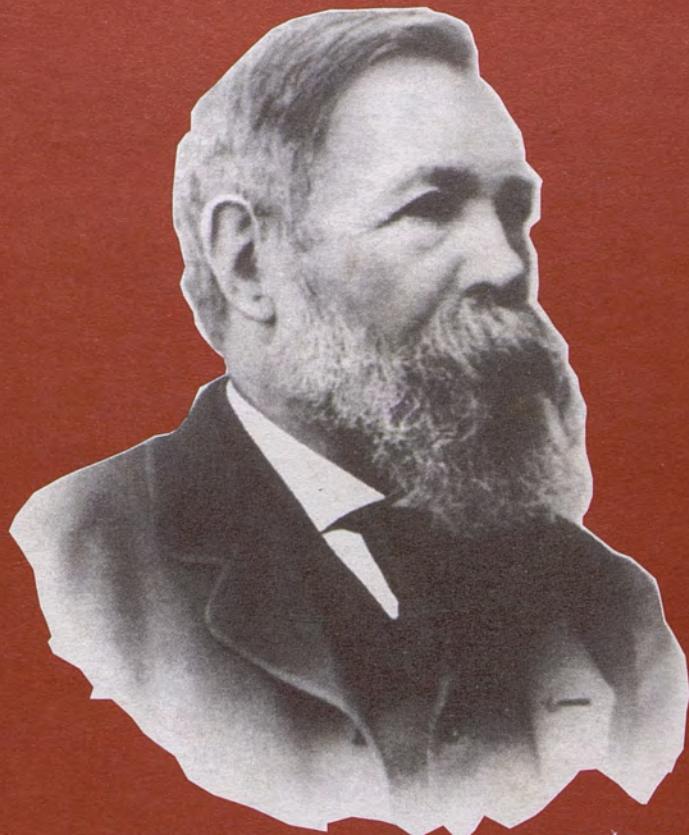


LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

NUMÉRO
SPECIAL



Il y a cent ans, disparaissait

Friedrich Engels

L'actualité de son œuvre et de son combat

N° 15 nouvelle série (n° 621) - Août 1995 - Prix : 30 F - 8 FS - 200 FB - 1 500 FCFA

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution.»

Léon Trotsky

LA VERITE

REVUE THEORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

SOMMAIRE

Chronique des événements mondiaux
Salut à Friedrich Engels p. 3

Friedrich Engels :
repères biographiques p. 15
(Par Jacques Puaux)

Marx et Engels :
évocation d'une amitié p. 19
(Par Pierre Roy)

Friedrich Engels, un demi-siècle de lutte
pour l'Internationale ouvrière p. 27
(Par Lucien Gauthier)

L'Idéologie allemande,
acte de naissance
du matérialisme historique p. 43
(Par Jean-Manuel Warnet)

L'hommage des faits,
cent ans après p. 51
(Par Michel Sérac)

Engels y a consacré
les dernières années de sa vie
Le livre III du Capital
a cent ans lui aussi p. 59
(Par Daniel Gluckstein)

**Friedrich Engels, la situation
des classes laborieuses en Angleterre
et le travail des enfants** p. 83
(Par Jean-Pierre Barrois)

Engels et la défense du marxisme p. 93
(Par François Forgue)

**Cent ans après Engels,
où en est l'approche historique
dans les sciences ?** p. 105
(Par Eric Lerner)

**Un exemple de contingent
et de nécessaire en physique** p. 113
(Par Bernard Rougé)

**Notre père ADN
qui êtes aux cieux** p. 121
(Par Gérard Bloch, *La Vérité*, n° 551, mars 1971)

**A propos de
“Notre père ADN
qui êtes aux cieux”** p. 139
(*La Vérité*, n° 553, juin 1971)

**Marx, Engels,
la Révolution française et le PCF** p. 143
(brèves remarques)
(Par Jean-Marc Schiappa)

**Des textes de Friedrich Engels
inédits en français :
“Die Lage Englands”** p. 149
(La situation en Angleterre)

**Friedrich Engels
par Vladimir Ilitch Lénine** p. 161
(Œuvres, tome 2, 1895-1897)

Chronique des événements mondiaux

Salut à Friedrich Engels

Il y a cent ans, mourait Friedrich Engels. Compagnon de Karl Marx, fondateur de la Première Internationale, Friedrich Engels a joué un rôle décisif sur le plan théorique, politique et pratique dans l'aide à l'organisation du mouvement ouvrier à l'échelle internationale tout au long du XIX^e siècle.

En consacrant ce numéro spécial de *La Vérité* à Friedrich Engels — et, parce qu'ils sont indissociables, à Karl Marx —, la IV^e Internationale entend d'abord rendre hommage à ces militants qui ont fait le choix de "travailler pour l'humanité", pour reprendre une expression favorite de Marx lui-même (1). A Engels, à Marx, à tous les militants connus et moins connus, célèbres ou anonymes, à tous ceux qui ont consacré leur existence à l'organisation indépendante de la classe ouvrière, la IV^e Internationale rend hommage.

A une époque où il est de bon ton de tourner le dos aux enseignements de l'histoire pour mieux justifier les reniements du présent, nous affirmons : "Qui n'a pas de passé, n'a pas d'avenir." Revendiquant entièrement l'héritage de la Première Internationale fondée en 1864 par Marx et Engels, de la II^e Internationale fondée à la fin du XIX^e siècle avec l'aide d'Engels, de la III^e Internationale fondée par Lénine, Trotsky, la IV^e Internationale assume ce passé. Elle se revendique de l'héritage du combat et de l'élaboration théorique de ceux qui ont pavé la voie du mouvement ouvrier. Nous nous en revendiquons, non pas pour affirmer on ne sait quelle infaillibilité, mais pour saisir les instruments de la théorie, de l'expérience pratique et politique comme autant d'outils permettant d'aider la classe ouvrière à surmonter les difficultés auxquelles elle est confrontée et à s'ouvrir la voie de l'organisation et de l'émancipation.

Ce numéro exceptionnel de *La Vérité*, s'il fournit différents éclairages, volontairement éclectiques et diversifiés, sur la vie et l'œuvre d'Engels, ne limite pas son ambition à cette évocation historique. Reliant le passé au présent, il vise à préparer l'avenir. Il s'agit de vérifier et de mesurer comment l'œuvre, la vie, les enseignements d'Engels se trouvent vérifiés aujourd'hui par la situation de cette fin du XX^e siècle et comment les militants ouvriers de toutes tendances peuvent s'en saisir pour agir.

(1) Citée par Paul Lafargue dans *Karl Marx, souvenirs personnels*, publié dans *Souvenirs sur Marx et Engels*.

5 août 1895. Friedrich Engels s'éteint, douze ans après Karl Marx. Agé de soixantequinze ans, il avait consacré plus d'un demi-siècle de sa vie à la construction du mouvement ouvrier. D'Engels, Lénine écrit qu'il "fut le premier à déclarer que le prolétariat n'est pas seulement une classe qui souffre, mais que la situation économique honteuse où il se trouve le pousse irrésistiblement en avant et l'oblige à lutter pour son émancipation finale" (2). Evoquant l'ouvrage d'Engels sur la situation des classes laborieuses en Angleterre, Lénine résume en ces termes la position d'Engels : "Le prolétariat en lutte s'aidera lui-même. Le mouvement politique de la classe ouvrière amènera inévitablement les ouvriers à se rendre compte qu'il n'est pour eux d'autre issue que le socialisme. A son tour, le socialisme ne sera une force que lorsqu'il deviendra l'objectif de la lutte politique de la classe politique ouvrière" (3).

5 août 1995. L'offensive des troupes croates est victorieuse en Krajina. Elle a été très largement organisée, préparée, dirigée, même sur le terrain, par les conseillers militaires américains. Combien sont-ils, les paysans, hommes, femmes, enfants, vieillards, Serbes de Croatie vivant dans la région depuis trois ou quatre siècles, à prendre, ce 5 août 1995, la route de l'exode ? 100 000 ? 150 000 ? 200 000 ? A qui s'ajoutent, et très rapidement, les réfugiés bosniaques "musulmans" chassés des zones tenues par les hommes de Karadzic, ou les réfugiés "croates" chassés de telle ou telle région de Serbie. Des centaines de milliers de réfugiés se croisant et s'entrecroisant sur le territoire de l'ex-Yougoslavie. Une nouvelle étape du chaos et de la dislocation dans cette partie de l'Europe.

Aucun rapport entre les deux dates ? Si, un rapport : Engels — cela est rappelé dans les articles publiés dans ce numéro de *La Vérité* — a contribué avec Marx à mettre en lumière la contradiction fondamentale du régime de la propriété privée des moyens de production, à savoir la contradiction entre la tendance à un développement constant des forces productives et les limites du marché mondial auxquelles il se heurte. Contradiction d'un système dont la logique serait de dévelop-

per à l'infini les capacités de production, mais en même temps de freiner les capacités de consommation, avec pour résultat d'étouffer les forces productives, débouchant sur des crises de plus en plus grandes, de plus en plus longues, sur la stagnation, puis la putréfaction des forces productives. Tous ces développements, il serait inexact de dire que Marx et Engels les avaient prévus : il n'est au pouvoir de personne de prévoir, avec précision, ce qui se passera un siècle après sa mort. Mais les mécanismes du capital qui, dans leur développement, ont débouché sur la situation actuelle, ils les ont clairement établis, comme cela est rappelé dans ces pages.

DERRIÈRE LES DISCOURS, LA RÉALITÉ...

Ces mécanismes de la crise de décomposition du régime de la propriété privée des moyens de production, ce sont eux qui conduisent aujourd'hui à la situation tragique que nous voyons en ex-Yougoslavie. Certes, il y a eu les discours, les thèses sur les prétendues "tensions ethniques", il y a eu les discours sur l'humanitaire. Mais, en réalité, derrière ces discours et ces thèses, c'est exclusivement la politique de l'impérialisme, et à commencer par l'impérialisme le plus puissant, celui des Etats-Unis, qui s'est exprimée dans ces guerres et ces convulsions, et qui continue de s'y exprimer.

Le jour même, d'ailleurs, où les troupes croates l'emportaient dans la Krajina, le président américain, Clinton, se contentait d'appeler les responsables croates à faire preuve de "retenue". Et, dès le lendemain de la conquête définitive de la Krajina, un communiqué de la Maison-Blanche soulignait la nécessité de prendre en compte "la dynamique existant actuellement sur le terrain". C'est un aveu, en réalité.

La presse, la même presse qui, depuis trois ans, a multiplié les prétendues ana-

(2) Voir l'article de Jean-Pierre Barrois dans ce numéro de *La Vérité*.

(3) Lénine, *Friedrich Engels*, 1896, publié dans *Oeuvres complètes*, tome II.

lyses visant à justifier "historiquement" la guerre de l'ex-Yougoslavie par de préten-
dus haines ancestrales, cette même presse se trouve contrainte, presque malgré elle, aujourd'hui, de dire ce qu'elle a caché et camouflé depuis des années : "Cette guerre a été délibérément fabriquée" écrit l'*International Herald Tribune* (3 août), qui précise qu'elle a été "délibérément fabriquée par certaines figures politiques serbes et croates dans le but d'accroître leur pouvoir personnel après la mort de Tito en 1980". Et de rappeler ce que l'*International Herald Tribune*, comme tous les autres, avait fait mine d'oublier depuis des années, à savoir que "Slobodan Milosevic, qui devient dirigeant du Parti communiste serbe en 1987, et le dirigeant Franjo Tudjman étaient du nombre de ceux-là". Et de souligner que ce sont eux qui sont "responsables d'une avalanche de propagande ethnique appelant à la haine entre communautés nationales, affirmant que la guerre et la participation étaient inévitables".

C'est vrai. C'est vrai, ce sont eux. Mais l'*International Herald Tribune*, s'il voulait vraiment dire toute la vérité, devrait poser la question : Milosevic et Tudjman sont responsables, mais sont-ils les seuls ? Pourquoi ne pas rappeler que Milosevic et Tudjman, membres tous deux de la direction du Parti communiste yougoslave, ont pris exemple sur Tito, qui avait artificiellement créé la prétendue "nationalité" musulmane en Bosnie-Herzégovine, scindant les populations serbes et croates qui vivaient en harmonie ? Pourquoi ne pas rappeler ce rôle néfaste de Tito, l'enfant chéri du FMI, qui savait s'y entendre pour diviser pour mieux régner ? Pourquoi parler de Tudjman, de Milosevic, et oublier l'implication directe de tous les grands de ce monde ? Car enfin, des semaines durant, avant la reconquête de la Krajina par les troupes croates, le monde entier médusé a assisté à ces abandonnements successifs de villes prétendument placées sous la sécurité de l'ONU, en Bosnie orientale, et que l'ONU, sans coup férir, laissait être reconquises par les troupes de Milosevic et de Karadzic.

Pourquoi ne pas dire ce que tout le monde sait ? A savoir que, dès le mois de

mai, Tudjman a dessiné la carte du partage de la Bosnie entre la Serbie et la Croatie, reconnaissant "qu'il avait un accord tacite de M. Milosevic" sur cette partition de la Bosnie (4) ? Comment ne pas remarquer que, dans le tracé de Tudjman, et qui a l'accord de Milosevic, les villes de Tuzla et de Gorazde étaient destinées à basculer du côté serbe ? Faut-il chercher ailleurs la raison de ces milliers de morts à Tuzla, Srebrenica, les raisons de cette comédie abjecte de l'ONU et de ses alliés ? Ils avaient tous combiné ce partage. L'immense majorité de la population, les Serbes, les Bosniaques, les Croates, bien sûr, n'en savaient rien. Peut-être ne sauront-ils jamais rien. Mais le plan était établi bien avant les événements de ces dernières semaines, et la presse internationale en a témoigné : il était décidé que Zagreb prendrait le contrôle de la Krajina, du nord-ouest de la Bosnie qui, Sarajevo compris, seraient intégrés à la fédération croate, tandis que l'est serait intégré à la Serbie. L'*International Herald Tribune*, non sans cynisme, relève que "les guerres prennent fin lorsqu'elles atteignent leur conclusion naturelle" et que "le résultat naturel de la guerre en Bosnie serait la défaite de la Bosnie-Herzégovine qui serait partagée entre la Serbie et la Croatie".

Pourquoi oublier la responsabilité directe de l'impérialisme américain, dont Warren Christopher fait l'aveu, déclarant au lendemain de l'invasion de la Krajina que "les faits pourraient donner naissance à une nouvelle situation stratégique qui pourrait être à notre avantage" ? Pourquoi ne pas voir que le FMI a déjà réparti la dette de l'ex-Yougoslavie : 36,5 % pour la Serbie, 28,49 % pour la Croatie, 16,39 % pour la Slovénie ? Ils ont tous versé des larmes de crocodile depuis des années sur la purification ethnique, sur les assassinats, sur les viols, sur les exécutions sommaires. Mais tous ces crimes ont été perpétrés par quelques milliers, peut-être quelques dizaines de milliers de spadassins, de mercenaires étrangers à la volonté et aux aspirations de tous les peuples de l'ex-Yougoslavie. Et tous ces crimes, sans exception, ont été perpétrés en application des plans de partition

(4) *The Times*, août 1995.

de l'ex-Yougoslavie décidés au plus haut niveau des instances du FMI. N'oublions jamais que, comme l'a écrit un chercheur américain, quand la thérapie de choc du FMI a été appliquée par Milosevic, la première forme revêtue par la résistance n'était pas celle de tensions ethniques, mais ce furent des grèves massives contre les privatisations. Et ce fut précisément pour briser cette résistance de la classe ouvrière que Milosevic s'est attaché à briser l'unité de l'organisation syndicale commune à tous les travailleurs de l'ex-Yougoslavie. Le moyen pour briser l'unité de la classe ouvrière et de son organisation syndicale, ce fut la partition, la division des peuples, la purification ethnique qui, dès le départ, était l'instrument des plans de privatisation-pillage du FMI.

Et c'est pourquoi, depuis deux-trois ans, pour briser l'unité de la classe ouvrière, on a créé cette situation de guerre et de chaos. D'ailleurs, dès que le "résultat naturel" eut été atteint avec la chute de la Krajina, on a vu, comme par miracle, s'assécher brusquement toutes les larmes de l'humanitaire. Et tous ceux qui avaient fait de Sarajevo, de Dubrovnik, de Srebrenica leur fonds de commerce politique aux Etats-Unis, en France ou ailleurs, de se taire subitement.

LE TALON DE FER

Cette sinistre comédie, dont le résultat est la tragédie dans laquelle sont plongés des millions d'hommes, de femmes, d'enfants ; cette sinistre comédie, dont les résultats sont ces populations massacrées, cet exode, ce déracinement, cette division artificielle des familles et des peuples entremêlés, mixtes pour la plupart depuis des siècles et des siècles, entre Croates, Bosniaques, Slovènes, Serbes ; ce désastre qui frappe aujourd'hui l'ex-Yougoslavie, mais menace demain tous les peuples de la planète ; ce désastre, dont l'habillage civil a été la politique d'ingérence humanitaire ; cette tragédie, ce désastre ont pour seule origine : le maintien coûte que coûte du régime failli de la propriété privée des moyens de production, les besoins d'un impérialisme toujours plus avide de

renforcer son contrôle sur la situation mondiale, le besoin du Fonds monétaire international de voir remboursée sa dette, et d'utiliser pour cela les conflits entre les différentes mafias se disputant les faveurs du Fonds monétaire international.

Il y a seulement quelques années, le "nouvel ordre mondial" était la bannière de ralliement de tous les grands de ce monde. Plus personne ne parle aujourd'hui du "nouvel ordre mondial". L'impérialisme a tombé bas le masque. Il n'y a pas, il n'y aura pas de "nouvel ordre mondial".

Le romancier Jack London, écrivant alors que se constituait l'impérialisme, a titré l'un de ses livres *Le Talon de fer*. *Le Talon de fer*, c'était à l'époque celui du capitalisme ascendant des Etats-Unis, écrasant la classe ouvrière sous les chaînes de l'exploitation. Le talon de fer aujourd'hui, c'est celui par lequel l'impérialisme entend écraser travailleurs et peuples du monde ; c'est aussi le talon de fer par lequel l'impérialisme le plus puissant entend également écraser les impérialismes concurrents. C'est une lutte à mort inextinguible.

Evoquant le rôle de la concurrence, Marx écrit que "tant que tout va bien, la concurrence (...) joue pratiquement le rôle d'une amicale de la classe capitaliste ; celle-ci se répartit collectivement le butin commun proportionnellement à la mise de chacun" (5). Mais, qu'arrive l'heure de se partager non plus les gains mais les pertes, alors "chacun cherche autant que possible à réduire sa quote part et à la mettre sur le dos du voisin. Pour la classe capitaliste, la perte est inévitable. Mais savoir quelle part chaque individu en supportera, si même il doit en prendre sa part, c'est alors affaire de force et de ruse, et la concurrence se mue en combat de frères ennemis". C'est très exactement ce à quoi nous assistons aujourd'hui. La putréfaction-décomposition des forces productives dans le cadre d'une économie chaque jour davantage dominée par la spéculation et le parasitisme amène l'impérialisme le plus puissant à imposer une véritable dollarisa-

(5) *Le Capital*, livre III, chapitre XV : "Développement des contradictions internes de la loi."

tion de l'économie mondiale. Dollarisation qui ne signifie ni unification de la bourgeoisie à l'échelle mondiale sous l'égide du capitalisme américain ni, bien sûr, règlement harmonieux des contradictions du système capitaliste. Tout au contraire, cette dollarisation, c'est le talon de fer par lequel, coûte que coûte, le capital financier américain cherche à se frayer sa voie, provoquant en retour des réactions, des résistances, des conflits avec les autres impérialismes.

UN COMBAT SANS PITIÉ

Il n'y a pas, il n'y aura pas d'ordre mondial. L'un des plus beaux fleurons des dernières tentatives faites pour jeter les bases du prétendu ordre mondial, ce fut la constitution de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur la base des travaux du GATT. Qu'est-ce que l'Organisation mondiale du commerce ? Nombre de commentateurs ont voulu faire croire que c'était l'avènement d'une ère nouvelle dans les relations marchandes internationales : par l'abaissement des droits de douane, voire leur disparition, une impulsion considérable allait être donnée aux échanges, donc à la production. Il y eut même de ces spécialistes, chèrement payés par les institutions internationales, pour nous expliquer doctement qu'on pouvait chiffrer la progression de la production mondiale, et même, donc, prévoir les millions d'emplois qui allaient être générés par la mise en place de l'Organisation mondiale du commerce. Et, bien sûr, il y eut, comme une espèce d'accompagnement obligé, la proposition d'une clause sociale du GATT, devenue clause sociale de l'OMC : c'est-à-dire que, dans cette organisation harmonieuse de l'économie mondiale, on introduisait un facteur d'harmonisation pour la classe ouvrière. Cela, c'était la vision idyllique, le roman à l'eau de rose, auquel d'ailleurs personne n'a jamais cru. Quels sont les faits ?

M. Jeffrey Garten occupe la respectable fonction de sous-secrétaire d'Etat pour le commerce international de l'administration Clinton.

Le 13 juillet 1995, M. Garten a parlé avec une franchise qui l'honneure.

"Les Etats-Unis, a-t-il déclaré, ne sont pas prêts à attendre des années jusqu'à ce que l'Organisation mondiale du commerce impose l'ouverture des marchés en résolvant les différends commerciaux par la seule négociation." (6). Jeffrey Garten a écarté toute ambiguïté : *"Notre objectif majeur, a-t-il dit, n'est pas l'Organisation mondiale du commerce. Notre objectif majeur est l'ouverture des marchés. L'OMC est un moyen, un véhicule pour y parvenir."* Dans toute la limite du possible, a-t-il précisé, Washington agira dans le cadre de l'OMC pour ouvrir les marchés, *"mais, si cela ne peut pas être réalisé de manière bilatérale ou à l'échelle régionale, alors nous ne resterons pas les deux pieds dans le même sabot"*. De retour de Londres et de Bruxelles, M. Garten a reproché aux officiels européens de ne pas *"comprendre le degré d'urgence que représente pour les Etats-Unis l'ouverture des marchés"*. Car, a-t-il dit, il n'est pas question pour les Américains qu'ils *"attendent pendant des années que les marchés soient ouverts"*. C'est clair, net, précis.

Il n'y a pas plus d'Organisation mondiale du commerce qu'il n'y a d'ordre mondial. Il y a, comme le dit fort bien M. Garten, des instruments dont la seule raison d'être est de permettre à l'impérialisme américain de s'ouvrir des marchés.

LA DOLLARISATION DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

C'est là l'objet du sommet bilatéral Union européenne-Etats-Unis, qui doit se tenir à Madrid en décembre prochain et qui a à son ordre du jour la prétendue constitution d'une zone de libre échange Europe-Etats-Unis : en fait, l'ouverture des marchés européens. Au moment même, d'ailleurs, où le sous-secrétaire d'Etat américain Garten indiquait la manière dont les Etats-Unis entendent ne pas se subordonner à l'OMC, ses col-

(6) Compte rendu fait par l'*International Herald Tribune*, 14 juillet 1995.

lègues Mickey Kantor, représentant américain au commerce, et le secrétaire à l'agriculture, Dan Glickman, ont, eux, menacé de traîner les autorités de Bruxelles devant les instances de l'OMC. Motif : les taxes mises en place par Bruxelles à l'importation de blé, de maïs, de seigle, d'orge, de sorgo et de riz seraient assises sur une valeur de référence de ces céréales plutôt que sur leur prix de facturation, ce qui, estime le représentant de l'administration américaine, conduit "à imposer des taxes qui sont supérieures à celles que l'Union européenne s'est engagée à appliquer aux termes de l'Uruguay Round". Autrement dit, l'impérialisme américain ne s'enferme pas dans des conceptions abstraites, dans des schémas préétablis. Si l'OMC peut être utile pour s'ouvrir le marché des céréales de l'Union européenne, eh bien, Bruxelles sera traînée devant les instances de l'OMC ; si l'OMC ne permet pas d'ouvrir d'autres marchés américains, eh bien, on passera par-dessus l'OMC.

Le Japon est, on le sait, dans la ligne de mire de l'impérialisme américain. Depuis des mois et des mois, celui-ci multiplie les pressions pour l'ouverture des marchés japonais, pour contingenter les importations japonaises aux Etats-Unis. En juin 1995, pour la première fois depuis près d'un an, l'excédent commercial du Japon par rapport aux Etats-Unis s'est réduit de 11 % ; tandis que les importations japonaises ont progressé de 6 % aux Etats-Unis, les exportations américaines au Japon ont progressé de 22 %. Les menaces de sanctions commerciales, en particulier à l'égard des exportations de voitures japonaises aux Etats-Unis, ont porté leur fruit. Mais ce que le Japon perd sur les Etats-Unis, partiellement, il le récupère sur l'Union européenne où sa balance commerciale est en augmentation. Qu'il s'agisse de l'automobile, de l'ouverture du marché du transport aérien japonais aux entreprises aéronautiques américaines, dans tous les domaines l'impérialisme américain multiplie la pression et les menaces pour imposer un recul de l'économie japonaise, pour se tailler des parts de marché.

Dans les chiffres donnés sur la situation économique mondiale, les observateurs

relèvent que la situation du Japon devient maintenant une situation de plus en plus difficile. "Les entreprises japonaises en lutte contre le déclin de leur empire", titrait récemment un quotidien anglo-saxon (7). Bien évidemment, ce qui est vrai du Japon l'est encore plus pour des bourgeoisies beaucoup plus déliquescentes, en particulier la bourgeoisie française.

Le talon de fer, c'est le talon de fer des privatisations. C'est la décision du département de Justice américaine d'approuver la perspective d'une alliance stratégique entre Deutsch Telekom, France Telecom et Sprint, qui est la troisième compagnie de téléphone américaine, à la condition explicite que France Telecom soit privatisée.

Une récente étude faite par l'hebdomadaire allemand, le *Wirtschaftswoche*, range l'ensemble des branches économiques à l'échelle mondiale dans quatorze grandes rubriques. Sur ces quatorze grandes branches industrielles, il y en a sept (chimie, énergie, télécom, alimentation, papier-bois-verre, transport-tourisme et automobile-aéronautique) où les Etats-Unis dominent de manière absolue. Deux autres branches (textile et informatique) voient les Etats-Unis occuper la première place à égalité avec le Japon. Et, dans deux autres branches encore, les Etats-Unis occupent la troisième place derrière la Corée du Sud et le Japon.

Ces chiffres suffisent à établir la position plus que dominante de l'impérialisme américain au plan mondial. Position d'autant plus dominante qu'elle est renforcée par le fait que l'ensemble des processus spéculatifs à l'échelle mondiale sont contrôlés par ce qu'un article du *Monde* décrivait récemment comme les "deux cents gérants" des plus importants fonds d'investissement de la planète. Pour la plupart anglo-saxons et japonais, ces deux cents gérants travaillent "sous la dictée des analystes et des grandes banques de marchés que sont Salomon Brothers, le Crédit suisse, First Boston, Lehman Brothers, Golden Sachs, Morgan Stanley et encore Merrill Lynch. Six

(7) *International Herald Tribune*, 27 juillet 1995.

banques qui trustent les premières places des classements mondiaux d'émission d'obligations et d'actions."

Cette position dominante de l'impérialisme américain sur l'économie mondiale s'exprime également à travers le contrôle de la monnaie depuis les accords de Bretton Woods de 1944, et plus encore depuis la décision de Nixon, le 15 août 1971, de décrocher définitivement le dollar par rapport à l'or. Les manipulations de la monnaie américaine permettent d'assurer aux positions de l'impérialisme américain, non sans contradictions, une situation dominante à travers le monde : c'est la dollarisation de l'économie mondiale (8).

Et encore faudrait-il aller plus loin dans cette analyse. Par exemple, la puissance de l'économie coréenne doit beaucoup à une situation assez particulière : les firmes sud-coréennes sont extrêmement endettées. Jusqu'à 40 % de leurs fonds propres. La législation sud-coréenne permet à ces groupes d'emprunter jusqu'à 10 millions de dollars sans autorisation auprès des banques étrangères pour pouvoir financer leurs investissements dans le monde entier. En fait, il semble bien que, très largement, les investissements sud-coréens ne sont que des couvertures pour des investissements de grandes banques internationales, anglo-saxonnes en particulier.

OFFENSIVE DES EXPLOITEURS ET RÉSISTANCE DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Cent ans après la mort d'Engels, l'offensive mondiale pour imposer les privatisations illustre à quel point la question de la propriété des moyens de production est au centre de toute la situation mondiale. Le problème posé pour l'impérialisme, pour tous les impérialismes, grands et petits, est celui de la résistance de la classe ouvrière. Dans le monde entier, les gouvernements en place mettent à l'ordre du jour l'intégration des organisations ouvrières à travers des "clauses sociales", des "tables rondes", à la mise en œuvre des plans anti-ouvriers. C'est là, véritable-

ment, une orientation mondiale. Elle a été au centre du prétendu sommet social de Copenhague de mars 1995, elle est aujourd'hui dans chaque pays mise en œuvre sous une forme différente. Dans tous les continents, dans chaque pays, la question des privatisations est au centre des plus terribles luttes de classes. D'un côté, le capital financier qui cherche, sous couvert des privatisations, à détruire ; de l'autre, la classe ouvrière qui cherche les voies et les moyens de préserver ce qui a été conquis.

La lutte contre les privatisations recoupe la lutte contre la désindustrialisation, contre la destruction des forces productives, pour la préservation de la classe ouvrière elle-même. Les travailleurs, dans aucun pays du monde, ne veulent se voir entraîner sur le terrain de la yougoslavisation, de la Somalie. Ils savent que pour cela il faut préserver l'indépendance des organisations, et c'est là qu'est tout le problème.

Pour qui aurait encore des doutes ou des illusions sur la signification de ces mécanismes de "clauses sociales", de "sommets sociaux" et autres "tables rondes" préconisés par les institutions internationales, le rapport édité en juin 1995 par la Banque mondiale sous le titre "Rapport sur le développement dans le monde, 1995" est des plus édifiants.

La Banque mondiale, aussi curieux que cela puisse paraître, se prononce pour l'existence de syndicats. Elle estime que, de même qu'"il est normal, dans un contexte national, de soutenir le droit de former des syndicats et de négocier collectivement", de même, "ces principes doivent faire l'objet de clauses dans les accords de commerce internationaux". Mais, attention, il s'agit de clauses sur les "principes". En fait, la clause sociale doit "établir une distinction entre un noyau de principes incontournables (...) qui n'auraient pas d'incidence directe sur le coût du travail, et d'autres qui, comme le salaire minimum, sont directement fonction du niveau de développement". Donc,

(8) Lire l'article de Michel Dauberny dans *La Vérité*, n° 14 : "La crise monétaire et la crise financière, formes particulières de la décomposition de l'impérialisme sénile."

la clause sociale doit porter sur des "principes" qui ne se traduisent pas nécessairement dans les conditions réelles et matérielles de travail et dans la rémunération.

Mais la Banque mondiale va plus loin. Si elle est pour des syndicats et pour des clauses sociales, c'est parce que "*gouvernements et travailleurs ont à s'adapter à un monde qui change*". En particulier :

"Une bonne politique impliquera (...) la recherche d'une plus grande mobilité des travailleurs (qui) conduira souvent à appliquer des mesures qui permettront au processus de destruction d'emplois, lequel comprendra des licenciements massifs dans le secteur public, de suivre son cours."

Une bonne politique, poursuit la Banque mondiale, consistera aussi à "*séparer le droit aux services sociaux de l'emploi*". La Banque mondiale est favorable à des syndicats et à des clauses sociales permettant de mettre en œuvre cette "*bonne politique*" de destruction des emplois et des privatisations, c'est le cas de figure où "*la présence d'un syndicat peut être bonne pour la productivité et l'efficacité*". En revanche, les syndicats qui agissent pour préserver le pouvoir d'achat des salariés n'ont pas bonne presse à la Banque mondiale car, à cause d'eux, les consommateurs paient "*plus cher les biens et les services*", et les patrons, de leur côté, sont conduits à "*engager moins de travailleurs*". Voilà, exposée crûment et cyniquement, la signification du sommet social de Copenhague et de la clause sociale de l'OMC. Mais cette politique se heurte, dans tous les pays, à la résistance de la classe ouvrière.

En Italie, elle a provoqué contre elle la grève générale de millions de travailleurs italiens. En dépit de cela, l'accord qui vient d'être imposé vise à la liquidation des régimes de retraite par répartition et leur transformation en retraites par capitalisation, dans un seul but : des milliards et des milliers de milliards de lires seront ainsi récupérés par le capital financier pour être investis dans la spéculation. Cet accord n'a été rendu possible que par la trahison des grèves générales de millions d'ouvriers italiens, par l'union sacrée

organisée par les dirigeants du PDS (la fraction dite "rénovée" de l'ex-PC italien), bénéficiant sous toutes les formes d'un consensus de toutes les forces politiques, y compris de Refondation communiste, la prétendue organisation "orthodoxe" issue du PC et intégrant les membres du Secrétariat unifié (9).

LES HABITS NEUFS DES ENNEMIS DE L'INDÉPENDANCE OUVRIÈRE

La question, certes, n'est pas nouvelle pour le mouvement ouvrier. En ce centième anniversaire de la mort d'Engels, il est bon de rappeler que, dès l'origine, le mouvement ouvrier a eu à combattre ceux qui, dans ses rangs, avaient tendance à se laisser charmer par les sirènes d'une collaboration possible avec tel ou tel secteur de la bourgeoisie. Marx et Engels eurent à combattre ces tendances existant dans le mouvement ouvrier allemand sous l'influence de Lassalle.

Engels lui-même, confronté à la vague d'illusions qui s'est exercée dans certains secteurs du mouvement socialiste français à l'époque du général Boulanger, a dû, à plusieurs reprises, mettre les points sur les "i".

De Paul Lafargue, par exemple, il a exigé "*l'assurance claire et sans équivoque que les boulangistes soient traités en ennemis bourgeois au même titre*" que toute les fractions de la bourgeoisie (10).

Et Engels d'inviter les militants ouvriers du monde entier à ne jamais "*oublier la vieille politique traditionnelle du prolétariat au point d'être en coquetterie avec un*

(9) Refondation communiste s'est, certes, déclarée contre la réforme des retraites, mais elle a concentré ses propositions au Parlement sur deux amendements portant sur des questions de détail, en particulier sur le nombre d'annuités ouvrant droit à la retraite. Sur la question de fond, répartition ou capitalisation, solidarité ouvrière ou pillage spéculatif, elle a accompagné le mouvement.

(10) Friedrich Engels, *Lettre à Laura Lafargue*, 2 janvier 1889.

parti bourgeois, et encore un parti tel que les boulangistes" (11).

Mais encore s'agissait-il, à cette époque, d'illusions de militants ouvriers authentiques, de confusions qu'il fallait combattre sévèrement, mais qui relevaient du mouvement ouvrier. Aujourd'hui, avec la faillite de la social-démocratie et la faillite du stalinisme, avec la décomposition générale du mode de production capitaliste ralliant sous le drapeau de l'économie de marché (12) toutes les composantes ex-stalinien et de la II^e Internationale, l'union sacrée avec la bourgeoisie perd tout caractère idéologique. Il s'agit des dirigeants, hier agents de Moscou dans le mouvement ouvrier, qui, aujourd'hui, deviennent les agents directs de l'impérialisme américain. Et cela est vrai pour les dirigeants ex-stalinien et de plus en plus aussi pour tous les dirigeants de l'Internationale socialiste.

On a vu le rôle joué par les dirigeants de l'ex-PC italien en Italie. En France, les dirigeants du Parti socialiste et les dirigeants du Parti communiste rivalisent d'audace dans l'allégeance à Chirac et dans la proposition d'union sacrée pour la défense des intérêts bien compris de l'impérialisme français. Tandis que Michel Rocard lui-même défend publiquement "les mots justes de Jacques Chirac" (13), les dirigeants du PCF, eux, osent saluer "l'encouragement" que "le chef de l'Etat a donné aux travailleurs, aux syndicalistes, aux élus du peuple, aux militants communistes et aux autres : pour mettre une direction d'entreprise au pied du mur, ils peuvent désormais se réclamer... de l'Elysée".

Pendant ce temps, en Afrique du Sud, l'accord imposé sous l'égide du gouvernement dans le cadre de la définition de la nouvelle loi sur le travail a permis, selon les termes mêmes du *Financial Times* (14), "aux employeurs de résister aux tentatives des syndicats d'impulser un système centralisé de négociations collectives avec les syndicats". Le président du patronat d'Afrique du Sud a déclaré : "Sur toutes les questions clés de principe, le monde des affaires d'Afrique du Sud peut être heureux avec l'accord passé." Accord qui, en fait, remet en cause l'indépendance du mouvement ouvrier et des

organisations syndicales d'Afrique du Sud.

Tournons-nous vers la Grande-Bretagne. Tony Blair, le dirigeant du Labour Party, vient de se décrire lui-même comme étant "*l'héritier naturel des politiques économiques et sociales de l'ancien Premier ministre conservateur, Margaret Thatcher*" (15). Selon le quotidien qui rapporte ses propos, Tony Blair aurait déclaré que seul le Labour Party rénové pouvait achever la "révolution thatcherienne", soulignant que "*les vieilles solutions de gauche et de planification économique et de contrôle par l'Etat ne fonctionneront pas*".

Tony Blair s'est adressé au magnat des médias, Rupert Murdoch, et lui a proposé "*d'enterrer la hache de guerre du passé avec Murdoch, qui avait provoqué la colère de l'aile gauche du Labour Party en 1986 en virant les ouvriers de l'imprimerie et en refusant de reconnaître leur syndicat*". Tony Blair a déclaré : "*Il y a eu des changements des deux côtés, il faut laisser le passé derrière nous.*"

Il serait facile de faire le tour du monde et de voir à quel point toutes les forces de la II^e Internationale, comme celles issues de la dislocation du stalinisme, sous couvert de leur ralliement à l'économie de marché, sont aujourd'hui les maîtres d'œuvre de toutes les tentatives d'intégration et de destruction du mouvement ouvrier.

"Tables rondes", états généraux, tripartisme, coopération capital-travail, quels que soient les mots, c'est une offensive mondiale pour casser le coût du travail, casser la classe ouvrière, casser l'indépendance de ses organisations. Ceux que Lénine appelait "*les lieutenants ouvriers de la classe bourgeoise*" sont appelés aujourd'hui à être au premier rang de cette

(11) *Ibidem*.

(12) Voir l'article de Daniel Gluckstein dans ce numéro de *La Vérité*.

(13) Titre d'un article publié par Rocard dans *Le Monde*, 15 juillet 1995.

(14) *Financial Times*, juillet 1995.

(15) Compte rendu de *l'International Herald Tribune*, 28 juillet 1995.

offensive, dont le résultat concret est ce que nous voyons en ex-Yougoslavie.

Mais, dans tous les pays, cette offensive est confrontée à la résistance de la classe ouvrière. Car sous des formes infiniment plus brutales, les problèmes posés aujourd’hui sont ceux déjà traités par Marx et Engels : “*Le taux de profit est la force motrice de la production capitaliste et on n'y produit que ce qui peut être produit avec profit pour autant que cela peut être produit avec profit*”, écrit Marx (16). A quel point cela est-il vrai ? Une étude officiellement réalisée par l’UNICEF établit que un à trois millions de décès d’enfants pourraient être évités chaque année à condition que chacun de ces enfants reçoivent deux ou trois fois dans l’année une capsule de vitamine A, dont le coût s’élève à 2 cents américain, soit 10 centimes français. Du fait de la non-distribution de ces capsules, un à trois millions d’enfants meurent chaque année. A raison de trois capsules pour trois millions d’enfants, “l’économie réalisée” est de 180 000 dollars, moins d’un million de francs.

A la fin du XX^e siècle, la vie d’un enfant ne vaut pas les 6 cents (30 centimes) qui permettraient de le sauver ! C’est le talon de fer de l’impérialisme. Talon de fer qui s’exprime également dans le fait que trois New-Yorkais sur dix vivent officiellement en dessous du seuil de pauvreté et qu’à l’échelle mondiale l’inégalité entre les plus riches et les plus pauvres ne cesse de s’accroître.

Les travailleurs cherchent la voie de la résistance contre cette politique. La classe capitaliste en a conscience, qui multiplie les sommets sociaux et autres opérations de tables rondes pour chercher à neutraliser de la classe ouvrière.

Cent ans après la mort d’Engels, plus on observe la situation politique mondiale et plus on est fondé à dire avec lui que “*l’histoire tout entière n'est que l'histoire de luttes de classe*”, que “*ces classes sociales qui se combattent sont à chaque moment le produit des rapports de production et d'échange, en un mot des rapports économiques de l'époque*” et que, par conséquent, “*c'est la structure économique de la société qui constitue la base*

réelle permettant d'expliquer en dernière analyse toute la superstructure des institutions politiques et juridiques” (17).

LE “POINT D'HONNEUR” DE LA IV^e INTERNATIONALE

La IV^e Internationale inscrit son combat dans la continuité du marxisme. Elle le fait à la manière dont Marx et Engels eux-mêmes concevaient ce combat. Partie prenante de l’Entente internationale des travailleurs et des peuples, elle entend participer au travail de regroupement des forces qui, à l’échelle internationale, cherchent la voie de l’indépendance de classe et de l’indépendance des organisations. La III^e Conférence mondiale ouverte est convoquée pour 1996. Plus de soixante-dix pays sont d’ores et déjà assurés d’y participer. Un comité de préparation regroupant des militants ouvriers de toutes tendances, de toutes organisations, de Roumanie, de Slovaquie, de France, des Etats-Unis, d’Afrique du Sud, de Lituanie, etc., est constitué.

Pour la IV^e Internationale, fidélité au marxisme et participation au mouvement réel de la classe ouvrière dans la libre confrontation et action commune avec les courants et militants d’origines diverses ne sont nullement incompatibles. Marx lui-même, aux antipodes de l’image idéologique qu’ont voulu en donner, pour des fins bien évidentes, les dirigeants staliadiens durant des décennies, a mis en garde naguère contre la manière dont Lassalle et Proudhon, “*au lieu de chercher la base réelle de son agitation dans le mouvement réel du mouvement des classes, ont voulu prescrire à celui-ci son évolution selon une certaine recette doctrinaire*” (18). Et Marx d’indiquer que “*la secte ne cherche pas sa raison d'être et son point d'honneur dans ce qu'elle a de commun avec le mouvement de la classe*”, mais au contraire

(16) *Le Capital*, livre III, chapitre XV : “Développement des contradictions internes de la loi.”

(17) *L'Anti-Düring*.

(18) Lettre de Karl Marx à Johann Baptist von Schweitzer, 13 octobre 1868.

re dans l'élément "particulier qui la distingue" (19).

A l'inverse, la IV^e Internationale cherche "sa raison d'être et son point d'honneur" dans ce qu'elle a de commun avec le mouvement de la classe et en quoi elle peut aider, contribuer, à partir des positions spécifiques qui sont les siennes, le mouvement général de la classe à progresser. C'est notre ambition. C'est l'ambition de ce numéro de *La Vérité* que d'y contribuer. Plus que jamais, la situation mondiale met à l'ordre du jour le combat pour en finir avec la propriété privée des moyens de production, afin que la classe ouvrière prenne entre ses mains l'organisation de la production des marchandises, en arrache les moyens à une poignée de profiteurs et de spéculateurs et organise ainsi toute la vie sociale au service de toute l'humanité.

Cent ans après la mort d'Engels, on ne peut que souscrire à ces lignes :

"La grande industrie moderne a créé, d'une part, un prolétariat, une classe qui, pour la première fois dans l'histoire, peut revendiquer la suppression, non pas de telle ou telle organisation particulière de classe, ou de tel ou tel privilège de classe particulier, mais des classes en général, et qui est placée en situation telle que cette revendication, elle doit la réaliser sous peine de tomber dans l'esclavage des coolies chinois. Et la même grande industrie a, d'autre part, créé dans la bourgeoisie une classe qui

possède le monopole de tous les instruments de production et de tous les moyens d'existence, mais qui, à chaque période d'emballlement et chaque krach qui la suit, fournit la preuve qu'elle est devenue incapable de maîtriser plus longtemps les forces productives que leur croissance soustrait à son pouvoir ; une classe sous la direction de laquelle la société court à sa ruine, comme une locomotive dont le mécanicien serait trop faible pour ouvrir la soupape de sûreté, qui est bloquée. En d'autres termes, cela vient de ce que tant les forces productives engendrées par le mode de production capitaliste moderne que le système de répartition des biens créé par lui sont entrés en contradiction flagrante avec ce mode de production lui-même, à tel point qu'une révolution dans le mode de production et de répartition doit nécessairement se produire, supprimant toutes les distinctions de classe, si la société moderne tout entière ne doit pas périr" (20).

Avec Marx, avec Engels, nous disons : la société moderne tout entière ne doit pas périr. Si, pour la sauver, une révolution dans le mode de production et de répartition est nécessaire, alors, il nous revient d'aider la classe ouvrière dans chaque pays et dans tous les pays à en réunir les conditions.

La Vérité

(19) *Ibidem.*

(20) *L'Anti-Dühring.*

Friedrich Engels : repères biographiques

Par Jacques PUAUX

I.— LES ANNÉES DE JEUNESSE

Friedrich Engels est né à Barmen dans le Wuppertal (vallée de la Wupper en Rhénanie). Son évolution est le résultat de deux phénomènes : d'une part, un milieu familial très oppressif, soumis à la pratique mesquine de la bigoterie (Engels surnommera sa ville natale "la Sion de l'obscurantisme") ; d'autre part, la vision de la misère humaine dans le creuset de l'industrie textile de Rhénanie. Le jeune Friedrich lit des œuvres "diaboliques et païennes", des romans de chevalerie, qui l'intéressent davantage que les livres de piété à sa portée. Il écrit aussi : le *Telegraph für Deutschland* ("Télégraphe pour l'Allemagne") publie en 1839 le premier article de Friedrich Oswald (pseudonyme d'Engels), sous la forme de "Briefe aus dem Wuppertal" (lettres de la vallée de la Wupper), où l'auteur dénonce l'extrême exploitation et la misère des ouvriers de son pays natal :

"Sur cinq hommes, trois meurent de phthisie... ; à Eberfeld seulement, sur 2 500 enfants d'âge scolaire, 1 200 sont enlevés à l'enseignement et grandissent à la fabrique, simplement pour que le patron n'ait pas à donner à l'adulte qu'il remplace un salaire double de celui qu'il donne à l'enfant..." (Gérard Bloch, *La Vie de Karl Marx*).

L'inhumaine dureté de la croyance religieuse va éloigner Engels de son milieu familial. A vingt ans, il part faire son service militaire à Berlin, où il se lie à l'extrême gauche hégélienne (1) et commence à écrire dans *La Gazette rhénane*. Son milieu familial le voue aux gémomies : pour son père, c'est un fils dénaturé, qu'il faut éloigner. A la fin de 1842, à vingt-deux ans, on envoie Engels dans l'usine familiale de Manchester, en Angleterre : il devra travailler dans les filatures de coton. Toutefois, Engels continue à correspondre avec Bruno Bauer, Karl Marx, et continue à rédiger des articles dans *La Gazette rhénane*.

Engels prend alors conscience de la réalité du prolétariat en tant que classe : ce

(1) Friedrich Hegel (né à Stuttgart en 1770, mort en 1831 du choléra) : philosophe allemand qui porta à son point culminant la philosophie idéaliste. Pour Hegel, rien n'est définitif : chaque étape de la connaissance humaine est un point d'appui par la suivante et la négation de la précédente, de sorte que toute connaissance est en devenir. L'esprit, l'art, la culture, la conscience tendent vers l'absolu : l'Etat et Dieu (son ouvrage essentiel reste *La Phénoménologie de l'esprit*, écrit en 1820). Le courant appelé "hégelianisme de gauche" a été véhiculé par la jeunesse étudiante de Berlin, et Friedrich Engels comme Karl Marx ont repris l'aspect révolutionnaire de l'hégelianisme en fondant la dialectique sur le mouvement du monde réel : ainsi devait naître le matérialisme dialectique, les idées devenant le reflet du monde réel. Dans ses "Thèses sur Feuerbach", Marx écrira : "Il ne suffit plus d'interpréter le monde, il faut le transformer."

sont des hommes et des femmes menant la même existence de travail, dans des conditions pénibles, exploités de la même manière, qu'il s'agisse des ouvriers de la Wuppertal ou des tisserands de l'usine de Manchester (et l'on pourrait ajouter, des canuts lyonnais). Pendant deux ans, Engels étudie l'économie ; il comprend rapidement que propriété privée des moyens de production et révolution sociale sont irréconciliables. Il devient communiste et écrit son premier ouvrage remarquable en 1844-1845 : *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre*.

A partir de cette date, Engels va approfondir ses connaissances sur le mouvement ouvrier anglais, en particulier le chartisme. Il fait la connaissance de Julian Harney, directeur du journal d'obédience chartiste (2), *The Northern Star*. Revenant sur cette période de sa vie, il reconnaîtra plus tard dans ses *Contributions à l'histoire de la Ligue des communistes* :

"Je compris que ces antagonismes, dans un pays où la grande industrie les a portés à leur plein développement, sont les bases sur lesquelles se fondent les partis, sont les sources des luttes politiques, sont les raisons de toute l'histoire politique."

II.—DE LA LIGUE DES JUSTES À LA LIGUE DES COMMUNISTES : "PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!"

De la Ligue des justes à la Ligue des communistes : 1846, 1847, 1848 voient en Europe la montée des peuples et des grèves ; le prolétariat prend conscience de lui-même en tant que force sociale. Engels et Marx vont alors engager un processus qui les conduira à la rupture avec les communistes utopiques et à la fondation du communisme scientifique. Tous deux subiront une triple influence : la philosophie allemande, le mouvement révolutionnaire français et la concentration industrielle britannique. Nous sommes en 1845 : Friedrich Engels écrit *La Sainte Famille*, titre évocateur, où il règle ses comptes aux utopistes (les frères Bauer, Weitling), puis

rejoint Marx à Bruxelles. Marx et Engels, non seulement se lieront d'amitié, mais encore collaboreront de manière étroite : Marx approfondissait les questions, Engels en défendait et en répandait les résultats. Selon Paul Lafargue, gendre de Karl Marx, Engels et Marx ont réalisé "*l'idéal de l'amitié que dépeignent les poètes de l'Antiquité*" (Maurice Dommangeat, *Les Grands Socialistes et l'éducation*, éditions Armand Colin, chapitre XIII, "Karl Marx et Friedrich Engels").

Dans la Ligue des justes existe une "Association des ouvriers de Londres" (Schapper, Moll). C'est avec cette association que Marx et Engels vont fonder la Ligue des communistes, dont les statuts constitueront le *Manifeste du Parti communiste*. L'embryon de la Ligue des communistes est constitué par un vaste réseau de "comités de correspondance communiste", tissé entre Londres, Bruxelles et Cologne. Le 1^{er} juin 1847, s'ouvre à Londres le premier congrès de la Ligue des communistes, résultat d'un travail inlassable parmi les ouvriers et les ouvriers d'Europe. La devise de la Ligue des justes : "*Tous les hommes sont frères*", sera remplacée dans la Ligue des communistes par la fière devise : "*Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !*"

III.—LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER INDÉPENDANT

C'est une étape d'une immense importance dans la conscience du prolétariat : on peut même affirmer que le premier *Manifeste du Parti communiste* correspond à une évolution sans précédent dans l'histoire de la civilisation humaine.

(2) Le chartisme : mouvement ouvrier typiquement britannique, qui élabora en 1837 une Charte du peuple en six points (suffrage universel masculin, scrutin secret, renouvellement annuel du Parlement, indemnité parlementaire pour les députés, suppression du cens d'éligibilité, égalisation des circonscriptions électoralles) adoptés par les syndicats, le radicalisme et les socialistes. En 1840, fut créé le premier parti ouvrier, la National Charter Association.

Pourquoi ? Parce que la classe ouvrière, porteuse des acquis de la civilisation humaine, passe pour la première fois de classe "en soi" (inconsciente d'elle-même) en une classe "pour soi" (consciente d'elle-même, parce que dotée d'organisations indépendantes).

"Ce n'est que par la médiation de son organisation qui la constitue comme classe, du parti de classe, que l'émancipation de travailleurs peut être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Ce n'est que par la construction de parti international du prolétariat qui trouve son expression suprême dans le programme de la IV^e Internationale. C'est ainsi qu'il faut comprendre Trotsky lorsqu'il définit le marxisme comme l'expression consciente d'un processus historique inconscient" (Gérard Bloch, *La Vérité*, n° 556, avril 1972, "Le pronostic historique de Marx, la question des forces productives").

Le premier congrès du premier parti international du prolétariat se tiendra à Londres, le 28 septembre 1864 : c'est le meeting de Saint Martin Hall qui décide la constitution de l'Association internationale des travailleurs (AIT), la Première Internationale, réunissant tous les courants du mouvement ouvrier.

Engels représente au sein du conseil général de l'AIT trois pays : l'Italie, l'Espagne, le Portugal. Rappelant ce que fut cette journée, Friedrich Engels écrira plus tard dans sa préface du *Manifeste du Parti communiste*, datée du 1^{er} mai 1890 :

"L'Internationale elle-même ne vécut d'ailleurs que neuf années. Mais le lien éternel, créé par elle, des prolétaires de tous les pays existe encore, et qu'il soit plus puissant que jamais, il n'y en a pas de meilleure preuve que la journée d'aujourd'hui. Car, au moment où j'écris ces lignes, le prolétariat d'Europe et d'Amérique passe la revue de ses forces, pour la première fois mobilisées en une seule armée, sous un même drapeau et pour un même but immédiat : la journée normale légale de travail de huit heures, proclamée déjà en 1866 par le Congrès de l'Internationale tenu à Genève, et de nouveau par le Congrès ouvrier de Paris en 1889. Le spectacle de cette journée montrera aux capitalistes et aux propriétaires fonciers de tous les pays que les prolétaires de tous les pays sont unis."

Si Marx était seulement à côté de moi, pour le voir de ses yeux !"

IV.— LES ÉCRITS DE FRIEDRICH ENGELS

Engels fut également partisan d'une polémique intense avec ses ennemis. Il a écrit de nombreux ouvrages passionnants sur le matérialisme dialectique et le matérialisme historique, c'est-à-dire le marxisme. *L'Anti-Dühring* est un ouvrage fondamental écrit en réaction contre les thèses du privatdozent Dühring, qui se vantait d'être plus à gauche que Marx. Dans ce livre, Engels développe la thèse selon laquelle le socialisme n'est que l'expression de l'antagonisme entre les deux classes de la société : la bourgeoisie et le prolétariat. Engels reprend un ouvrage que Marx a écrit en 1847 : *Travail salarié et capital* ; le prolétariat, affirment Engels et Marx, a pour mission de mener l'humanité au socialisme. Le matérialisme historique postule que *"c'est la structure économique de la société qui constitue la base réelle qui permet, en dernière analyse, d'expliquer toute superstructure d'institutions politiques et juridiques, ainsi que l'idéologie religieuse et philosophique de chaque période historique"*.

Dans son ouvrage intitulé *La Dialectique de la nature*, Engels développe la théorie selon laquelle la transformation du singe en l'homme repose essentiellement sur le travail :

"D'abord le travail ; après lui, puis en même temps que lui le langage ; tels sont les deux stimulants essentiels sous l'influence desquels le cerveau d'un singe s'est transformé en un cerveau d'homme" (Editions sociales, 1955).

Adepte du darwinisme, Engels affirme l'une des lois du matérialisme dialectique : de petites accumulations d'ordre quantitatif aboutissent finalement à une transformation sur le plan qualitatif. L'un des chapitres fondamentaux de *La Dialectique de la nature* a comme titre : "Le rôle du travail dans le processus de transformation du singe en homme".

Engels a écrit un troisième ouvrage fondamental : *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, où il reprend la thèse de l'anthropologue américain, Lewis Henry Morgan (1818-1881), qui a écrit *Ancient Society* ("La Société archaïque", 1877), vaste étude des liens de parenté. Morgan a étudié les peuples indiens sur le terrain et ses observations se situent dans le cadre de la pensée évolutionniste. Engels, en s'appuyant sur les théories de Morgan, divise l'évolution de l'humanité en trois stades, en prenant comme fil conducteur la division du travail.

L'accentuation de la division du travail social, l'apparition de familles de plus en plus puissantes, le développement de l'artisanat, du commerce, de l'agriculture, contraignent les hommes à rechercher en dehors d'eux-mêmes de quoi survivre.

L'organisation gentilice devient donc incompatible avec l'économie monétaire (biens fonciers, hypothèques) qui apparaît avec la frappe des premières monnaies, marchandises d'échange au-dessus d'autres marchandises. Ainsi va prendre naissance une fantastique superstructure sociale (très patente dans les premières dynasties égyptiennes), véritable embryon de l'Etat : "(...) L'Etat s'élève sur les ruines de la constitution gentilice", en même temps que se s'amplifie l'appauvrissement de larges masses d'esclaves. "L'Etat est un produit de la société parvenue à un degré de développement déterminé (...)." Ce "degré de développement" est déterminé par le rapport toujours fluctuant entre les classes sociales. L'Etat est donc le résultat, l'aboutissement d'une scission, dans la société, d'antagonismes irréconciliables.

V.— L'ÉTAT : UN INSTRUMENT DE DOMINATION ENTRE LES MAINS DE LA CLASSE DOMINANTE

Tant que la société ne produit que ce qu'elle consomme, elle peut se passer d'Etat : c'est le cas, par exemple, des sociétés gentilices des Indiens d'Amérique du Nord, étudiées par L. Morgan dans *La Société archaïque*. Dès qu'apparaissent une division sociale du travail plus poussée et

un surproduit social stocké et accaparé par une minorité se forme un embryon de corps social étranger : c'est l'Etat. L'Etat n'a donc pas existé de toute éternité : c'est le produit de l'apparition de classes aux intérêts antagoniques et irréconciliables. Pour maintenir en place le cadre de l'exploitation, l'Etat bourgeois doit désarmer la population et créer des corps spéciaux de répression : la police, l'armée.

Si dans son contenu l'Etat est, comme l'affirmait Lénine, dans *L'Etat et la Révolution*, "un détachement d'hommes armés", ses différentes formes (démocratie bourgeoise, fascisme, etc.) ne peuvent être indifférentes au prolétariat, et Lénine écrit à ce sujet :

"Lorsque Engels dit que, dans une république démocratique tout autant que dans la monarchie, l'Etat n'est pas autre chose qu'une machine pour l'oppression d'une classe par une autre, il n'entend pas du tout par là que la forme d'oppression doive être indifférente au prolétariat, comme l'enseignent certains anarchistes. Une forme plus large, plus vive, plus franche de lutte des classes et d'oppression facilite considérablement la lutte du prolétariat pour la suppression des classes en général."

Après la mort de son ami Karl Marx, survenue en 1883, Engels se consacrera à la publication de nombreux ouvrages et participa à la fondation de la II^e Internationale, celle des partis socialistes. Il réunit les textes des livres II et III du *Capital* et en assure la publication. Dans la II^e Internationale (1889-1914), il continue son œuvre de militant politique et d'organisateur, puisqu'il tente d'amener la social-démocratie à des positions révolutionnaires. En 1888, il écrit *Ludwig Fuerbach et la fin de la philosophie classique allemande*.

Jacques Puaux

Bibliographie :

La Vie de Karl Marx, de Gérard Bloch (le chapitre 4 est consacré Friedrich Engels) ; *l'Anti-Dühring* ; *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat* ; *La Dialectique de la nature*, ouvrages principaux d'Engels, publiés aux Editions sociales ; "Karl Marx et Friedrich Engels", chapitre du livre de Maurice Dommanget, *Les Grands Socialistes et l'éducation*.

Marx et Engels, évocation d'une amitié

Par Pierre ROY

La plupart des lecteurs de *La Vérité* savent quelle a été la qualité de l'amitié entre les deux fondateurs du marxisme. Ils savent aussi évidemment que le terme même qui désigne de la façon la plus générale ce que nous sommes dérive du nom de Marx lui-même, car les circonstances ont fait qu'entre les deux hommes qui, par le jeu combiné de la période historique, de leur histoire personnelle, de leurs qualités propres, étaient seuls à même de fonder la science du prolétariat, Marx a occupé la place principale. Et, enfin, nul n'ignore que sans le dévouement inlassable d'Engels, qui assura pendant au moins vingt ans la subsistance de Marx et de toute sa famille, prenant même en charge les frais occasionnés par les visites reçues par Marx, ce dernier n'aurait pas pu mener à bien ni ses travaux théoriques (tout ce qui prépare et constitue *Le Capital* dans les années 1852-1870) ni ses tâches pratiques de fondateur, d'organisateur et d'inspirateur permanent de l'Association internationale des travailleurs.

UNE AMITIÉ FONDÉE SUR UNE PROFONDE ET COMPLÈTE UNITÉ DE VUE THÉORIQUE ET PRATIQUE

Entre les deux hommes, il serait vain de vouloir apprécier je ne sais quelle diffé-

rence de capacité intellectuelle. Ce furent l'un et l'autre, l'un comme l'autre, des géants de la pensée. C'est même, à ma connaissance, un des rares exemples, peut-être le seul, que nous fournisse l'histoire d'une telle unité de deux cerveaux humains dans la pensée et dans l'action. D'ailleurs, les ouvrages et articles qu'ils ont écrits ensemble ne sont pas rares. Parfois, ils ont indiqué ce qui revenait à l'un et à l'autre, parfois ils n'ont pas précisé.

On pourrait consacrer des pages et des pages à essayer de cerner les connaissances, les curiosités intellectuelles qui furent celles de ces deux hommes. Nombreux sont les ouvrages qui traitent de cet aspect de la question qui est, il faut le reconnaître, un sujet d'ébahissement garanti. On pourrait estimer que les travaux linguistiques d'Engels, ses capacités à lire et à parler plusieurs langues, sa vaste culture scientifique, sa maîtrise des problèmes militaires (qui l'avaient fait surnommer "Général" par les filles de Marx) n'ont peut-être pas pu toujours trouver leur plein aboutissement en termes d'ouvrages achevés correspondant totalement aux immenses possibilités de leur auteur — notamment du vivant de Marx, puisque, répétons-le, Engels assurait le pain quotidien de son ami et de sa famille —, mais ce serait aborder leur activité théorique et pratique d'une façon qui leur était à l'un comme à l'autre complètement étrangère.

Car le problème qui était le leur, et cela de façon complètement commune, ce n'était pas de retirer une quelconque globoire ou satisfaction d'amour-propre d'auteur à partir de la réalisation d'un ouvrage (ce qui ne voulait évidemment pas dire qu'ils fussent étrangers aux problèmes de forme), c'était de se donner les moyens de doter la classe porteuse du devenir de l'humanité d'une méthode scientifique de construction d'une organisation internationale avec ses composantes nationales.

Et cette tâche signifiait qu'il fallait embrasser la totalité ou la quasi-totalité du savoir disponible à cette époque. Car pour soumettre la société dans laquelle ils vivaient à un examen critique, aux fins d'en démontrer les mécanismes essentiels pour permettre au prolétariat d'atteindre ses objectifs, il était nécessaire de mobiliser le meilleur des acquis de la science antérieure et de la science de leur époque (cf. notamment leurs rapports avec le darwinisme). Ce qui, on en conviendra, constitua une entreprise d'une portée historique sans précédent, puisque nous en sommes les héritiers, les maillons, en cette fin du XX^e siècle, dans la chaîne des événements qui ont jalonné jusqu'à aujourd'hui l'histoire du prolétariat mondial.

L'amitié Marx-Engels, c'est donc, si l'on peut dire les choses ainsi, le soubassement humain individuel sur lequel put s'édifier le marxisme. Et soubassement humain individuel — qu'on nous passe l'expression —, il l'est à plus d'un titre, allant en quelque sorte du plus spontané au plus raisonné.

UNE AMITIÉ LUMINEUSE AUX MULTIPLES FACETTES

Parcourir la correspondance de Marx-Engels, c'est effectuer une lecture à la fois ardue et jubilatoire. Ce sont véritablement deux complices au sens noble du terme qui mènent une sorte de conversation, tantôt détendue, tantôt marquée par la préoccupation des plus hauts buts à atteindre. S'y mêlent par la force des choses les appels permanents de Marx à Engels pour

qu'il lui envoie l'argent qui lui fait défaut et sans lequel il ne pourrait pas vivre et faire vivre sa famille. Car, on en conviendra, si l'on parcourt une biographie de Marx, ses problèmes quotidiens, notamment durant la période où il travailla sur *Le Capital*, n'étaient pas simples ! Comme Beaumarchais le fait dire à Figaro, Marx aurait pu s'exclamer : "Comme il n'est pas nécessaire de tenir les choses pour en raisonner, n'ayant pas un sol, j'écris sur la valeur de l'argent et sur son produit net..." ! Par ailleurs, déjà, à cette époque, il ne manquait pas de philistins pour faire observer que Marx aurait pu se contenter d'un train de vie purement prolétarien, etc. Mais ces philistins ne comprenaient pas — faut-il se contenter d'écrire : "ne comprenaient pas" ? — que la fréquentation journalière du British Museum de Londres — bibliothèque où Marx travaillait pendant la journée, durant ces années où il rassemblait les matériaux de son œuvre, en écrivait les premières versions sous forme d'esquisses manuscrites ou d'ouvrages destinés à la publication — supposait à tous points de vue une disponibilité aussi complète que possible. Les conditions d'habitat faisaient totalement partie de la disponibilité en question : imagine-t-on Marx sans pièce ou espace à usage de bureau pour son travail de rédaction qu'il effectuait la nuit ? Pouvait-il priver ses filles des conditions d'éducation et d'environnement social liées à sa propre position "officielle" de savant, qui lui valait une certaine considération nécessaire de la part de ceux qui pensaient un tant soit peu dans la classe dominante ? D'autres philistins, les mêmes, insinuaient qu'Engels, à la tête de la firme Ermel et Engels, à Manchester, ne "s'en faisait pas" et exploitait, tout comme un autre patron, ses ouvriers, etc. Mais ce qui est remarquable, c'est que ces perfidies — colportées avec quels délices, on s'en doute, par la petite presse des petits esprits de l'époque — n'eurent aucun écho parmi les masses prolétariennes.

Les amis de Marx et d'Engels, Wolff, Weydemeyer, Eccarius, etc., savaient apprécier exactement, à l'aune des tâches historiques de la classe ouvrière, les dispositions personnelles prises par les deux grands révolutionnaires pour que soient élaborés les fondements théoriques de

l'activité du prolétariat et pour que soit simultanément édifiée l'organisation internationale mettant aux mains de ce dernier les instruments de sa marche consciente en avant.

D'ailleurs, Marx le note au passage dans l'une de ses lettres à Engels :

"Nous ne faisons aux yeux des gens d'ici (c'est-à-dire le mouvement ouvrier et démocratique de l'Angleterre et de l'immigration, essentiellement allemande, à la date où il écrit, 1865) *qu'une seule et même personne*" (souligné par l'auteur).

La confiance politique entre eux est totale, interchangeable, ne présente aucune faille. Certes, il leur arrive d'avoir des nuances dans l'appréciation de tel ou tel processus en cours : Engels pensait, par exemple, au début de la guerre de Sécession, que les Nordistes seraient défaits, ou en tout cas incapables d'emporter la décision. Marx n'était pas de cet avis. Mais les faits démontrent vite à Engels que son appréciation était erronée. Sa maîtrise des problèmes militaires (il avait fait en tant qu'officier la campagne révolutionnaire allemande durant la révolution de 1848) lui permit très vite d'apprécier la réalité des rapports de force sur le terrain, les qualités stratégiques et tactiques de tels ou tels officiers supérieurs, voire de prévoir les mouvements des troupes, etc.

LES RELATIONS MARX-ENGELS, OU L'AMITIÉ COMME CENTRE POLITIQUE INFORMEL PRÉPARATOIRE ET SUBORDONNÉ À LA MISE EN PLACE ET AU FONCTIONNEMENT D'UNE VÉRITABLE ORGANISATION CENTRALE DU PROLÉTARIAT

Autrement dit, Marx et Engels fonctionnaient comme le centre politique d'une organisation internationale et d'organisations nationales, tantôt en préparation, tantôt en devenir, dès lors que les bases organisationnelles en eurent été jetées, et

ce, on s'en doute, dans une grande diversité de situations d'un pays à l'autre.

De la réalité de ce centre politique constitué par deux hommes disposant d'une vision mondiale des choses, et, en ce sens, à partir de 1864, pointe avancée du conseil général de l'Association internationale des travailleurs lui-même, il y a une grande quantité d'exemples. Mais cet article ne se prétend pas exhaustif ni capable de résumer quarante années d'une collaboration dont les formes ont pu changer en fonction des circonstances où l'un et l'autre se trouvaient placés, mais qui dura toute la vie de Marx. Après la mort de ce dernier, on sait qu'Engels consacra l'essentiel de son énergie à la publication des livres II et III du *Capital*, tout en entretenant une correspondance considérable avec les responsables du mouvement ouvrier international, en contribuant de façon décisive à la fondation de la II^e Internationale, en poursuivant et en appliquant à d'autres domaines la méthode de Marx (*La Dialectique de la nature*).

BORNONS-NOUS À PRENDRE UN EXEMPLE

Dans le courant de l'année 1865, Marx et Engels constatèrent que le parti lassallien (c'est-à-dire l'Association générale des travailleurs allemands), qui fut le passage obligé du regroupement vers un authentique parti ouvrier, développait une politique ménageant les hobereaux prussiens, et le bonapartisme bismarckien qui s'appuyait en partie sur eux, politique absolument contraire, c'est l'évidence, à une orientation d'indépendance de classe du prolétariat. Il s'agissait donc, pour Marx et Engels, qui habitaient en Angleterre et ne pouvaient intervenir directement, de se disposer pour aider à la différenciation dans le parti lassallien, où militait, par exemple, un homme qui se réclamait de leur autorité, Wilhelm Liebknecht, à qui Marx et Engels prodiguaient moult conseils et admonestations, afin qu'il agît dans le sens des intérêts de la classe ouvrière allemande à partir de cette vue d'ensemble dont les deux grands révolutionnaires étaient seuls à disposer.

Ce n'est pas le lieu d'entrer ici dans les détails de toutes les difficultés rencontrées par Marx et Engels pour permettre à leur "disciple" d'adopter une orientation correcte, mais il suffit de dire qu'entre eux l'accord existait pour considérer que l'association lassallienne, en vertu de ses positions probismarckienennes, de fait, sinon affichées, n'était plus un cadre où il fallait demeurer pour avancer vers un parti ouvrier digne de ce nom.

On voit donc Marx demander à Engels de rédiger un article, qui s'intitulera "La question militaire en Prusse et le parti ouvrier allemand". Cet article, sous une forme adaptée, est en fait un désaveu argumenté des positions du parti lassallien. Afin de ne pas se trouver lié par une manœuvre dilatoire du journal lassallien, Marx conseille à Engels de faire paraître son article d'abord dans tous les journaux allemands de l'émigration allemande en Angleterre.

Il n'est pas utile ici de retracer toutes les péripéties de cet épisode de leur combat politique commun, mais il suffit de savoir qu'ils rédigèrent une déclaration commune par laquelle ils retriraient leur collaboration au principal journal du parti lassallien, *Der Social-Demokrat*, déclaration qu'ils prirent soin de faire connaître dans d'autres organes de presse, afin de forcer la main audit *Social-Demokrat*. Et ce dispositif mis en place pour séparer la composante saine de la composante ganguinée du parti lassallien ne négligeait aucune astuce ni aucun détail, puisque la traduction faite par Engels d'une vieille chanson populaire danoise servit aussi ce dessein ! Engels écrivait à Marx, le 27 janvier 1865 :

"Je leur envoie (à la rédaction du Social-Demokrat) la petite chanson populaire danoise, l'histoire de ce Tidmann que le vieil homme tue à la réunion du Thing (assemblée populaire des anciens Germains) parce qu'il accable les paysans de nouveaux impôts. C'est révolutionnaire sans tomber sous le coup de la loi (la censure bismarckienne), et surtout c'est dressé contre la noblesse féodale, contre laquelle le journal (Der Social-Demokrat) doit absolument se dresser. Je l'assortis de quelques remarques appropriées."

Cet exemple démontre quelle identité d'objectifs, quel partage des rôles sans phrases inutiles, Marx et Engels établissaient entre eux. Une telle situation procède d'une conception identique des choses de la vie, dans le sens le plus profond et le plus complet de l'expression, incluant au premier chef les grandes lois du développement social que l'un et l'autre avaient assimilées exactement à l'identique.

AU HASARD D'UNE LECTURE BUISSONNIÈRE...

Glanons au gré de cette correspondance passionnante entre les deux révolutionnaires quelques phrases particulièrement significatives quant à la force de leur accord dans la conception et l'exécution des petites comme des grandes actions humaines.

Marx à Engels, alors que Marx séjourne en Hollande après le décès de sa mère :

"N'oublie pas de joindre ta photographie. Je l'ai promise à ma cousine : comment croirait-elle que nous sommes, toi et moi, comme Oreste et Pylade (ces deux héros mythiques, symboles d'une amitié indéfectible) si je n'arrive pas à te décider à m'envoyer une photo !"

De nouveau Marx :

"Cher vieux, dans toutes ces circonstances, on sent plus que jamais le bonheur d'une amitié comme celle qui existe entre nous. Tu sais, de ton côté, qu'aucun attachement n'a pour moi autant de prix."

Si l'on veut bien tenir compte en plus du fait que, ni par tempérament ni par suite d'une oisiveté qu'il n'a jamais connue, Marx n'était pas homme à se laisser aller à des effusions inutiles, on mesure le prix qu'il faut attacher à de tels passages dans sa correspondance.

Citons ces mots écrits alors que Marx envoie à son ami les premiers "placards" (c'est-à-dire les premières épreuves) du *Capital* :

"J'espère que tu seras content de ces quatre placards. La satisfaction que tu as marquée jusqu'ici est pour moi plus importante que tout ce que le reste du monde peut dire."

Et du côté d'Engels, comment ne pas sentir la profonde préoccupation qui est la sienne, en ces années 1863-1868, où l'état de santé de Marx devient des plus alarmants, dans ces lignes qui, dans leur sobriété, en disent long :

"Vraiment, je n'aurai de repos ni de jour ni de nuit tant que je ne te saurai pas sorti de cette histoire."

Pas une des lettres d'Engels qui, à ce moment-là, ne comporte des conseils, de véritables ordonnances médicales établies par un médecin, connaissance commune d'Engels et de Marx, et transmises par Engels, qui disposait par ailleurs de solides connaissances physiologiques. On sait que, le plus souvent possible, Engels recevait Marx à Manchester, ou il se rendait lui-même à Londres, et il l'obligeait à de longues promenades antisurmenage. Le sportif Engels se désespérait de la mauvaise hygiène de vie de Marx. Mais qu'y faire ? L'immense labeur de Marx, toujours effectué à la fois dans l'urgence et dans des conditions matérielles très difficiles, procédait d'impératifs dont Marx et Engels étaient mieux placés que qui-conque pour savoir qu'ils dépassaient leurs propres personnes !

On sait aussi qu'Engels se déprendra en 1870 de ses fonctions absorbantes dans la firme de Manchester, après avoir réuni les fonds nécessaires à sa subsistance et à celle de la famille de Marx, pour venir s'installer à Londres même. La proximité rendra évidemment leur collaboration plus étroite, puisque quotidienne. Il est vrai que nous y perdrons du même coup les témoignages écrits de leur travail commun, mais Engels peut dès lors donner la pleine mesure de ses capacités. C'est l'époque où il rédigera (Marx se chargeant de l'un des chapitres plus spécifiquement économiques) le fameux *Anti-Dühring*, qui constitue la synthèse la plus achevée et la plus ramassée du matérialisme dialectique dans tous ses principaux aspects.

C'est l'époque où, comme il l'écrit lui-même, Engels, s'étant retiré des affaires commerciales et installé à Londres, effectua "une mue complète en mathématiques et dans les sciences de la nature, en y consacrant le meilleur de (son) temps pendant huit années". C'est aussi l'occasion pour lui de mentionner ce fait qui ne date pas de l'époque de l'*Anti-Dühring* (1877), mais lui est bien antérieur, puisqu'il est un trait permanent de leur activité depuis qu'ils ont décidé de faire cause commune, au sortir de l'hégélianisme de leur jeunesse : "Aussi bien avons-nous eu de tout temps l'habitude de nous entraider pour les sujets spéciaux."

UNE IMMENSE RICHESSE INTELLECTUELLE PARTAGÉE

A cet égard, il faut savoir que Marx, en pleine recherche, en pleine action de recension des centaines et centaines de livres lus et résumés, dans la phase concordante de rédaction de ses propres conceptions, se tournait très souvent vers Engels pour avoir des renseignements, lui confiait le soin de lire tel livre et de lui en rendre compte pour gagner du temps. Avant d'apprendre le russe, Marx confiait à Engels, qui connaissait cette langue, la tâche de lui résumer le contenu des ouvrages qui l'intéressaient ou de lire tel ou tel article de la presse du pays des tsars. Mais, surtout, il consulta Engels au moment de la publication du premier livre du *Capital* sur la meilleure façon de présenter la théorie de la valeur. Il tint le plus grand compte des observations d'Engels sur la nécessité d'un découpage du texte en séquences dotées d'un titre qui en rende la lecture plus aisée. Engels est l'interlocuteur permanent de Marx, celui dont les réactions l'intéressent au premier chef, car il sait qu'il a affaire à un esprit de son envergure, ayant les mêmes préoccupations que lui pour que la classe ouvrière puisse accéder à la connaissance scientifique de sa position sociale et, sur cette base, orienter les actions pratiques qui lui donneront le contrôle de la société.

Le 16 août 1867, à deux heures du matin, Marx achève de corriger les der-

nières épreuves de l'ouvrage. Son premier soin est d'écrire à Engels :

"Voilà donc ce volume terminé. Si cela a été possible, c'est à toi et à toi seul que je le dois ! Sans ton dévouement pour moi, il m'aurait été impossible d'effectuer les travaux énormes nécessaires pour ces trois volumes. Je t'embrasse et je te dis toute ma reconnaissance."

Et Marx n'oublie jamais ce qu'il doit à Engels, pionnier de la critique de la société capitaliste dans son ouvrage de jeunesse, qui n'a pas une ride, *La Situation des classes laborieuses en Angleterre*, véritable initiateur de Marx à l'étude de l'économie politique. Il lui rend, à chaque fois que l'occasion s'en présente, un hommage intellectuel explicite :

"Aucune forme de société ne peut empêcher que d'une manière ou d'une autre le temps de travail disponible de la société règle la production. Mais tant que cette régulation ne sera pas effectuée par le contrôle direct et conscient de la société sur son temps de travail — ce qui n'est possible qu'avec la propriété sociale —, mais par le mouvement des prix des marchandises, on en reste à la situation que tu as déjà décrite de façon si pertinente dans les Annales franco-allemandes."

(Allusion à un article écrit par Engels, en 1843, dans cette revue et intitulé "Esquisse d'une critique de l'économie politique", où Engels s'occupe des problèmes concrets de la production. La critique à laquelle s'y livre Engels est la première qui soit faite du point de vue du communisme, c'est-à-dire en partant de la perspective de la suppression de la propriété privée. Sur ces points de la genèse du marxisme, voir Franz Mehring, *Vie de Karl Marx*, tome 1, traduction et appareil critico-historique monumental dus à Gérard Bloch, PIE, 1984, diffusion SELIO ; voir aussi Emile Bottigelli, *Genèse du socialisme scientifique*, Editions sociales, 1967.)

Puisque nous effectuons une sorte de promenade buissonnière dans cette correspondance des deux révolutionnaires, citons encore ce passage d'une lettre d'Engels à Marx, écrite le 15 juillet 1867 :

"J'ai eu une période très dure au bureau. Charles (employé de la maison Ermen et Engels) était absent. Franz Ermen (associé de la maison Ermen et Engels) aussi et en plus un travail énorme. Ça va mieux maintenant. Je travaille sur les contes de Grimm, la légende mythique allemande, le droit frison, etc. Dès que j'en serai un peu sorti, je me mettrai sérieusement au vieux norrois. La poésie y constitue un rude morceau à cause de l'obscurité voulue et du grand nombre de noms mythologiques et il ne sert à rien, je le vois, de ne s'en occuper qu'en passant ; il faut que je m'y consacre exclusivement pendant quatre semaines où j'aurai peu à faire"

Comme on le voit, si Engels ne pouvait alors qu'être que d'une faible utilité immédiate pour le mouvement, sur le plan pratique, au niveau par exemple de l'Association internationale des travailleurs, il ne perdait pas pour autant son temps et, on l'a vu, avec la vieille langue danoise, ses études ont pu servir à des buts politiques très concrets !

DERNIÈRE REMARQUE, SANS AMBITION... DE CONCLURE

Cet article étant consacré à l'amitié de Marx et d'Engels, citons cette réflexion de Marx à Kugelmann, ce médecin allemand avec qui Marx entretint, on le sait, une correspondance d'une grande richesse (qui a fait l'objet d'éditions séparées, la lecture en est notamment capitale pour la période de la Commune de Paris) :

"Dans le tourbillon de ce monde, l'amitié est la seule chose importante sur le plan personnel."

Sur ce thème, il est difficile de maîtriser la totalité des matériaux disponibles. Quarante années d'une amitié aussi productrice, aussi liée aux grands événements historiques, aux luttes du prolétariat et du mouvement démocratique, ne se laissent pas aisément enfermer dans des schémas forcément réducteurs par nature et en outre dépendants à la fois de l'ampleur de la documentation que celui qui s'y intéres-

se peut traiter et de la capacité intrinsèque de ce dernier à en dégager les multiples significations, ainsi que toute la richesse humaine. Il est regrettable que cette correspondance ait été rendue d'un accès aussi élitiste par son prix (les Editions sociales en assuraient jusqu'à une date récente la publication dans la traduction française). De même, on peut regretter le retard pris pour la mettre à la disposition des lecteurs francophones, une fois épousée la traduction partielle publiée par les éditions Costes. Il en existe des regroupements effectués par thèmes (correspondance relative au *Capital*, par exemple), mais toute la saveur de cette amitié se trouve aussi dans les clins d'œil, les allusions fondées sur une immense culture commune et un goût partagé pour le... vin de Bordeaux, dont Engels était un grand

amateur et dont il approvisionnait régulièrement Marx.

Ce dernier trait serait-il dissonant dans une revue comme la nôtre ? A ceux qui le penseraient, nous objecterons que l'humour occupe une place de choix dans l'amitié dont nous avons parlé, et que, au demeurant, "*pour ce que rire est le propre de l'homme*", cela peut aider, d'une certaine manière, quand c'est possible, à supporter les aléas de l'existence et de l'histoire d'une façon relativement sereine, sans pour autant perdre de vue les objectifs fondamentaux. Bien au contraire, pour mieux y revenir... en compagnie de Marx et d'Engels...

Pierre Roy, 7 juillet 1995

Friedrich Engels, un demi-siècle de lutte pour l'Internationale ouvrière

Par Lucien GAUTHIER

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » Quelques voix seulement répondirent lorsque nous lancâmes cet appel par le monde, il y a maintenant quarante-deux ans, à la veille de la première révolution parisienne qui vit le prolétariat présenter ses propres revendications.

Mais le 28 septembre 1864, des prolétaires de la plupart des pays d'Europe occidentale s'unissaient pour forger l'Association internationale des travailleurs, de glorieuse mémoire. L'Internationale elle-même ne vécut, sans doute, que neuf années. Mais que l'alliance éternelle établie par elle entre les prolétaires de tous les pays existe encore, plus vigoureuse que jamais, il n'en est pas de meilleure preuve que la journée d'aujourd'hui justement. Car au moment où j'écris ces lignes, le prolétariat d'Europe et d'Amérique passe ses forces en revue pour la première fois mobilisées en une seule armée, sous un même drapeau et pour un même but immédiat, la fixation légale de la journée normale de huit heures proclamée dès 1866 par le congrès de l'Internationale tenu à Genève et de nouveau par le congrès ouvrier de Paris en 1889.

Le spectacle de cette journée montrera aux capitalistes et aux propriétaires fonciers de tous les pays que les prolétaires de tous les pays sont effectivement unis. Que Marx n'est-il à côté de moi, pour voir cela de ses propres yeux ! » (Friedrich Engels, Londres, 1^{er} mai 1890).

En unissant l'appel à la journée de huit heures de la Première Internationale au combat effectif et pratique des partis de la II^e Internationale en ce 1^{er} mai 1890, Engels, à la fin de sa vie, quarante-deux ans après la publication du *Manifeste*, établit la continuité et les progrès de l'organisation du prolétariat mondial. A travers leurs travaux théoriques, dans la lutte contre l'idéalisme, dans les polémiques et critiques, dans l'élaboration du *Capital*, comme dans leur activité militante, Marx et Engels auront contribué de façon décisive à l'organisation du mouvement ouvrier mondial.

LE "SOCIALISME SCIENTIFIQUE"

Au début du XIX^e siècle se multiplient les organisations "socialistes" qui sont toutes infestées d'idéologie bourgeoise et sont sous l'emprise intellectuelle des classes dominantes. Le combat théorique de Marx et d'Engels contre les "philosophes", les "intellectuels" et "socialistes" bourgeois et petits-bourgeois est déterminant pour aider à la clarification théorique nécessaire à l'organisation indépendante du prolétariat. Engels écrit à juste titre :

« L'histoire du *Manifeste* reflète jusqu'à un certain point l'histoire du mouvement ouvrier moderne depuis

1848. A l'heure actuelle, il est incontestablement l'œuvre la plus répandue, la plus internationale de toute la littérature socialiste, le programme commun à des millions d'ouvriers de tous les pays, de la Sibérie à la Californie.

Et cependant, lorsqu'il parut, nous n'aurions pu l'intituler "Manifeste socialiste". En 1847, on entendait par "socialistes" deux sortes de gens. D'abord, les adeptes des divers systèmes utopiques, notamment les owenistes en Angleterre et les fouriéristes en France, qui n'étaient déjà plus, les uns et les autres, que de simples sectes agonisantes. D'autre part, les charlatans sociaux de tout acabit, qui voulaient, grâce à diverses panacées et toutes sortes de rapiéçages, supprimer les défauts de la société, sans faire le moindre tort au capital et au profit. Dans les deux cas, des gens qui vivaient en dehors du mouvement ouvrier et qui cherchaient plutôt un point d'appui auprès des classes "cultivées".

Au contraire, la fraction d'ouvriers qui, convaincus de l'insuffisance de simples bouleversements politiques, réclamaient une transformation fondamentale de la société, s'appelait alors communiste. C'est un communisme à peine dégrossi que le leur, purement instinctif, parfois un peu grossier. Mais il était assez puissant pour donner naissance à deux systèmes de communisme utopique : en France, le communisme "icarien" de Cabet et, en Allemagne, le système de Weitling. Le socialisme signifiait en 1847 un mouvement bourgeois, le communisme un mouvement ouvrier. Le socialisme avait, sur le continent tout au moins, ses entrées dans le monde ; pour le communisme, c'était exactement le contraire. Et comme, dans ce moment, nous étions très nettement d'avis que "l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes", nous ne pouvions hésiter un instant sur la dénomination à choisir. Depuis, il ne nous est jamais venu à l'esprit de la rejeter » (Engels, préface à l'édition allemande du Manifeste, 1890).

La Ligue des justes de Weitling prend en 1847 le nom de Ligue des communistes et tient son premier congrès en juin 1847. Marx et Engels y adhèrent. Sous l'influence de Marx et Engels, l'ancienne devise de la Ligue : "Tous les hommes

sont frères", sera remplacée par "Proletaires de tous les pays, unissez-vous" qui exprime les exigences du mouvement ouvrier dans une situation marquée par la montée des masses à l'échelle européenne, qui feront irruption dans la révolution de 1848.

Marx et Engels sont chargés par la Ligue d'écrire le programme. Ils écriront le *Manifeste du Parti communiste*. C'est là l'aboutissement d'un cheminement qui les a conduits du mouvement démocratique bourgeois au prolétariat révolutionnaire. En 1845, ils avaient ensemble rédigé *L'Idéologie allemande*, exposant les fondements du matérialisme dialectique et historique.

Durant toute cette période de 1845-1848, Marx et Engels, à travers leurs ouvrages théoriques et polémiques, vont jeter les fondements du "socialisme scientifique", tandis que, avec la Ligue des communistes, ils vont œuvrer à construire une organisation prolétarienne internationale.

BOURGEOIS ET PROLÉTAIRES

Pour Marx et Engels qui, à partir de 1845, vont dégager toutes les bases du "socialisme scientifique", leur travail théorique n'est pas distinct de leur activité pratique.

Au contraire, tous deux sont indissolublement liés à travers la compréhension des antagonismes de classe fondés sur le développement historique et économique. Ils vont établir le caractère du prolétariat comme "la seule classe révolutionnaire jusqu'au bout", défini par sa place dans la production.

Si, dès le XVIII^e siècle, la bourgeoisie commence à l'intérieur des sociétés dominées par le mode de production féodal à créer des rapports sociaux de production qui correspondent à l'essor de l'économie marchande capitaliste, pendant les siècles suivants, ce processus ne fera que se développer.

Puis, s'étant assurée une base économique qui lui est propre, la bourgeoisie

devra renverser l'Etat féodal, dernière barrière posée à son développement et à celui des forces productives. Analysant ce processus historique, Marx et Engels vont démontrer que le temps de la révolution bourgeoise est désormais révolu. La contradiction se développe à l'intérieur même du mode de production capitaliste entre les exigences du développement des forces productives et les rapports de production eux-mêmes. Cela signifie qu'une nouvelle révolution se prépare : la révolution prolétarienne.

Pour Marx et Engels, "le problème de la reconstruction de la société résultait comme une nécessité historique inexorable, d'une part, de la croissance des forces productives jusqu'à leur pleine maturité, d'autre part, de l'impossibilité de développer davantage les forces productives sous l'empire de la loi de la valeur" (Trotsky, préface à l'édition américaine de l'abrégié du *Capital*).

Mais "Il est évident, poursuit Trotsky, que Marx n'a jamais voulu dire que le socialisme se réalisera sans l'intervention de l'homme." Il serait donc faux de voir dans le passage du capitalisme au socialisme un mouvement fatal de l'histoire. Le marxisme est à l'inverse de tout déterminisme historique, comme de tout "messianisme" révolutionnaire.

Comme l'écrit Engels, dans *Socialisme utopique et socialisme scientifique* :

"La séparation était accomplie entre les moyens de production concentrés entre les mains des capitalistes, d'un côté, et les producteurs réduits à ne posséder que leur force de travail, de l'autre. La contradiction entre production sociale et appropriation capitaliste se manifeste comme l'antagonisme du prolétariat et de la bourgeoisie" (chapitre III, page 56, Editions du Progrès).

C'est pourquoi Marx et Engels soulignent dans le *Manifeste communiste* :

"La bourgeoisie n'a pas seulement forgé les armes qui la mettent à mort : elle a produit aussi les hommes qui manieraient ces armes — les ouvriers modernes, les prolétaires (...). L'existence et la domination de la classe bourgeoise ont pour causes essentielles

l'accumulation de la richesse aux mains des particuliers, la formation et l'accroissement du capital : la condition du capital, c'est le salariat. Le salariat repose exclusivement sur la concurrence des ouvriers entre eux. Les progrès de l'industrie, dont la bourgeoisie est l'agent sans volonté et sans résistance, substituent à l'isolement des ouvriers résultant de leur concurrence leur union révolutionnaire par association" (ouliné par nous, chapitre "Bourgeois et prolétaires").

Ainsi, le passage du capitalisme au socialisme ne pourra se réaliser que si — au travers de sa lutte contre la bourgeoisie —, le prolétariat, en s'unissant par l'organisation indépendante, parvient à assurer la victoire de la révolution sociale et, pour ce faire, à arracher son pouvoir politique à la bourgeoisie. En effet, l'histoire du prolétariat moderne est marquée par ses soulèvements, les mobilisations révolutionnaires, par lesquels il tente de s'élever à la tâche que l'histoire lui assigne : la prise du pouvoir politique.

"En ce qui me concerne, ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert l'existence des classes dans la société moderne, pas plus que la lutte qu'elles s'y livrent. Les historiens bourgeois avaient exposé bien avant moi l'évolution historique de la lutte des classes et des économistes bourgeois en avaient décrit l'anatomie économique.

Mon originalité a consisté :

1. A démontrer que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases historiques déterminées du développement de la production.

2. Que cette dictature elle-même ne représente qu'une transition vers l'abolition de toutes les classes et vers une société sans classes" ("Lettre de Marx à Weydemeyer", 5 mars 1852, page 79, tome 3, *Correspondance*, Éditions sociales).

Limiter le marxisme à la lutte des classes, c'est non seulement le tronquer et le déformer, mais chercher à le rendre acceptable pour la bourgeoisie. "Celui-là seul est un marxiste qui étend la reconnaissance de la lutte des classes à la reconnaissance de la dictature du prolétariat", écrivait Lénine.

En effet, le prolétariat est une classe sociale différente de celles qui l'ont précédé. Comme le souligne Engels dans la citation plus haut, le prolétariat a pour unique propriété sa force de travail qu'il est contraint de vendre à la bourgeoisie pour vivre. Sous le régime capitaliste, la force de travail n'est qu'une marchandise. A la différence de la bourgeoisie qui a eu la possibilité de jeter les bases de l'économie marchande et du capitalisme dans le cadre des sociétés féodales, le prolétariat ne dispose d'aucune possibilité de cette sorte.

"Toutes les classes qui, dans le passé, se sont emparées du pouvoir essaient de consolider leur situation acquise en soumettant la société aux conditions qui leur assuraient leur revenu propre. Les prolétaires ne peuvent s'emparer des forces productives et sociales qu'en abolissant le mode d'appropriation qui était particulier à celles-ci, et par suite, tout le mode d'appropriation. Les prolétaires n'ont rien à sauver qui leur appartienne" (*Manifeste, "Prolétaires et bourgeoisie", Editions sociales, page 45*).

En ce sens, le prolétariat, à la différence des classes antérieures, n'a pas à instaurer un nouveau mode d'exploitation. Pour se transformer de "classe en soi" en "classe pour soi", il ne dispose que d'un moyen : "l'union révolutionnaire", la construction de son organisation indépendante.

C'est pourquoi Marx et Engels écrivent dans le *Manifeste* :

"Toute lutte de classe est une lutte politique, et l'union que les bourgeoisies du Moyen Age mettaient des siècles à établir avec leurs chemins vicinaux, les prolétaires modernes la réalisent en quelques années grâce au chemin de fer. Cette organisation du prolétariat en classe, et donc en parti politique, est sans cesse détruite de nouveau par la concurrence que se font les ouvriers entre eux. Mais elle renait toujours et toujours plus forte, plus puissante" (*ibidem, page 43*).

Pour Marx et Engels, c'est donc la situation objective du prolétariat qui l'amène à s'unifier comme classe. Par l'union, la solidarité fondée sur la même situation, le prolétariat surmonte ainsi les limites bourgeoises de sa situation de

classe de la société bourgeoise, et par là accède à sa conscience historique.

LE MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE

En 1848, Marx et Engels prennent la mesure de ce que le mouvement ouvrier a déjà réalisé. La révolution de 1848 et la contre-révolution qui l'a suivie les renforcent dans la compréhension que rien ne saurait plus justifier que le prolétariat attende la fin de la révolution bourgeoise pour développer son activité révolutionnaire propre.

L'année 1848 est en effet un tournant qui voit, pour la première fois, le prolétariat se porter candidat au pouvoir.

En effet, "*la révolution s'annonçait comme une révolution de la classe ouvrière contre la bourgeoisie. Elle proclamait la chute du gouvernement bourgeois et l'émancipation de l'ouvrier*", écrivait Engels.

Dans *Révolution et Contre-Révolution en Allemagne*, Engels souligne la portée européenne des journées de 1848 et de l'écrasement des prolétaires de Paris, car "*aussitôt, d'un bout à l'autre de l'Europe, les conservateurs et les contre-révolutionnaires de redresser la tête avec une insolence qui montrait comme ils comprenaient bien la signification de l'événement*".

Les rapports politiques entre les classes sont modifiés. Paralysée par la peur du prolétariat, la bourgeoisie est incapable d'accomplir les tâches de la révolution bourgeoise, là où elle ne les a pas réalisées. Au prolétariat, désormais, de les accomplir, mais en combattant pour ses propres objectifs de classe, en s'organisant comme classe.

Jusqu'à présent, dans les irréruptions révolutionnaires, comme en 1830 en France, le prolétariat ne combattait pas pour ses propres objectifs sociaux ou politiques. Même s'il faisait déjà entendre sa voix, il servait de "bâlier" aux fractions républicaines bourgeoises.

Le tournant qui s'opère en 1848 renforce chez Marx et Engels la conviction qu'il faut séparer le prolétariat du front républicain bourgeois, qu'il faut organiser de manière indépendante la classe ouvrière, avec son parti politique propre. Parce que ce qui est à l'ordre du jour pour la classe ouvrière, c'est la lutte pour la destruction de l'Etat bourgeois. Et cela, aucune fraction bourgeoise — même "éclairée" — ne peut l'accepter.

Au contraire, l'union avec les fractions bourgeois républicaines ne fera qu'engluer le prolétariat dans la république bourgeoise, c'est-à-dire l'Etat bourgeois garant de sa propre exploitation.

D'ailleurs, Engels le souligna, après la première phase de la révolution (le 24 février 1848, chute de Louis-Philippe et proclamation de la république en France ; le 13 mars, chute de Metternich à Vienne ; le 18 mars, capitulation du roi à Berlin).

"Dès le commencement d'avril 1848, le torrent révolutionnaire se trouva arrêté sur tout le continent européen par l'alliance que les classes de la société qui avaient bénéficié de la première victoire contractèrent aussitôt avec les vaincus. En France, les boutiquiers et la fraction républicaine de la bourgeoisie s'étaient coalisés avec la bourgeoisie monarchiste contre les prolétaires. En Allemagne et en Italie, la bourgeoisie victorieuse avait recherché l'appui de la noblesse féodale et de l'armée" (Révolution et Contre-Révolution en Allemagne).

Afin d'œuvrer à l'objectif de l'organisation prolétarienne indépendante, Marx et Engels travaillaient dans cette période à rassembler tous les groupes ouvriers d'origine et d'obédience diverses dans un même cadre organisé.

Car, si parti et classe ne sont pas identiques, l'organisation élémentaire de la classe ouvrière pour résister à l'exploitation — c'est-à-dire son affirmation comme classe antagonique à la société bourgeoise pour se préserver comme classe de cette société bourgeoise — et son organisation politique sont inséparables dès les débuts du mouvement ouvrier. Engels écrit au sujet des syndicats :

"Il n'en reste pas moins que les syndicats et les grèves qu'ils entreprennent ont une importance fondamentale, parce qu'ils sont la première tentative faire par leurs ouvriers de supprimer la concurrence" (La Situation des classes laborieuses en Angleterre).

Pour Engels et Marx, dans une situation où la classe ouvrière est au début de sa constitution, sur un plan distinct, syndicats et partis procèdent de la nécessité pratique historique surgissant de la place du prolétariat dans la production. Sur un plan distinct, car *"les syndicats ne doivent jamais être associés à un regroupement politique ni dépendre de lui. Autrement, ils ne rempliraient pas leur tâche et recevraient un coup mortel"*, expliquait Marx dans une interview en 1869.

Pour se libérer des chaînes de l'exploitation, *"la lutte de la classe opprimée contre la classe dominante devient nécessairement une lutte politique, une lutte menée d'abord contre la domination politique de cette classe"* (Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande, chapitre IV, "Matérialisme dialectique", Editions sociales, page 76).

Classe exploitée et opprimée de la société bourgeoise, le prolétariat ne peut parvenir à cette tâche par le "mouvement des idées", mais par un mouvement pratique où *"ces idées deviennent des forces matérielles"*, d'où l'importance de l'organisation prolétarienne indépendante à laquelle œuvrent Marx et Engels, en définissant la base même sur laquelle doit être fondée cette organisation, c'est-à-dire la question du programme prolétarien.

"Quelle est la position des communistes par rapport à l'ensemble des prolétaires ?

Les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers. Ils n'ont point d'intérêts qui divergent des intérêts de l'ensemble du prolétariat.

Les communistes ne se distinguent des autres partis ouvriers que sur deux points :

D'une part, dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat.

D'autre part, dans les différentes phases de développement que traverse la lutte entre prolétariat et bourgeoisie, ils représentent toujours les intérêts du mouvement ouvrier dans sa totalité.

Pratiquement, les communistes sont donc la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui entraîne toutes les autres ; sur le plan de la théorie, ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des résultats généraux du mouvement prolétarien.

Le but immédiat des communistes est le même que celui de tous les partis ouvriers : constitution du prolétariat en classe, renversement de la domination bourgeoisie, conquête du pouvoir politique par le prolétariat” (*Manifeste, Editions sociales, pages 47-48.*)

Et Marx et Engels de préciser :

“Les rapports de propriété ont tous subi de continuels changements, de continues transformations historiques. La révolution française par exemple a aboli la propriété féodale au profit de la propriété bourgeoise. Ce qui distingue le communisme, ce n'est pas l'abolition de la propriété en général, mais l'abolition de la propriété bourgeoise (...).

Or la propriété privée moderne, la propriété bourgeoise, est l'ultime et la plus parfaite expression du mode de production et d'appropriation qui repose sur des antagonismes de classes, sur l'exploitation des uns par les autres.

En ce sens, les communistes peuvent résumer leur théorie dans cette formule unique : abolition de la propriété privée” (*ibidem, page 48.*)

VERS LA PREMIÈRE INTERNATIONALE

Si c'est tout le développement historique depuis 1830, et plus particulièrement après 1848, qui poussa à la constitution d'organisations ouvrières, c'est précisément l'action de ceux qui sont organisés autour du *Manifeste* qui va être l'élément décisif pour organiser le mouvement ouvrier.

Dès 1846, Marx avait proposé à Proudhon de constituer “des comités de correspondance communistes qui s'occuperaient de mettre en rapport les socialistes allemands, français et anglais afin de les tenir au courant des progrès du socialisme dans chaque pays”. Proudhon répondit :

“Je ne crois pas que nous ayons besoin de voir cela pour réussir et qu'en conséquence nous ne devons point poser l'action révolutionnaire comme moyen de réforme sociale.”

Marx et Engels poursuivirent leurs efforts de rassemblement, et c'est selon une même démarche, prenant appui sur les progrès du mouvement ouvrier, que se tiendra, à Londres, le meeting, dans la salle St. Martin Hall, le 28 septembre 1864, et que sera proclamée l'Association internationale des travailleurs, la Première Internationale.

En 1890, Engels souligne :

“Lorsque la classe ouvrière européenne eut repris suffisamment de forces pour un nouvel assaut contre le pouvoir des classes dominantes, naquit l'Association internationale des travailleurs. Elle avait pour but de fondre en une immense armée toute la classe ouvrière combative d'Europe et d'Amérique.

Elle ne pouvait donc partir des principes établis dans le Manifeste. Il lui fallait un programme qui ne fermât pas la porte aux trade unions anglaises, aux prudhoniens français, belges, italiens, et espagnols, ni aux lassalliens allemands. Ce programme — le préambule des statuts de l'Internationale fut établi par Marx avec une maîtrise qu'ont reconnue Bakounine et les anarchistes eux-mêmes.

Pour la victoire définitive des principes énoncés dans le Manifeste, Marx s'en remettait uniquement au développement intellectuel de la classe ouvrière, qui devait résulter de l'action unie et de la discussion. Les événements et les vicissitudes de la lutte contre le capital, les défaites plus encore que les succès, ne pouvaient manquer de faire sentir aux combattants l'insuffisance des panacées qu'ils proposaient jusqu'alors et de les rendre plus réceptifs à une analyse fondamentale des conditions véritables de

l'émancipation ouvrière" (préface à l'édition allemande du *Manifeste* de 1890, Editions sociales, pages 87-88).

L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

Ainsi, l'"*Adresse inaugurale*", dont parle Engels, affirme :

"La conquête du pouvoir politique est donc devenue le premier devoir du prolétariat (...). Il a le nombre, mais le nombre ne pèse dans la balance que s'il est uni par l'association et guidé par le savoir (...). C'est poussé par cette pensée que les travailleurs réunis en un meeting public à St. Martin Hall ont décidé de fonder l'Association internationale des travailleurs."

Fidèles à la stratégie du *Manifeste*, Marx et Engels n'entendent pas seulement constituer un courant à l'intérieur de l'Internationale, mais aussi exprimer les intérêts généraux du prolétariat en cherchant à unifier toutes les forces ouvrières, d'où l'importance de la discussion libre et démocratique au sein du conseil général de l'Internationale, qui regroupe tous les courants.

Marx et Engels ne cherchaient pas, comme on les en accusa, à y établir un régime dictatorial. Au contraire, ils ont été l'élément décisif pour rassembler, sans sectarisme, toutes les forces ouvrières, avec l'objectif de constituer la classe ouvrière en parti politique international. En témoigne d'ailleurs la collaboration avec Bakounine et les anarchistes contre les courants petits-bourgeois, pour défendre ensemble la perspective de la révolution sociale.

Ce sera le débat politique en 1866, 1867, 1868 avec les prud'honiens, puis avec Bakounine jusqu'alors allié avec les marxistes, contre Mazzini, un socialiste petit-bourgeois.

C'est en 1869 qu'éclate le principal conflit avec Bakounine. Ce ne sont pas ses positions divergentes passées avec les marxistes qui en sont la cause, mais le fait qu'il constitue avec le même Mazzini la

Ligue pour la paix, regroupement de collaboration de classe qui allait le conduire, durant la guerre de 1870, à soutenir la bourgeoisie française contre la Prusse.

Il ne s'agit pas non plus d'une querelle de personnes. Il s'agit d'orientations politiques dans une période qui est marquée par une aggravation des contradictions économiques, sociales et politiques en Europe ; des bouleversements ont lieu en Espagne, en Prusse, écrasant l'empire autrichien, en Italie. Pour Marx et Engels, une nouvelle crise révolutionnaire va s'ouvrir, il faut renforcer encore l'Internationale.

Pour Bakounine, la dénonciation de l'"autoritarisme" de Marx couvre en réalité son opposition à la lutte pour mettre au centre du combat de classe la lutte pour la destruction de l'Etat bourgeois et la prise du pouvoir politique par le prolétariat. Et de ce fait, il se prononce contre tout renforcement de l'organisation.

La défaite de la Commune de Paris, en 1871, va marquer l'arrêt de mort de la Première Internationale (en 1872, le congrès de La Haye décide le transfert de son conseil général à New York, qui, en 1876, va décider sa dissolution), au sein de laquelle se déchaînent toutes les forces centrifuges et scissionnistes, car l'écrasement de la Commune ne fut pas seulement la défaite du prolétariat français, elle fut aussi celle du prolétariat mondial.

Ce n'est donc pas un hasard si les affrontements au sein de la Première Internationale portent sur la question de l'Etat. Cette question est fondamentale, car elle conditionne l'attitude des uns et des autres vis-à-vis de l'Etat actuel, c'est-à-dire de l'Etat bourgeois.

Pour Marx et Engels, qui ont analysé l'Etat comme le produit de la division de la société en classes et l'instrument de la classe dominante, l'Etat, même "démocratique" n'est pas un organe de "conciliation" de classes. Si la "conciliation" entre exploités et exploitateurs était possible, l'Etat ne pourrait ni surgir ni se maintenir.

L'Etat bourgeois est, en toute circonstance, la dictature de la classe capitaliste sur le travail salarié. Les formes prises par cette dictature peuvent varier. La dictature

du capital peut s'exprimer par la démocratie parlementaire ou par la dictature militaire. Certes, la forme de domination politique bourgeoise n'est pas indifférente au prolétariat, du point de vue des conditions de son combat, au contraire. Néanmoins, à travers ces différentes formes de la domination politique, c'est toujours la dictature de la bourgeoisie sur le prolétariat que l'Etat a pour mission de maintenir.

Aussi, dans *La Guerre civile en France*, tirant les enseignements pour le prolétariat mondial de la lutte des travailleurs parisiens en 1871, Marx écrit :

"La classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine de l'Etat et de la faire fonctionner pour son propre compte. Elle doit la briser."

La Commune de Paris a été la première confirmation pratique du "socialisme scientifique" de Marx et Engels.

LES ENSEIGNEMENTS DE LA COMMUNE DE PARIS

Engels écrit :

"Le 26 mars, la Commune était élue, le 28 elle fut proclamée. Le 30, la Commune supprima la conscription et l'armée permanente et proclama la garde nationale, dont tous les citoyens valides devaient faire partie, comme la seule force armée ; elle remit tous les loyers d'octobre 1870 jusqu'en avril, prenant en compte les termes déjà payés pour l'échéance à venir, et suspendit toute vente d'objets engagés au mont-de-piété municipal. Le même jour, les étrangers élus à la Commune furent confirmés dans leurs fonctions car "le drapeau de la Commune est celui de la République universelle". Le 1^{er} avril, il fut décidé que le traitement le plus élevé d'un employé de la Commune, donc aussi de ses membres, ne pourrait dépasser 6 000 francs. Le lendemain, furent décrétées la séparation de l'Eglise et de l'Etat et la suppression des budgets des cultes, ainsi que la transformation de tous les biens ecclésiastiques en propriété nationale ; en conséquence, le 8 avril, on ordonna de bannir des écoles tous les symboles, images,

prières dogmes religieux, bref "tout ce qui relève de la conscience individuelle de chacun" (...).

La Commune dut reconnaître d'emblée que la classe ouvrière, une fois au pouvoir, ne pouvait continuer à administrer avec la vieille machine d'Etat ; pour ne pas perdre à nouveau sa propre domination qu'elle venait à peine de conquérir, cette classe ouvrière devait, d'une part, éliminer la vieille machine d'oppression jusqu'alors employée contre elle-même, mais, d'autre part, prendre des assurances contre ses propres mandataires et fonctionnaires en les proclamant, en tout temps et sans exception, révocables (...).

Pour éviter cette transformation, inévitable dans tous les régimes antérieurs de l'Etat et des organes de l'Etat, à l'origine serviteurs de la société, en maîtres de celle-ci, la Commune employa deux moyens infaillibles. Premièrement, elle soumit toutes les places de l'administration, de la justice et de l'enseignement au choix des intéressés par élection au suffrage universel, et, bien entendu, à la révocation à tout moment par ces mêmes intéressés. Et, deuxièmement, elle ne rétribua tous les services, des plus bas aux plus élevés, que par le salaire que recevaient les autres ouvriers.

Le philistine social-démocrate a été récemment saisi d'une terreur salutaire en entendant prononcer le mot de dictature du prolétariat. Eh bien, messieurs, voulez-vous savoir de quoi cette dictature a l'air ? Regardez la Commune de Paris. C'était la dictature du prolétariat » (préface d'Engels à *La Guerre civile en France*, page 296, Londres, pour le vingtième anniversaire de la Commune de Paris, 18 mars 1891).

La question de l'Etat bourgeois et de sa destruction a donc été au cœur de la Première Internationale, fondement du mouvement ouvrier moderne : la compréhension de la nature de classe de l'Etat bourgeois exigeait l'existence d'organisations ouvrières indépendantes, séparées des bourgeois républicains "éclairés" ou des socialistes petits-bourgeois procapitalistes. L'apport de la Première Internationale a donc été d'arracher la classe ouvrière de la gangue bourgeoise, et c'est pourquoi cette question a été aussi au centre du combat pour la II^e Internationale, qui a prolongé le combat de la Première Internationale.

Pour Marx et Engels, le "socialisme scientifique" est le contraire du "subjectivisme", qui croyait possible de décréter l'"abolition de l'Etat", et de l'"objectivisme", qui voyait dans la disparition de l'Etat un processus automatique et gradauel. L'une et l'autre positions évacuent le combat pour la destruction de l'Etat bourgeois, c'est-à-dire le combat de la révolution prolétarienne.

Comparant la Révolution française de 1789 et la révolution russe de 1917, Trotsky souligne la profonde différence existant entre la révolution bourgeoise et la révolution prolétarienne :

"Les rapports bourgeois, une fois libérés des entraves féodales, se développent automatiquement. Aucune force extérieure ne peut plus les arrêter. Ils doivent eux-mêmes créer leur propre fosse, après avoir créé leurs fossoyeurs. Il en est de toute autre façon avec le développement des rapports socialistes. La révolution prolétarienne non seulement affranchit les forces productives des entraves de la propriété privée, mais elle met également à leur disposition immédiate l'Etat qu'elle a engendré."

Tandis que l'Etat bourgeois se borne à un rôle de police, l'Etat ouvrier joue directement le rôle de patron et d'organisateur (...) à la différence du capitalisme, le socialisme ne s'édifie pas automatiquement mais conscientement (souligné par nous). *La marche vers le socialisme est inseparable du pouvoir étatique* (L'Etat ouvrier, Thermidor et le bonapartisme).

C'est pourquoi l'Etat ne saurait être aboli par le prolétariat. Il ne dépérira que lorsqu'il aura épousé sa fonction d'instrument de la transition du capitalisme au socialisme, c'est-à-dire avec l'avènement de la société sans classes. Il ne peut prendre cette fonction que par le travail conscient de la classe ouvrière pour en réunir les conditions, à travers l'organisation politique ouvrière indépendante.

La Première Internationale avait amorcé ce travail historique de transformation du prolétariat en "classe pour soi", mais elle n'avait pu encore créer de partis ouvriers enracinés dans les masses. La naissance de la II^e Internationale en 1889, sous l'égide d'Engels, permettra la construc-

tion de ces partis ouvriers dont l'absence avait contribué à l'échec de la Commune.

LA PREMIÈRE INTERNATIONALE OUVRE LA VOIE À L'ORGANISATION OUVRIÈRE

Le développement de partis ouvriers et la création de la II^e Internationale n'auraient pu être possibles sans la Première Internationale. Comme le souligne Engels :

"L'Internationale, au moment de sa dissolution en 1875, laissait les travailleurs dans un état tout différent de celui où (elle) les avait trouvés en 1864 (...). De fait, les principes du Manifeste avaient fait des progrès considérables parmi les travailleurs de tous les pays" (préface au Manifeste, *ibidem*, page 79).

Et cela n'avait été rendu possible que par l'élaboration des principes, de la stratégie et de la tactique du *Manifeste*, qui, saisissant que le mouvement de la classe ouvrière vers la conscience est pratique et non théorique, a armé, a œuvré à organiser le prolétariat à l'échelle mondiale. Engels, au moment même où il participe à la fondation de la II^e Internationale et des partis ouvriers, écrit, le 27 janvier 1887, à Florence Kelly Wischnevetsky :

"Lorsque Marx fonda l'Internationale, il rédigea des statuts généraux de manière que tous les socialistes de la classe ouvrière de cette époque purent y participer : prudhoniens, pierreleroussistes et même la partie la plus avancée des syndicats anglais. Ce n'est que par cette large base que l'Internationale est demeurée ce qu'elle est (...)."

Si, de 1864 à 1873, nous avions tenu à ne collaborer qu'avec ceux qui reconnaissent ouvertement notre programme, où en serions-nous aujourd'hui ? Je pense que notre pratique a montré qu'il est possible de travailler avec le mouvement général de la classe ouvrière à chacune de ses diverses étapes, sans abandonner ni cacher notre position distincte, voire notre organisation."

Cette question de l'indépendance de classe, de la lutte contre l'Etat bourgeois,

est une question qui se trouve au centre du combat pour la II^e Internationale et dans toute la vie de celle-ci, plus particulièrement au sein de la social-démocratie allemande, qui en a été le pilier et qui s'est constituée comme parti révolutionnaire sous l'influence directe de Marx et d'Engels.

Il faut souligner que, en 1870, ce sont les deux députés sociaux-démocrates marxistes allemands, August Bebel et Wilhelm Liebnecht, qui ont voté contre les crédits de guerre, contre la poursuite de la guerre après la chute de Napoléon III, et ont été emprisonnés pour ce premier acte de défaitisme révolutionnaire. La place de la section allemande va être déterminante pour l'Internationale.

Si, en France, la défaite de la Commune pulvérise pour un temps le mouvement ouvrier, la recomposition s'opère dans le mouvement ouvrier européen. Tandis que se dessine seulement en Angleterre ce qui donnera naissance, en 1906, au Labour Party, fondé par les Trade Unions, le pivot du mouvement ouvrier se situera en Allemagne.

En 1875, au congrès de Gotha, l'Association générale des travailleurs allemands, fondée en 1863 par Lassalle, qui n'est pas marxiste, et le Parti social-démocrate des travailleurs, dirigé par W. Liebnecht et A. Bebel fusionnent pour constituer l'Union socialiste des travailleurs. Marx et Engels, dans la *Critique du programme de Gotha*, vont critiquer les thèses lassaliennes qui imprègnent le nouveau parti, notamment l'idée selon laquelle l'Etat national allemand, au lieu d'être combattu, pourrait être constamment utilisé par le mouvement ouvrier pour réaliser les objectifs du socialisme.

De fait, le marxisme ne l'a pas emporté sans efforts sur l'idéologie lassallienne dans le parti, et les résidus de cette idéologie n'ont pas été sans effets sur les développements ultérieurs de la social-démocratie. Mais il reste que l'unification des forces socialistes en un seul parti s'est révélée bénéfique. Les élections au Reichstag lui donnent 437 000 voix en 1877 (contre 102 000 voix ouvrières en 1871). En 1878, devant la montée du prolétariat allemand, Bismarck recourt à la répression

contre les sociaux-démocrates, mais des candidats ouvriers pouvaient néanmoins se présenter aux élections. C'est ainsi que les suffrages obtenus par la social-démocratie passèrent à 550 000 en 1884, à 763 000 en 1887 et à 1 427 000 en 1890.

Pour tenter de freiner cette progression, Bismarck combine la répression avec une "politique sociale" : loi sur l'assurance maladie (1883), loi sur l'assurance accident (1884), sur l'assurance vieillesse-invalidité (1889).

Les sociaux-démocrates combattirent ces lois corporatistes visant à intégrer le prolétariat à la société bourgeoise. Ils exigeaient la journée de dix heures, le salaire minimum.

Aux élections de 1890, le nombre de députés sociaux-démocrates passe de onze à vingt-quatre. C'est l'échec de la "politique sociale" de Bismarck, qui demande à Guillaume II de nouvelles mesures réactionnaires. Mais devant la gravité de la crise, celui-ci écarte Bismarck et ne renouvelle pas les mesures d'exception contre la social-démocratie.

Celle-ci profite de la légalisation de ses nouvelles conditions d'existence : en 1893, elle compte 44 élus au Reichstag, après avoir recueilli 1 786 000 voix ; en 1898, 56 élus, avec 2 107 000 voix ; en 1903, 79 élus, avec 3 millions de voix.

Engels, mort en 1895, a eu le temps de suivre le début de cette évolution. Il a dénoncé les traits bonapartistes de Bismarck, et, à l'occasion du congrès d'Erfurt, en 1891, où l'organisation unifiée devait prendre le nom de Parti social-démocrate d'Allemagne, Engels intervint activement dans le parti pour aider à la clarification politique.

ENGELS, LE PARTI SOCIAL-DÉMOCRATE ALLEMAND, L'INTERNATIONALE

Le projet de programme d'Erfurt n'arrivera pas à se dégager pleinement des erreurs déjà dénoncées par Marx et Engels dans celui de Gotha.

Engels écrit :

"Les revendications politiques du projet ont un grave défaut. Ce qu'il aurait fallu dire ne s'y trouve pas. Si ces dix revendications étaient accordées toutes, nous aurions, il est vrai, divers moyens de plus en vue de la réalisation de la revendication politique principale, mais nous n'aurions pas du tout cette revendication principale elle-même."

"La Constitution de l'Empire est, en ce qui concerne la limitation des droits reconnus au peuple et à ses représentants, une copie pure et simple de la Constitution prussienne de 1850, Constitution où la réaction la plus extrême se trouve rédigée en paragraphes, où le gouvernement possède tout pouvoir véritable et où les chambres n'ont pas même le droit de refuser les impôts. Constitution qui, pendant la période de conflit, a prouvé que le gouvernement pouvait en fait faire ce qu'il voulait."

Cette question soulevée par Engels est décisive : le programme d'Erfurt acceptait implicitement la Constitution monarchiste accordée par la Prusse à l'Allemagne en 1868 et situait donc son action dans le cadre de l'Etat national allemand.

Engels poursuit :

"Il faut attaquer la chose (la Constitution monarchiste) d'une façon ou d'une autre. Et ce qui prouve précisément aujourd'hui combien cela est nécessaire, c'est l'opportunisme qui commence à exercer ses ravages dans une grande partie de la presse social-démocrate."

Dans la crainte du renouvellement de la loi contre les socialistes, on veut maintenant que le parti reconnaîsse la situation légale présente en Allemagne comme pouvant suffire tout d'un coup au parti à réaliser toutes ses revendications par la voie pacifique. L'on fait croire à soi-même et au parti que "la société actuelle peu à peu pénètre dans le socialisme" sans se demander si par là elle n'est pas obligée de sortir de sa vieille constitution sociale, de faire sauter cette enveloppe avec autant de violence que l'écrevisse crevant la sienne ; comme si en Allemagne, elle n'avait pas en outre à rompre les entraves de l'ordre politique encore à demi obscurantiste et, par-dessus tout, indûcilement embrouillé. »

Ainsi, d'une manière constante, nous retrouvons la question de l'attitude vis-à-vis de l'Etat bourgeois dans l'histoire de la social-démocratie allemande, et, plus généralement, dans l'histoire de la II^e Internationale. Cette question des institutions est déterminante, compte tenu des succès électoraux du parti ouvrier. Engels est conscient à la fois de l'importance de l'existence d'une fraction parlementaire social-démocrate et, dans le même temps, il est conscient du danger. Il écrit à propos du vote des députés :

"Les questions dans lesquelles les députés sociaux-démocrates peuvent sortir d'une position purement négative sont extrêmement limitées. Ce ne sont que des questions dans lesquelles le rapport entre ouvriers et capitalistes est directement en jeu : législation de fabrique, journée de travail normale, responsabilité légale (...) Dans toutes les autres questions (...), les députés sociaux-démocrates devront toujours mettre en relief le point de vue décisif : ne rien voter qui puisse renforcer la puissance du gouvernement vis-à-vis du peuple ("Lettre à la direction du parti", 1891).

L'INTERNATIONALE OUVRIÈRE (LA II^e INTERNATIONALE)

Cette attention d'Engels à la vie du parti allemand découle de l'appréciation suivant laquelle ce dernier constitue alors la pointe avancée du combat pour l'Internationale ouvrière.

Au cours de toute cette période, le mouvement ouvrier se développe. En Allemagne, la construction du Parti social-démocrate contribuera à donner une impulsion à la constitution des syndicats. Il y a osmose entre la social-démocratie et les syndicats, mais c'est cette dernière qui dirige. En Grande-Bretagne, les TUC (Trade Unions Congress) ont participé à l'Association internationale des travailleurs jusqu'en 1872, il n'y a pas de parti social-démocrate, l'empirisme règne. Aux élections, les TUC soutiennent souvent les libéraux. Mais la proclamation de l'Internationale ouvrière, en 1889, la participation des délégués des TUC, qui n'en étaient pas au même niveau théorique et

d'organisation que les délégués allemands, sera un élément décisif pour que les TUC s'engagent dans la construction d'un Labour Party, fondé en 1907.

Engels soulignera l'urgence de bâtir un parti en Grande-Bretagne, dans une lettre du 4 septembre 1892 :

"Amener les ouvriers à constituer leur propre parti indépendant et opposé à tous les partis bourgeois. Pour la première fois depuis longtemps, lors des dernières élections, les ouvriers anglais avaient fait un premier pas décisif dans cette direction (...). Or quelle a été l'attitude des Fabians ? Ils prêchent et pratiquèrent le ralliement des ouvriers aux libéraux et il arriva ce qui devait arriver : les libéraux attribuèrent aux Fabians les sièges absolument impossibles à conquérir, et les candidats Fabians furent battus avec éclat ; au moment où pour la première fois depuis longtemps les ouvriers manifestent leur indépendance, la société fabienne leur prêche de continuer à faire la queue des libéraux."

En France, après l'écrasement de la Commune, un petit groupe de militants, avec Jules Guesde, entreprend, dès 1877, une campagne en faveur du socialisme scientifique. En 1880, au congrès du Havre, le Parti ouvrier révolutionnaire est fondé sur la base d'une charte rédigée par Guesde et Marx.

Mais une série de scissions divisent le mouvement socialiste en plusieurs groupes. Celui-ci ne sera réuni que sous l'égide de l'Internationale, en 1905, au sein du Parti socialiste uniifié (section française de l'Internationale ouvrière, SFIO).

En 1888, le congrès de Heinfeld fonde le Parti social-démocrate d'Autriche-Hongrie, sur la base d'un programme marxiste proposé par Kautsky, dirigeant et théoricien de la social-démocratie allemande. En 1887, c'est la fondation du parti au Pays-Bas ; en 1887, en Suisse ; en 1896, en Suède, où est élu le premier député social-démocrate. Tous ces partis se constituent en adoptant le programme de Gotha de la social-démocratie allemande.

En Belgique, dépassant l'opposition entre Wallons et Flamands, toutes les for-

mations socialistes s'unifient dans le Parti ouvrier belge (1885) qui, à l'occasion de la grève de 1891, obtient le suffrage universel.

En Italie et en Espagne, le travail est freiné par l'influence des partisans de Bakounine. En 1880, le Parti ouvrier italien est fondé. Il obtient quatre sièges à la Chambre l'année suivante. Paul Lafargue, un gendre de Marx, travaille à la construction du Parti socialiste ouvrier d'Espagne, constitué en 1879.

Sous l'impulsion de Plekhanov, avec Zassoulitch et Axelrod, est fondé, en 1883, à Genève, le groupe Libération du travail, qui va diffuser le marxisme en Russie et jouer un rôle décisif dans la construction du Parti social-démocrate de Russie.

Engels ne cessera d'intervenir dans le mouvement ouvrier, écrivant aux différentes organisations, recevant des délégations de tous les pays, prodiguant conseils, critiques, aide et collaboration, toujours en insistant sur l'indépendance politique du parti ouvrier.

"Pour qu'au jour de la décision, le prolétariat soit assez fort pour vaincre, il est nécessaire qu'il se constitue en parti autonome, un parti de classe conscient, séparé de tous les autres. Vous avez raison contre la tactique du comité directeur. Au Danemark, la gauche petite-bourgeoise joue depuis des années une indigne parodie d'opposition. (...) L'occasion d'affronter la violation de la Constitution les armes à la main, elle l'a manquée depuis longtemps et une fraction toujours croissante de cette gauche aspire à une réconciliation avec Estrup (dirigeant bourgeois).

"Il me semble impossible qu'un véritable parti prolétarien puisse marcher ensemble avec un tel parti sans perdre à la longue son propre caractère de classe comme parti ouvrier" (Engels à Trier, 18 décembre 1889).

De même, Engels saisira l'importance d'un parti ouvrier aux Etats-Unis, dont aujourd'hui encore on peut constater l'enjeu.

"Le premier grand pas qui importe dans tout pays nouvellement entré en

mouvement est toujours que les ouvriers se constituent en parti politique indépendant, n'importe comment, pourvu seulement qu'il soit un parti ouvrier distinct (...), que le premier programme de ce parti soit confus et des plus incomplets, ce sont là des inconvénients inévitables, mais d'ailleurs passagers. Les masses doivent avoir le temps de se développer et l'occasion elles l'auront, du moment qu'elles ont un mouvement propre (...).

Le mouvement existe maintenant en Amérique au point où il était chez nous avant 1848 ; les gens véritablement intelligents de là-bas auront tout d'abord à jouer le rôle qu'avant 1848 jouait la Ligue des communistes parmi les groupes ouvriers ("Lettre à Sorge", 29 novembre 1886).

La naissance de la II^e Internationale est le résultat de tout un processus historique qui, de 1875 à 1889, se traduit par la consolidation de partis ouvriers de dimension nationale, en relation avec le développement des forces productives du capitalisme ascendant.

Née de partis ouvriers déjà existants, la II^e Internationale aide à la constitution de grands partis socialistes, comme le Parti social-démocrate de Russie en 1903, la SFIO en France en 1905, le Labour Party en Grande-Bretagne en 1906.

Les sections de l'Internationale sont alors de grandes organisations centralisées et fortement implantées parmi les travailleurs. Leurs activités embrassent tous les aspects de la vie sociale : participation aux luttes revendicatives, luttes politiques — à travers les élections, ou bien dans l'illégalité, comme en Espagne, en Russie — gestion des municipalités, des coopératives, des mutuelles, des clubs sportifs ou culturels, des clubs de jeunesse.

"Au cours de plusieurs dizaines d'années, les ouvriers ont construit à l'intérieur de la société bourgeoise, en l'utilisant tout en luttant contre elle, leurs bastions, leurs bases, leurs foyers de démocratie prolétarienne : les syndicats, les partis, les clubs de formation, les organisations sportives, les coopératives, etc. Le prolétariat ne peut arriver au pouvoir dans le cadre formel de la démocratie bourgeoise, mais par la voie révolutionnaire. Cela est démontré aussi bien par la théorie que par l'expérience.

*Mais c'est précisément pour cette voie révolutionnaire que le prolétariat a besoin de bases d'appui de démocratie prolétarienne à l'intérieur de l'Etat bourgeois. C'est à la création de telles bases qu'a porté le travail de la II^e Internationale à l'époque où elle remplittait encore un rôle historique progressiste" (Trotsky, "La révolution allemande et la bureaucratie stalinienne", *Comment vaincre le fascisme*, Buchet-Chastel, pages 102-103).*

Trotsky souligne ici le rôle décisif de la II^e Internationale qui a aidé à la constitution d'une classe organisée et consciente d'elle-même.

Dès sa fondation, l'Internationale ouvrière coordonne la lutte internationale des travailleurs pour la journée de huit heures et choisit la date du 1^{er} mai pour commémorer le combat des travailleurs américains, pour en faire chaque année une journée de grèves et de luttes révolutionnaires.

En 1891, le congrès international de Bruxelles rassemble 362 délégués (187 Belges, 50 Français, 40 Allemands, 25 Anglais). Le 4 septembre 1891, Engels écrit à Sorge : "Le congrès est avant tout une brillante victoire pour nous", car si tous les délégués ne sont pas marxistes, ce sont les positions du socialisme scientifique qui sont adoptées. Auparavant, dans une lettre au même Sorge (8 juin 1889), Engels écrivait, à propos de la création de la II^e Internationale :

"L'essentiel, et cela a été pour moi le motif pour entrer dans le jeu, c'est que réapparaît la vieille coupure de l'Internationale. Les adversaires sont les mêmes, sauf que l'enseigne anarchiste est changée pour l'enseigne possibiliste : commerce de principe avec la bourgeoisie contre des concessions de détail, et surtout contre des postes bien payés pour les chefs."

Le II^e Congrès à Zurich, en 1893, met au centre de ses travaux l'action politique du prolétariat, combattue une nouvelle fois par les héritiers de Proudhon et de Bakounine. Une nouvelle fois, il faut combattre pour que la classe ouvrière mène une lutte politique et non "économique", qu'elle lutte pour le pouvoir politique. La résolution finale déclare :

"Par l'action politique, on entend que les organisations des travailleurs cherchent autant que possible à employer ou à conquérir les droits politiques et le mécanisme de la législation pour amener ainsi le triomphe des intérêts du prolétariat et la conquête du pouvoir politique."

Elle précise que cette action politique ne peut être menée que dans le regroupement des travailleurs dans chaque pays dans un parti distinct des partis de la bourgeoisie.

Au congrès de Londres, en 1896 — un an après la mort d'Engels —, les partisans de l'action politique du prolétariat l'emportent définitivement. Mais, parmi eux, certains réduisent l'action politique aux campagnes électorales et à l'activité parlementaire, comme, par exemple, les dirigeants français.

STRATÉGIE ET TACTIQUE

Pour justifier leur politique, les dirigeants réformistes ont naguère expliqué qu'Engels était à l'origine du cours électoraliste et réformiste, s'appuyant sur la préface à l'ouvrage de Marx, *La Lutte des classes en France*, rédigée par Engels en mars 1895, quelques mois avant sa mort. Engels va définir l'importance, selon la ligne stratégique de la prise du pouvoir par le prolétariat, de la tactique électorale.

"Déjà le Manifeste communiste avait proclamé la conquête du suffrage universel, de la démocratie, comme une des premières et des plus importantes tâches du prolétariat militant (...).

Et si le suffrage universel n'avait donné d'autre bénéfice que de nous permettre de nous compter tous les trois ans, que d'accroître par la montée régulièrement constatée, extrêmement rapide du nombre des voix, la certitude de la victoire chez les ouvriers, dans la même mesure que l'effroi chez les adversaires, et de devenir ainsi notre meilleur moyen de propagande (...), ce serait déjà plus que suffisant.

Mais il a encore fait davantage. Avec l'agitation électorale, il nous a fourni un moyen qui n'a pas son égal pour entrer

en contact avec les masses populaires là où elles sont encore loin de nous, pour contraindre tous les partis à défendre devant tout le peuple leurs opinions et leurs actions face à nos attaques : et, en outre, il a ouvert à nos représentants au Reichstag une tribune du haut de laquelle ils ont pu parler à leurs adversaires ainsi qu'aux masses au dehors (...)."

Engels ne voulait pas du tout dire que le seul bulletin de vote pouvait émanciper le proléttaire. Il polémiqua d'ailleurs sur cette question au sein du parti allemand, mais il expliquait comment à un moment du développement du mouvement ouvrier, les élections et le Parlement pouvaient être un moyen de l'organisation du prolétariat en classe indépendante. Et c'est dans une situation particulière en Allemagne qu'il l'exposait.

Mais qu'écrivit Engels, à la suite ?

"Si les conditions ont changé pour la guerre des peuples, elles n'ont pas moins changé pour la lutte de classes. Le temps des coups de main, des révoltes exécutées par de petites minorités conscientes à la tête des masses inconscientes, est passé. Là où il s'agit d'une transformation complète de l'organisation de la société, il faut que les masses elles-mêmes coopèrent, qu'elles aient déjà compris elles-mêmes de quoi il s'agit, pour quoi elles interviennent (avec leur corps et avec leur vie). Voilà ce que nous avons appris l'histoire des cinquante dernières années. Mais pour que les masses comprennent ce qu'il y a à faire, un travail long, persévérant est nécessaire : c'est précisément ce travail que nous faisons maintenant, et cela avec un succès qui met au désespoir nos adversaires."

Engels le souligne : jamais la classe dominante ne laissera son pouvoir remis en cause sans réagir violemment.

Il formule dans les termes de 1895 ce qu'il écrivait dans le chapitre sur la violence de l'*Anti-Dühring*. Il insiste : l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. La révolution, c'est l'action des masses, des grandes masses qui se mettent en mouvement. Et cela exige un travail d'organisation, le développement du parti ouvrier. Il poursuit à propos de l'Allemagne :

“Mais n’oubliez pas que l’Empire allemand, comme tous les petits Etats et en général tous les Etats modernes, est le produit d’un pacte ; du pacte d’abord des princes entre eux, ensuite des princes avec le peuple. Si une des parties brise le pacte, tout le pacte tombe et alors l’autre partie n’est plus liée non plus. (Comme Bismarck nous en a donné si bien l’exemple en 1866. Si donc vous brisez la Constitution impériale, la social-démocratie est libre, libre de faire ce qu’elle veut à votre égard. Mais ce qu’elle fera ensuite, elle se gardera bien de vous le dire aujourd’hui.)” (Ce dernier paragraphe a été supprimé des éditions du Parti social-démocrate d’Allemagne).

La social-démocratie use de cette situation, de ce que, par la voie électoral et l'action de masse, elle a conquis. Mais si les conquêtes démocratiques sont remises en cause, il ne lui restera pas d'autre voie que l'action "illégale", c'est-à-dire le surgiissement révolutionnaire des masses pour défendre leurs acquis.

C'est contre cette orientation défendue par Engels que certains dirigeants vont chercher à couvrir leur capitulation devant la bourgeoisie au nom d'une prétendue voie "parlementaire" vers le socialisme.

La première grande crise de la II^e Internationale viendra de la question du "ministérialisme" posée par l'entrée du socialiste français Millerand, en 1900, dans un gouvernement bourgeois, au nom de la défense de la république contre les risques de la réaction monarchiste. Il faudra un rude combat de deux années pour obtenir la condamnation du "réformisme" et du "ministérialisme" qui représentaient la tendance de tout un courant à l'intérieur de l'Internationale, courant qu'exprima Bernstein en justifiant le "réformisme" et en dénonçant le socialisme scientifique. Le révisionnisme de Bernstein est condamné par le congrès de Dresde, le ministérialisme de Millerand est condamné par le congrès d'Amsterdam. Ces prises de position témoignent de la résistance des cadres de la II^e Internationale à abandonner les principes marxistes et soulignent le caractère révolutionnaire de l'Internationale. Mais si les positions "révisionnistes" relèvent en apparence de trahisons individuelles, dans les faits il n'en est rien.

Cela traduit une situation nouvelle. Le mouvement ouvrier subit des pressions avant même d'avoir compris que la formation des monopoles était en train de remplacer le capitalisme ascendant par le capitalisme impérialiste. Il faut attendre 1912, avec le travail de R. Luxembourg sur *L'Accumulation du capital*, avec celui de Hilferding sur *Le Capital financier*, et surtout avec Lénine, en 1916, sur *L'Impérialisme, stade supérieur du capitalisme*, pour qu'une analyse marxiste du passage à l'impérialisme soit faite.

Si c'est la question du vote des crédits de guerre en 1914, c'est-à-dire de l'abandon de l'indépendance de classe du parti ouvrier au profit de l'"union sacrée" avec la bourgeoisie, qui révélera la faillite de l'Internationale, celle-ci est en réalité l'expression d'un processus plus profond qui se développa entre 1904 et 1914.

Lénine a expliqué comment, sous l'effet du développement économique, une aristocratie ouvrière, base du "réformisme", s'était constituée dans les métropoles impérialistes. Pour s'opposer au développement de la lutte de classes, la bourgeoisie va s'efforcer de corrompre la couche supérieure de la classe ouvrière en lui donnant, selon les termes de Lénine, "*les miettes du festin impérialiste*", en échange de la "paix sociale". Il s'agissait ni plus ni moins d'intégrer les dirigeants sociaux-démocrates à la défense de l'Etat bourgeois "démocratique".

Cela a correspondu à la formation, au sein même des puissants appareils de la social-démocratie, d'une bureaucratie d'origine ouvrière liée à la bourgeoisie, qui finira par avoir des intérêts sociaux distincts de ceux du prolétariat. Elle ira dès lors rechercher la "conciliation" avec la bourgeoisie. Elle va pratiquer la collaboration de classe sous couvert de l'utilisation de l'Etat comme lieu de "conciliation" avec le capital. Ce qui est en cause, c'est la renonciation à l'action de classe indépendante, à la lutte pour la prise du pouvoir politique du prolétariat, à l'abandon de l'indépendance politique du mouvement ouvrier en l'enchaînant à l'Etat bourgeois.

A l'expansion des forces productives sous le capitalisme ascendant, avaient cor-

respondu les progrès considérables de l'organisation prolétarienne. A l'impérialisme, stade suprême et ultime du capitalisme, ont correspondu des phénomènes de pressions accrues, de décomposition et de putréfaction économique et sociale atteignant le mouvement ouvrier lui-même.

LA II^e INTERNATIONALE, UN ACQUIS HISTORIQUE

La II^e Internationale a été à l'origine de la construction du mouvement ouvrier moderne, elle a organisé la classe ouvrière, elle a constitué la classe ouvrière comme classe. Elle a été de ce point de vue un moment indispensable de ce combat prolétarien, et c'est cela qui explique la profondeur de ses racines dans le mouvement ouvrier.

Le Parti bolchevik, qui fut le moteur de la construction de la III^e Internationale, qui dirigea la révolution russe, qui ouvrit concrètement la perspective de la révolution mondiale en établissant le premier Etat des ouvriers, est né, s'est formé et développé dans la II^e Internationale. C'est un produit direct de la social-démocratie d'Engels, opposé et contradictoire avec la bureaucratie, autre produit de la social-démocratie, qui capitula devant l'impérialisme.

Les partis, les courants, les militants qui se rassemblèrent avec Lénine contre le vote des crédits de guerre par les partis de la II^e Internationale, contre le passage définitif de la II^e Internationale du côté de l'ordre bourgeois, en étaient tous issus. Ils prolongeaient par leur combat ce qu'écrivait Engels dès 1892 :

"Aucun socialiste, de n'importe quel pays, ne peut désirer le triomphe guerrier, soit du gouvernement actuel allemand, soit de la république bourgeoise française. Voilà pourquoi les socialistes demandent partout que la paix soit main-

tenue. Mais si, néanmoins, la guerre devait éclater, une chose est certaine : cette guerre où quinze à vingt millions d'hommes armés s'entrégorgeraient et dévasteraient l'Europe comme jamais elle n'a été dévastée, cette guerre ou bien amènerait le triomphe immédiat du socialisme, ou bien elle laisserait partout après elle un tel monceau de ruines que la vieille société capitaliste deviendrait plus impossible que jamais et que la révolution sociale, retardée de dix à quinze ans, n'en serait que plus radicale et plus rapidement parcourue."

Le 4 août 1914 : les socialistes votent les crédits de guerre, consacrant la faillite de la II^e Internationale.

1914-1918 : la première boucherie impérialiste, 20 millions de morts.

Octobre 1917 : victoire de la première révolution prolétarienne instaurant l'Etat des ouvriers, sous la direction du Parti bolchevik qui appelle à la constitution de la III^e Internationale, l'Internationale communiste. Le *Manifeste de l'Internationale communiste aux prolétaires du monde entier*, adopté lors de son congrès de fondation, débute ainsi :

"Il y a soixante-douze ans, le Parti communiste présenta au monde son programme sous la forme d'un manifeste écrit par les plus grands prophètes de la révolution prolétarienne, K. Marx et F. Engels (...). Pendant ces trois quarts de siècle, le développement du communisme a suivi des voies complexes (...). Mais, au fond, le mouvement suivit la route tracée par le Manifeste du Parti communiste. L'heure de la lutte finale et décisive est arrivée plus tard que ne l'espéraient et l'espéraient les apôtres de la révolution sociale. Mais elle est arrivée. Nous communistes, représentants du prolétariat révolutionnaire de différents pays d'Europe, d'Amérique et d'Asie, rassemblés à Moscou, capitale de la Russie soviétique, nous nous sentons les héritiers et les continuateurs de l'œuvre dont le programme a été annoncé il y a soixante-douze ans."

Lucien Gauthier

L'Idéologie allemande, acte de naissance du matérialisme historique

Par Jean-Manuel WARBET

Un contemporain de l'écriture nocturne par Marx et Engels des manuscrits de *L'Idéologie allemande* (1) avouera plus tard à ce dernier : "Vous riiez tant la nuit à Bruxelles que personne ne pouvait dormir dans la maison." Immense éclat de rire destructeur, ce texte porte en effet en lui l'allégresse propre à la fin d'un monde. C'est que, en 1846-1847, Marx et Engels, qui ont déjà collaboré pour la rédaction de *La Sainte Famille*, décident de rompre définitivement avec "*la philosophie allemande la plus récente*", c'est-à-dire avec leur passé.

"Nous décidâmes de travailler ensemble à dégager l'opposition qui existait entre le point de vue idéologique de la philosophie allemande et le nôtre, en fait de régler nos comptes avec notre conscience philosophique d'autrefois. Ce projet fut accompli sous la forme d'une critique de la philosophie post-hégélienne (2)."

Mais de la polémique contre les disciples de Hegel va naître la première formulation d'ensemble du matérialisme historique.

LA FIN DE LA PHILOSOPHIE

Ce qui caractérise la philosophie d'alors, comme d'ailleurs celle d'aujourd'hui, c'est, d'une part, qu'elle accepte le

monde existant comme un état de fait immuable, d'autre part, qu'elle se complaît dans les spéculations de l'esprit.

Un autre monde est possible : à la base de la critique de la philosophie, il y a cette certitude dont Marx et Engels vont s'imprégner de 1842 à 1846, non pas dans l'abstrait, mais par leur contact direct avec les luttes de classe naissantes contestant l'ordre établi. Comme toutes leurs autres œuvres théoriques, l'écriture de *L'Idéologie allemande* est inséparable d'un combat pratique pour l'organisation des ouvriers et des démocrates, pour la publication d'un organe de presse, pour la formation d'un parti (3).

Un autre monde est nécessaire : ce nouveau monde n'est pas le produit d'une spéculation abstraite, ou du désir individuel d'un philosophe utopiste, il procède nécessairement de l'étude et de la critique

(1) Sur l'histoire de la rédaction de *L'Idéologie allemande*, et sa publication seulement en 1932, lire l'indispensable note de Gérard Bloch, dans son édition de la *Vie de Karl Marx*, de Franz Mehring, PIE, pp. 415-457. Celle-ci constitue une excellente introduction à la lecture de *L'Idéologie allemande*, ainsi qu'un joyeux garde-fou contre les multiples révisions du marxisme (jusque dans les traductions) par le stalinisme éditorial.

(2) Marx, préface de la *Contribution à la critique de l'économie politique*.

(3) Franz Mehring, *Vie de Karl Marx*, op. cit.

radicale du monde existant. Marx et Engels réfutent d'emblée l'image messianique du communisme présenté comme un paradis évangélique :

"Le communisme n'est pas pour nous un état de choses qu'il convient d'instaurer, un idéal auquel la réalité devra se conformer. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état de choses actuel. Les conditions de ce mouvement résultent des prémisses qui existent actuellement (4)."

Cette méthode en rupture avec des siècles de philosophie spéculative, Marx l'énonçait dès 1843 dans une lettre à Ruge :

"Nous n'anticipons pas dogmatiquement sur la marche du monde, mais, bien au contraire, c'est seulement la critique de l'ancien monde qui doit nous permettre de découvrir ce que sera le nouveau. Jusqu'à présent, les philosophes détenaient enfermée dans leur pupitre la solution de toutes les énigmes (...). La construction spéculative de l'avenir et le prêt-à-porter pour tous les temps ne sont pas notre affaire ; notre tâche présente n'en est que plus certaine : elle consiste dans la critique radicale de tout ce qui existe, radicale en ce sens qu'elle n'a peur ni de ses propres résultats ni d'entrer en conflit avec les puissances établies."

Précisons : c'est justement parce qu'elle entre pratiquement en conflit avec les puissances établies que cette critique est radicale : *"Ce n'est pas la critique, mais la révolution qui est la force motrice de l'histoire comme de la religion, de la philosophie et de toute autre théorie."* Alors que la philosophie dans la lignée de Hegel s'enferme dans le cercle du "savoir absolu", *"le mouvement de la pensée abstraite qui ne se fait plus en direction de l'extérieur, mais seulement au-dedans d'elle-même"* (5), Engels et Marx vont faire prendre l'air à la théorie. Ils abandonnent la critique de la philosophie spéculative comme telle — qui inévitablement se situerait sur le même terrain de la spéculation éthérente — pour examiner ce qu'ils appellent les "savoirs réels". Partant de la philosophie hégélienne, la critique de la philosophie va se faire "de l'extérieur" : par le recours à l'économie, à l'histoire, à la science, à la politique, et donc par un détour par la France, où la

très concrète révolution bourgeoise a mis au premier plan ces savoirs concrets, tandis que la situation socialement retardataire de l'Allemagne la rend encore prisonnière de l'esprit de système. Au bout de ce "chemin qui mène hors de ce labyrinthe des systèmes à la véritable connaissance positive du monde" (6), la philosophie est morte :

"C'est là où cesse la spéculation, c'est dans la vie réelle que commence donc la science réelle, positive, l'exposé de l'activité pratique, du processus de développement pratique des hommes. Les phrases creuses sur la conscience cessent, un savoir réel doit les remplacer. Dès lors qu'est exposée la réalité, la philosophie cesse d'avoir un milieu où elle existe de façon autonome."

Le marxisme n'est pas une philosophie, il en est la négation. Ce que proclame magistralement, tranchante comme un couperet, la fameuse onzième thèse de Marx sur Feuerbach :

"Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de différentes manières ; ce qui importe, c'est de le transformer (7)."

IDÉALISME ET MATÉRIALISME

Selon les principes mêmes du matérialisme historique, cette prise de conscience

(4) Toutes les citations dont nous n'indiquerons dorénavant pas les références sont issues de *L'Idéologie allemande*.

(5) G. W. F. Hegel, *La Phénoménologie de l'esprit*, 2 vol., traduction de Jean Hyppolite, Aubier, 1939, p. 132.

(6) F. Engels, *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande*, Editions sociales, p. 19. Cette brochure rassemblant des articles écrits en 1886, dans la revue de la sociale-démocratie allemande, constitue une très simple et succincte introduction pour quiconque veut creuser la question traitée dans cet article.

(7) Ces "Thèses sur Feuerbach", écrites par Marx à la même époque que *L'Idéologie allemande*, ont été retrouvées après sa mort par Engels, et publiées en 1888 dans son *Ludwig Feuerbach*. Elles sont incluses dans la plupart des éditions de *L'Idéologie allemande*.

a une histoire et est le produit des circonstances. Engels en résume les principales étapes dans son ouvrage de 1888, *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande*.

Marx et lui furent des disciples de Hegel et n'ont jamais renié la dette qu'ils avaient envers l'aspect le plus révolutionnaire de sa philosophie : l'irruption de l'histoire sur le devant de la scène. Celle-ci non seulement est affirmée comme le principe explicatif des phénomènes, mais, en outre, elle acquiert avec Hegel une intelligibilité : elle n'est plus la collection désordonnée d'événements irrationnels, mais un processus dont il s'agit d'éclaircir la rationalité.

"Toutes les situations qui se sont succédé dans l'histoire ne sont que des étapes transitoires dans le développement sans fin de la société humaine progressant de l'inférieur vers le supérieur. Chaque étape est nécessaire, et par conséquent légitime pour l'époque et les conditions auxquelles elle doit son origine ; mais elle devient caduque et injustifiée en présence de conditions supérieures nouvelles qui se développent peu à peu dans son propre sein ; il lui faut faire place à une étape supérieure qui entrera à son tour dans le cycle de la décadence et de la mort."

De même que la bourgeoisie, au moyen de la grande industrie, de la concurrence et du marché mondial, dissout, dans la pratique toutes les vieilles institutions stables et vénérables, de même, cette philosophie dialectique dissout toutes les notions de vérité absolue définitive, et d'états absolus de l'humanité qui y correspondent. Il ne subsiste rien de définitif, d'absolu, de sacré devant elle ; elle montre la caducité de toutes choses et en toutes choses, et rien ne subsiste devant elle que le processus ininterrompu du devenir et du périr, de l'ascension sans fin de l'inférieur au supérieur dont elle n'est elle-même que le reflet dans le cerveau pensant (8)."

Mais chez l'idéaliste Hegel, ce processus s'opère dans les sphères de l'Esprit absolu. L'histoire n'est pas pour lui l'activité des hommes, mais la réalisation d'un concept purement hégelien, l'Idée absolue, qui s'aliène en se niant dans le monde. La conscience malheureuse,

déchirée, doit alors, au cours d'un processus dialectique s'accomplissant dans l'histoire de l'humanité, nier et dépasser cette négation, en réintégrant le monde à l'Idée. Contestant le caractère purement spéculatif du système de Hegel, et ses conséquences politiques réactionnaires (l'Etat étant la réalisation sur terre de l'Esprit), un certain nombre de "jeunes hégeliens", et le plus conséquent d'entre eux, Feuerbach, vont recourir au matérialisme anglais et français du siècle précédent, notamment pour leur combat pratique contre ce qui leur apparaissait comme l'aliénation essentielle : la religion.

Il s'agit pour Feuerbach de partir de ce qui existe indépendamment de la philosophie : la nature, que l'homme appréhende par intuition empirique. Mais rejetant l'idéalisme hégelien, Feuerbach rejettait du même coup l'acquis de sa philosophie : le recours à l'histoire, et tombait dans une nouvelle abstraction : l'homme générique, atemporel.

Marx et Engels vont donc s'attacher à dépasser cette opposition entre deux courants antagoniques.

D'une part, ils rendent la dialectique matérialiste :

"Ma méthode dialectique, par ses fondements, n'est pas seulement différente de celle de Hegel, elle en est le contraire direct. Pour Hegel, le processus de la pensée, qu'il transforme même en un sujet indépendant sous le nom d'Idée, est le démiurge de la réalité, qui n'en constitue que l'apparence extérieure. Pour moi à l'inverse, le monde des idées n'est autre chose que le monde matériel, transporté et transposé dans le cerveau des hommes. (...) Sous sa forme mystifiée, la dialectique devint une mode en Allemagne, parce qu'elle paraissait transfigurer ce qui existe. Sous sa forme rationnelle, elle est un scandale et une abomination pour la bourgeoisie et ses porte-parole doctrinaires parce qu'elle inclut du même coup, avec l'intelligence positive de ce qui existe, l'intelligence de sa négation, de sa ruine nécessaire ; parce qu'elle saisit chaque forme dans le mouvement qui l'a engendrée et se pour-

(8) F. Engels, *Ludwig Feuerbach...*, op. cit., p 13.

suit, donc aussi par son côté périssable, qu'elle ne s'en laisse imposer par rien, qu'elle est par nature critique et révolutionnaire (9).

D'autre part, ils rendent le matérialisme dialectique, en étudiant non un homme et une nature intemporels, mais leurs rapports historiquement déterminés. Les prémisses du matérialisme historique,

"ce sont les hommes, non pas isolés et figés dans une quelconque fantasmagorie, mais dans leur processus réel, empiriquement perceptible, d'évolution dans des conditions déterminées. Dès que l'on décrit ce processus d'activité vitale, l'histoire cesse d'être une collection de faits sans vie, comme chez les empiristes eux-mêmes encore abstraits, ou une action imaginaire de sujets imaginaires, comme chez les idéalistes".

L'HOMME ENTRE DANS L'HISTOIRE

L'homme réel se distingue de l'animal en ce qu'il agit sur la nature, en ce qu'il produit ses moyens d'existence selon un mode déterminé, et, les produisant, il entre dans des rapports sociaux et politiques déterminés. C'est donc l'analyse du processus de la production qui permet de mettre à jour la succession historique des formes de propriété et de division du travail, dont un premier exposé est donné dans *L'Idéologie allemande*, avant d'être précisé et développé dans *Le Manifeste communiste*. Insistons sur un point : les classes sociales ne sont pas définies par Marx et Engels par la plus ou moins grande richesse des individus — comme le laissent entendre de nombreuses visions scholastiques d'un marxisme opposant les riches et les pauvres —, mais par la place qu'ils occupent historiquement dans les rapports de production.

Toutes les antennes actuelles sur "la disparition de la classe ouvrière" devraient donc nous expliquer en quoi l'évolution de la production aurait amené des rapports qui ne seraient plus fondés sur le salariat, c'est-à-dire sur la vente par la majorité de sa force de travail à la minorité possédant les moyens de production.

L'histoire trouve alors son intelligibilité, son "moteur", dans les conflits qui naissent entre "forces productives" et "formes du commerce", ou, pour prendre une terminologie postérieure à *L'Idéologie allemande*, entre le développement des forces productives et les rapports sociaux déterminés qui sont devenus une entrave au développement de celles-ci. En d'autres termes encore, dans la lutte des classes.

"Dans le développement des forces productives, un niveau est atteint où surgissent des forces productives et des moyens de commerce qui, dans le cadre des rapports existants, ne font que nuire, qui ne sont plus des forces productives, mais des forces destructives (machinerie et argent) — et, en liaison avec cela, surgit une classe qui doit porter toutes les charges de la société sans jouir de ses avantages, qui est expulsée de la société et jetée par force dans l'opposition la plus catégorique avec toutes les autres classes ; une classe dont les membres sont en majorité dans la société, et de laquelle naît la conscience de la nécessité d'une révolution fondamentale, la conscience communiste, conscience qui peut naturellement se former parmi les autres classes, en y considérant la situation de cette classe."

A l'époque de l'impérialisme sénile, cette transformation des forces productives en forces destructives est devenue la manifestation principale de la contradiction inhérente au système capitaliste. Pour autant, le dépassement de cette contradiction, nécessaire historiquement pour un nouveau développement de la civilisation humaine ne saurait être automatique, car la classe ouvrière, contrairement à la bourgeoisie sous l'Ancien Régime, ne peut développer au sein du mode de production capitaliste les germes de la société communiste. En créant, en février 1846, à Bruxelles, le premier "Comité communiste de correspondance", Marx et Engels indiquent déjà que la révolution des prolétaires ne saurait se faire sans un parti, sans une Internationale. La théorie révolutionnaire est indispensable au prolétariat pour

(9) Marx, *Le Capital*, livre premier, postface de la deuxième édition allemande, datée du 24 janvier 1873.

déjouer les pièges de l'idéologie dominante et se constituer comme classe consciente d'elle-même et de ses buts historiques par l'organisation.

L'IDÉOLOGIE

De l'analyse des processus de production, il est possible de remonter à l'analyse de cette forme politique masquée de domination d'une classe qu'est l'Etat, pour aboutir enfin aux diverses productions théoriques des hommes : religion, politique, morale, etc. Celles-ci, en effet, ne sont que le reflet dans la conscience du processus réel de la vie des hommes, mais les hommes agissants, tels qu'ils sont conditionnés par un développement déterminé de leurs forces productives et des rapports sociaux de production. Cela explique que "les idées de la classe dominante (soient) dans toutes les époques les idées dominantes." La classe dominante présente alors comme lois éternelles, immuables et universelles les conditions particulières de sa domination de classe. La décomposition impérialiste multiplie d'autant plus les dogmes nauséieux justifiant la domination capitaliste que celle-ci n'a plus de justification économique : ainsi porte-t-on les plus grands coups aux acquis de la civilisation au nom des "droits de l'homme", de "l'ingérence humanitaire", de la "rentabilité" ou de "l'efficacité", de la "lutte contre l'encyclopédisme", etc.

Alors que, chez Feuerbach, l'aliénation de la conscience trouvait son fondement dans l'aliénation religieuse, il s'agit au contraire pour Marx et Engels d'expliquer l'aliénation religieuse par l'aliénation de l'homme réel, dont la conscience sociale est déchirée du fait de la contradiction fondamentale de la société bourgeoise en crise.

"Ce sont les hommes qui, en développant leur production matérielle et leur commerce matériel, transforment, avec cette réalité qui leur est propre, et leur pensée et les produits de leur pensée. Ce n'est pas la conscience qui détermine la vie, c'est la vie qui détermine la conscience."

Cette conception matérialiste de la pensée, ainsi délivrée de l'illusion d'autonomie qu'a pu engendrer la division du travail entre travail manuel et travail intellectuel, s'applique à elle-même : la théorie révolutionnaire, ce qu'on appellera le marxisme, n'a pu se développer qu'à partir du moment où la contradiction fondamentale entre forces productives et mode de production capitaliste est devenue un obstacle au développement de la civilisation. C'est seulement alors que la classe révolutionnaire se trouve elle-même dans une situation dont la seule issue est la suppression du travail salarié et l'abolition de la domination de classe par l'abolition de toutes les classes dans la révolution communiste. Un nouveau Marx et un nouvel Engels ne naîtront que dans une société réorganisée dépassant la division entre travail intellectuel et travail manuel, et faisant faire au développement des forces productives, actuellement transformées en forces destructives, un nouveau bond en avant libérateur. En attendant, notre époque décomposée ne peut produire que des militants révolutionnaires ou des idéologues... décomposés.

LA BÊTISE A LA VIE DURE

Pour terminer sur ce livre qui fut le commencement d'un monde nouveau, nous voudrions souligner quelques idées qui y étaient contenues en germe, mais qui devaient trouver plus tard des résonances vives.

Tout d'abord, Marx et Engels y affirmaient déjà que, du fait de la formation par le capitalisme d'un marché mondial, la révolution communiste ne pouvait se concevoir qu'à l'échelle planétaire, ce qui allait justifier leurs efforts de construction d'une Internationale ouvrière, et réfutait à l'avance l'absurde, mais tragique théorie stalinienne du "socialisme dans un seul pays".

"Le communisme n'est empiriquement possible que comme l'acte des peuples dominants accompli d'un seul coup et simultanément, ce qui suppose pour prémisses le développement universel de la

force productive et le commerce mondial à un niveau en corrélation avec le communisme."

Cette prémissse pratique est absolument indispensable, sans quoi "on ne ferait que généraliser la pénurie, donc, avec le besoin, l'empoignade pour le nécessaire ne pourrait que recommencer et toute la vieille merde se reproduire" (10). Phrase capitale qui justifie le combat acharné de Lénine pour l'extension mondiale de la révolution russe, condamnée sans cela à "socialiser la misère" issue du développement retardé du capitalisme russe. Et "clé théorique unique pour aborder les difficultés tout à fait concrètes, les maux du régime soviétique" (11), et la formation d'une caste bureaucratique parasitaire, sur des bases réelles, et non comme la faillite des "idées" marxistes.

Terminons par une tarte à la crème : combien de fois n'a-t-on pas entendu que le marxisme ne se préoccupait pas de l'individu ? Et thèse corrélative : il faut changer l'homme, le "conscientiser", avant de transformer le monde. Il ne s'agit pas, bien entendu, de lui enseigner la conception matérialiste de l'histoire, seul moyen de l'armer contre l'idéologie dominante, mais de l'éduquer sur un plan essentiellement moral. Si la guerre a lieu en Yougoslavie, ce n'est pas du fait de la décomposition du système impérialiste qui trouve son expression concrète dans les plans du FMI, c'est parce que le Serbe, et l'homme en général, est fondamentalement méchant. Il faut donc lui inculquer les idées du bien, des droits de l'homme et de la démocratie, qui servent étrangement les idées de la classe dominante, et, au besoin, les lui faire entrer dans la tête à coups de bombes de l'ONU.

Les "conscientiseurs" existaient dès avant Marx, qui leur répondait dans ses "Thèses sur Feuerbach" :

"La doctrine matérialiste qui veut que les hommes soient les produits des circonstances et de l'éducation, que, par conséquent, des hommes transformés soient des produits d'autres circonstances et d'une éducation modifiée, oublie que ce sont précisément les hommes qui transforment les circonstances et que l'éducateur a lui-même

besoin d'être éduqué. C'est pourquoi elle tend inévitablement à diviser la société en deux parties dont l'une est au-dessus de la société. La coïncidence du changement des circonstances et de l'activité humaine ne peut être considérée et comprise rationnellement qu'en tant que pratique révolutionnaire (12)."'

Pour changer les hommes, il faut donc transformer le monde.

Les sottises déjà réfutées par Marx et Engels n'ont pourtant cessé de renaître de leurs cendres. Elles expriment, sous un jargon renouvelé, la perpétuation d'un système social condamné, survivant de plus en plus dramatiquement à ses contradictions mortelles. La barbarie, vers laquelle tend la civilisation si l'impérialisme sénile n'est pas dépassé par le mouvement conscient des masses imposant une organisation rationnelle de la société, s'exprime aussi dans le monde des idées. La bêtise est puissante, disait Trotsky, quand elle a des racines sociales. Ce n'est pas le moindre des intérêts d'une relecture de *L'Idéologie allemande* que d'y trouver une démolition joyeuse de toutes les idées éculées que l'on retrouve dans la bêtise contemporaine. Plus fondamentalement, on se replongera alors au cœur de cette rupture historique, qui vit le passage de la critique de la philosophie à la critique de l'économie politique, de la spéculation à l'action, de l'interprétation du monde à sa transformation. Des siècles et des siècles de philosophie s'écroulent alors comme un château de cartes (13). Cela valait bien un immense éclat de rire.

Jean-Manuel Warnet

(10) Cela, selon la traduction de Gérard Bloch, qui n'a pas peur du vocabulaire franc de Marx et d'Engels, contrairement à leurs traducteurs français qui, sans doute pour masquer que le stalinisme en était le relent à l'intérieur des pays où avait été abolie la propriété privée des moyens de production, traduisent "vieille merde" par "gadoue" !

(11) L. Trotsky, *La Révolution trahie*, Editions de Minuit, 1963, p. 44.

(12) Selon la reformulation par Engels, plus claire, de la troisième thèse sur Feuerbach, *op. cit.*, p 88.

(13) Non que la philosophie disparaisse, mais alors elle "est à l'étude du monde réel ce qu'est l'onanisme à l'amour sexuel".

Marxisme et individu

(extrait de *L'Idéologie allemande*)

"L'époque actuelle a imprimé à la domination des individus par leurs rapports objectifs, à l'écrasement de l'individualité par la contingence, leur forme la plus accusée et la plus universelle ; elle a mis par là même les individus existants devant une tâche bien déterminée : instaurer, à la place de la domination des individus par leur rapports objectifs et la contingence, la domination des individus sur la contingence et sur leurs rapports... Cette tâche, prescrite par les rapports actuellement existants, coïncide avec celle de donner à la société une organisation communiste.

Nous avons déjà montré plus haut qu'abolir l'objectivation des rapports qui se dressent face aux individus, l'asservissement de l'individualité à la contingence, la subordination des rapports personnels des individus aux rapports universels de classes, etc., a pour condition, en dernière instance, l'abolition de la division du travail. Nous avons montré également que l'abolition de la division du travail a pour condition le développement du commerce et des forces productives jusqu'à une universalité telle que la propriété privée et la division du travail deviennent une entrave pour eux. Nous avons montré en outre que la propriété privée ne peut être abolie que sous condition d'un développement universel des individus, parce que, précisément, le commerce préexistant et les forces productives préexistantes sont universels, si bien que seuls des individus se

développant de façon universelle pourront se les approprier, c'est-à-dire en faire l'activité libre de leur existence. Nous avons montré que les individus actuels sont obligés d'abolir la propriété privée, parce que les forces productives et les formes du commerce ont atteint un niveau de développement si élevé que, sous le règne de la propriété privée, elles sont devenues des forces destructives, et que l'antagonisme des classes a atteint son sommet. Nous avons montré enfin que l'abolition de la propriété privée et de la division du travail est elle-même identique à l'association des individus sur la base donnée par les forces productives et le commerce mondial actuels.

Au sein de la société communiste, la seule où le développement original et libre des individus n'est pas une phrase creuse, ce développement a précisément pour condition le lien entre les individus, un lien qui réside pour une part dans les prémisses économiques, pour une part dans la solidarité nécessaire au libre développement de tous, et enfin dans le mode universel d'activité des individus sur la base des forces productives existantes. Il s'agit donc ici d'individus parvenus à un niveau historique de développement déterminé, en aucune manière d'individus quelconques pris au hasard en faisant également abstraction de la nécessaire révolution communiste, elle-même condition collective de leur développement."

L'hommage des faits, cent ans après

Par Michel SÉRAC

On ferait grande injure, sans doute, à M. Maurice Allais, prix Nobel d'économie, en lui déclarant que ses récentes réflexions sur l'état du monde en 1995 confirment pleinement, cent ans après, les analyses et les pronostics d'Engels.

Injure, car cet expert, dont les avis sont scrutés avec soin par les maîtres du système capitaliste, commence son propre diagnostic par cette vibrante profession de foi :

"Durant ces cinquante dernières années, toutes les recherches que j'ai pu faire, toutes les réflexions que m'ont suggérées les événements, toute l'expérience que j'ai pu acquérir, ont renforcé sans cesse en moi cette conviction qu'une société fondée sur la décentralisation des décisions, sur l'économie de marché et sur la propriété privée, est non pas la forme de société la meilleure, dont on pourrait rêver sur un plan purement abstrait dans un monde idéal, mais celle qui, sur le plan concret des réalités, se révèle, aussi bien du point de vue de l'analyse économique que du point de vue de l'expérience historique, comme la seule forme de société susceptible de répondre aux questions fondamentales de notre temps (1)."

Nous sommes donc assurés de disposer, avec M. Allais, d'un avis réputé compétent sur le système de la propriété privée des moyens de production, système consi-

déré par lui avec indulgence. Or M. Allais se révèle fort inquiet. Sa "société libérale" est "menacée", "fragile et cela tout particulièrement aujourd'hui".

Il ne trouve plus en son sein un "consensus profond sur ce qui est essentiel". Conséquence :

"Si ce consensus est compromis, l'ordre public s'en trouve par là même compromis."

M. Allais estime, non sans raison que :

"La question majeure d'aujourd'hui, c'est de toute évidence le sous-emploi massif qui se constate de plus de cinq millions de personnes, compte tenu du traitement social du chômage."

Ce sous-emploi massif fausse complètement la répartition des revenus, et il aggrave indûment les inégalités sociales alors que les revenus indus prolifèrent. Il compromet gravement la mobilité sociale et la promotion sociale. Il crée une insécurité insupportable, non seulement pour tous ceux qui sont privés d'un emploi régulier, mais également pour des millions d'autres dont l'emploi est dangereusement menacé. Il désagrège peu à peu le ciment social. Il est éthiquement inadmissible à tous égards."

(1) *Le Figaro*, 29 mai 1995.

UNE SOCIÉTÉ DÉSAGRÉGÉE

Ainsi, la "seule forme de société susceptible de répondre aux questions fondamentales de notre temps", selon M. Allais, prix Nobel d'économie, se trouve, toujours selon lui, ravagée, "désagrégée" par une crise sociale majeure, doublée d'une crise morale ("éthiquement inadmissible à tous égards").

Ainsi, s'adressant à sa classe, celle qui domine son système, sa "société libérale", il lui lance ce solennel avertissement :

"La situation actuelle est certainement potentiellement bien plus grave que celle qui se constatait en 1968, alors que le chômage, inférieur à six cent mille personnes, était pratiquement inexistant, et que cependant l'ordre public a failli s'effondrer."

"Bien que d'une nature tout à fait différente, les forces de désagrégation sociale sont sans doute aujourd'hui aussi fortes, sinon plus, que celles qui se constataient à la veille de la Révolution française, et nul ne sait ce qui pourrait survenir demain si, comme après 1789, la rue venait à balayer l'ordre public."

"Aujourd'hui comme alors, l'inconscience de certaines féodalités dominantes, qui se croient à l'abri et qui profitent, souvent indûment, de situations privilégiées, est ici totale."

Fichtre ! Si la grève générale de 1968 ne fut qu'une bluette comparée aux drames sociaux que prépare la "désagrégation" du système capitaliste, si c'est bien une révolution qui risque de "balayer l'ordre public", une révolution "d'une nature tout à fait différente" de celle de 1789, il convient d'alerter M. Allais : degré par degré, cercle par cercle, il descend dans l'enfer "marxiste".

Plus exactement, cent ans après la mort d'Engels, cet expert, qui, chaque jour, se tourmente sur les moyens de sauver la société capitaliste, se voit contraint de formuler un pronostic... de révolution sociale. Tel le Coryphée d'Eschyle, parlant de sa propre classe, il prononce :

"Maintenant le destin est posé sur sa nuque."

Toutefois, emporté par sa colère, par son ressentiment envers les capitalistes "inconscients" d'aujourd'hui, M. l'Expert se montre quelque peu injuste envers... la bourgeoisie dans son rôle historique. Son cri du cœur résume la révolution de 1789 par cette brutale métonymie : "la rue". Mais "la rue", autrement dit l'armée révolutionnaire des sans-culottes, dirigée par les chefs intrépides de la bourgeoisie révolutionnaire, ne fit rien d'autre que de libérer de ses fers féodaux la "société libérale" capitaliste, que chérira tant M. Allais.

Qu'il nous permette de remarquer que l'appréciation marxiste d'Engels est plus mesurée que la sienne :

"Au point de vue politique, la noblesse était tout, la bourgeoisie rien ; au point de vue social, la bourgeois était maintenant la classe la plus importante dans l'Etat, tandis que la noblesse avait vu toutes ses fonctions sociales lui échapper et qu'elle ne faisait plus qu'encaisser sous la forme de ses revenus la rémunération de ses fonctions disparues. Ce n'est pas tout : dans toute sa production, la bourgeoisie était restée prisonnière des formes politiques féodales du Moyen Age, pour lesquelles cette production — non seulement la manufacture, mais même l'artisanat — était depuis longtemps devenue trop grande : prisonnière des mille priviléges corporatifs et des barrières douanières locales et provinciales, transformées en simples brimades et entraves à la production. La révolution de la bourgeoisie y mit fin (2)."

Poursuivons notre examen des jugements comparés du théoricien du prolétariat de 1895 et de l'expert de la bourgeoisie en 1995. Pour ce dernier, les "forces de désagrégation sociale" sont aujourd'hui aussi puissantes, "sinon plus", qu'en 1789, quoique "d'une autre nature". Voici ce qu'en disait Engels, comparant lui aussi les deux époques :

"Et dans cette atmosphère politique et juridique faite pour elle, la bourgeoisie

(2) L'Anti-Dühring, Editions sociales, 1963, p. 196.

s'est brillamment développé, si brillamment que d'ores et déjà elle n'est plus loin de la position qu'occupait la noblesse en 1789 : elle devient de plus en plus non seulement une superfétation sociale, mais encore un obstacle social : elle s'élimine de plus en plus de l'activité productrice et devient de plus en plus, comme en son temps la noblesse, une classe qui ne fait qu'encaisser des revenus (3)."

Cette classe bourgeoise "devenait de plus en plus" parasitaire en 1895. Où en est-elle en 1995 ? M. Allais nous le dit, dans un autre vocabulaire :

"Le nombre d'emplois perdus en raison de la libéralisation mondialiste des échanges, associée aux effets pervers du système des taux de change flottants, de la déréglementation des mouvements de capitaux et du "dumping monétaire" d'un grand nombre de pays par suite de la sous-évaluation de leur monnaie, a correspondu en France à une perte annuelle nette moyenne dont l'ordre de grandeur est d'environ quatre-vingt mille emplois par an dans l'industrie depuis 1974, aboutissant aujourd'hui à une perte globale d'environ un million six cent mille emplois."

Les effets du libre-échange mondialiste ne se sont pas bornés seulement à une contribution majeure au développement massif du chômage. Ils se sont traduits également par un accroissement des inégalités, par une destruction progressive du tissu industriel français et par un abaissement considérable de la progression de nos niveaux de vie. »

QUI PAIE LA NOTE DU DÉSASTRE ?

Si nous résumons : la spéculation financière, plus juteuse que l'investissement industriel, pour une classe décadente qui "ne fait qu'encaisser des revenus", se traduit par une épouvantable hémorragie d'emplois, doublée d'une "destruction du tissu industriel", atteignant la substance, la structure même de la production. Il est certes impossible, pour M. Allais, de conclure comme Engels que la classe capitaliste est devenue "une superfétation sociale, un obstacle". Alors, qui, selon

lui, doit payer la note du désastre né de la spéculation des magnats capitalistes ?

"Cette perte d'emplois n'a pu naturellement prendre place qu'en raison de l'existence de minima de salaires et d'une insuffisante flexibilité du marché du travail. Mais, pour neutraliser les effets sur le chômage du libre-échange mondialiste et des facteurs qui lui sont associés, c'est à une diminution considérable des rémunérations des salariés les moins qualifiés qu'il faudrait consentir."

Traduisons : si les causes profondes du chômage massif résident dans une spéculation parasitaire, entraînant une désindustrialisation — tout cela étant l'œuvre, à notre connaissance, des capitalistes et des banquiers —, les solutions consisteraient à disloquer les conventions collectives, le Code du travail, en s'acharnant principalement sur les salariés les plus mal payés.

En fait, pour M. l'Expert, ce sont tous les "avantages sociaux (qu'ils résultent de la législation ou d'accords contractuels sur les minima de salaires, des charges salariales globales ou de l'indemnisation du chômage)" qui sont devenus "excessifs".

N'était la dignité des fonctions et des titres de M. Allais, n'était la gravité de son propos, nous serions tentés de dire que son raisonnement se mord la queue. Qu'avance-t-il en effet comme solution à la catastrophe économique et sociale menaçante, sinon de crier haro sur le Jacques Bonhomme moderne, le salarié, en accumulant sur lui de nouvelles injustices, de nouvelles misères, de nouvelles privations ?

Mais n'est-ce pas là préparer justement la situation révolutionnaire qu'il voulait tout à l'heure conjurer ? N'est-ce pas là le programme de réaction de la lutte de classe patronale contre les acquis ouvriers ? En vérité, cent ans après, l'expert capitaliste ne dit rien de mieux que le théoricien du prolétariat. Il n'ajoute au constat objectif des faits qu'un élément : la confusion.

SCIENCE ET OBSCURANTISME

Laissons là les sciences historiques, où l'œuvre d'Engels vieillit donc fort bien, et voyons les sciences de la nature, dont le même Engels s'occupa dans plusieurs ouvrages, de l'astronomie à la biologie.

Contre sa conception — le matérialisme dialectique —, comme contre l'évolutionnisme de Darwin, de doctes penseurs, des idéologues inspirés, se sont souvent efforcés de prouver que ces théories étaient ruinées, minées par les résultats modernes des sciences.

Or Engels se souciait fort peu d'échafauder une "philosophie" ou une "idéologie" des sciences de la nature.

Il voulait avant tout, à partir des *résultats mêmes* de ces sciences, en généralisant théoriquement les bouleversements induits par ces résultats, montrer qu'ils taillaient en pièces toutes les "*métaphysiques bornées*" qui encombraient encore les esprits à son époque, y compris les esprits de certains scientifiques :

"Il est possible cependant que le progrès de la science théorique de la nature rende mon travail superflu pour la plus grande partie ou en totalité."

Car telle est la révolution imposée à la science théorique de la nature par la simple nécessité de mettre en ordre les découvertes purement empiriques qui s'accumulent en masse, qu'elle oblige même l'empiriste le plus récalcitrant à prendre de plus en plus conscience du caractère dialectique des processus naturels (4)."

Quelques années seulement après la découverte de la cellule en biologie, Engels annonçait la fin des "*classifications rigides*" qui prévalaient encore :

"Depuis que la biologie se pratique à la lumière de la théorie de l'évolution, on a vu, dans le domaine de la nature organique, les limites rigides de la classification fondre l'une après l'autre (...). De toute façon, la science de la nature a fait de tels progrès qu'elle ne peut plus échapper à la synthèse dialectique (5)."

Dans quels sens les découvertes du XX^e siècle ont-elles progressé ? Celles concernant la structure de la matière, y compris les corps organiques, celles qui procèdent de la mise à jour de l'ADN, les développements de la biologie moléculaire, les perspectives du génie génétique viennent-ils infirmer ou confirmer les anticipations théoriques d'Engels, cent ans après ? Hormis les gourous bornés et arriérés des divers fondamentalismes religieux, qui met en cause sérieusement la théorie de l'évolution ? Depuis la fameuse expérience de Stanley Miller en 1953, montrant le passage de la matière "inerte" aux acides aminés déterminant la vie organique, c'est une conception unifiée, synthétique de la matière qui oriente les recherches des savants. Même pour ceux qui vont le dimanche sacrifier aux rites d'une religion...

Les recherches actuelles sur le cerveau, sur les processus de la pensée — que J.-P. Changeux appelle "*un mode d'existence de la matière*" — viennent-elles contredire les anticipations géniales déduites par Engels et Marx des découvertes toutes fraîches de leur contemporain Darwin ?

Cela ne suffit pas, bien entendu, à faire disparaître les superstitions religieuses, au moins pour deux raisons. Dans une société divisée en classes, montrait Engels, la religion subsiste "*comme forme immédiate, c'est-à-dire sentimentale, de l'attitude des hommes par rapport aux puissances étrangères, naturelles et sociales qui les dominent, tant que les hommes sont sous la domination de ces puissances*" (6). En second lieu, les Etats, fort instruits du rôle précieux des clergés pour soumettre les peuples, ne manquent pas d'épauler, par tous les moyens, les Eglises chancelantes.

On pense, bien sûr, à l'éducation.

Privés, contre la science, la connaissance rationnelle, de leurs arguments les plus démonstratifs — bûchers, tortures, censures et interdictions diverses par la police et la justice —, les clergés restent efficaces pour endiguer la propagation de ces

(4) *Ibid.*, p. 42.

(5) *Ibid.*, p. 43-44.

(6) *Ibid.*, p. 356.

mêmes connaissances, au moins en embrouillant l'esprit des enfants au moyen de dogmes divers. Les Etats, y compris ceux dont les Constitutions sont officiellement laïques, les aident de leur mieux à placer sur un pied d'égalité, dans une égale dignité, les enseignements scientifiques rationnels et les endoctrinements des sectateurs des différentes religions.

Il reste que, redoute après redoute, les dogmes créationnistes et obscurantistes sont ridiculisés par la science. Mais nous assistons, au cours des dernières années, à de nouveaux assauts, notamment contre la génétique.

Contre les savants, contre la recherche, certains idéologues bien-pensants lèvent l'étandard du respect des mystères de la vie. Le thème ressassé par ces bons apôtres est que les généticiens doivent cesser de chercher, renoncer à connaître : a) sous peine de fournir aux futurs eugénistes de futurs dictateurs nazis les moyens de la sélection raciale ; b) sous peine de "classer" à vie les individus, sous une identité génétique ségrégative, dès leur naissance ; c) sous peine de perturber les heureux hasards de la Nature (ou de la Création) ; etc.

Toute honte bue, comme d'habitude, sur sa propre histoire, l'Eglise catholique, qui flanqua tous les fascismes — espagnol, croate, italien, sans parler de l'Etat pétainiste —, mène ainsi sa cabale insidieuse pour peindre les chercheurs en biologie sous les traits de Mengele en puissance. On exploite habilement cette évidence historique que toute découverte scientifique peut être retournée par les gouvernements contre l'humanité, que tout progrès scientifique peut devenir la proie d'escrocs ou de criminels, dans une économie de marché, comme le montrent, par exemple, les horreurs des trafics d'organes. Tout cela pour revenir invariablement à la même conclusion biblique : mieux vaut ne pas savoir, ne pas chercher. Quant aux millions d'humains frappés par les mille cinq cents maladies génétiques recensées, qu'ils subissent pieusement leur sort voulu par Dieu !

La défense de la science, du droit à la recherche et aux connaissances, reste donc

pleinement à l'ordre du jour, cent ans après Engels.

L'Eglise a de bonnes raisons de vouer à la biologie une haine mortelle. Cette science, en donnant aux femmes la maîtrise de leur procréation, a porté un rude coup à l'emprise du clergé, à la terreur cléricale fondée sur la crainte de la "faute". Michelet formulait ainsi le principe clérical : "*Qui tient la femme tient l'enfant et tient l'homme.*"

SUR LA FAMILLE

Ce qui nous amène à un dernier aspect des prévisions d'Engels, il y a cent ans. Celles concernant les mœurs et particulièrement les formes de la famille, dont l'avatar contemporain est la famille monogamique.

Comme on le sait, dans son livre *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, Engels opérait la synthèse théorique des recherches de son époque sur les étapes vraisemblables des groupements familiaux, à travers l'histoire de l'espèce humaine.

Ces étapes étaient : la famille consanguine, le mariage par groupes (excluant l'inceste frère-sœur), la famille appariée (droit des hommes à l'infidélité, punie cruellement au contraire chez les femmes), la famille monogamique. Les conditions économiques nouvelles qui imposèrent les deux derniers stades modifièrent profondément la situation de la femme :

"(...) Au fur et à mesure que les richesses s'accroissaient, d'une part, elles donnaient dans la famille une situation plus importante à l'homme qu'à la femme et, d'autre part, elles engendraient la tendance à utiliser cette situation affermee pour renverser au profit des enfants l'ordre de succession traditionnel. Mais cela n'était pas possible, tant que restait en vigueur la filiation selon le droit maternel. C'est donc celle-ci qu'il fallait renverser tout d'abord, et elle fut renversée (...). Le renversement du droit maternel fut la grande défaite historique du sexe féminin. Même à la maison, ce fut l'homme qui prit en main le gouver-

nail ; la femme fut dégradée, asservie, elle devint esclave du plaisir de l'homme et simple instrument de reproduction (7)."

La forme actuelle de la famille n'est donc qu'un moment de l'évolution historique, fondé sur les conditions économiques et sociales régnantes.

"Le mariage conjugal n'entre donc point dans l'histoire comme la réconciliation de l'homme et de la femme, et bien moins encore comme la forme suprême du mariage. Au contraire : il apparaît comme l'assujettissement d'un sexe par l'autre, comme la proclamation d'un conflit des deux sexes, inconnu jusque-là dans toute la préhistoire (8)."

En conclusion de ce chapitre, Engels avançait quelques hypothèses sur les formes nouvelles de relations amoureuses qui pourraient naître d'un dépassement des structures sociales capitalistes.

"Que soient écartées maintenant les conditions économiques en raison desquelles les femmes supportaient cette infidélité coutumière de l'homme (souci de leur propre existence et, plus encore, de l'avenir des enfants), et l'égalité de la femme ainsi obtenue aura pour effet, selon toutes les expériences antérieures, de rendre les hommes monogames dans une proportion infiniment plus forte que les femmes ne deviendront polyandres.

Mais ce qui disparaîtra très certainement de la monogamie, ce sont tous les caractères que lui ont imprimés les conditions de propriété auxquelles elle doit sa naissance ; et ces caractères sont, d'une part, la prépondérance de l'homme et, en second lieu, l'indissolubilité du mariage. La prépondérance de l'homme dans le mariage est une simple conséquence de sa prépondérance économique et disparaîtra d'elle-même avec celle-ci. L'indissolubilité du mariage est en partie la conséquence de la situation économique dans laquelle s'institua la monogamie, et en partie une tradition de l'époque où les connexions entre cette situation économique et la monogamie n'étaient pas encore nettement comprises et subissaient une déformation religieuse. Cette indissolubilité est d'ores et déjà entamée de mille parts. Si le mariage fondé sur l'amour est seul moral,

seul l'est aussi le mariage où l'amour persiste. Mais la durée de l'accès d'amour sexuel individuel est fort variable selon les individus, surtout chez les hommes, et l'épuisement total de l'inclination, ou son éviction par un nouvel amour passionnel, font du divorce un bienfait pour les deux parties comme pour la société. On épargnera seulement aux gens de patauger dans l'inutile boue d'un procès en divorce.

Donc, ce que nous pouvons conjecturer aujourd'hui de la manière dont s'ordonneront les rapports sexuels après l'imminent coup de balai à la production capitaliste est surtout de caractère négatif, et se borne principalement à ce qui disparaîtra. Mais quels éléments nouveaux viendront s'y agréger ? Cela se décidera quand aura grandi une génération nouvelle : génération d'hommes qui, jamais de leur vie, n'auront été à même d'acheter par de l'argent ou par d'autres moyens de puissance sociale l'abandon d'une femme ; génération de femmes qui jamais n'auront été à même de se donner à un homme pour quelque autre motif que l'amour véritable, ou de se refuser à celui qu'elles aiment par crainte des suites économiques de cet abandon. Quand ces gens-là existeront, du diable s'ils se soucieront de ce qu'on pense aujourd'hui qu'ils devraient faire ; ils se forgeront à eux-mêmes leur propre pratique et créeront l'opinion publique adéquate selon laquelle ils jugeront le comportement de chacun — un point, c'est tout (9) !"

Le "coup de balai à la production capitaliste" n'a pas été donné encore, en cette fin de XX^e siècle, et c'est même aujourd'hui plus que jamais la condition de la libération de l'humanité. On observera cependant que certaines conquêtes démocratiques arrachées partiellement dans les dernières décennies — droit au divorce amélioré, par rapport aux lois napoléoniennes qui régnèrent jusqu'en 1975, droit (disputé) à la contraception, à l'avortement, etc. — ont contribué à modifier, en France notamment, le comportement amoureux des humains.

(7) *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, Editions sociales, 1971.

(8) *Ibid.*, p. 64.

(9) *Ibid.*, pp. 78-79.

Démographes, sociologues et "sexologues" en restent pantois.

1970 : 417 000 mariages célébrés.

1982 : 312 000 mariages célébrés.

1990 : 255 000 mariages célébrés.

La débâcle de cette institution sacrée et millénaire paraît vertigineuse. A l'inverse, les unions libres se multiplient, précédant le mariage ou alternant avec lui. En moins de dix ans, le nombre d'enfants assistant au mariage de leurs parents a doublé.

Nous nous garderons bien de tirer la moindre conclusion, le moindre jugement définitif de cette évolution des comportements amoureux et des mœurs des nou-

velles générations. Ils font assurément trépigner de rage tous les bigots qui voient disparaître des opprobres séculaires dont se rient les jeunes d'aujourd'hui. Nous voulions seulement inviter le lecteur — qu'il découvre Engels, ou s'apprête à le relire — à comparer les données brutes de 1995, dans ce domaine, aux prévisions d'un révolutionnaire en 1895.

Le lecteur conviendra peut-être que l'œuvre d'Engels n'est pas seulement d'une brûlante actualité : elle devient parfois d'une fraîcheur littéralement printanière.

Michel Sérac

mois de juillet, mais il faut faire attention à ce que ce n'est pas une date qui soit trop tardive pour l'ouverture des portes. Il faut faire attention à ce qu'il n'y ait pas de trop longues périodes d'attente entre l'ouverture et la fermeture des portes.

La meilleure saison pour visiter les Etats-Unis est l'été, lorsque les températures sont les plus élevées. C'est aussi la période où les vols sont les moins chers. Les meilleures périodes pour visiter les Etats-Unis sont l'été et l'automne.

Il est recommandé de faire une réservation pour les vols internationaux. Les compagnies aériennes proposent des tarifs spéciaux pour les voyageurs internationaux.

Une autre chose importante à faire est de faire une réservation pour les vols internationaux. Les compagnies aériennes proposent des tarifs spéciaux pour les voyageurs internationaux.

Demandez à votre agence de voyages de vous donner des informations sur les meilleures périodes pour visiter les Etats-Unis.

Il est recommandé de faire une réservation pour les vols internationaux. Les compagnies aériennes proposent des tarifs spéciaux pour les voyageurs internationaux.

Il est recommandé de faire une réservation pour les vols internationaux. Les compagnies aériennes proposent des tarifs spéciaux pour les voyageurs internationaux.

Il est recommandé de faire une réservation pour les vols internationaux. Les compagnies aériennes proposent des tarifs spéciaux pour les voyageurs internationaux.

Il est recommandé de faire une réservation pour les vols internationaux. Les compagnies aériennes proposent des tarifs spéciaux pour les voyageurs internationaux.

Il est recommandé de faire une réservation pour les vols internationaux.

Engels y a consacré les dernières années de sa vie

Le livre III du *Capital* a cent ans lui aussi

Par Daniel GLUCKSTEIN

Oeuvre maîtresse de Marx, *Le Capital* n'aurait sans doute jamais vu le jour sans Engels. Rarement, œuvre scientifique aura à ce point été enfantée dans la douleur. Confronté à de terribles problèmes matériels et de santé, soucieux de ne rien écrire qui ne puisse être vérifié, attentif à n'écartier aucune hypothèse, à ne négliger aucune information nouvelle, Marx puise dans l'échange constant, le plus souvent par écrit, avec Engels, l'énergie, la confiance et la détermination qui lui permettront d'aboutir. Combien de fois Marx soumettra une formulation à Engels, lui demandera de fournir des sources, de vérifier des hypothèses, ou encore de répondre à ses objections. A ce dialogue constant d'où est né *Le Capital*, il faut encore ajouter le soutien financier d'Engels sans lequel rien n'eût été possible. Au point qu'après la publication du livre I, Marx écrira à Engels qu'il doit être regardé comme leur œuvre commune.

Après la mort de Marx, Engels va intervenir plus directement encore dans l'élabo ration du *Capital*. Marx est mort sans avoir pu mener à leur terme la publication des livres II et III. C'est donc Engels qui en assumera la charge : le livre II sera édité en 1885, le livre III en 1894, quelques mois seulement avant la disparition d'Engels.

Engels évoque des "difficultés insoupçonnées" à propos de la publication du livre III. Cela tient notamment au caractère inachevé du travail préparatoire de Marx. Plus de dix ans seront nécessaires à Engels pour mettre en forme et rédiger à partir du manuscrit laissé par Marx. Il s'attelle à la tâche en y mettant le même soin scrupuleux que Marx lui-même.

Il écrit :

"J'ai tenu avant tout à établir un texte aussi authentique que possible, à présenter, chaque fois que je le pouvais, les derniers résultats des recherches de Marx dans ses propres termes et à n'entrer en scène que quand c'était absolument inévitable (...). On m'en a blâmé, pensant que j'aurais dû transformer la documentation qui était à ma disposition en un livre systématiquement élaboré (...). Mais ce n'est pas ainsi que j'avais compris ma tâche. Rien ne justifiait un tel remaniement ; un homme tel que Marx peut prétendre à être entendu lui-même, à voir ses découvertes scientifiques livrées à la postérité dans toute l'authenticité de son propre exposé" (1). Et Engels d'ajouter : "Pour ceux qui veulent véritablement comprendre, c'est justement l'original qui était le plus important."

(1) Friedrich Engels, *Supplément au livre III du Capital*, 1895.

Engels décrit ainsi sa méthode :

"Mon premier travail a consisté à dicter tout le manuscrit pour en avoir une copie lisible, car l'original était souvent difficilement déchiffrable même pour moi. Ce n'est qu'ensuite que pouvait commencer la rédaction proprement dite. Celle-ci a été limitée au strict nécessaire ; partout où la clarté le permettait, j'ai maintenu, dans la mesure du possible, le caractère de la première esquisse et n'ai pas non plus supprimé certaines répétitions, chaque fois qu'elles éCLAIRENT un nouvel aspect du sujet ou le reprennent sous une autre forme, comme c'est la coutume chez Marx. Là où les modifications et les additifs que j'ai apportés ne sont pas uniquement de nature rédactionnelle, ou bien lorsque j'ai été obligé d'élaborer la documentation sur les faits apportés par Marx pour en tirer moi-même des conclusions — tout en respectant le plus possible l'esprit de Marx —, tout le passage a été placé entre crochets et signé de mes initiales"(2).

Un numéro de *La Vérité* consacré à Engels eût donc été incomplet si ne s'y était trouvée une introduction au livre III du *Capital* (3). Introduction dont l'ambition se limite à présenter quelques-unes des notions développées dans le livre III et de vérifier, sur la base des faits, leur actualité.

Souhaitons que cette introduction constitue une incitation à la lecture personnelle que rien ne saurait remplacer. Engels dit vrai : "Un homme tel que Marx peut prétendre à être entendu lui-même."

UNE MYSTIFICATION VIEILLE D'UN SIÈCLE... ET PLUS

En cette fin de XX^e siècle, cent ans après la disparition d'Engels, une "vérité" semble définitivement et universellement admise : "l'économie de marché" constitue l'indépassable horizon de l'histoire humaine. De droite ou de gauche, représentants officiels de partis officiellement "bourgeois" ou représentants de partis prétendument "ouvriers", dirigeants patronaux et bureaucrates campant au sommet

d'organisations ouvrières, anticommunistes de toujours et nomenklaturistes ayant habilement négocié leur reconversion personnelle, et avec eux toutes les variétés de chrétiens-sociaux colonisant l'Internationale socialiste, tous communient à présent sur l'autel de "l'économie de marché".

Lecteur, prends garde à toute confusion de langage, tout excès de vocabulaire. Il n'est question ici ni de d'exploitation, ni de capitalisme, ni de propriété privée des moyens de production et d'échange. Les termes mêmes d'exploitation, de classes sociales, de lutte de classe doivent être définitivement oubliés, relégués au musée de la préhistoire.

Non, ce dont il s'agit, c'est de "reconnaître" — en toute simplicité — que le "marché" commande tout. Domination bien commode, en fait, puisqu'elle exonère tous et chacun de la moindre responsabilité. Que voulez-vous... Puisque l'effondrement du stalinisme apporte la "preuve" de l'impossibilité de se soustraire aux "lois du marché" ; puisque, de ce fait, le

(2) Friedrich Engels , préface au livre III, octobre 1894.

(3) Pour Engels, comme pour Marx, théorie et pratique trouvent leur unité dans le travail d'organisation indépendante du prolétariat. La rédaction du livre II et, surtout, du livre III, a constamment "lutté" dans l'emploi du temps d'Engels avec l'aide indispensable apportée à la construction et l'organisation du mouvement ouvrier indépendant, politique et syndical, en Allemagne et en France, en Grande-Bretagne et en Russie, et aux Etats-Unis, et dans de nombreux pays encore. Engels, on le sait (lire l'article de Lucien Gauthier dans le présent numéro de *La Vérité*), a joué un rôle essentiel dans la reconstitution de l'Internationale. A la fin des années 1880, il pèse de toute son autorité pour aider au rassemblement des forces qui, en juillet 1889, dans la conférence internationale réunie à Paris, jetteront les bases de la II^e Internationale. Et pourtant, une fois acquise, principalement par son intervention, la convocation sur des bases claires dudit congrès international... il décide de n'y pas participer : "Il faut, dans tous les cas, que je reste à l'écart du congrès ; je serais lancé dans une nouvelle campagne d'agitation, et je reviendrais surchargé de tâches pour rendre service à diverses nationalités, tâches qui m'absorberaient pendant deux ans. Ce sont des choses que l'on ne peut refuser à un congrès, et c'est pourtant nécessaire si le troisième volume (livre III du *Capital*, NDLR) doit voir le jour. Depuis plus de trois mois, je n'ai pu y jeter un coup d'œil..." (Friedrich Engels, *Lettre à Laura Lafargue*, 11 juin 1889).

“marché” domine le monde ; puisque le “marché” oblige chaque secteur de la production et chaque économie nationale à s’aligner sur les conditions les plus “compétitives”, alors, quel autre choix existe-t-il que la participation aux privatisations et à la destruction des conquêtes sociales de la classe ouvrière ?

L’économie de marché joue, aujourd’hui, un rôle comparable au rôle joué par la guerre au début du siècle. 1914 vit les dirigeants officiels du mouvement ouvrier, dans chaque pays, unir leurs forces à leur propre bourgeoisie dans l’Union sacrée contre “l’ennemi agresseur”. Il s’agit aujourd’hui d’une union sacrée nationale et internationale, sous l’égide du FMI, de la Banque mondiale et de l’OMC, contre la classe ouvrière et les peuples du monde entier. A cette différence près, le procédé est le même.

Tout cela, pourtant, repose sur une mystification. “L’économie de marché”, elle-même, n’est qu’une enveloppe mystificatrice qui vise à masquer un rapport social d’exploitation bien réel : le capital. Double mystification, déjà démontée par Marx et Engels dans le livre III il y a un siècle. Mystification n° 1 : faire “disparaître” la plus-value derrière le profit. Mystification n° 2 : autonomiser le “marché” (et “l’économie de marché”) — qui procède du capital — en catégorie distincte qui “commanderait” au capital lui-même.

SOUS LE PROFIT, LA PLUS-VALUE

Le livre III du *Capital* est consacré à établir — c’est son titre — “le procès d’ensemble de la production capitaliste”, en particulier les rapports exacts entre profit, plus-value, intérêt versé aux banquiers, rente foncière, etc.

Dans le livre I du *Capital*, Marx avait établi que **le profit** n’a d’autre origine que **la plus-value**. Un capitaliste disposant d’un capital A le jette dans le procès de production des marchandises et en ressort avec un capital $A' > A$. Le profit qu’il a ainsi réalisé a pour origine la plus-value (4).

Cette plus-value s’est formée dans le processus de la production des marchandises. De quelle manière ? Le capital A se compose de deux parties : **le capital constant c** (qui permet d’acheter les matières premières, la part des machines et des locaux, tous nécessaires à la production des marchandises) qui s’incorpore dans la valeur de chaque marchandise ; et **le capital variable v** (qui permet de disposer de la force de travail humaine utilisée dans la fabrication des marchandises). Ce capital est dit variable parce qu’il n’ajoute pas sa propre valeur au produit. A la place de sa propre valeur, le travail crée une valeur nouvelle qui figure dans le produit. Cette nouvelle valeur, elle-même, se compose de deux éléments distincts. L’une a pour fonction de remplacer le capital variable (avancé sous forme de salaire) ; l’autre constitue une valeur nouvelle, une plus-value résultant du travail réalisé **gratuitement** par l’ouvrier pour le capitaliste. Ces deux éléments constitutifs de la nouvelle valeur entrent aux côtés du capital constant dans la valeur de la marchandise.

Partant d’un capital $A = c + v$, notre capitaliste se retrouve donc, à l’issue du processus de production, propriétaire d’une marchandise dont la valeur est $A' = c + v + pl$. L’augmentation de A en A' est donc égale à pl , la plus-value, source unique du profit.

“COMME UN REJETON DE L’ENSEMBLE DU CAPITAL AVANCÉ”

Rappelant ces définitions, Marx écrit que si “*le profit (...) est donc la même chose que la plus-value*”, il en constitue néanmoins “*une forme mystifiée*” (5). Pour comprendre comment s’opère cette mystification, et à quoi elle sert, il faut, écrit Marx, apprendre à distinguer entre la valeur d’une marchandise et son coût de production. Le coût de production, c’est ce que coûte au capitaliste la production

(4) On peut lire sur ce point : “Quelques notions de base à connaître”, article paru dans *La Vérité*, n° 12, novembre 1994.

(5) Chapitre I : “Coût de production et profit.”

de la marchandise, autrement dit : le capital investi, c'est-à-dire $c + v$. Si l'on appelle pr le coût de production, la valeur de la marchandise $c + v + pl$ peut également s'écrire : $pr + pl$.

Le coût de production d'une marchandise est donc toujours inférieur à sa valeur. A l'inverse, on peut présenter la plus-value, dit Marx, comme "une part de la valeur de la marchandise excédant le coût de production" (6). Et cette part de la valeur de la marchandise excédant le coût de production, c'est celle qui a été créée par le surtravail gratuit extorqué par le capitaliste.

A la formule $c + v + pl$ désignant la valeur de la marchandise produite, le capitaliste, explique Marx, préférera systématiquement la formule $pr + p$, p représentant le profit. Les deux formules représentent les mêmes quantités de valeur : le coût de production est une autre manière de dire $c + v$, le profit est un autre nom pour la plus-value.

Mais cette autre manière de l'écrire présente, aux yeux du capitaliste, l'avantage suivant :

"Du moment que, dans la composition apparente du coût de production, on ne voit pas de différence entre capital constant et variable, l'origine du changement de valeur qui se produit pendant le procès de production doit être nécessairement transférée de la portion variable du capital au capital dans son ensemble" (7).

Pourtant, rappelle Marx, le profit n'est rien d'autre que la plus-value sous une "forme modifiée", c'est-à-dire la plus-value "imaginée comme rejeton de l'ensemble du capital avancé" (8).

Ce qui est donc ici mystifié, c'est la nature même du capital comme rapport social d'exploitation. Aux yeux du capitaliste, cette mystification repose sur une base matérielle :

"Seule la partie variable du capital crée de la plus-value, mais elle ne le fait qu'à la condition que soient également avancés les autres éléments, les conditions matérielles de la production. Le

capitaliste ne pouvant exploiter le travail que s'il avance le capital constant, et ne pouvant mettre en valeur le capital constant que s'il avance le capital variable, dans sa pensée ces deux éléments jouent le même rôle" (9).

Marx d'ajouter :

"Cette impression est d'autant plus forte que le degré réel de son bénéfice n'est pas déterminé par le rapport de celui-ci au capital variable, mais par rapport au capital total" (10).

Pour le capitaliste, en effet, le degré de son bénéfice est mesuré par le taux de profit représenté par la fraction

$$\frac{pl}{c+v}$$

taux de profit qui diffère du taux de plus-value

$$\frac{pl}{v}$$

“UN RIDEAU DE FUMÉE”

Encore une fois, il s'agit de la même grandeur, mais mesurée de deux manières différentes. Le capitaliste ne s'intéresse qu'à la forme mystifiée de la plus-value, c'est-à-dire sa forme de profit rapportée au capital total avancé.

Ce faisant, il s'emploie, écrit Marx, "à projeter un rideau de fumée sur ce rapport précis" (11) entre capital variable et production de plus-value.

Bref, le profit est "une forme modifiée de la plus-value, forme où se voile et

(6) Ibidem.

(7) Ibidem.

(8) Ibidem.

(9) Chapitre II : "Le taux de profit."

(10) Ibidem.

(11) Ibidem.

s'efface son origine et le mystère de son existence" (12).

Et Marx de préciser :

"Dans la plus-value, la relation entre capital et travail est mise à nu. Dans le rapport entre capital et profit, (...) Le capital apparaît comme un rapport avec lui-même" (souligné par Marx lui-même) (13).

ACTUALITÉ ET LIMITÉ D'UNE MYSTIFICATION

Le capital apparaît "*comme un rapport avec lui-même*" : la formule s'applique on ne peut mieux à tous les discours contemporains sur la "crise économique", appelée aussi "crise mondiale" ou, mieux encore : la "Crise", avec un C majuscule. La Crise, c'est la difficulté grandissante à la mise en valeur du capital dans son ensemble. La "Crise" vise à dissimuler le capital comme rapport social d'exploitation. La "Crise" permet d'en appeler à "l'effort de tous", à la "solidarité de tous" dans les sacrifices consentis.

C'est ainsi que, dans le monde entier, les salariés sont sommés par des dirigeants sans conscience de renoncer, les unes après les autres, à toutes les institutions qui, arrachées par la lutte de classe, constituent la classe ouvrière comme classe.

Retraites et protection sociale, conventions collectives et statuts, grilles de salaires et classifications, services publics et protection des enfants contre la surexploitation, tout cela devrait être sacrifié à la lutte commune et solidaire pour rétablir la compétitivité des entreprises... c'est-à-dire la marge de profit !

QUAND LES CAPITALISTES PARLENT ENTRE EUX

Le rapport entre capital variable et plus-value, entre travail gratuit extorqué à l'ouvrier et profit capitaliste, aurait donc définitivement disparu ? Voire...

Une chose est le langage officiel des capitalistes, des institutions internationales, des gouvernements à leur service, des médias et de tous ceux qui couvrent leurs trahisons et reniements du drapeau de "l'économie de marché"

Autre chose est le langage que se tiennent les capitalistes entre eux. Quand ils passent aux choses sérieuses — c'est-à-dire à l'examen de leur propre comptabilité —, plus question d'amuser la galerie.

On lira en page suivante les comptes de l'industrie française, établis, très officiellement, par le principal intéressé : le GFI, Groupement des fédérations industrielles, au sein du CNPF.

Lecteurs, observez bien ce fac-similé, car, à quelques variantes marginales, le même document est établi par la classe capitaliste, chaque année, et dans chaque pays (14).

En haut, à gauche, la "valeur ajoutée" : c'est la totalité de la valeur nouvelle produite par la totalité de la classe ouvrière productive en France, dont la totalité de la classe capitaliste a acheté l'usage de la force de travail avec son capital variable v . Cette valeur ajoutée est bien, aux yeux de la classe capitaliste, la seule source de valeur nouvelle.

Dans le rectangle en haut à gauche, cette valeur ajoutée est répartie en deux catégories : d'une part, les "rémunérations" (c'est-à-dire le salaire, remboursant la classe capitaliste du capital variable v avancé) ; d'autre part, "l'excédent brut d'exploitation", autrement dit la plus-value extorquée à la classe ouvrière travaillant gratuitement pour le capital. Le deuxième rectangle, au milieu à gauche, montre comment les capitalistes eux-mêmes savent que cette plus-value se divise, d'une part, en intérêt financier, dividendes, impôts et, d'autre part, en "revenu disponible brut", c'est-à-dire profit industriel proprement dit.

Peut-on imaginer plus indiscutable vérification de l'actualité de l'analyse marxiste du capital, par le capital lui-même ?

(12) *Ibidem.*

(13) *Ibidem.*

(14) Rexocode, juin 1995.

Comptes de l'industrie 1980-1989 (millions de francs)

Ensemble des sociétés et quasi-sociétés

Total des secteurs U02, U04-U06

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Compte d'exploitation										
VALEUR AJOUTÉE *										
SUBVENTION D'EXPLOITATION	638 144 14 238	702 769 16 435	781 695 19 643	849 197 22 798	898 423 29 362	940 684 31 143	983 645 31 977	103 004 41 37 706	114 269 31 32 335	121 195 29 808
RÉMUNÉRATIONS	446 003	494 238	551 486	594 844	627 302	658 676	674 477	691 658	710 547	749 339
Salaires et traitements bruts	333 770	369 195	410 983	437 852	458 298	477 939	491 558	502 176	515 193	543 772
Cotisations effectives	107 933	120 313	135 188	151 376	163 178	174 670	176 676	183 089	188 867	198 662
Cotisations fictives	4 293	4 730	5 315	5 616	5 826	6 067	6 243	6 393	6 487	6 905
IMPÔTS LIÉS À LA PRODUCTION	35 986	40 373	46 918	51 002	58 045	61 584	63 589	64 261	67 328	70 726
EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION *	170 392	184 593	202 934	226 149	242 438	251 567	277 556	311 831	397 153	427 938
Compte de revenu										
EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION *	170 392	184 593	202 934	226 149	242 438	251 567	277 556	311 831	397 153	427 938
REVENUS DE LA PROPRIÉTÉ ET DE L'ENTREPRISE	10 538	13 301	14 468	17 063	21 731	23 573	27 249	28 651	31 954	39 463
INTÉRÊTS ÉCHUS	5 250	7 139	8 612	8 334	9 577	10 600	9 075	8 630	8 827	10 477
REVENUS DE LA TERRE/ACTIFS INCORPORELS	1 735	2 104	2 034	3 515	3 071	3 649	3 796	4 355	5 327	3 981
DIVIDENDES ET AUTRES	3 553	4 058	3 822	5 214	9 083	9 324	14 378	15 666	17 800	25 005
AUTRES TRANSFERTS	16 301	16 006	17 305	19 883	21 972	21 963	23 353	21 561	25 804	23 327
REVENUS DE LA PROPRIÉTÉ ET DE L'ENTREPRISE	73 140	90 569	99 010	105 796	117 833	122 635	115 084	125 707	132 281	156 859
INTÉRÊTS ÉCHUS	49 168	63 443	69 210	71 433	78 588	79 773	67 885	66 064	62 413	71 163
REVENUS DE LA TERRE/ACTIFS INCORPORELS	5 087	5 915	6 847	8 005	8 745	9 923	10 115	11 594	14 323	11 798
DIVIDENDES ET AUTRES	16 056	18 271	19 957	23 140	26 842	28 759	31 443	41 258	46 835	63 730
PARTICIPE DES SALARIÉS	2 829	2 940	2 996	3 218	3 658	4 180	5 641	6 791	8 710	10 168
IMPÔTS COURANTS										
SUR LE REVENU ET LE PATRIMOINE	24 008	22 934	23 233	25 538	31 156	35 480	40 493	45 736	50 733	57 999
IMPÔTS SUR LE BÉNÉFICE DES SOCIÉTÉS	22 495	20 844	20 807	22 640	26 619	29 624	34 549	39 944	44 764	52 846
AUTRES IMPÔTS SUR LE REVENU										
ET LE PATRIMOINE	1 513	2 090	2 426	2 898	4 537	5 856	5 944	5 792	5 969	5 153
AUTRES TRANSFERTS VERSÉS	10 885	12 047	14 634	16 641	17 342	18 879	18 707	20 410	21 349	21 462
REVENU DISPONIBLE BRUT *	89 198	88 350	97 830	115 120	119 810	120 109	153 874	170 190	250 548	254 408
Compte de capital										
REVENU DISPONIBLE BRUT *	89 198	88 350	97 830	115 120	119 810	120 109	153 874	170 190	250 548	254 408
TRANSFERTS EN CAPITAL	1 938	2 714	3 494	3 734	4 430	6 633	6 855	7 848	7 090	10 962
F. B.C.F.	85 650	86 731	92 855	100 990	111 094	128 971	143 230	154 995	181 863	200 711
VARIATIONS DE STOCKS	57 128	43 387	60 549	43 349	37 284	15 208	-10 895	-3 873	26 566	35 573
ACQ. NETTES TERRAINS/ ACTIFS INCORPORELS	2 465	1 805	2 482	3 350	3 896	4 268	5 794	6 880	9 497	10 947
AUTRES TRANSFERTS EN CAPITAL	2 609	3 730	3 649	3 645	4 068	5 478	4 371	5 243	4 827	4 717
CAPACITÉ DE FINANCEMENT	- 56 716	- 44 589	- 58 211	- 32 480	- 32 102	- 27 183	18 229	14 793	34 885	13 422

Source : base de données NOUBA de l'INSEE de 1970 à 1991, mise à jour REXECODE de 1992 à 1994

(*) Y compris l'appréciation sur stocks

Stock de capital fixe brut (branches U02, U04-U06)	154 0950	173 8056	198 8454	215 2505	231 8993	244 8806	256 1969	266 6835	282 7351	303 1468
--	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------

Source : 20 ans de comptes nationaux 1970-1989 (INSEE) - Comptes annuels INSEE

LE TAUX DE PROFIT MOYEN

Une autre source de mystification s'ajoute et se combine à celle précédemment décrite : la constitution d'un taux de profit moyen. D'une branche de production à l'autre, le taux de profit diffère. Mais la concurrence, explique Marx, tend

à "égaliser les taux de profit des différentes sphères de production" (15), aboutissant à un établissement d'un taux moyen de profit.

La cause en est que "du capital est péripetuellement transféré de l'une de ces

(15) Chapitre XII : "Addenda."

sphères à une autre où momentanément le profit dépasse la moyenne (...).

Ce va-et-vient ininterrompu du capital se produisant entre les diverses sphères de production provoque des mouvements ascendants et descendants du taux de profit qui se compensent plus ou moins réciprocement, montrant ainsi la tendance à réduire partout le taux de profit au même niveau général” (16).

C'est ainsi que “*s'élabore un taux général de profit à l'intérieur d'un pays*” (17).

De cela découle le **prix de production** de la marchandise. Celui-ci se distingue du **coût de production** (lequel dépend “*de la quantité de travail payé que la marchandise contient*”) et de la **valeur** (“*laquelle dépend de la quantité totale de travail payé et non-payé qu'elle contient*”).

Le prix de production, lui, “*dépend de la somme du travail payé et d'une quantité de travail non-payé déterminé pour chaque sphère particulière indépendamment de celle-ci*” (18).

L'apparition du prix de production accentue encore la mystification. D'abord, la plus-value extorquée à l'ouvrier s'est métamorphosée en profit, puis le profit en taux de profit rapporté à l'ensemble du coût de production.

A cela s'ajoute le fait que le taux de profit appliquée à chaque sphère de production n'est pas le taux de profit relié aux conditions spécifiques d'une branche industrielle déterminée, mais l'application d'un taux de profit général dégagé par la loi de la concurrence et le transfert de capitaux d'une sphère de la production à l'autre.

Ainsi, écrit Marx :

“*Avec la transformation des valeurs en prix de production, la base même de la détermination de la valeur est cachée à la vue.*”

Pour le capitaliste, “*le profit lui apparaît donc comme quelque chose d'extérieur à la valeur immanente de la marchandise*” (19).

“MONDIALISATION DE L'ÉCONOMIE” OU “ÉTABLISSEMENT D'UN TAUX GÉNÉRAL DE PROFIT” ?

Le lecteur aura sans doute réagi à cette description d'un “*capital perpétuellement transféré*” d'une sphère de la production à l'autre... Ce que les “grands esprits” nous présentent comme le grand fait de l'époque actuelle, à savoir la “*mondialisation de l'économie*”, n'est rien d'autre que la manière dont “*s'élabore un taux général de profit*” non plus seulement “*à l'intérieur d'un pays*”, mais à l'intérieur... du marché mondial lui-même. Rappelons-nous... dans les années 1970, on nous a vanté l'essor sans précédent d'un “*néo-capitalisme*” particulièrement vivace, nous disait-on, au Brésil et en Iran. Puis, dans les années 1980, ce fut la Corée du Sud. Puis, dans les années 1990, Taiwan, Hong-Kong, la Chine elle-même... L'OCDE (voir plus loin dans cet article) nous promet les plus grands développements aujourd'hui... en Inde et au Bangladesh...

Foutaises que tout cela. Le capital se contente de se déplacer là où, à un instant déterminé, les taux de profit s'élèvent au-dessus du taux général. Puis, dès lors que la résistance de la classe ouvrière, la constitution ou la reconstitution de ses organisations indépendantes parvient à soulever un peu le fardeau de l'exploitation, alors les capitaux disparaissent, se déplacent, laissant les pays concernés dans des situations parfois tragiques. Souvent — comme on l'a vu récemment au Mexique —, il ne reste plus du passage de l'ouragan “*néo-capitalistique*” que ruines et désolation.

C'est ainsi qu'un récent rapport de la Banque mondiale illustre cette extrême

(16) *Ibidem.*

(17) Chapitre VIII : “Composition différente des capitaux dans des branches de production différentes, d'où diversité des taux de profit.”

(18) Chapitre IX : “Etablissement d'un taux général de profit (taux de profit moyen) et transformation des valeurs des marchandises en prix de production.”

(19) *Ibidem.*

mobilité du capital, toujours à l'affût des meilleures conditions d'exploitation : dans l'ensemble de "l'investissement étranger direct dans les pays en voie de développement", l'Amérique latine représentait à elle-seule 56 % en 1975, et l'Afrique sub-saharienne 15 % ; en 1994, ces deux continents ne représentent plus que, respectivement, 24 % et 3 % des investissements étrangers directs ; durant la même période, l'Asie de l'Est est passée de 17 % à 55 % de l'investissement étranger direct (20). Mais, déjà, l'Asie n'est plus ce qu'elle était. Ainsi, la Corée du Sud connaît "une forte hausse du coût de la main-d'œuvre", sans parler de "l'expansion de l'assurance maladie et des cotisations retraite", aboutissant à ce que "les coûts salariaux en Corée atteignent désormais ceux des pays industrialisés" ; le journal capitaliste qui dresse ce bilan désolé (21) indique que la conséquence en est la délocalisation grandissante d'entreprises coréennes vers la Chine, le Vietnam, la Thaïlande, mais aussi... l'Europe de l'Est... et aussi... les pays capitalistes développés.

En effet, vingt ans de politique anti-ouvrière "d'allégement du coût du travail" dans les pays capitalistes développés commencent à créer les conditions d'une surexplotation capitaliste "intéressante"... Le *Financial Times* lui-même pose la question :

"Est-ce que les riches des pays riches sont de plus en plus riches parce que leurs pauvres sont en concurrence avec les pauvres des pays pauvres ?" (22)

Et de montrer, statistiques à l'appui, que l'écart ne cesse de s'accroître, dans chaque pays capitaliste, entre les revenus des 10 % les plus riches et ceux des 10 % les plus pauvres, et que les travailleurs des pays capitalistes développés voient de plus en plus leurs revenus abaissés en direction des revenus des travailleurs des pays dominés. Au point qu'un hebdomadaire financier français annonce le prochain retour des investissements d'Asie du Sud-Est vers la France... Mondialisation de l'économie ? Il serait plus exact d'écrire : établissement d'un taux général de profit, dans les conditions spécifiques d'un marché mondial se disloquant.

MARCHÉ, PRODUCTION ET TAUX DE PROFIT

Le marché préexiste au mode de production capitaliste. Néanmoins, l'essor du capitalisme est indissociable de l'essor du marché. Car il ne suffit pas que le capitaliste extorque de la plus-value dans le cours même du processus de production. Encore faut-il que la marchandise qui contient la plus-value soit vendue.

"Si cette vente n'a pas lieu ou n'est que partielle, écrit Marx dans le livre III, l'ouvrier certes est exploité, mais le capitaliste ne réalise pas son exploitation en tant que telle" (23).

Le marché constitue donc à la fois la raison d'être et l'objectif, la cause et le résultat de la production capitaliste. Ce rapport dialectique est particulièrement mis en évidence dans le développement de la "*loi de la baisse tendancielle du taux de profit*" à laquelle Marx consacre le chapitre XIII du livre III.

BAISSE TENDANCIELLE DU TAUX DE PROFIT

La loi de la baisse tendancielle du taux de profit, écrit Marx, exprime "*le progrès de la productivité sociale du travail*".

Qu'est-ce que cela signifie ? À mesure que se développe le mode de production capitaliste, le développement des méthodes de production, des machines, des techniques aboutit à ce qu'un même nombre d'ouvriers peut mettre en mouvement une masse toujours plus grande de moyens de travail, de machines, consommant une quantité toujours plus grande de matières premières et auxiliaires.

(20) Citée par *Les Echos*, juillet 1995.

(21) *La Tribune Desfossés*, 19 juillet 1995.

(22) *Financial Times*, 24 juillet 1995.

(23) Chapitre XV : "Développement des contradictions internes de la loi."

La tendance est donc constante à la diminution relative du capital variable par rapport au capital constant. Le but recherché — et généralement atteint — est une **diminution du coût du produit**, permettant au capitaliste de l'emporter sur les capitalistes concurrents.

Mais cette augmentation relative du capital constant par rapport au capital variable a une autre conséquence concernant le taux de profit. En effet, on se rappelle que le taux de profit est égal à

$$\frac{pl}{c+v}$$

Que se passe-t-il lorsqu'une même quantité de capital variable v , dans des conditions identiques d'exploitation (un taux de plus-value égal), s'applique à une masse de capital constant plus grande, par exemple, $c' > c$? Appelons P le taux de profit. Supposons que $c = 1\ 000$, $v = 500$, $c' = 2\ 000$, et un taux de plus-value de 50 %, d'où

$$pl = \frac{v}{2} = 250$$

$$P = \frac{pl}{c+v} = \frac{250}{1\ 000 + 500} = \frac{250}{1\ 500} = 16,6 \%$$

devient

$$P' = \frac{pl}{c'+v} = \frac{250}{2\ 000 + 500} = \frac{250}{2\ 500} = 10 \%$$

c' étant plus grand que c , $c' + v$ est plus grand que $c + v$. En sens inverse, la fraction

$$\frac{pl}{c'+v} (= 10 \%) < \frac{pl}{c+v} (= 16 \%)$$

D'où $P' < P$

UNE TENDANCE...

Reconnaitre l'existence de la baisse tendancielle du taux de profit **comme une tendance** ne signifie nullement que les profits ne puissent augmenter dans leur

masse. Bien au contraire, "le nombre des ouvriers employés par le capital, donc la masse absolue du travail qu'il met en mouvement, d'où la masse absolue du surtravail qu'il absorbe, d'où la masse de plus-value qu'il produit, d'où la masse absolue de profit qu'il produit peuvent donc s'accroître et s'accroître progressivement en dépit de la baisse progressive du taux de profit", écrit Marx (24). De sorte que la **baisse tendancielle du taux de profit** a pour conséquence — et cela en est en même temps la cause — de pousser au développement de la production et à l'accumulation capitaliste à une échelle toujours plus grande ainsi que la concentration croissante des capitaux.

...ET CE QUI LA CONTRECARRE

En effet, il y a la loi, mais il y a aussi les causes qui contrecurrent la loi, utilisées par les capitalistes.

Au nombre de ces causes — auxquelles le livre III consacre un chapitre (25) —, il y a d'abord et avant tout l'**augmentation du degré d'exploitation du travail** : augmentation du taux de plus-value, qui permet que, pour une même quantité de capital variable, davantage de plus-value soit produite, corrigéant en quelque sorte la tendance à la baisse du taux de profit.

Comment accroître le taux de plus-value ? Par exemple, en introduisant massivement le **travail sous-payé des femmes et des enfants**, ou encore en **augmentant la durée de la journée de travail**. "La hausse du taux de plus-value (...) ne supprime pas la loi générale", souligne Marx, mais elle a "pour résultat d'en faire plutôt une tendance, c'est-à-dire une loi dont la réalisation intégrale est arrêtée, ralentie, affaiblie par les causes qui la contrecurrent" (26).

Parmi les causes qui peuvent contrecarrer la baisse tendancielle du taux de profit, Marx cite également la **baisse du prix des**

(24) Chapitre XIII : "Nature de la loi."

(25) Chapitre XIV : "Causes qui contrecurrent la loi."

(26) *Ibidem*.

éléments du capital constant : celle-ci résulte de l'augmentation de la productivité du travail dans les branches qui produisent les matières premières et les machines. Autre cause qui contrecarre la loi : la **surpopulation relative**. Marx souligne :

"La création de cette surpopulation est inséparable du développement de la productivité du travail, qui se traduit par la baisse du taux de profit, et le développement de cette productivité l'accélère. La surpopulation relative est d'autant plus frappante dans un pays que le mode de production capitaliste y est plus développé."

Il en découle "qu'il existe une masse de salariés disponibles ou libérés qu'on peut acquérir à vil prix" (27), ce dont les capitalistes savent profiter.

Enfin, souligne Marx, le **commerce extérieur** joue un rôle important dans la tendance à limiter cette baisse du taux de profit. En effet, les capitaux investis dans le commerce extérieur sont susceptibles de donner un taux de profit plus élevé. Marx souligne en particulier le cas des "*capitaux investis dans les colonies*". Ceux-ci sont "*en mesure de rendre des taux de profit plus élevés parce que, en raison du moindre développement, le taux de profit y est d'une façon générale plus élevé, et plus élevée aussi, grâce à l'emploi d'esclaves, de coolies, etc., l'exploitation du travail*".

Il ajoute :

"On ne voit pas pourquoi ces taux de profit plus élevés que rendent les capitaux investis dans certaines branches et qu'ils transfèrent dans leur pays d'origine n'entreraient pas alors, si par ailleurs des monopoles n'y font pas obstacle, dans le système de péréquation du taux de profit général et ne l'augmenteraient pas proportionnellement" (28).

Encore une fois, messieurs les tenants de la "mondialisation de l'économie", vous n'avez rien inventé. Mais, répétons-le : c'est bien d'exploitation qu'il s'agit, d'exploitation de la force de travail, seule source de richesses nouvelles.

"PAS DE PLUS GRANDE NIAISERIE"

Soulignant que la hausse du taux de plus-value et la baisse du taux de profit "ne sont que des formes particulières qui, en régime capitaliste, expriment l'accroissement de la productivité du travail" (29), Marx en dégage cette conclusion :

"La chute tendancielle du taux de profit s'allie à une hausse tendancielle du taux de la plus-value, donc du degré d'exploitation du travail. Il n'est donc pas de plus grande niaiserie que d'expliquer la chute du taux de profit par une hausse du taux du salaire, bien qu'exceptionnellement cela puisse se produire" (30).

Soit dit en passant : cette "plus grande niaiserie" nous est assenée quotidiennement, et sur tous les tons, comme une indiscutable évidence. La "crise" résulterait du coût grandissant du travail. D'où découlerait l'incontournable conclusion : il faut "alléger-le-coût-du-travail".

Alléger le coût du travail, c'est-à-dire : abaisser le salaire direct par la délocalisation du travail dans des pays où la classe ouvrière est soumise à de plus sévères conditions d'exploitation ; remplacer des contrats à durée indéterminée par des contrats précaires à durée déterminée ; abaisser le salaire indirect par des exonérations de charges sociales, le pillage des caisses de retraite et de protection sociale, etc.

Et pourtant, dans le monde entier, les statistiques fournies par les capitalistes eux-mêmes montrent que la part des salaires dans la valeur ajoutée tend à diminuer, et que c'est là, précisément, un des moyens qu'ils utilisent pour préserver la part de leurs profits dans cette valeur ajoutée. Et les mêmes viendront nous expliquer que Marx s'est trompé du tout au tout...

(27) Ibidem.

(28) Ibidem.

(29) Chapitre XIII : "Nature de la loi."

(30) Chapitre XIV : "Causes qui contrecurrent la loi."

**L'OUVRIER EST EXPLOITÉ...
ENCORE FAUT-IL
QUE LE CAPITALISTE RÉALISE
LE FRUIT DE SON EXPLOITATION !**

En réalité — souligne Marx — l'une des principales "contradictions internes de la loi" tient à ce que les capitalistes ne peuvent y faire face qu'en développant de manière toujours plus large l'échelle et le volume de la production des marchandises ; mais, d'autre part, abaissant constamment la valeur de la force de travail, ils sont incapables de développer, en proportion, la capacité d'absorption du marché.

"Dès que la quantité de surtravail qu'on peut tirer de l'ouvrier est matérialisée en marchandises, écrit Marx, la plus-value est produite. Mais, avec cette production de la plus-value, c'est seulement le premier acte du procès de production capitaliste, du procès de production immédiat qui s'est achevé. Le capital a absorbé une quantité de travail non-payée. A mesure que se développe le procès qui se traduit par la baisse du taux de profit, la masse de plus-value ainsi produite s'enfle démesurément. Alors s'ouvre le deuxième acte du procès. La masse totale des marchandises, le produit total, aussi bien la portion qui remplace le capital constant et le capital variable que celle qui représente de la plus-value, doivent être vendues" (31).

Et si cette vente n'a pas lieu, en tout ou partie, alors, relève Marx, "*l'ouvrier, certes, est exploité, mais le capitaliste ne réalise pas son exploitation en tant que telle*" (32).

Marx invite donc le lecteur à distinguer entre :

— d'une part, les conditions de l'exploitation immédiate — c'est-à-dire de la production de plus-value immédiate — dont la limite est constituée par "*la force productive de la société*" ;

— d'autre part, les conditions de la réalisation de la plus-value, dont la limite est constituée par "*les proportions respectives des diverses branches de production*" et, surtout, "*la capacité de consommation de la société*".

Or qu'est-ce qui détermine la capacité de consommation de la société ? Ce n'est pas, écrit Marx, "*la force productive absolue*", et encore moins "*la capacité absolue de consommation*". Ce qu'on appelle "*capacité de consommation*" selon les lois du capital, c'est une "*capacité de consommation sur la base de rapports de distribution antagoniques, qui réduit la consommation de la grande masse de la société à un minimum susceptible de varier seulement à l'intérieur de limites plus ou moins étroites*" (33).

Car plus augmente c par rapport à v — c'est-à-dire plus s'accroît la composition organique du capital représentée par le rapport $\frac{c}{v}$ —, plus diminue, relativement, la capacité de consommation du marché — en tout cas des salariés, dont le pouvoir de consommation est la somme des v , c'est-à-dire des salaires, par rapport à la masse des valeurs produites.

En outre, la capacité de consommation est "*limitée par la tendance à l'accumulation, la tendance à agrandir le capital et à produire de la plus-value sur une échelle élargie. C'est là, pour la production capitaliste, une loi imposée par les constants bouleversements des méthodes de production elles-mêmes, par la dépréciation du capital existant que ces bouleversements entraînent toujours, la lutte générale de la concurrence et la nécessité de perfectionner la production et d'en étendre l'échelle simplement pour se maintenir, et ce, sous peine de disparaître*" (34).

"IL FAUT QUE LE MARCHÉ S'AGRANDISSE SANS CESSE"

D'où cette nécessité impérieuse pour le capital : "*Il faut donc que le marché s'agrandisse sans cesse.*" Car, "*plus la force productive se développe, plus elle entre en conflit avec la base étroite sur*

(31) Chapitre XV : "Développement des contradictions internes de la loi."

(32) *Ibidem.*

(33) *Ibidem.*

(34) *Ibidem.*

laquelle sont fondés les rapports de consommation" (35). La production capitaliste, explique Marx, est sans cesse confrontée aux limites qui procèdent de ses propres contradictions. Il écrit :

"La production capitaliste tend sans cesse à dépasser ces limites qui lui sont immanentes, mais elle n'y parvient qu'en employant des moyens qui, de nouveau et à une échelle plus imposante, dressent devant elle les mêmes barrières. La véritable barrière de la production capitaliste c'est le capital lui-même."

Et Marx de s'en expliquer en ces termes :

"La production n'est qu'une production pour le capital, et non l'inverse : les moyens de production ne sont pas de simples moyens de donner forme, en l'élargissant sans cesse, au processus de la vie au bénéfice de la société des producteurs. Les limites qui servent de cadre infranchissable à la conservation et la mise en valeur de la valeur capital reposent sur l'expropriation et l'appauvrissement de la grande masse des producteurs ; elles entrent donc sans cesse en contradiction avec les méthodes de production que le capital doit employer nécessairement pour sa propre fin et qui tendent à promouvoir un accroissement illimité de la production, un développement inconditionné des forces productives sociales du travail, à faire de la production une fin en soi. Le moyen — développement inconditionné de la productivité sociale — entre perpétuellement en conflit avec la fin limitée : mise en valeur du capital existant. Si donc le mode de production capitaliste est un moyen historique de développer la force productive matérielle et de créer le marché mondial correspondant, il représente en même temps une contradiction permanente entre cette tâche historique et les rapports de production sociaux qui lui correspondent" (36).

Ce conflit perpétuel entre la tendance au "développement inconditionné de la productivité sociale" et la "fin limitée" que représente la "mise en valeur du capital existant" s'est transformé, dès lors que s'est constitué — et saturé — le marché mondial, en facteur de stagnation, puis de destruction-putréfaction des forces productives elles-mêmes.

"ON NE PRODUIT PAS TROP DE SUBSISTANCES, ON N'EN PRODUIT PAS ASSEZ"

Marché, saturation du marché, surproduction des marchandises sont des notions sociales, explique Marx. Combien actuel semble ce passage :

"On ne produit pas trop de subsistances proportionnellement à la population existante. Au contraire. On en produit trop peu pour satisfaire décemment et humainement la masse de la population. On ne produit pas trop de moyens de production pour occuper la fraction de la population apte au travail. Au contraire (...). Mais on produit périodiquement trop de moyens de travail et de subsistance pour pouvoir les faire fonctionner comme moyen d'exploitation des ouvriers à un certain taux de profit. On produit trop de marchandises pour pouvoir réaliser et reconvertis en capital neuf la valeur et la plus-value qu'elles recèlent dans les conditions de distribution et de consommation impliquées par la production capitaliste, c'est-à-dire pour accomplir ce procès sans explosions se répétant sans cesse. On ne produit pas trop de richesse. Mais on produit périodiquement trop de richesse sous ses formes capitalistes, contradictoires" (37).

1995 : un milliard d'êtres humains souffrent de sous-alimentation et de total dénuement. Et on ferme les usines, on met les champs en jachère. Et, en Bourse, les spéculateurs "flambent" à coups de milliards !

CAPITAL EN EXCÉDENT

Parce qu'on produit "trop de richesse sous ses formes capitalistes contradictoires", la classe capitaliste elle-même en

(35) Ibidem.

(36) Ibidem.

(37) Ibidem.

vient à considérer que la situation est marquée par un excédent de capital. Il y a un "pléthore de capital", explique Marx, dès lors que la baisse du taux de profit n'est pas compensée, pour les capitaux en question, par la masse des profits dégagés. Cette baisse du taux de profit non compensée aboutit à une "*surproduction de capital*", laquelle ne peut que "*conduire à la destruction du capital*" (38).

Destruction du capital qui atteint aujourd'hui une échelle de masse insoupçonnable il y a cent ans.

Destruction du capital constant, sous la forme de la destruction massive de branches entières d'industrie — sidérurgie, chantiers navals, automobile... —, où les taux de profit ne sont pas "compétitifs" au regard des mêmes branches "délocalisées" en Asie du Sud-Est ou ailleurs, ou, encore, au regard de ce que sont les profits tirés de la spéculation financière.

Destruction aussi, et surtout, du capital variable, c'est-à-dire de la classe ouvrière qualifiée, transformée en chômeurs, RMistes, SDF, etc.

Tout cela montre bien, écrit Marx, ce que sont les "*limites de la production capitaliste*" : le capital n'est pas "*un système de production absolu, mais un simple mode historique de production*", qui, à son tour, "*devra être dépassé et remplacé*" (39).

Dans quelles conditions et sous quelles formes précises l'humanité sera-t-elle amenée à "dépasser" le mode de production capitaliste, ce n'était ni du ressort ni de l'intention de Marx de l'imaginer.

Les conditions historiques de la survie du capitalisme, sous sa forme impérialiste, jusqu'à aujourd'hui, avec les conséquences qui en découlent (40), étaient d'ailleurs difficilement prévisibles à l'époque du capitalisme ascendant.

Pour Marx, "*le taux de profit est bien l'aiguillon de la production capitaliste*" ; sa baisse ne peut que "*menacer le développement du procès de production capitaliste, elle favorise la surproduction, la spéculation, la crise, la constitution du capital excédentaire à côté d'une population en excédent*" (41).

SURPRODUCTION ABSOLUE DE CAPITAL : SEULEMENT UNE HYPOTHÈSE D'ÉCOLE ?

Jusqu'où peuvent aller ces crises ? La surproduction qui pose le plus problème au capitaliste n'est pas tant, écrit Marx, la surproduction "*de marchandises singulières*", mais la "*surproduction de capital*", qui voit "*toujours des bourgeonnements de capital frais (...) se former*" (42). Le livre III envisage, comme une hypothèse d'école permettant d'éclairer l'ensemble du mécanisme, le cas où "*la surproduction de capital pourrait être absolue*" (43).

Autrement dit, est ici envisagé le cas de figure où un capital C augmenté d'un capital additionnel ΔC "*ne produirait pas plus de profit ou même en produirait moins que le capital C avant qu'il ne s'accroisse de ΔC* " (44). Dans ce cas, écrit Marx, "*une portion du capital resterait totalement ou partiellement en jachère*" (45), tandis qu'une autre fraction rapporterait du profit dans des conditions moins favorables. Au total, cela déboucherait sur une nouvelle baisse du taux de profit. Dès lors, prévoit Marx, la "*lutte concurrentielle*" la plus féroce s'engagerait entre les détenteurs des diverses fractions du capital, que ce soit l'ancien ou le capital additionnel.

"Il devrait dans tous les cas y avoir mise en sommeil d'une partie de l'ancien capital", écrit Marx, qui ajoute :

"C'est la concurrence qui déciderait quelle portion cette mise en sommeil affecterait particulièrement. Tant que

(38) *Ibidem.*

(39) *Ibidem.*

(40) Ces conditions ont été analysées dans les textes consacrés à l'impérialisme sénile, publiés dans les numéros 10, 11 et 14 de *La Vérité*.

(41) Chapitre XV : "Développement des contradictions internes de la loi."

(42) *Ibidem.*

(43) *Ibidem.*

(44) *Ibidem.*

(45) *Ibidem.*

tout va bien, la concurrence, on l'a vu dans la péréquation du taux de profit général, joue pratiquement le rôle d'une amicale de la classe capitaliste ; celle-ci se répartit collectivement le butin commun proportionnellement à la mise de chacun. Mais, dès qu'il ne s'agit plus de partager les bénéfices, mais les pertes, chacun cherche autant que possible à réduire sa quote-part et à la mettre sur le dos du voisin.

Pour la classe capitaliste, la perte est inévitable. Mais savoir quelle part chaque individu en supportera, si même il doit en prendre sa part, c'est alors affaire de force et de ruse, et la concurrence se mue en combat de frères ennemis. L'opposition entre l'intérêt de chaque capitaliste individuel et celui de la classe capitaliste se fait jour alors de même qu'auparavant l'identité de leurs intérêts s'imposait pratiquement par la concurrence” (46).

A lire ces lignes, on pourrait prêter à Marx quelque talent divinatoire tant elles se rapportent aux déchirements entre les différents impérialismes, dominés par l'impérialisme américain, qui marquent chaque jour davantage de leur empreinte la situation mondiale de cette fin de siècle.

Mais revenons à l'hypothèse d'école envisagée par Marx. Comment, dans ce cas, le conflit se résoudrait-il ? Par la “*mise en sommeil et même une destruction partielle de capital d'un montant de valeur équivalent à tout le capital additionnel*”, écrit Marx, qui précise que, du fait de la concurrence, “*la perte se répartit fort inégalement (...) : ainsi, un capital sera mis en sommeil, un autre complètement détruit, un troisième ne subira qu'une perte relative...*” (47).

Pour conclure :

“*Mais, dans tous les cas, l'équilibre se rétablirait par mise en sommeil et même destruction de capital : ces phénomènes pouvant revêtir une ampleur plus ou moins grande. Ils s'étendraient même en partie à la substance matérielle du capital ; c'est-à-dire qu'une partie des moyens de production, capital fixe et circulant, ne serait plus en fonction, n'agirait plus comme capital ; une partie des entreprises en cours d'installation serait fermée*” (48).

Qui dit destruction de capital, dit donc, aussi, destruction de capital variable. En cas de surproduction absolue de capital, poursuit Marx, “*l'arrêt de la production aurait mis en chômage une partie de la classe ouvrière et ainsi placé la partie occupée dans des conditions telles qu'elle aurait dû consentir à un abaissement de salaire même en-dessous de la moyenne*”, aboutissant à “*créer une surproduction artificielle*” (49).

A lire ces lignes, on mesure que les conditions historiques imprévisibles qui ont conduit le mode de production capitaliste à survivre bien après qu'il ait épousé sa mission progressiste de développement des forces productives ont abouti à faire de l'hypothèse d'école exposée par Marx une réalité, quotidienne et banale, de cette fin de XX^e siècle. Au point que la conclusion que Marx en tire mérite discussion :

“*L'arrêt de la production ainsi surveillé, écrit-il, aurait préparé un élargissement ultérieur de la production dans les limites capitalistes. Et ainsi, la boucle serait de nouveau bouclée*” (50).

Cela a été vrai. Mais cela l'est-il encore ? Le siècle qui s'achève a vu, à travers la Première Guerre mondiale, la crise de 1929, la Deuxième Guerre mondiale, puis les volants d'entraînement parasites de l'économie, telle l'économie d'armement, jusqu'où le capital est capable d'aller, dans une lutte concurrentielle interimpérialiste de plus en plus féroce, dans le sens de la destruction des forces productives pour tenter de créer les conditions “*d'un élargissement ultérieur de la production*”.

Mais, comme Marx l'a lui-même prévu, un tel processus, en tentant de repousser chaque fois plus loin les contradictions internes du capital, ne fait que les hisser à un niveau sans précédent. L'ampleur atteinte aujourd'hui par la destruction des

(46) Ibidem.

(47) Ibidem.

(48) Ibidem.

(49) Ibidem.

(50) Ibidem.

forces productives ne permet même plus de "préparer un élargissement de la production".

C'est là toute la différence entre le capitalisme ascendant qui, pour préserver son taux de profit, suscite "*le progrès industriel*" et "*améliore les communications*", pour reprendre les formules de Marx (51), et l'impérialisme sénile, pourrissant, qui, dans sa rage destructrice des forces productives, en vient à priver des pays entiers des moyens de communications et de l'infrastructure industrielle dont ils étaient jusque-là dotés.

CAPITAL COMMERCIAL ET CAPITAL FINANCIER

Dans la tentative constante du capital de repousser les limites inhérentes à ses propres contradictions, le crédit et la spéculation qu'il rend possible ont toujours joué un rôle majeur.

Aujourd'hui, ils sont même le principal instrument de la destruction des forces productives.

Marx consacre la quatrième section du livre III à analyser "*la transformation du capital-marchandise et du capital-argent en capital commercial et en capital financier (capital marchand)*". Quelle est la particularité du capital marchand à l'époque capitaliste ?

— d'une part, "*le capital marchand n'est que le capital en fonction à l'intérieur de la sphère de circulation*" ;

— or "*le procès de circulation est une phase de l'ensemble du procès de production*" ;

— mais "*aucune valeur, donc aucune plus-value, n'est produite au cours du procès de circulation*" (52).

De tout cela, il ne découle pas qu'aucune plus-value ne soit réalisée dans la vente de la marchandise. Bien au contraire : une plus-value est réalisée lors de la vente de la marchandise, dans la mesure, précise Marx, où "*cette dernière en contenait déjà*".

"UN CAPITAL QUI PARTICIPE AU PROFIT MAIS PAS À SA PRODUCTION"

Ainsi, le capital marchand ne fait que s'approprier une part de la plus-value produite dans le procès de production des marchandises. Autrement dit, "*le capital marchand est un capital qui participe au profit sans prendre part à sa production*" (53).

Comment cela est-il possible ? Le commerçant vendrait-il les marchandises au-dessus de leur valeur ? Certainement pas. Le commerçant a acheté les marchandises "*aux capitalistes industriels au-dessous de leur valeur ou de leur prix de production*" (54), et c'est ainsi qu'il s'approprie une part de plus-value. Il en résulte que le capital marchand entre dans la constitution du taux général de profit "*de façon déterminante (...) et en proportion de la fraction du capital total qu'il représente*" (55). Mais le capital marchand qui entre dans la constitution générale du taux de profit n'entre pas dans le processus de production de plus-value : s'appropriant pourtant de la plus-value en proportion de sa place relative au capital total, il contribue à faire baisser le taux moyen de profit.

Marx écrit :

"Le capital marchand participe à l'égalisation de la plus-value en profit moyen, bien qu'il n'entre pas dans la production de cette plus-value. C'est pourquoi le taux général de profit se trouve déjà diminué de la plus-value qui revient au capital marchand, ce qui constitue donc une diminution du profit du capital industriel" (56).

D'où il découle que plus le capital marchand est grand par rapport au capital

(51) Chapitre IV : "Economie dans l'emploi du capital constant."

(52) Chapitre XVI : "Causes qui contrecarrent la loi."

(53) Chapitre XVII : "Le profit commercial."

(54) *Ibidem.*

(55) *Ibidem.*

(56) *Ibidem.*

industriel, plus petit est le taux du profit industriel, et inversement.

Quant au capital financier et au profit des banquiers, Marx écrit qu'il doit être considéré à l'instar du profit commercial :

"Le profit des banquiers n'est qu'une retenue sur la plus-value, puisqu'ils ont seulement affaire à des valeurs réalisées (même si elles sont réalisées sous forme de créances)" (57).

Ainsi, la valeur nouvelle ajoutée par l'ouvrier dans le procès de production est-elle à l'origine de tous les revenus de toutes les couches de la société capitaliste : aussi bien, le salaire de l'ouvrier et le profit industriel, le profit commercial, l'intérêt du banquier ou la rente foncière. Mais ce rapport est lui-même mystifié :

"Avec le capital porteur d'intérêts, écrit Marx, le rapport capitaliste atteint sa forme la plus extérieure, la plus féti-chisée. Nous avons ici A - A', de l'argent produisant de l'argent, une valeur se mettant en valeur elle-même sans aucun procès qui serve de médiation aux deux extrêmes" (58).

Bref,

"c'est le capital accompli unissant les procès de production et de circulation et rapportant donc à intervalles donnés une plus-value déterminée" (59).

POURQUOI L'EXTENSION DU CRÉDIT ?

Mais d'où vient l'extension spectaculaire du système de crédit au XIX^e siècle ? La possibilité d'un développement extrêmement rapide des capacités de production pousse au développement du système de crédit. Ainsi, les capitalistes qui entendent entreprendre à une échelle élargie peuvent disposer de capitaux qui ne leur appartiennent pas. Marx souligne dès cette époque que *"le développement du système de crédit qui fonctionne comme une anticipation par rapport à la production à venir débouche sur des phénomènes de*

spéculation" (60). Et cela d'autant plus que, comme on l'a vu précédemment, l'accumulation du capital aboutit à la constitution du capital excédentaire qui ne trouve pas à s'investir de manière profitable.

"UNE NOUVELLE ARISTOCRATIE FINANCIÈRE"

Ce processus conduit dès le XIX^e siècle à l'apparition de ce que Marx appelle *"une nouvelle aristocratie financière"*, c'est-à-dire *"une nouvelle espèce de parasites sous forme de faiseurs de projets, de fondateurs et de directeurs simplement nominaux ; tout un système de filouterie et de fraude au sujet de fondation, d'émission et de trafic d'actions"* (61).

Ce serait toutefois faire preuve d'anachronisme que de considérer le système du crédit au XIX^e siècle avec les yeux de la fin du XX^e siècle. A l'époque du capitalisme ascendant, le système de crédit revêt un caractère contradictoire, écrit Marx :

"Si le système de crédit peut faire figurer de levier principal de la surproduction et de la surspéculation commerciale, c'est seulement parce que le procès de reproduction, par nature élastique, se trouve tendu ici jusqu'à l'extrême limite, étant donné qu'une grande partie du capital social est utilisée par ceux qui ne le possèdent pas et qui, par conséquent, se mettent à l'ouvrage bien autrement que le propriétaire qui, s'il est lui-même actif, suppose peureusement les limites de son capital privé. Il en ressort simplement que la mise en valeur du capital basée sur le caractère contradictoire de la production capitaliste ne permet le développement véritablement libre que jusqu'à un certain point et constitue en

(57) Chapitre XIX : "Le capital financier."

(58) Chapitre XXIV : "Le capital porteur d'intérêt, forme aliénée du rapport capitaliste."

(59) *Ibidem*.

(60) Livre III.

(61) Chapitre XXVII : "Le rôle du crédit dans la production capitaliste."

réalité une entrave immanente et une barrière à la production, constamment rompue par le système de crédit. Le système de crédit accélère par conséquent le développement matériel des forces productives et la constitution du marché mondial ; la tâche historique de la production capitaliste est justement de pousser jusqu'à un certain degré le développement de ces deux facteurs, base matérielle de la nouvelle forme de production. Le crédit accélère en même temps les explosions violentes de cette contradiction, les crises et, partant, les éléments qui dissolvent l'ancien mode de production." (62).

Les formes tragiquement décomposées que revêtent aujourd'hui les "explosions" d'un système "tendu jusqu'à l'extrême limite", que ne parvient plus à repousser un système de crédit lui-même de plus en plus tourné vers la spéculation pure et simple, ce sont celles qui procèdent de la survie, un siècle après que ces lignes eussent été écrites, d'un régime social historiquement failli (63).

"CAPITAL FICTIF"

Dès le XIX^e siècle, la forme du capital porteur d'intérêts tend à devenir la forme générale sous laquelle apparaît la mise en valeur de tout revenu — argent déterminé. De sorte, écrit Marx, que "la forme du capital porteur d'intérêts implique que tout revenu argent déterminé et régulier apparaisse comme intérêt d'un capital, que ce revenu provienne ou non d'un capital" (64).

D'où l'apparition de ce que Marx appelle "un capital fictif, illusoire" (65). La dette publique en est un exemple : c'est un capital qui produit un intérêt versé. Et pourtant, ce capital est fictif. En effet, explique Marx, une fois prêtée à l'Etat, la somme n'existe plus du tout, puisqu'elle est dépensée pour les besoins de l'Etat. De plus, elle n'avait jamais été destinée à être dépensée en tant que capital, c'est-à-dire à être investie. Et pourtant, seul son investissement aurait pu faire d'elle une valeur capable de se conserver par elle-même. Cette dette va être rachetée, reprise, négociée.

"Il peut y avoir autant de transactions que l'on voudra : le capital de la dette n'en reste pas moins purement fictif" (66).

Et, de manière prémonitoire, Marx écrit :

"A partir du moment où les titres de créance deviendraient invendables, la fiction se dissipera (et l'on verrait que ce n'est pas un capital)" (67).

Il suffit de voir ce qui vient de se passer au Mexique...

Une autre forme de capital fictif est constituée par les titres du capital associé. Ainsi, prenant l'exemple des sociétés de chemins de fer, de charbonnage, des compagnies de navigation et autres, Marx relève que ces titres de propriété correspondent à un capital réellement investi.

(62) *Ibidem*.

(63) Le récent scandale mis à jour au sujet de Eurotunnel illustre parfaitement cette tendance. Eurotunnel est une entreprise dont les résultats dépassent les espérances. Elle est promise à un grand avenir du point de vue du nombre d'utilisateurs, donc du chiffre d'affaires. Et pourtant, cette entreprise est au bord de la faillite. Le coût de construction est passé d'une prévision initiale de 44 milliards à un résultat final de près de 89 milliards de francs. Mais, si l'action Eurotunnel a perdu près de la moitié de sa valeur en neuf ans, entraînant un désastre financier pour les 720 000 petits et moyens actionnaires français et anglais, il n'en est pas de même pour les banques qui, ayant prêté 65 milliards de francs, ont déjà encaissé près de 22 milliards de francs d'intérêts, soit d'ores et déjà le quart du coût total de l'opération. Un système extrêmement complexe à même permis à deux grandes banques, l'une suisse, l'autre américaine, SBS et Salomon Brothers, de vendre avec forte plus-value des actions Eurotunnel qui ne leur appartenaient pas, mais qu'elles avaient "emprunté" — c'est le terme officiel — à des investisseurs institutionnels ! C'est ainsi qu'à l'époque de l'impérialisme sénile, même une opération viable du point de vue des capitalistes eux-mêmes est d'abord et avant tout transformée en instrument de pure spéculation, quitte à mettre en péril l'opération elle-même. Mais qu'importe, puisque les sommes perdues par les petits actionnaires, ou celles que le contribuable anglais ou français devra renflouer via l'Etat, sont allées d'ores et déjà "dans le coffre-fort de la banque", comme le dit la chanson.

(64) Chapitre XXIX : "Composantes du capital bancaire."

(65) *Ibidem*.

(66) *Ibidem*.

(67) *Ibidem*.

Cependant, à côté de ce capital réellement investi, les titres se présentent comme étant eux aussi un véritable capital. Ils s'échangent comme s'ils constituaient un capital distinct du capital qu'ils représentent.

De ce fait, écrit Marx, "la valeur de marché de ces titres est en partie une valeur spéculative, car ce n'est pas le revenu réel de l'entreprise, mais celui qu'on en attend, calculé par anticipation, qui a servi à la déterminer" (68).

Marx souligne que "la chute ou la montée des cours de ces titres n'a pas de rapport avec le mouvement de la valeur du capital réel qu'il représente. La richesse d'une nation est aussi grande avant leur dépréciation ou la hausse de leur valeur qu'après" (69). Une dépréciation généralisée des titres de ces sociétés se traduirait sans doute "par un arrêt réel de la production du trafic par canaux et voie ferrée ou l'abandon d'entreprises déjà en chantier", mais, hormis cela, "l'éclatement de ces bulles de savon gonflées de capital-argent nominal ne ferait pas la nation plus pauvre d'un liard" (70). Or, ajoute-t-il, "dans tous les pays de production capitaliste, il existe une masse énorme de capital de cette sorte qu'on appelle porteur d'intérêts" (71).

Et d'en tirer cette conclusion :

"A mesure que se développe le capital productif d'intérêts et le système de crédit, tout capital semble se dédoubler et par endroit tripler même, grâce aux diverses façons dont un même capital, ou simplement une même créance, apparaît dans des mains différentes, sous des formes différentes. La majeure partie de ce « capital-argent » est purement fictive" (72).

CENT ANS APRÈS

Cent après la publication du livre III, les caractéristiques du capital telles qu'elles y sont exposées sont entièrement vérifiées : aussi bien l'extorsion de la plus-value comme source commune du profit capitaliste industriel, du profit commercial, de l'intérêt du capital financier et de la rente foncière, que la loi de la baisse tendancielle du taux de profit, ses conséquences et

les méthodes utilisées pour la contrecarrer, ou la péréquation du taux de profit.

A cela près que, cent ans après, la quantité s'est transformée en qualité. En cours de constitution à l'époque du capitalisme ascendant, le marché mondial s'est définitivement constitué dès le début du XX^e siècle ; la stagnation des forces productives qui en a résulté dès 1914 s'est transformée, du fait de la survie de la domination capitaliste, en une véritable décomposition-destruction des forces productives.

Le capital excédentaire ne cesse de refluer vers la spéculation, qui tend à dominer l'ensemble des mécanismes économiques, aboutissant à "inverser les signes de valeurs" des lois du capital. Tout cela a été analysé ailleurs (73).

Marx et Engels ont vu se dessiner les mécanismes destructeurs qui, aujourd'hui, étouffent les forces productives ; les aberrations destructives d'aujourd'hui s'insèrent dans les lois définies par *Le Capital*.

Dans la préface (74) qu'il écrit pour la première édition du livre III du *Capital*, F. Engels retrace la succession des différents modes de production. A cette occasion, il fait deux observations : concernant les taux d'intérêt servis aux banquiers avançant des fonds pour les expéditions pour le commerce maritime à la fin du Moyen Age, il relève qu'ils étaient "très hauts", bien que "toujours inférieurs au pourcentage du bénéfice commercial habituel" ; quant à la période qui, deux siècles plus tard, voit un nombre grandissant de marchands se lancer dans l'aventure de la production des marchandises, Engels pose la question : "Qu'est-ce qui pouvait donc pousser le marchand à se charger de la fonction supplémentaire d'entrepre-

(68) *Ibidem*.

(69) *Ibidem*.

(70) *Ibidem*.

(71) *Ibidem*.

(72) *Ibidem*.

(73) Lire à ce sujet les articles consacrés à l'impérialisme sénile dans *La Vérité*.

(74) De 1894.

neur ?”, et y répond : “*La perspective d'un plus grand profit.*”

Observations pertinentes, qui valent aussi pour l'époque du capitalisme ascendant : des taux d'intérêt bancaires (financiers) toujours inférieurs aux taux de profit escomptés dans la production des marchandises, sans quoi les entrepreneurs n'auraient pas emprunté aux fins d'investir ; et l'attrait de taux de profit supérieurs aux autres activités économiques attirant vers la production des capitaux toujours croissants.

1895-1995 : “L'INVERSION DES SIGNES DE VALEURS”

Observations d'autant plus pertinentes qu'elles permettent, par contraste, de mesurer ce que signifie “*l'inversion des signes de valeurs*” aujourd'hui. Lorsqu'un capitaliste “ouest-allemand” déclare en 1990 :

“Pourquoi investir dans la reconstruction économique (investissement productif) à l'Est de l'Allemagne, pour un profit qui ne dépassera pas 2 %, et encore, alors que n'importe quel placement financier (spéculatif) me rapportera, sans risque, 8 à 9 % ?”,

il ne fait qu'énoncer la règle qui domine aujourd'hui toute l'économie mondiale.

A savoir qu'à l'inverse de la situation au moment où écrivent Marx et Engels, la rentabilité des capitaux “investis” dans la spéculation pure tend à l'emporter sur le profit réalisé dans la production et la vente des marchandises. Règle apparemment absurde, à plusieurs titres :

a) parce qu'elle signifie que les capitaux sont de plus en plus attirés vers les activités purement spéculatives, alors que ces dernières ne font que “*s'approprier de la plus-value sans la produire*” ;

b) de ce fait, les masses de capitaux engloutis dans la spéculation, pour autant qu'ils interviennent dans la répartition de la plus-value, tendent en permanence à abaisser le taux moyen de profit, puisque

le profit total disponible qui est déterminé par la quantité de la plus-value extraite doit rémunérer le capital investi dans la spéculation ;

c) pour autant, tout dépend de la production de plus-value, donc de la production des marchandises, qui constitue une base de plus en plus étroite d'un édifice économique où, à l'inverse, le parasitisme tend à se transformer en monstrueuse boursouflure ;

d) contrecarrer la tendance à la baisse du taux de profit moyen, faire que celui-ci s'aligne sur le taux de profit le plus élevé (celui qui est obtenu dans les opérations spéculatives) implique un renforcement sans précédent de la surexploitation. L'offensive généralisée contre le “*coût du travail*” n'est pas une “*politique économique*” choisie parmi plusieurs options. Elle répond aux nécessités les plus essentielles du fonctionnement même du système d'exploitation capitaliste aujourd'hui.

Apparemment absurde, cette tendance de l'impérialisme sénile se vérifie pourtant quotidiennement aux quatre coins de la planète. Au début du livre III, Marx relève que “*le procès de production capitaliste pris en bloc est l'unité du procès de production et du procès de circulation*”. Cette unité s'exprime aujourd'hui dans le fait que la spéculation, destructrice des forces productives, fait partie intégrante du procès de production capitaliste. Ainsi, en une dizaine d'années en France, les entreprises (industrielles) ont vu leurs actifs financiers passer de 800 milliards de francs à plus de 15 000 milliards de francs. Des entreprises comme Ford, aux Etats-Unis, voient plus des deux tiers de leurs capitaux revêtir la forme d'actifs financiers. Sur les 13 000 milliards de dollars que représentent les échanges quotidiens de monnaies sur les places financières du monde entier, moins de 2 % correspondent à des transactions commerciales réelles, tout le reste relevant de la spéculation pure et simple.

A l'époque où Marx rédige le manuscrit du livre III, il observe déjà la tendance qui se dessine :

“*A mesure que progresse la production capitaliste, ce qui va de pair avec une*

accumulation plus rapide, une partie du capital n'est plus comptée et employée que comme capital d'intérêt." (75).

Cependant, observe Marx :

"Ces capitaux, bien que placés dans de grandes entreprises productives, ne fournissent, déduction faite de tous les frais, que des intérêts plus ou moins grands qu'on appelle dividendes : dans les chemins de fer, par exemple. Ils n'entrent donc pas dans le système de péréquation du taux de profit inférieur au taux moyen. S'ils y entraient, celui-ci tomberait beaucoup plus bas. D'un point de vue théorique, on peut les y inclure, et on obtient alors un taux de profit inférieur à celui qui semble exister et qui détermine réellement les capitalistes, car c'est justement dans ces entreprises que le capital constant est le plus élevé relativement au capital variable" (76).

Faudrait-il en déduire qu'aujourd'hui, il conviendrait, à l'identique, d'exclure du système de péréquation du taux de profit général les taux de mise en valeur du capital dans la spéculation, l'économie de la drogue, ou les trafics mafieux en tous genres ? Une telle conclusion trahirait une méconnaissance des faits et du *Capital* lui-même.

— Méconnaissance des faits : tout militant ouvrier dans l'industrie sait qu'aujourd'hui, très ouvertement, les patrons ne règlent pas la production sur des objectifs de marchandises à produire, mais sur des objectifs d'augmentation de la marge de profit, laquelle est constamment déterminée à partir de la mise en valeur du capital financier dans la spéculation. Aujourd'hui, les taux d'intérêt sont utilisés (notamment par les banques centrales) pour peser directement sur les conditions de mise en valeur du capital dans la production. Ainsi, le jeu sur les taux directeurs aux Etats-Unis vise explicitement à "limiter toute surchauffe" de l'économie. Autrement dit : pour combattre l'excédent de capitaux dans la production (dont la conséquence ne peut être que la baisse du taux de profit), on en attire une partie par un taux alléchant, à 8,5 %, par exemple. De ce fait, tout capitaliste est en droit d'attendre de tout capi-

tal une mise en valeur d'au moins 8,5 % en moyenne. Toute sphère de production qui n'y parviendrait pas verrait inévitablement fuir les capitaux vers la spéculation financière. Reste que les 8,5 % "servis" aux capitaux ainsi attirés devront bien être prélevés quelque part. A savoir : sur les services sociaux liquidés, les retraites pillées, les services publics privatisés... Bref, par une diminution de la valeur de la force de travail, qui consommera moins, etc.

— Méconnaissance du *Capital* lui-même. Dans le livre III, Marx règle la question, reprenant à son compte la phrase de Malthus :

"Le capitaliste attend le même profit de toutes les fractions du capital dont il fait l'avance" (77).

En ce sens, la fusion du capital bancaire et du capital financier marque, depuis le début du siècle, la complète domination de la finance sur l'industrie (en même temps que l'intérêt financier continue à ne procéder que de la répartition de la plus-value dégagée dans l'industrie).

Au XIX^e siècle, nous dit Marx, le capital commercial s'intégrant au capital total, le taux général de profit moyen, calculé sur l'ensemble du capital (industriel + commercial), se trouve abaissé dans la proportion où le capital commercial — non productif de plus-value — entre dans le capital total. De même, aujourd'hui, le capital spéculatif s'intègre (au moins en partie) au capital total, le taux général de profit moyen, calculé sur l'ensemble du capital, s'en trouvant abaissé en proportion.

Les deux processus sont parallèles, avec, cependant, une différence de taille. En effet, le capital commercial, lié à la circulation des marchandises, remplissait au XIX^e siècle une fonction nécessaire à la réalisation de la plus-value. L'abaissement du taux de profit dont il était l'une

(75) Chapitre XIV : "Causes qui contrecarrent la loi."

(76) *Ibidem.*

(77) Chapitre I : "Coût de production et profit."

des causes pouvait être combattu par l'augmentation de la production, de la productivité du travail, et l'extension du marché.

A l'inverse, le capital spéculatif et parasitaire de l'impérialisme sénile ne remplit qu'une fonction nécessaire à la destruction des forces productives. L'abaissement du taux de profit qu'il génère est de plus en plus combattu par une méthode unique : guerre à outrance contre la classe ouvrière, sur qui doit être "récupérée" la plus-value engloutie par le capital non productif.

"DILAPIDATION DE CHAIR ET DE SANG"

L'horreur impitoyable de l'exploitation capitaliste et les souffrances qu'elle engendre n'a, dans son contenu, guère évolué en un siècle. Mais elle ne revêt pas la même signification historique.

Evoquant le souci d'économie du capital constant de la classe capitaliste, Marx écrit :

"Le système de production capitaliste en arrive à compter au nombre d'économie dans l'emploi du capital constant, et donc au nombre des moyens d'elever le taux de profit, même le gaspillage de la vie et de la santé de l'ouvrier, l'avilissement de ses conditions d'existence."

Marx poursuit :

"L'économie réalisée sur ces conditions de vie est une méthode pour augmenter le taux de profit (...). Cette économie va jusqu'à bourrer d'ouvriers des pièces étroites et malsaines, ce qui, en langage capitaliste, s'appelle économiser les bâtiments ; entasser des machines dangereuses dans un même local et négliger les moyens de protection contre les risques d'accident ; ne pas prendre les mesures de sécurité dans les procès de production insalubres de par leur nature ou périlleux comme dans les mines, etc. Sans parler de l'absence de toute installation pour rendre humain, agréable ou seulement supportable à l'ouvrier le procès de production. Du

point de vue capitaliste, ces dépenses constitueraient un gaspillage inutile et déraisonnable. En dépit de sa ladrerie, la production capitaliste est d'ailleurs fort gaspilleuse de matériel humain (...). De sorte que, si le système de production capitaliste (...) en use avec la plus extrême parcimonie quand il s'agit du travail réalisé et matérialisé en marchandise (...), par contre, bien plus que tout autre système de production, c'est un gaspilleur d'hommes, de travail vivant, un dilapideur de chair et de sang, mais aussi de nerfs et de cerveaux." (78).

Description qui pourrait valoir, tout aussi bien aujourd'hui, pour telle "zone économique spéciale" de Chine ou telle région du Bangladesh où le capital se plaît, ces temps-ci, à délocaliser sa production. Mais avec une différence qui n'est pas secondaire. En conclusion du paragraphe qui vient d'être cité, Marx écrit :

"En fait, c'est seulement par le gaspillage le plus énorme du développement d'individus particuliers qu'est assuré et réalisé le développement de l'humanité en général au cours de l'époque historique qui précède immédiatement la reconstitution consciente de la société humaine" (79).

Il était exact d'écrire, au XIX^e siècle, que cet effroyable "gaspillage" de vies humaines particulières était également, et contradictoirement, facteur de "développement de l'humanité en général". Ce n'est plus vrai aujourd'hui.

Au XIX^e siècle, l'Angleterre, théâtre de l'effroyable "condition de la classe laborieuse" si puissamment décrite par Engels (80), présentait aussi à l'humanité son avenir industriel et capitalistique, expliquaient alors Marx et Engels. Qu'en est-il aujourd'hui ? Qu'en est-il, par exemple, de la prétendue "croissance rapide" des

(78) Chapitre V : "Economie dans l'emploi du capital constant."

(79) *Ibidem*.

(80) Lire, dans ce numéro de *La Vérité*, l'article de Jean-Pierre Barrois, et aussi l'inédit : "Die Lage Englands."

pays dominés par l'impérialisme ? Une étude de l'OCDE, publiée au cours du mois de mai 1995, affirme que les "pays en développement" connaissent et vont connaître une croissance plus forte que celle des pays industrialisés et représenter bientôt plus de la moitié de la production mondiale. Sous l'appellation "principales économies en développement", l'OCDE range l'Afrique du Sud, l'Arabie Saoudite, l'Algérie, le Bangladesh, la Colombie, l'Egypte, l'Iran, le Nigéria, le Pakistan, le Pérou, les Philippines, le Venezuela, mais aussi la Chine, l'Inde et l'Indonésie, trois pays que l'OCDE n'hésite pas à qualifier de "trois grands". Ainsi donc, ces pays où l'on supprime les emplois par centaines de milliers tout en liquidant l'industrie nationale (le Bangladesh), ces villes (comme Bombay) où 70 % de la population vit sur les trottoirs, ces pays (comme l'Algérie) où la majorité de la jeunesse est exclue du droit le plus élémentaire à un travail, ou encore ces pays (comme la Chine) où 200 millions de paysans sont dans une misère sans nom, tous ces pays seraient l'avenir de l'humanité ! Et c'est l'OCDE qui le dit !

Mais l'optimisme de l'OCDE — ou plutôt la tentative d'automystification — est de courte portée. Etablissant un catalogue des "risques" pesant sur ces pays, elle souligne :

"Au cours des prochaines années, il ne serait pas surprenant que certains groupes de pays en développement soient victimes de troubles intérieurs et d'une croissance faible, voire négative."

On a là une image concentrée de la manière dont "fonctionne" l'impérialisme sénile. Des capitaux impérialistes se déplacent de région en région, de pays en pays, procédant à de véritables raids de privatisation-restructuration, dégageant ainsi de confortables profits. Puis, face à la résistance de la classe ouvrière provoquée par cette politique meurtrière, ils se retirent pour d'autres horizons, tandis que les pays concernés, comme après le passage de l'ouragan, se retrouvent encore plus dévastés qu'auparavant.

Loin de préparer les bases d'une reproduction élargie du capital, l'actuelle poli-

tique de mondialisation-délocalisation-privatisation-pillage ne débouche que sur la mafiosisation générale de l'économie mondiale. Et nous ne sommes pas les seuls à le dire...

Rendue publique au printemps 1995, une étude réalisée par le Centre de recherche sur la Russie de l'Université de Harvard, aux Etats-Unis, avance que 70 % du secteur privé et des activités bancaires en Russie seraient désormais contrôlés par la mafia.

Le directeur de ce centre de recherche, pourtant partisan de la "transition du socialisme à l'économie de marché", précise que c'est la mafia "qui investit dans l'immobilier, c'est elle qui tire profit des privatisations et de l'attribution des permis pétroliers, c'est elle encore qui sait attirer tous ceux qui n'osent plus s'adresser à des fonctionnaires qu'ils savent corrompus et sans réel pouvoir, quitte à payer le prix fort".

Et d'ajouter :

"Le plus grave est que ce danger ne mine pas la seule Russie. Toutes les démocraties risquent d'être contaminées."

A l'époque du capitalisme ascendant, la bourgeoisie se devait de structurer son appareil d'Etat comme instrument de constitution du marché national. Les mafias qui, aujourd'hui, sont censées "rétablir le capitalisme" à l'est de l'Europe ne se privent pas d'user du pouvoir d'Etat que leur fournissent l'armée, la police, les milices, contre la classe ouvrière et les peuples.

Mais, intéressées d'abord et avant tout à leur enrichissement immédiat par le pillage et la prévarication, elles ne sont nullement intéressées à favoriser un développement du mode de production capitaliste, développement auquel elles-mêmes ne croient guère, pas plus qu'elles ne sont intéressées à organiser un appareil d'Etat et un marché national au sens où la bourgeoisie du XIX^e siècle pouvait l'entendre. C'est ainsi que le véritable sabotage par les sommets de l'Etat eux-mêmes de la collecte des impôts en Russie a amené

l'un des responsables de l'administration à dénoncer le Premier ministre comme étant "le mafioso numéro un" (81). Tout un programme !

Tout est là, qui se relie à l'ampleur de la part prise par le blanchiment de l'argent de la drogue dans l'activité bancaire mondiale et à tous les processus de décomposition des institutions d'Etat et autres à l'échelle mondiale. Cette mafiosisation de l'économie est l'expression la plus spectaculaire de la décomposition de l'impérialisme sénile. Elle se traduit dans la décomposition des Etats et, en particulier, dans la généralisation de la corruption.

Faut-il examiner l'évolution du rôle de la Bourse ? En 1865, Marx la décrit comme "*un élément secondaire dans le système capitaliste*", selon la formule d'Engels (82). Trente ans plus tard, Engels souligne :

"Des changements sont survenus qui assignent aujourd'hui à la Bourse une importance accrue et toujours grandissante ; ces changements tendent, à plus longue échéance, à concentrer entre les mains des boursiers toute la production industrielle et agricole, l'ensemble des communications, aussi bien des moyens de transport que des organes d'échange, de sorte que la Bourse devient la représentante la plus éminente de la production capitaliste-même" (83).

Mais l'accumulation elle-même "s'est faite avec une rapidité toujours croissante et de telle façon que dans aucun pays industriel, et en Angleterre moins qu'ailleurs, l'extension de la production n'a pu suivre le rythme de l'accumulation (...). Cette accumulation augmentait également la masse des rentiers, des gens qui, lassés de la tension constante du monde des affaires, n'aspiraient plus qu'à s'amuser ou à occuper des postes de tout repos, de directeur ou d'administrateur de société" (84).

Cent ans plus tard, en 1995, la Bourse occupe une place essentielle... d'abord du point de vue du marché des capitaux. De sorte que, à l'inverse de la situation de 1865, les mouvements de la Bourse ne reflètent plus tant la situation réelle de l'économie réelle, mais la situation inver-

se de l'économie réelle. A chaque information exprimant un redressement, même passager, de l'industrie américaine, répond... une chute de Wall Street, craignant une "surchauffe" de l'économie entraînant une poussée inflationniste, une dévalorisation de la monnaie, et, surtout... un moindre champ de mise en valeur pour la spéculation. A l'inverse, à toute annonce de "ralentissement" de la machine économique américaine répond une flambée à Wall Street. Peut-on imaginer plus éclatante illustration du passage du capitalisme ascendant à l'impérialisme sénile que l'apparition, de plus en plus fréquente, dans les journaux, de titres de ce genre : "L'emploi en hausse, l'économie en hausse, la Bourse en baisse" (85) ?

Engels, répétons-le, avait largement pressenti cette tendance, dont Lénine devait enregistrer la cristallisation qualitative dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*. Dans une note insérée dans le livre III, Engels souligne la rapidité de constitution du marché mondial, annonçant déjà sa dislocation :

"La rapidité, tous les jours plus grande, avec laquelle on peut aujourd'hui augmenter la production dans tous les domaines de la grande industrie s'oppose à la lenteur toujours accrue avec laquelle s'étend le marché pour ces produits plus nombreux. Ce qui est produit au cours de quelques mois peut à peine être absorbé en quelques années. Il faut y ajouter la politique de protection douanière par laquelle chaque pays industriel se ferme aux autres, et en particulier à l'Angleterre, ce qui accroît encore artificiellement la capacité de production intérieure. Les conséquences en sont : sur-production chronique générale, prix en baisse, profits en baisse et même tout à

(81) Citée par *Le Monde*, 10 août 1995.

(82) F. Engels, *La Bourse. Remarques complémentaires au livre III du Capital*, (1895).

(83) Supplément à la préface du livre III.

(84) *Ibidem*.

(85) *Financial Times*, 15 juillet 1995. On lit dans l'article qu'à Wall Street, les "agents de change ont réagi de manière négative aux rapports sur la solide croissance de la consommation et sur les indicateurs montrant que la production industrielle, le mois dernier, a atteint son niveau plancher".

fait nuls ; bref, la célèbre liberté de concurrence est au bout de son latin et doit annoncer elle-même son évidente et scandaleuse faillite" (86).

Et encore ceci :

"Depuis que ce qui précède a été écrit (1865), la concurrence s'est notablement accrue sur le marché mondial, à cause du développement rapide de l'industrie dans tous les pays civilisés, en particulier en Amérique et en Allemagne. Le fait que les forces productives modernes, qui grandissent rapidement et prennent des proportions gigantesques, dépassent chaque jour davantage les lois de l'échange capitaliste de marchandises, dans le cadre desquelles elles devraient se mouvoir, s'impose de plus en plus même à la conscience des capitalistes. On le constate surtout à deux symptômes. D'abord, dans la nouvelle manie généralisée des barrières douanières, qui se distingue de l'ancien protectionnisme en particulier parce qu'elle protège surtout les articles d'exportation. Deuxièrement, dans les accords (trusts) des industriels de grandes sphères de production tout entières, en vue de régulariser la production et, par là, les prix et les profits. Il va de soi que ces expériences ne peuvent être menées à bien que dans un climat économique relativement favorable. La première tempête les mettra à bas, prouvant que si la production a besoin d'être réglementée ce n'est certes pas la classe capitaliste qui est appelée à le faire" (87).

Cent ans après la mort d'Engels, la faillite et la trahison de la social-démocratie, la trahison et la faillite du stalinisme ont donné au mode de production capitaliste une rémission inespérée, un improbable sursis. La décomposition sociale et le pourrissement qui gangrènent les bases socio-économiques de la société affectent toutes les structures politiques et sociales. Les souffrances, les guerres, les dévastations qui en découlent pour la classe ouvrière, les peuples opprimés, la jeunesse, les enfants, sont innombrables, et loin, malheureusement, d'être achevées.

Tout cela ne fait que souligner l'urgence de voir la production "réglementée", comme l'écrit Engels, et "réglementée" par la classe ouvrière elle-même. Car c'est là tout le paradoxe de la situation actuelle, paradoxe qui ne fait que souligner l'actualité du *Capital*. La plus-value reste la plus-value. La classe ouvrière est la seule classe qui produise plus de valeur qu'elle n'en consomme. Le procès de décomposition de la classe ouvrière est à la fois uniifié et contradictoire. Il est uniifié en ce sens que la destruction des forces productives frappe au premier chef la principale force productive, c'est-à-dire la classe ouvrière et, de ce fait, menace de destruction l'humanité tout entière. Mais, en même temps, l'ampleur de la destruction des forces productives nourrit un considérable mouvement de résistance à la décomposition.

Le mouvement de destruction des forces productives a pour logique d'aller jusqu'au bout de la destruction de l'humanité. Mais il ne peut exister que dans la mesure où il parasite et détourne à son profit la production de plus-value. C'est-à-dire qu'en dernière analyse, il est lui-même dépendant de la non-disparition de la principale force productive, le prolétariat. La classe ouvrière, elle, n'est pas dépendante de la non-disparition de la bourgeoisie. En combattant et en s'organisant de manière indépendante, elle a la capacité de vaincre la bourgeoisie, d'arracher de ses mains la propriété des moyens de production et d'établir le régime de la propriété sociale à l'échelle universelle. La classe ouvrière a les moyens de sauver l'humanité de la destruction et de la barbarie.

Daniel Gluckstein

(86) Note insérée dans le chapitre XXVII, "Le rôle du crédit dans la production capitaliste".

(87) Chapitre VI : "Effets des changements de prix."

Friedrich Engels, la situation de la classe laborieuse en Angleterre et le travail des enfants

**"Plus il y a de législation ouvrière,
moins il y a de travail des enfants"**

(résolution finale de la conférence de Dacca contre le travail des enfants)

Par Jean-Pierre BARROIS

**"JE METS LA BOURGEOISIE
AU DÉFI DE ME DÉMONTRER
L'INEXACTITUDE D'UN SEUL FAIT"
(ENGELS)**

Le socialiste allemand Franz Mehring écrit, dans sa *Vie de Karl Marx* :

"C'est en étudiant la Révolution française que Marx a acquis une claire conscience des combats et des aspirations de son époque, c'est en étudiant l'industrie anglaise qu'Engels est parvenu au même résultat."

Arrivé à Manchester — cœur de l'industrie britannique — en 1842, pour y être employé dans une manufacture où son père a quelques intérêts, Engels va mettre son séjour à profit pour étudier *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre*, selon le titre de l'ouvrage dont il signe la préface, le 15 mars 1845. Cette expérience anglaise permettra à Engels de comprendre ce qu'est la classe ouvrière,

dont il étudie en détail les conditions de travail, de survie, de souffrance et de combat et qui a les moyens de mettre en pratique les idées communistes auxquelles il est déjà acquis.

Son ouvrage s'inscrira comme une étape décisive dans sa collaboration naissante avec Marx, qui ne manquera pas d'y faire de nombreuses références dans les différents livres du *Capital*.

Dans la dernière préface rédigée le 21 juillet 1892 — trois ans avant sa mort —, Engels écrit :

"Mon livre ne représente qu'une forme embryonnaire du développement de la science du socialisme international."

Une "phase embryonnaire" qui fera néanmoins écrire à son compatriote Friedrich Lesner, pionnier du mouvement ouvrier allemand, membre de la Ligue des communistes, puis du conseil général de la Première Internationale :

"C'est le premier livre qui m'a donné pour la première fois l'idée de ce qu'est le mouvement ouvrier."

La Situation de la classe laborieuse en Angleterre, qui fut immédiatement mis en vente à la Société d'éducation ouvrière et communiste de Londres, ne constitue pas seulement le tableau le plus fidèle — auquel tout le monde devait bientôt se référer — de la situation du prolétariat dans les années quarante. C'est un ouvrage militant écrit par un homme qui devint socialiste et se lia au mouvement chartiste à Manchester lors de sa rédaction. En témoignent les dernières lignes :

« Il est trop tard pour une solution pacifique. L'abîme qui sépare les classes se creuse toujours plus, l'esprit de résistance pénètre de plus en plus les ouvriers, l'exaspération devient plus vive : les escarmouches isolées de la guérilla se concentrent pour devenir des combats et des manifestations plus importantes, et il suffira bientôt d'un léger choc pour déclencher l'avalanche. Alors en vérité le cri de guerre retentira par tout le pays : "Guerre aux palais, paix aux chaumières !" Mais il sera trop tard alors pour que les riches puissent encore prendre garde. »

Ces lignes, qui ouvrent la perspective d'une vie de combat au service de l'Internationale pour le socialisme, résument plus qu'elles ne concluent l'ouvrage d'Engels.

Beaucoup avant lui avaient déjà dépeint les souffrances du prolétariat et signalé la nécessité de mettre fin à cette situation. L'originalité et la puissance du livre d'Engels ne résident donc pas — ou pas uniquement — dans l'extrême précision des descriptions et des témoignages, dans l'importance et la qualité de la documentation accumulée, mais dans le fait qu'Engels fut le premier à déclarer que le prolétariat, la classe ouvrière anglaise, et, par-delà, la classe ouvrière à l'échelle internationale avaient les capacités de lutter pour leur propre émancipation.

Telle est, en fait, l'idée maîtresse du livre d'Engels. Dès qu'il arrive à Manchester, il est horrifié par la pauvreté

et la misère. Immédiatement, il se met au travail pour décrire ce qu'il voit, mais il ne se contente pas d'observer, il lit les rapports et documents officiels qui sont à sa disposition, il circule, interroge et il consigne tout dans son ouvrage. La ville, qui est passée de 35 000 habitants en 1801 à 350 000 en 1851, a drainé la population des campagnes et l'immigration irlandaise, qui s'entassent désormais dans les quartiers insalubres, où règnent la saleté et les épidémies.

Comme Engels mène une véritable enquête, dont il écrit lui-même : *"Je mets la bourgeoisie au défi de me montrer l'inexactitude d'un seul fait"*, il interroge également les représentants de la bourgeoisie.

« Un jour, je pénétrai dans Manchester avec un de ces bourgeois et discutai avec lui de la construction déplorable, malsaine, de l'état épouvantable du quartier ouvrier et déclarai n'avoir jamais vu une ville aussi mal bâtie. L'homme m'écouta calmement et au coin de la rue où il me quitta, il déclara : "And yet, there is a great deal of money made here (et malgré tout, on gagne ici énormément d'argent). Au revoir, monsieur." »

L'anecdote rapporte les conséquences immédiates : *"Je n'ai jamais vu une classe si profondément immorale, si incurablement pourrie et entièrement rongée d'égoïsme"*, du capitalisme ascendant. Où pouvait-il mieux étudier cette période qu'en Grande-Bretagne ?

C'est le pays d'Europe où, par la révolution industrielle, la grande industrie avait déjà profondément creusé son sillon. La structure interne de la société bourgeoise — dans toutes ses composantes — y était plus palpable que partout ailleurs.

Alors que, déjà, au milieu du XVIII^e siècle, la moitié de la population vivait dans les villes, ce sont 75 % qui s'y entassent dans les années cinquante.

Nous avons vu que la population de Manchester avait décuplé en cinquante ans. Cette immense accumulation de la main-d'œuvre — donc de travail — se retrouve dans tous les grands centres. Dans la même période, Sheffield passe de

46 000 à 111 000, Birmingham de 23 000 à 181 000 habitants.

Le Lancashire, le Yorkshire, Londres et les Midlands constituent le berceau du capitalisme ascendant où, sur la base et en dépit d'énormes souffrances, le capitalisme développe les forces productives et concentre une immense accumulation de richesses.

C'est l'époque où le capital financier commence à faire du pays la plus grande puissance industrielle et financière de la planète.

Jusqu'en 1870, la production de houille, de fer, d'acier, de produits textiles représentera au moins la moitié de la production mondiale, alors qu'à la City de Londres se développe un gigantesque appareil financier, dont la livre sterling est le véhicule.

C'est sur la base du compromis politique entre la bourgeoisie d'affaires et une partie de l'aristocratie foncière auquel la révolution anglaise avait abouti, sur la base d'une formidable accumulation primitive du capital ainsi que d'une appropriation massive des terres et la déportation vers les centres urbains de milliers d'anciens petits paysans, que le capitalisme britannique — qu'Engels analyse à partir de Manchester — a soumis à sa loi le marché mondial.

La Situation de la classe laborieuse en Angleterre ne se limite pas à une simple description détaillée des horreurs auxquelles la révolution industrielle donne naissance. L'ouvrage rend compte du combat mené par la classe ouvrière, car, berceau du capitalisme, l'Angleterre est aussi celui du mouvement ouvrier. Le prolétariat s'y est constitué et organisé, alors que ses propres exploiteurs dominaient le monde.

Les idées socialistes plongent leurs racines dans la tradition, qui remonte au grand soulèvement de 1381, ainsi qu'à la révolution anglaise de 1640, qui vit l'édification de la première et seule république que connaît le pays.

Manchester, dans l'Angleterre de 1842, c'est, après une série de soulèvements de 1811 à 1819, l'apparition des premiers

syndicats, en 1820, en liaison avec le mouvement pour la journée de travail de dix heures.

C'est la naissance du mouvement chartiste ainsi que l'apparition du plus fameux de tous les journaux révolutionnaires, *The Poor Man's Guardian* (le défenseur du pauvre) publié, comme l'indique le sous-titre, "En défi à la loi pour opposer le pouvoir du droit au pouvoir des puissants".

C'est en 1834 la fondation de la fédération syndicaliste, Grand National Consolidated Trade Union.

C'est enfin la fondation, en 1840, de la National Charter Association (Association nationale chartiste), le premier véritable parti de la classe ouvrière, auquel Engels se lie immédiatement.

L'histoire politique de ces cinq décennies est marquée par le combat de la bourgeoisie pour obtenir sa propre représentation politique au Parlement face aux vieilles classes foncières, ainsi que par la lutte du prolétariat urbain pour la défense de la valeur de la force de travail, et finalement, également, par la constitution de sa propre représentation politique indépendante.

C'est ainsi que l'histoire des législations ouvrières se confond avec l'histoire du développement du machinisme.

**"LES OUVRIERS COMPRENNENT
QUE PARTOUT LES ENFANTS
ET LES JEUNES PERSONNES
DOIVENT ÊTRE PRÉSERVÉS"
(KARL MARX)**

Dans une situation où, dans les années trente, une proportion allant du tiers à la moitié de la main-d'œuvre des usines de coton avait moins de vingt et un ans, l'histoire de la lutte du prolétariat anglais et gallois pour l'obtention de la législation protégeant la valeur de la force de travail, limitant la durée de la journée de travail, se confond avec l'histoire du combat contre le travail des enfants et avec l'histoire de la lutte pour l'émancipation poli-

tique, à travers la revendication du suffrage universel, qui constitue le cœur du programme du mouvement chartiste.

Dans son ouvrage, Engels consacre bien évidemment de larges développements à l'effroyable exploitation des enfants.

"C'est faire preuve d'irresponsabilité que de sacrifier à la cupidité d'une bourgeoisie insensible les années des enfants qui devraient être consacrées exclusivement à leur développement physique et intellectuel, de priver les enfants d'école et de grand air pour les exploiter au profit de messieurs les industriels."

Marx, dans son *Instruction sur diverses questions aux délégués du conseil central provisoire de la Première Internationale*, rédigée en août 1866, reprendra et développera les revendications d'interdiction du travail des enfants qu'il élargira ainsi à toute l'Internationale.

"Si la bourgeoisie et l'aristocratie négligent leurs devoirs envers leurs descendants, c'est leur affaire ; jouissant du privilège de ces classes, les enfants sont condamnés à en subir les conséquences. Le cas des classes ouvrières est tout à fait différent. Chaque ouvrier ne peut éviter les abominations qui lui sont imposées par ses pressants besoins. Les ouvriers comprennent que partout les enfants et les jeunes personnes doivent être préservés des effets destructeurs du système présent. Cela peut seulement être accompli par la transformation de la raison sociale en force sociale. Et dans les circonstances actuelles, nous ne pouvons faire cela que par des lois générales mises en vigueur par le pouvoir d'Etat. En créant de telles lois, les classes ouvrières ne fortifieraient pas le pouvoir gouvernemental, de même qu'il y a des lois pour défendre les priviléges de la propriété, pourquoi n'existerait-il pas des lois en empêcher les abus ? Au contraire, ces lois transformeraient le pouvoir dirigé contre elles en leur propre agent. Le prolétariat fera alors par une mesure générale ce qu'il essaierait en vain d'accomplir par une multitude d'efforts particuliers." Puis, énonçant une série de revendications, il précise : "Il est sous-entendu que l'emploi de toute personne jusqu'à l'âge de dix-huit ans dans tout travail de nuit ou dans

toute industrie dont les effets sont nuisibles à la santé doit être sévèrement interdit par la loi."

Ainsi se trouve résumées, au profit de toute l'Internationale, des décennies de combat du mouvement ouvrier britannique pour des lois sur les fabriques (Factory Acts), en combinaison avec l'émergence et le développement du mouvement chartiste.

De fait, depuis la fin du XVIII^e siècle, la classe ouvrière a organisé son combat autour de trois grands axes qui donneront naissance à des lois : l'interdiction du travail des enfants, la journée de dix heures, l'instauration de libertés démocratiques garantissant le droit de réunion, d'association, pour le suffrage universel.

De 1780 à 1840, le travail des enfants se développe considérablement dans des conditions qui furent particulièrement horribles pendant les premières années. C'est notamment le cas dans les mines, ainsi que dans l'industrie textile, où le machinisme encore rudimentaire, utilisant l'eau comme force motrice, amenait les entreprises à obtenir les normes de rendement en allongeant au maximum la journée de travail, qui s'élevait alors de seize à dix-huit heures.

C'est ainsi que, dès le début, la revendication de suppression du travail des enfants se trouva, du fait des conditions d'exploitation, directement liée au combat pour la limitation de la durée de la journée de travail à dix heures.

La première loi obtenue est la loi Peel, en 1802, loi très timide qui se limite aux enfants indigents, lesquels, du fait de leur situation, se trouvaient placés dans des conditions d'exploitation abominables.

Cette loi qui limite les conditions d'exploitation fait date parce que c'est la première loi arrachée au Parlement, qui, jusqu'alors, n'avait répondu au mouvement pétitionnaire qu'en ordonnant enquêtes et rapports, vite classés.

Elle fait date parce que c'est le premier échec infligé aux grands entrepreneurs, ainsi qu'à une partie de l'Eglise, qui, au nom du laisser-faire de la loi naturelle, s'opposaient à toute interférence de l'Etat.

Cette loi fut également obtenue parce que les pétitionnaires surent tirer profit des contradictions qui opposaient deux grandes sections des classes dirigeantes. Si les propriétaires terriens favorisèrent — dans certaines limites — cette législation face à la bourgeoisie industrielle, c'est non seulement parce qu'ils prônaient comme modèle l'exploitation agricole traditionnelle — "moins inhumaine" — qui les faisait vivre, mais également et surtout parce qu'ils s'opposaient directement aux industriels qui demandaient l'abolition de la loi sur les blés (Corn Law), instituée en 1815, et qui, en interdisant l'importation du blé, contribuait à maintenir le prix à un niveau élevé, entraînant des revendications salariales proportionnelles.

C'est en 1847 que la lutte entre ces deux fractions de la classe dominante s'achève par la victoire définitive de la bourgeoisie industrielle et l'abrogation de la Corn Law. Ce qui eut pour conséquence que l'aristocratie foncière, cherchant désespérément un point d'appui, s'empressa de voter la limitation de la journée de travail à dix heures. Entre-temps, en 1819, le Cotton Factory Regulation Act (loi réglementant le travail dans les usines de coton) interdisait l'emploi des enfants de moins de neuf ans et limitait la journée de travail des enfants âgés de neuf à seize ans à treize heures et trente minutes.

En fait, cette loi ne fut jamais appliquée. C'est donc en 1833, sous la pression d'un vaste mouvement de la classe ouvrière dans tout le nord de l'Angleterre, qu'une loi interdit effectivement le travail des enfants de moins de neuf ans, sauf dans l'industrie de la soie. Ce qui amène Engels à faire le commentaire suivant :

"Le monopole qu'ont institué les soyeux s'est construit sur la santé et la vie des enfants d'Angleterre (1)."

Enfin, nous l'avons vu, en 1847, la loi des dix heures limite à cette durée la journée de travail des femmes et des enfants — une mesure qui sera, de fait, bientôt étendue aux hommes. Comme quoi, les revendications liées au travail des enfants ont toujours été un point d'appui pour la classe ouvrière dans sa totalité.

S'ils ont su utiliser les contradictions entre les fractions opposées des classes dominantes, les pionniers du mouvement ouvrier britannique ont dû combattre bec et ongles pour arracher la première loi sociale, en même temps qu'ils luttaient pour les libertés démocratiques face à un régime capitaliste qui, bien qu'ascendant et développant les forces productives de l'humanité à un rythme sans précédent, était loin d'accorder ces réglementations sans résister. C'est au cœur de ce combat et en liaison directe avec ces revendications que s'est constitué le mouvement chartiste.

Nous avons vu que c'est en 1802 que fut votée la loi Peel limitant l'exploitation des enfants indigents. Cette loi intervenait trois ans après la Combination Act de 1799 — loi sur les associations interdisant, à la demande des patrons des filatures, les "conspirations" d'ouvriers, c'est-à-dire les syndicats.

Cela ne va pas empêcher la poursuite du combat pour la loi des dix heures, le développement des grèves et du mouvement "luddiste" — commencé en 1811 chez les tisserands écossais qui louaient les machines aux patrons et travaillaient à domicile. En dépit d'une loi punissant de mort le luddisme, c'est-à-dire la destruction des machines, celui-ci se développe à grande échelle.

En 1815-1816, une vague d'émeutes secoue le pays. Elle est provoquée par la crise créée par la démobilisation de 300 000 soldats après Waterloo. Les salaires s'effondrent, les impôts indirects frappant les produits de première nécessité augmentent, du fait de la suppression des impôts sur le revenu. Les clubs politiques se reconstituent et reparaît une des revendications politiques déjà avancée en 1649 par l'aile la plus radicale de la révolution anglaise, les Niveleurs : le suffrage universel.

(1) Il est intéressant de noter, dans le débat auquel a donné lieu la loi de 1833, que les arguments avancés par les industriels d'alors sont mot pour mot ceux qu'avancent actuellement les patrons de l'industrie du tapis en Inde, au Pakistan, au Bangladesh et au Népal : matériau délicat, agilité des enfants... Comme quoi, par-delà les décennies, les mêmes intérêts aboutissent aux mêmes arguments.

LE MOUVEMENT CHARTISTE ET LA LOI DES DIX HEURES

Les premiers ingrédients de ce qui deviendra le programme politique du chartisme se cristallisent, alors qu'en 1819, le 16 août, intervient le massacre de Peterloo à Manchester, suivi de six lois interdisant manifestations et réunions, instaurant une taxe pour bâillonner la presse démocratique. La loi sur le travail des enfants est votée, mais on sait immédiatement qu'elle ne sera jamais appliquée.

C'est en 1830, avec le socialiste utopique Owen et le journal dont nous avons déjà parlé, *The Poor Man's Guardian*, que le mouvement se reconstitua par la création d'unions politiques, alors que, parallèlement, la bourgeoisie, qui était bien décidée à en finir définitivement avec le quasi-monopole de la représentation politique au Parlement par l'aristocratie foncière, constitue sa propre union politique.

C'est sans aucun doute la National Union of Workers Classes and Others (NUWC, Union nationale des classes laborieuses et autres) qui inscrit le plus clairement à son programme l'accomplissement des tâches démocratiques : "destruction de l'aristocratie monstrueuse, établissement d'une république, c'est-à-dire d'une démocratie par des représentants élus au suffrage universel".

C'est en 1832 que fut adoptée, sous la pression d'émeutes et de manifestations, la loi de réforme électorale (Reform Bill), qui, en réorganisant le découpage et en supprimant les injustices les plus criantes, n'instaura pas pour autant le suffrage universel. La classe ouvrière demeurait privée de représentation politique parlementaire ; dans le même mouvement, en 1833, était adoptée la loi qui cette fois interdit effectivement le travail des enfants de moins de neuf ans. Une fois encore, la lutte des classes qu'il avait fallu livrer pour le Reform Bill avait eu pour résultat une avancée significative par l'interdiction du travail des enfants, qui renforçait le mouvement pour les dix heures. Une nouvelle période de combat s'ouvrait pour la classe ouvrière britannique.

La loi de 1833 déclare que :

"La journée de travail ordinaire dans les fabriques doit commencer à 5 h 30 du matin et finir à 20 h 30. Entre ces limites qui embrassent une période de quinze heures, il est légal d'employer des adolescents, c'est-à-dire des personnes âgées entre treize et dix-huit ans dans n'importe quelle partie du jour, mais il est sous-entendu que, individuellement, une personne de cette catégorie ne doit pas travailler plus de douze heures dans un jour, à l'exception de certains cas spéciaux et prévus."

L'article 6 arrête que, dans le cours de la journée, il doit être accordé à chaque adolescent, dont le temps de travail est limité, une heure et demie au moins pour le repos. La loi prévoit également que le travail des enfants de moins de neuf ans — sauf dans l'industrie de la soie — est interdit. Le travail de neuf à treize ans est limité à huit heures par jour.

Notons que, comme le rappelle Marx dans le chapitre X du livre I du *Capital* :

"Le capital, parfaitement insensible à toutes ces concessions, commença alors à s'agiter bruyamment et ouvrit une nouvelle campagne qui dura plusieurs années. De quoi s'agissait-il ? De déterminer l'âge des catégories qui sous le nom d'enfants ne devaient travailler que huit heures et étaient de plus obligées de fréquenter l'école. L'anthropologie capitaliste décrète que l'enfance ne devait durer que jusqu'à dix ans, tout au plus jusqu'à onze."

On ne manquera pas de rapprocher les contorsions des "anthropologues du capital" d'alors à celles des "sociologues du capital" d'aujourd'hui qui, en Angleterre, s'efforcent d'introduire une distinction subtile entre *child labour* et *child work* pour tenter de démontrer que les enfants de dix ans qui vendent des journaux jusqu'aux heures avancées de la nuit dans les pubs ne relèvent pas du *child labour*, qui serait condamnable, mais du *child work*, qui est tout à fait recommandé au nom de l'ouverture sur la vie.

Nos sociologues du capital qui en France ne disposent que du seul mot "tra-

vail" pour traduire à la fois *labour* et *work* n'ont pas manqué de faire un usage indiscriminé de "l'ouverture sur la vie". Les valets changent, le maître demeure.

Dès 1834, se constitue la Grand National Consolidated Trade Union (grande union nationale renforcée des métiers) qui connaît une croissance immédiate — jusqu'à 500 000 membres — en syndiquant manœuvres et ouvriers professionnels.

C'est contre la loi sur les pauvres (Poor's Law), qui introduit les tristement célèbres *workhouses*, ces bagnes où les familles indigentes sont soumises au travail forcé, qu'un vaste mouvement s'organise.

D'anciens dirigeants de la NUWC créent la London Working Men's Association (Association des travailleurs de Londres) qui dirige son action politique contre le Parlement.

Le 28 février 1837, est adoptée à Londres une charte du peuple en six points : suffrage universel masculin, bulletin secret, renouvellement annuel du Parlement, indemnités parlementaires, suppression du cens, égalisation des circonscriptions.

La charte recueille 3 000 signatures et est immédiatement soutenue par les clubs socialistes et les syndicats. Dans *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre*, Engels écrit :

"Ces six points qui se limitent tous à l'organisation de la Chambre des communes, pour anodins qu'ils puissent paraître, suffisent cependant à mettre en pièces la législation anglaise, reine et Chambre haute (Chambre des lords — NDRL) comprises."

Le mouvement chartiste est né et s'organise. Des réunions de masse sont organisées : 250 000 à Manchester, 200 000 à Birmingham, une Convention est convoquée à Londres en 1839. On y discute de ce qu'il faudrait faire si le Parlement rejettait la pétition. Prendre les armes ? Appeler à la grève générale ? La pétition, qui a recueilli 1,25 million de signatures, est présentée au Parlement. Il

la rejette. On appelle à la grève générale, puis on annule l'appel. Le gouvernement dissout la Convention. C'est la répression.

Le 20 juillet, se constitue le parti : la National Charter Association. Il y a déjà 50 000 membres en 1842. On relance la pétition, et, cette fois, on obtient 3,3 millions de signatures. C'est un nouveau texte qui intègre cette fois la revendication contre la loi sur les pauvres, les dix heures, l'amélioration des conditions de travail, toutes revendications liées à la lutte contre le travail des enfants. A nouveau, le Parlement la rejette.

L'un des représentants de la bourgeoisie explique :

"Je m'oppose au suffrage universel. Je considère que la civilisation repose sur la sécurité de la propriété. C'est pourquoi nous ne pouvons, en aucun cas, sans courir un terrible danger, confier le gouvernement du pays à une classe qui, sans aucun doute, pratiquerait des incursions graves et systématiques contre la sécurité de la propriété."

Le mouvement chartiste devait refluer de nouveau.

Marx, dans l'*Adresse inaugurale* qu'il écrit en 1866 pour l'Association internationale des travailleurs — la Première Internationale —, dresse le bilan de ces années de combat pour la loi de dix heures :

"Après une lutte de trente années, soutenue avec la plus formidable persévérance, la classe ouvrière anglaise, profitant d'une brouille momentanée entre les maîtres de la terre et les maîtres de l'argent, réussit à enlever le Bill des dix heures."

Les immenses bienfaits physiques, moraux et intellectuels qui en résultèrent pour les ouvriers des manufactures ont été enregistrés dans les rapports bisannuels des inspecteurs des fabriques et, de tous les côtés, on se plaît maintenant à les reconnaître.

La plupart des gouvernements continentaux furent obligés d'accepter la loi anglaise dans les manufactures, sous une forme plus ou moins modifiée, et le Parlement anglais est lui-même chaque année forcé d'étendre et d'élargir le

cercle de son action. Mais à côté de son utilité pratique, il y avait dans la loi certains autres caractères bien faits pour en rehausser le merveilleux succès.

Par l'organe de ses oracles les plus connus, tels que le docteur Ure, le professeur Senior et autres philosophes de cette trempe, la bourgeoisie avait prédit et, à sa grande satisfaction, démontré que toute intervention de la loi pour limiter les heures de travail devait sonner le glas de l'industrie anglaise qui, semblable au vampire, ne pouvait vivre que de sang, et du sang des enfants, elle aussi. Jadis, le meurtre d'un enfant était un rite mystérieux de la religion de Moloch, mais on ne le pratiquait qu'en des occasions très solennelles, une fois par an peut-être, et encore Moloch n'avait-il pas de penchant exclusif pour les enfants des pauvres.

Ce qui, dans cette question de la limitation légale des heures de travail, donnait au conflit un véritable caractère d'acharnement et de fureur, c'est que, sans parler des tenants de l'avarice, la question engagée soulevait de nouveau et décidait même en partie la grande querelle entre la loi aveugle de l'offre et la demande — qui est toute l'économie politique de la bourgeoisie — et la production sociale contrôlée et régie par la prévoyance sociale, qui constitue l'économie politique de la classe ouvrière.

Le Bill des dix heures ne fut donc pas un succès pratique, il fut aussi le triomphe d'un principe : pour la première fois au grand jour, l'économie politique de la bourgeoisie avait été battue par l'économie politique de la classe ouvrière.

“GÉNÉRALISER LES LOIS POUR PROTÉGER LA CLASSE OUVRIÈRE”

Le Parlement, sous la pression de la classe ouvrière, dut effectivement étendre régulièrement la réglementation acquise. Ainsi, le Factory Act du 7 juin 1844 étend la protection de la loi des enfants aux femmes au-dessus de dix-huit ans, qui sont mises sur un pied d'égalité avec les adolescents, alors que le temps de travail des enfants en dessous de treize ans est réduit à six heures trente par jour.

De fait, la journée de travail des hommes adultes s'en trouve modifiée dans la mesure où la plupart des travaux de la grande industrie nécessitaient, selon le mode d'organisation du travail, la coopération d'enfants, d'adolescents ou de femmes.

La nouvelle loi sur les fabriques du 8 juin 1847 établit que la journée de travail serait réduite à onze heures pour les adolescents et pour toutes les ouvrières, mais que, en 1848, aurait lieu une limitation définitive à dix heures. La loi de 1850 convertit pour les adolescents et les femmes la période de quinze heures de 5 h 30 du matin à 20 h 30 en une période de douze heures, de 6 heures à 18 heures.

Dans le chapitre X du livre I du *Capital*, Marx note :

« *Par la victoire dans les grandes branches d'industrie, qui sont la création propre du mode de production moderne, le principe avait définitivement triomphé. Leur développement merveilleux de 1853 à 1860, marchant de pair avec la renaissance physique et morale des travailleurs, frappa les yeux des moins clairvoyants. Les fabricants eux-mêmes, auxquels la limitation légale et les règlements de la journée de travail avaient été arrachés lambeaux par lambeaux, par une guerre civile d'un demi-siècle, firent-ils ressortir avec ostentation le contraste qui existait entre les branches d'exploitation encore “libres” et les établissements soumis à la loi.* »

La nécessité de généraliser la loi sur les fabriques, de la transformer, d'une loi d'exception pour les filatures et les tissanderies mécaniques en loi de production sociale, s'imposait à l'Angleterre.

En même temps, les barrières mêmes que l'exploitation des femmes et des enfants rencontraient dans les industries réglementées poussèrent à accroître d'autant plus cette exploitation dans les industries prétendument libres.

C'est ainsi qu'une commission parlementaire sur l'emploi des enfants propose dans son rapport final, en 1866, de soumettre à la loi sur les fabriques plus de 1 400 000 enfants, adolescents et femmes, dont la moitié environ étaient exploités dans la petite industrie et le travail à domicile.

Enfin, le 15 août 1867, fut promulgué le Factory Acts Extension Act (loi pour l'extension des lois sur les fabriques) et, le 21 août, le Workshop Regulation Act (loi pour la régularisation des ateliers), l'une ayant trait à la grande industrie, l'autre à la petite.

Marx tire les leçons de cette période dans le chapitre XV :

"Cette généralisation, devenue indispensable pour protéger la classe ouvrière physiquement et moralement, hâte en même temps, comme nous l'avons déjà indiqué, la métamorphose du travail isolé, disséminé et exécuté sur une petite échelle, en travail socialement organisé et combiné en grand et, par conséquent, aussi la concentration du capital et le régime exclusif de fabriques. Elle détruit tous les modes traditionnels et de transition derrière lesquels se rassemble encore en partie le pouvoir du capital, pour les remplacer par son autorité immédiate. Elle généralise en même temps la lutte directe engagée contre cette domination."

On comprend ainsi comment la lutte contre le travail des enfants est partie intégrante et inséparable de la constitution de la classe ouvrière comme classe à travers ses acquis et ses organisations. Ce n'est pas un hasard si au congrès des TUC de 1899, Pete Curran, fondateur du syndicat des employés du gaz, poursuit cette tradition historique de la classe ouvrière britannique en faisant voter une motion pour l'abolition totale de tout travail des enfants, affirmant :

"Le temps est venu pour que la Grande-Bretagne cesse de constituer son empire sur la vie des enfants."

Mais c'était alors la période du capitalisme ascendant, période où, en dépit des horreurs que le mouvement ouvrier n'a cessé de combattre, en constituant ses organisations, en se constituant comme classe à travers ce combat, les forces productives de l'humanité connaissaient un développement inégalé.

Comme le rappelle Engels dans sa dernière préface à *La Situation de la classe*

laborieuse, ce qui a changé (depuis les années 1840-1850), c'est l'avènement du marché mondial qui à l'époque n'existe pas encore.

Dans *Où va l'Angleterre ?*, Trotsky écrit :

"La peur de la révolution incita le capitalisme anglais à des concessions et à des transformations, tant que les possibilités matérielles du capitalisme furent ou parurent illimitées. Les impulsions des révoltes européennes se firent toujours sentir très nettement sur le développement social de l'Angleterre : elles provoquèrent des réformes tant que la classe ouvrière garda entre ses mains, grâce à sa situation mondiale, de prodigieuses ressources permettant de manœuvrer. La bourgeoisie peut légaliser le trade unionisme, abolir les taxes sur le blé, augmenter les salaires, élargir les droits électoraux, accomplir des réformes sociales."

“POUR UNE LOI INTERDISANT LE TRAVAIL DES ENFANTS”

Tant que le capital et ses différentes déterminations, capital bancaire, capital industriel, ont participé du développement des forces productives, des libertés ont été conquises, des réglementations arrachées, des cadres juridiques mis en place.

Ainsi, ce qui s'est développé dans le mouvement de l'impérialisme anglais vers la domination du monde — avant la Première Guerre mondiale — ne peut continuer à se développer dans la phase actuelle de sénilité de l'impérialisme à l'échelle internationale.

Si le travail des enfants a été réintroduit et se généralise à un degré tel qu'une récente enquête du syndicat GMB estime que 40 % des élèves d'âge scolaire exercent une activité salariée avant ou après les heures de classe, si la déréglementation se généralise là où des réglementations avaient été conquises, si les cadres juridiques mis en place sont quotidiennement disloqués, ce n'est pas la simple expression d'une "crise", c'est l'expression d'un long processus qui, partant de la décadence du plus vieil impérialisme du

monde, a vu la fusion progressive du capital financier et du capital industriel en capitalisme purement spéculatif, qui ne peut survivre que par la destruction accrue des forces productives et de la production elle-même. Toutes les tâches accomplies par la bourgeoisie dans sa période ascendante sont ainsi remises en question.

Il ne s'agit certes pas d'un processus linéaire : au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, face à la montée des masses, la bourgeoisie a trouvé les moyens nécessaires aux concessions importantes qui s'imposaient. Des réformes importantes ont été consenties : nationalisation de la banque d'Angleterre, du charbonnage, du gaz, de l'électricité, des transports, instauration d'un système national d'assurance couvrant les risques de chômage, de maladie, d'accident, la maternité, le veuvage, la retraite et le décès ; instauration d'un service de santé assurant la gratuité des soins médicaux et dentaires ; programme de construction de logements. Si le prix est élevé, la bourgeoisie préfère néanmoins le payer. L'économie de reconstruction des moyens de production détruits pendant la guerre laisse une certaine marge de manœuvre.

Mais l'accentuation de la concurrence, l'entrée en jeu de la spéculation massive amènent le capital industriel à se reconvertis... pour trouver d'autres sources de revenus, assurances, placements à l'étranger, ce qui en retour accroît sa dépendance vis-à-vis de l'impérialisme américain. L'immense machine financière de la City, construite pour la livre sterling aux grandes heures de l'empire, devient un rouage du système spéculatif soumis au dollar.

C'est ainsi que la Grande-Bretagne devient un des premiers pays à déréglementer, à précariser, à pratiquer l'organisation systématique du désert industriel.

Dans *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre*, Engels dépeint les premières phases d'un processus qui verra les représentants politiques de la City négocier avec le mouvement ouvrier la valeur de la force de travail, ainsi que son entretien et sa préservation. Désormais, c'est tout le système de défense de la valeur de la force de travail qu'il s'agit de détruire pour abaisser le coût du travail dans le but

de dégager la plus grande plus-value possible pour les besoins du capital financier spéculatif. Cette course folle à la spéculation exige et entraîne une destruction permanente et accrue des forces productives. C'est en ce sens que l'alternative socialisme ou barbarie est plus que jamais à l'ordre du jour.

C'est à l'aune de cette alternative que se mesure l'importance de la campagne engagée en Angleterre à la suite de la conférence de Dacca contre le travail des enfants et le travail forcé.

L'affirmation de la résolution adoptée à Dacca :

"Plus il y a de législation ouvrière, moins il y a de travail des enfants"

concentre tout le livre d'Engels, ainsi que l'histoire du combat du mouvement ouvrier britannique pour la législation des fabriques.

En ce sens, l'initiative prise par le comité britannique contre le travail des enfants — qui regroupe, dans la perspective du prochain Tribunal international de Mexico, des députés, des secrétaires généraux de syndicats, des sections régionales et locales de syndicats, des conseillers municipaux et de nombreux syndicalistes — de travailler à l'élaboration d'un projet de loi interdisant le travail des enfants en Grande-Bretagne s'inscrit dans la continuité du combat de la classe ouvrière britannique. Alors que nous célébrons le centenaire de la mort d'Engels et le cent cinquantième anniversaire de la publication de *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre*, il s'agit d'œuvrer en commun et de marcher sur la voie qu'il a tracée dès les premières lignes de son livre :

"C'est à vous que je dédie un ouvrage où j'ai tenté de tracer à mes compatriotes allemands un tableau fidèle de vos conditions de vie, de vos peines et de vos luttes, de vos espoirs et de vos perspectives."

Présentation des contributions sur l'œuvre d'Engels à la lumière de la science contemporaine

Engels et la défense du marxisme

Par FRANÇOIS FORGUE

Le siècle qui s'achève n'est pas seulement marqué par d'immenses bouleversements historiques, il n'est pas seulement le siècle des guerres, des révolutions, des contre-révolutions, dont Lénine déduisait le caractère inéluctable, comme conséquence de son analyse de l'impérialisme. Il est aussi celui d'un fantastique développement des connaissances scientifiques. Dans tous les domaines des mathématiques, de la physique, de la chimie, de la biologie, ces connaissances ont prodigieusement progressé. Que ce soit dans ce qu'on appelait naguère "l'infiniment petit", comme dans le domaine de l'exploration du système solaire, dans la compréhension du fonctionnement des organismes vivants, comme dans les champs nouveaux ouverts par l'électronique et l'informatique, l'univers connu (et les moyens de le connaître) est, dans des proportions gigantesques, plus vaste que celui qui était connu à la fin du XIX^e siècle.

Notre camarade Gérard Bloch, écrivant à un jeune mathématicien trotskyste (1), notait à ce sujet : "Les connaissances scientifiques actuelles — y compris en mathématiques, en logique mathématique et même en histoire des mathématiques — sont, de quelque manière qu'on s'efforce de les mesurer, un bon milliard de fois plus étendues et développées que lorsque nos plus grands maîtres ont pris la plume."

Gérard Bloch ajoutait que "la lutte théorique", c'est-à-dire la défense du matérialisme, du marxisme, en relation avec ces développements des sciences, exigeait "d'énormes travaux" dont "le point de départ" devait être "des textes classiques" (*Anti-Dühring*, *La Dialectique de la nature*, *Matérialisme et Empiriocriticisme*, *Cahiers philosophiques* de Lénine, le discours de Trotsky à l'Institut Mendeleïev, etc.), tout en se gardant, "même chez Marx et Engels, de prendre ce qu'ils écrivent, moins encore dans ce domaine que dans tous les autres, avec l'espoir d'y trouver des solutions définitives toutes prêtes, ni même de les admettre sans critique".

Sans aucun doute, c'est l'un des buts de ce numéro spécial de *La Vérité*, à l'occasion du centième anniversaire de la mort de Friedrich Engels, que d'inciter à ces "travaux" et aussi d'y aider — comme le manifestent les contributions qui suivent. Elles répondent à la question suivante : les conclusions auxquelles aboutissait Friedrich Engels, il y a plus

(1) Lettre de Gérard Bloch du 28 juillet 1987, *Écrits*, volume 1, SELIO.

d'un siècle, la dialectique matérialiste, sont-elles infirmées par les résultats du prodigieux développement scientifique qui a eu lieu depuis, ou bien, au contraire, ce développement ne confirme-t-il pas avec une force accrue et une précision bien plus grande ce que Friedrich Engels affirmait : "La nature est le banc d'essai de la dialectique et nous devons dire à l'honneur de la science moderne de la nature qu'elle a fourni pour ce banc d'essai une riche moisson de faits qui s'accroît tous les jours (2)" ?

Lorsqu'en 1967, la section française de la IV^e Internationale décida de se constituer en Organisation communiste internationaliste (3), elle publia un "Manifeste" définissant ses objectifs, son programme et ses méthodes. L'introduction, sous le titre "La révolution mondiale ou l'anéantissement", soulignait que

"l'homme a dévoré les fruits de l'arbre de la science et il en est devenu incomparablement plus puissant qu'aucun des dieux que, terrifié de ses propres pouvoirs, il a imaginés."

Comme résultat du développement des sciences et des techniques,

"les mille sources de l'abondance ne demandent qu'à jaillir de toutes parts, à satisfaire sans limite les besoins des quatre milliards d'hommes que porte la planète".

Mais

"quatre hommes sur cinq, citoyens des pays dits arriérés, n'accèdent jamais leur vie durant au minimum vital biologique"

et la perpétuation du régime capitaliste

"menace de plonger les pays hautement industrialisés dans une crise sans précédent, dont la déqualification et le chômage massif sont les signes les plus apparents".

Qu'ajouter, près de trente ans plus tard, à ce constat ? Que, sur tous les plans, la situation s'est qualitativement aggravée

depuis, mais, selon les lignes indiquées dans ce texte, qui ne constituait d'ailleurs que la reprise, concrétisée par rapport à une conjoncture, des principes et du programme de la IV^e Internationale (4).

La constatation que *"les forces productives de l'humanité ont cessé de croître, les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle"* était au centre de ce programme. Plus que jamais, ces phrases résument le coût qu'impose à l'humanité le maintien du système fondé sur la propriété privée des moyens de production, système qui, aujourd'hui, pourrit sur pied et qui, dans sa décomposition, a atteint une phase "sénile" (5).

Plus de deux milliards d'êtres humains ne disposent pas d'eau potable, plus d'un milliard et demi n'ont pas accès aux soins médicaux. L'impérialisme pourrisant vole ainsi à la destruction des populations

(2) *Anti-Dühring*, page 52, Editions sociales, 1977.

(3) La majorité de la section française de la IV^e Internationale qui, en 1950-1952, refusa la capitulation devant le stalinisme, initiée par Pablo et Mandel, existera après 1958 comme "Groupe *La Vérité*", avant de se constituer en Organisation communiste internationaliste en 1967. L'OCI devint le Parti communiste internationaliste en 1981. Ayant participé à la constitution du Parti des travailleurs, la section française de la IV^e Internationale est désormais le Courant communiste internationaliste du Parti des travailleurs.

(4) Voir le *Programme de transition*, édition de 1987, SELIO.

(5) Voir notamment les articles de Daniel Gluckstein : "Quelques données sur l'impérialisme sénile et la marche à la dislocation du marché mondial", *La Vérité*, n° 10, juin 1994, et "Observations complémentaires sur l'impérialisme sénile", n° 11, septembre 1994.

entières : dans les pays économiquement retardataires qu'il domine et pille et que l'on désigne parfois hypocritement du nom de "pays en voie de développement", tous les indices du développement (niveau d'alimentation, emploi, santé, éducation, espérance de vie) régressent, année après année, tandis que dans les pays industrialisés, la brutale remise en cause des acquis conquis par les luttes de la classe ouvrière conduit à une régression sociale généralisée.

On compte aujourd'hui environ 40 millions de chômeurs officiels dans les pays de l'OCDE. Un rapport de juillet 1994 de cet organisme indique que partout la "rigidité" des réglementations sociales a été "assouplie". En fait, cela signifie l'abrogation d'un salaire minimal aligné sur l'index des prix, l'extension de la précarité, l'officialisation d'un salaire inférieur au minimum légal pour les jeunes. Cela se combine avec les mesures visant à démanteler la Sécurité sociale, à réduire les dépenses de santé et d'éducation. Les exigences de la "compétitivité" rejoignent celles de la réduction des "déficits budgétaires", tandis que les privatisations réduisent et désorganisent les services publics.

Ainsi, alors que les techniques médicales poursuivent une percée qui, chaque jour, réduit les cas "incurables" ou "désespérés", il devient de plus en plus difficile pour un nombre sans cesse croissant de personnes de se soigner. Alors que les moyens de détection et donc de prévention vont de progrès en progrès, les examens radiologiques ou les analyses doivent être "rationnés" au nom du contrôle des dépenses de santé...

Alors qu'on estime que les dépenses mondiales pour les drogues et les stupéfiants ne sont précédées que par celles des armements, les budgets de santé sont partout réduits. Des sommes dérisoires sont affectées à la recherche contre le Sida, après que la politique de réduction des coûts a amené à la tragédie de l'emploi du "sang contaminé".

Il y a cinquante ans, le feu nucléaire s'abattait sur Hiroshima et Nagasaki. L'extraordinaire potentiel d'énergie que le contrôle de la fission nucléaire donnait à l'humanité était transformé en le plus

menaçant des moyens de destruction. Depuis, les grandes puissances ont accumulé des stocks d'armes nucléaires capables de faire sauter cent fois la planète. Le monopole que quelques Etats prétendent détenir sur cette menaçante capacité destructrice s'accompagne d'une dissémination de matériaux nucléaires sous le contrôle de mafias et de cliques. Cela, dans un monde où, par l'utilisation des armements conventionnels, des conflits se multiplient, que des guerres destructrices sont déclenchées, où, sur fond de ruine et de dislocation produites par les plans d'ajustement structurel, les peuples manipulés sont jetés les uns contre les autres.

Les sommets de la sophistication technologique sont employés dans ces guerres. Celle menée contre le peuple irakien a mis en jeu la technologie la plus avancée pour massacer un peuple dont on peut dire, compte tenu de la disproportion des moyens d'attaque et de défense, qu'il était sans défense. Une guerre "propre" qui s'est soldée par des centaines de milliers de morts, où les bulldozers sont venus relayer les tanks pour écraser et enterrer littéralement des milliers de soldats irakiens.

Que dans un tel monde, de profonds sentiments de crainte pour l'avenir, d'angoisse, soient répandus n'a rien qui puisse surprendre. A ce sujet, nombre de ceux qui acceptent d'être les apologistes du système existant font mine de s'interroger et de s'étonner :

"Il n'y a plus de certitudes", "l'idée même de progrès a perdu toute validité".

L'OBSCURANTISME AU SERVICE D'UN RÉGIME FAILLI

Pour eux, l'humanité serait saisie de vertige pour être allée trop loin dans la connaissance scientifique et dans la maîtrise de la nature. La "science" — présentée naguère par les idéologues de la bourgeoisie comme à même de tout régler et rendant inutile toute transformation sociale — est maintenant devenue responsable de la crise dans laquelle la planète est

plongée. C'est le retour à l'obscurantisme le plus profond, aux ténèbres médiévales, à l'interdit des religions.

Pour d'autres, plus raffinés ou plus sophistiqués, la science, dans son développement, détruit ce qui en était le ressort : la volonté et la capacité humaine de comprendre, de connaître, de faire sans cesse reculer les frontières de l'inconnu en relation avec la pratique, avec la maîtrise de la nature. Les découvertes scientifiques déboucheraient sur des barrières intrinsèques et infranchissables pour la connaissance scientifique et donc pour l'activité collective de l'humanité. L'univers comme la société seraient incohérents.

Donnons l'un des exemples les plus récents : *Le Monde des débats*, de janvier 1995, publie un article de Jocelyn de Noblet, docteur ès lettres et sciences sociales, intitulé "L'angoisse au bout de la science" et qui porte en exergue une phrase de Dostoïevski : "Si tout sur terre était rationnel, rien ne se passerait." On peut y lire :

"Il est passé le temps où les anticipations technologiques étaient synonymes de lendemains qui chantent. Aujourd'hui, toute prévision de type futuriste, quand on l'ose, se révèle angoissante et le moins que l'on puisse dire est que l'avenir nous apparaît comme un mélange d'espoirs et de cauchemars qu'il est vain de vouloir démêler" (souligné par nous).

Il est vain de chercher à repousser les cauchemars bien réels d'un système à bout de course, prêt à engloutir la civilisation dans sa chute. Il est vain de combattre pour un espoir rationnel. En clair, il est vain d'agir et de s'organiser pour "transformer le monde" et il faut même renoncer à "l'interpréter".

Ce chant désespéré (ou destiné à semer la désespérance) n'est certes pas le plus beau, mais sans aucun doute le plus ressassé. Des tenants du *new age* (pour qui "l'incertain" actuel pourrait n'être que le "symptôme d'un retour de toute une part maudite irrationnelle de l'Occident, écartée par la science" (*Le Magazine littéraire*, juillet 1994), au sénateur "socialiste" Jean-Luc Mélenchon, auteur de *A la conquête du chaos* (ce n'est pas un livre

sur la "rénovation" du PS...), en passant par "l'incontournable", comme on dit aujourd'hui, Edgar Morin, chacun y va de son couplet (6).

Manipulant des problèmes réels nés du développement scientifique, détournant de leur sens des théories comme celle du "chaos" (7), une offensive multiforme est ainsi menée contre l'intelligibilité du monde matériel, contre la raison et, bien sûr, contre le marxisme, présenté comme une fabrication idéologique directement dépendante du niveau scientifique du XIX^e siècle, simple projection d'un déterminisme mécaniste, correspondant au point atteint alors par les connaissances en physique.

Ce n'est pas la première fois que des connaissances scientifiques nouvelles font l'objet de telles opérations idéologiques. Rappelons que lorsque Darwin développa pleinement la théorie de l'évolution ("La théorie de l'évolution exposée et fondée pour la première fois par Darwin de façon systématique, écrivait Friedrich Engels, permet non seulement l'explication des produits organiques de la nature existant actuellement, mais le fondement de la préhistoire de l'esprit humain, de la recherche des différents stades d'évolution depuis le simple protoplasme sans structure, mais sensible aux excitations, des organismes inférieurs jusqu'au cerveau pensant de l'homme. Or, sans cette préhistoire, l'existence du cerveau pensant de l'homme reste un miracle") (8), des idéologues de la bourgeoisie se saisirent de la théorie de la "sélection naturelle" pour justifier l'exploitation et l'oppression. Qu'expliquaient-ils ? Que, dans tous les domaines de la vie, les plus forts l'emportent et survivent. Ainsi, la

(6) Un prochain numéro de *La Vérité* publiera un article de Bernard Rougé et Jean-Paul Krivine, intitulé "Marxisme et chaos", qui revient sur tous ces aspects.

(7) Comme son titre l'indique, l'article de Bernard Rougé et Jean-Paul Krivine, mentionné dans la note précédente, explique ce qu'est "la théorie du chaos". Indiquons simplement ici que pour certains systèmes qui existent dans l'univers, s'ils subissent une petite perturbation à un moment donné, celle-ci va grandir dans des proportions considérables au cours du temps.

(8) Friedrich Engels, *Dialectique de la nature*, Editions sociales, pp. 197-198.

domination d'une classe exploiteuse comme les conquêtes et les rapines coloniales étaient justifiées par la science.

C'était Plekhanov qui déjà faisait observer à ce sujet :

"Les écrivains bourgeois qui invoquent Darwin recommandent en réalité à leurs lecteurs non point les méthodes scientifiques de l'auteur, mais les instincts bestiaux des animaux dont il a traité. Si Marx se rapproche de Darwin, eux se rapprochent des bêtes qu'a étudiées Darwin" (Plekhanov, *La Conception moniste de l'histoire*, Œuvres philosophiques, tome I, Editions du Progrès, Moscou, p. 713).

La science en elle-même, indépendamment des rapports sociaux au sein desquels elle se développe, est incapable de "sauver le monde". La science est une production de l'activité humaine comme toutes les autres, même si elle constitue l'un des produits les plus élevés de cette activité, une matérialisation particulièrement complexe et élaborée du savoir. Mais ses conséquences s'exercent dans le cadre d'une société donnée, précisément de celle où les moyens de production — à quoi s'appliquent les découvertes scientifiques — sont propriété privée. Les richesses produites, les fruits de la production comme de l'application des découvertes scientifiques ne bénéficient qu'à la minorité exploiteuse qui dispose des moyens de production.

Que le développement scientifique ne puisse se substituer au fait que "*l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes*" ne rend pas la "science" coupable de la manière dont elle est utilisée. Comme le disait le communiste utopiste Weitling, "*les machines sont innocentes*". La réalité, ce n'est pas la fable de Frankenstein : la science n'a pas créé des monstres qui lui échappent. Le monstre, c'est le système d'exploitation capitaliste qui retourne contre l'humanité ses produits, qui fait des forces productives des forces destructives (9). Sinon, il faudrait non seulement renoncer à toute lutte pour l'amélioration du sort de l'espèce humaine, mais reconnaître comme ayant force de loi la malédiction biblique :

parce que le genre humain a transgressé l'interdit divin, il est châtié !

Repétons-le : les idéologues justificateurs de l'ordre établi ont toujours fait feu de tout bois pour légitimer l'état de choses existant. Mais, dans leurs arguments, ils justifiaient la place de la bourgeoisie par son rôle passé, par le fait que contre les vieilles puissances du sang et du rang, elle en avait appelé à la raison. Aujourd'hui, à la décomposition sociale de l'impérialisme, répond la délinquance de la pensée de ses thuriféraires : c'est l'appel à l'obscurantisme, le retour aux vieilles peurs, l'acceptation de la fatalité qui constituent en définitive le discours "post-moderne".

L'ACHARNEMENT CONTRE ENGELS

En ces temps où souffle fort le vent de l'obscurantisme, il est naturel que le marxisme, que le matérialisme soient l'objet d'attaques multipliées. Les clichés les plus éculés sont à nouveau utilisés, des affirmations mille fois réfutées reprises comme s'il s'agissait de nouveautés pour fournir en munitions cette campagne. Cela même s'il ne s'agit pas cette fois de transformer frauduleusement le marxisme en un système philosophique clos, ni de justifier, en révisant la théorie marxiste de l'Etat, une acceptation de l'ordre bourgeois, mais de s'attaquer directement aux fondements de la théorie de Marx et d'Engels. Aussi, une fois encore, on reprend la vieille antienne de l'opposition entre Marx et Engels, dont l'idéologue stalinien hongrois, Georg Lukacs, s'était fait une spécialité.

Passons sur le côté ridicule de cet argument qui est amplement démontré par les articles qui, dans cette même revue, traitent de la collaboration théorique et politique entre Marx et Engels. Il n'y a pas une affirmation importante chez Engels qui ne se trouve également sous une

(9) "Il arrive un stade où naissent des forces productives et des moyens de circulation qui ne peuvent être que néfastes dans le cadre des rapports existants et ne sont plus des forces productives mais des forces destructrices" (Marx et Engels, *L'Idéologie allemande*, page 67, Editions sociales).

forme ou une autre chez Marx. Chacun relisait et contribuait aux écrits de l'autre (dans cette même revue, est rappelé le rôle d'Engels dans l'élaboration et la rédaction du livre III du Capital et l'un des chapitres de l'*Anti-Dühring*, celui intitulé "L'histoire critique", est de la plume de Marx).

Il convient donc de comprendre les motifs de la persistance d'une telle légende. Engels est traité de "mécaniste", de "scientiste", confondant nature et société. On assure que, pour lui, le marxisme était un "système" qui impliquait une "philosophie de la nature" du type de celles qui avaient cours au XVIII^e siècle.

Fréquemment, l'acte d'accusation se réfère à *La Dialectique de la nature*, car cet ouvrage — d'ailleurs inachevé — compte nombre de passages rédigés après la mort de Marx. Mais il n'y a dans *La Dialectique de la nature*, sur le plan méthodologique, rien qui soit différent de l'*Anti-Dühring*, dont, rappelons-le, chaque page a été relue par Marx et certaines écrites par lui. Engels reconnaissait, au sujet de ce livre, que, du fait des préentions encyclopédiques de Dühring, il avait dû suivre celui-ci

"dans des domaines où je puis tout au plus prétendre à évoluer en amateur"
(préface à la première édition, 1878)

et que, plus tard, il regrettait de

"n'avoir pu changer la partie qui traite de la science théorique de la nature. Il règne là une grande maladresse d'exposition et plus d'un point qui pourrait être exposé aujourd'hui sous sa forme plus claire et plus précise" (préface à la deuxième édition, 1885).

C'était sans aucun doute l'un des buts du projet représenté par *La Dialectique de la nature* qu'Engels n'a pu réaliser jusqu'au bout. Les écrits préparatoires, les fragments qui se trouvent rassemblés sous ce titre bénéficient d'années de travail d'Engels sur ces sujets et intègrent les progrès les plus récents à cette date, dans le domaine des sciences physiques, de la chimie et de la biologie. Là est la seule différence avec les chapitres de l'*Anti-*

Dühring qui traitent du même sujet : il n'y en a aucune sur le terrain des conceptions et de la méthode.

Le projet d'une étude d'ensemble sur la dialectique dans la nature éclairée par les découvertes scientifiques de son époque avait été mis en chantier par Engels (la correspondance avec Marx en fait fréquemment état) dès avant la rédaction de l'*Anti-Dühring*, ouvrage dont la nécessité découlait de la lutte politique. Pas plus que Marx, Engels n'était un "penseur", c'était un militant, un responsable et un théoricien. Et les vicissitudes du combat politique pour l'émancipation des travailleurs qui détermina toute son existence, bien plus que des choix purement intellectuels, expliquent le cheminement de son œuvre. Mais c'est précisément dans la préface à la seconde édition de l'*Anti-Dühring* qu'il définit le sens de ce qui deviendra *La Dialectique de la nature*.

"Marx et moi fûmes à peu près seuls à sauver de la philosophie idéaliste allemande la dialectique consciente pour l'intégrer dans la conception matérialiste de la nature et de l'histoire (...). Il ne pouvait s'agir pour moi de faire entrer par construction les lois dialectiques de la nature, mais de les y découvrir et de les extraire. Pourtant, cette œuvre si on l'entreprend de manière suivie et pour chaque domaine particulier est un travail de géant. Non seulement le terrain à dominer est presque incommensurable, mais sur tout ce terrain, la science de la nature elle-même est engagée dans un processus de bouleversement si puissant qu'il peut à peine être suivi, même par celui qui dispose pour ce faire de tout son temps libre. Il est possible cependant que le progrès de la science théorique rende mon travail superflu pour la plus grande partie ou en totalité, car telle est la révolution imposée à la science théorique de la nature par la simple nécessité de mettre en ordre les découvertes purement empiriques qui s'accumulent en masse qu'elle oblige même l'empiriste le plus récalcitrant à prendre de plus en plus conscience du caractère dialectique des processus naturels" (septembre 1885) (10).

(10) Les trois citations de cette page sont tirées de Friedrich Engels, *Anti-Dühring*, Editions sociales, pp. 36, 39 et 40.

La Dialectique de la nature a été publiée pour la première fois en russe, en 1925, puis en allemand, en 1929. La première édition française date de 1950 (Friedrich Engels, *La Dialectique de la nature*, préface, introduction générale et notes de Pierre Naville, Librairie Marcel Rivière et Cie, éditeurs). C'est seulement en 1952 que les Editions sociales se décidèrent à publier *La Dialectique de la nature*, dans une traduction d'Emile Bottigelli.

Dans sa préface, Pierre Naville soulignait que, malgré le caractère incomplet de l'ouvrage (qu'il qualifiait de "monument inachevé"), il contenait quelque chose qui n'existaient pas dans les autres œuvres de Marx et d'Engels, à savoir

"une tentative pour analyser directement certaines découvertes des sciences physiques et naturelles à la lumière de la dialectique rationnelle".

Naville remarquait aussi que le lecteur ne devait pas s'attendre à faire des découvertes proprement dites, car un manuel contemporain lui apprendrait plus que ce que Engels pouvait présenter vers 1880. C'est une remarque qui n'est peut-être pas particulièrement originale, mais qui a le mérite, outre de ne pas contrevénir au simple bon sens, de correspondre à ce qu'Engels disait sur la révolution constante des connaissances scientifiques.

En tout cas, c'est une observation préférable au commentaire fait dans la préface de l'Institut Marx-Engels-Lénine auprès du comité central du Parti communiste (bolchevique) de l'URSS que les Editions sociales avaient jugé bon de placer en tête de leur édition. On y lit :

"Divers détails concernant des sciences comme la physique, la chimie, la biologie ont évidemment vieilli pour notre temps et ils ne pouvaient pas ne pas vieillir étant donné que depuis la rédaction de la Dialectique de la nature, il y a eu presque soixante-dix ans de développement de la science."

Appeler "détails" les fantastiques bouleversements que tous les domaines de la

science ont connus depuis la fin du XIX^e siècle pour assurer que cela "n'atteint pas le moins du monde l'essence de la conception matérialiste dialectique d'Engels" est de toute évidence un coup porté à cette conception, qui risque d'en détourner tout lecteur sérieux. Il faut comprendre que le ton pontifiant des bureaucrates staliniens préposés à l'idéologie ne fait que manifester le caractère profondément réactionnaire de la bureaucratie et, pour reprendre la formule de Trotsky dans *La Révolution trahie*, "sa crainte superstitieuse de tout ce qu'elle ne comprend pas".

L'idéologie par laquelle la bureaucratie justifiait sa domination et ses priviléges était censée en même temps assurer à ses représentants la possibilité de régenter les sciences comme les arts, de décréter que Lyssenko avait raison, qu'Einstein avait tort et que Staline était devenu du jour au lendemain un spécialiste de la linguistique. Cela n'a, bien sûr, rien à voir, ni de près ni de loin, avec le marxisme. Mais la bouffonnerie est tragique, car les tueurs et les tortionnaires de la Guépéou étaient là pour faire respecter les décrets de la dictature bureaucratique, qu'ils portent sur la physique ou sur la peinture.

L'œuvre réactionnaire, sur tous les terrains, de la bureaucratie, qui a conduit l'ex-URSS à la faillite, ouvrant la voie à la restauration capitaliste, inclut ses tentatives systématiques pour défigurer la pensée et l'action des révolutionnaires dont elle cherchait à usurper la mémoire pour ses fins contre-révolutionnaires.

L'ENNEMI, C'EST LE MATÉRIALISME

Mais, par ailleurs, comme nous l'avons noté, Engels a fait l'objet d'attaques répétées de la part de "théoriciens" qui rejoignaient, sur ce plan, l'hostilité permanente à l'égard de l'œuvre d'Engels exprimée par les idéologues bourgeois. Il faut donc répondre à la question : qu'attaque-t-on en attaquant Engels ? Engels, bien sûr, sans qui le marxisme ne se serait pas constitué, Marx et le matérialisme. Il y a là une tentative misérable de réduire Marx au rôle de fondateur d'une école philosophique, la

philosophie "marxiste", tandis qu'Engels est ravalé à n'être que le propagandiste d'un "matérialiste mécaniste", alors même que le grand crime qui, paradoxalement, lui est reproché, c'est de considérer que la dialectique matérialiste implique l'application de la méthode dialectique non seulement à la conscience et à l'activité humaine, mais à la nature.

Dans un texte déjà ancien, la nature du délit est clairement explicitée. Il s'agit d'une contribution d'Alfred Schmidt, professeur à l'université de Francfort, à un débat de 1961 dont les "vedettes" étaient Jean-Paul Sartre et Roger Garaudy, alors dirigeant du PCF. Il expliquait :

"Face à la tentative d'Engels, si lourde de conséquences, pour étendre (souligné par nous) aussi la dialectique à la nature antérieure et extérieure (souligné par nous), c'est à Lukacs, le premier, que revient sans conteste le mérite d'avoir indiqué combien il est important, précisément dans le matérialisme, de limiter la méthode à la réalité historique et sociale (11)."

Friedrich Engels, qui a pu poursuivre son activité pratique et théorique pendant plus de dix ans après la mort de Marx, a donc non seulement été, avec Marx, celui qui a constitué le marxisme comme théorie exprimant les objectifs révolutionnaires de l'action de la classe ouvrière, mais il a aussi été son premier "défenseur", celui qui a eu pour tâche d'exposer les principes et les conclusions auxquels avait abouti son activité commune avec Marx.

Pour rappeler ce que sont les principes essentiels du marxisme, le plus simple est d'utiliser un paragraphe tiré d'un ouvrage de Léon Trotsky, précisément intitulé *Défense du marxisme* :

"Nous appelons notre dialectique matérialiste, parce que ses racines ne sont ni dans les cieux, ni dans les profondeurs de notre "libre esprit", mais dans la réalité objective, dans la nature. La conscience est née de l'inconscient, la psychologie de la physiologie, le monde organique de l'inorganique, le système solaire de la nébuleuse. A tous les degrés de cette échelle du développement, les changements quantitatifs sont devenus

qualitatifs. Notre pensée, y compris dialectique, n'est qu'une des manifestations de la matière changeante. Il n'y a place dans cette mécanique ni pour Dieu, ni pour le Diable, ni pour l'âme immortelle, ni pour les normes éternelles du droit et de la morale. La dialectique de la pensée, procédant de la dialectique de la nature, a, par conséquent, un caractère entièrement matérialiste (12)."

Ce paragraphe est extrait d'un article de décembre 1939, où, en quelques pages lumineuses, Trotsky expose ce qu'est le matérialisme et ce qu'est la dialectique comme méthode de pensée permettant de saisir la réalité, l'univers (dont font partie les hommes, la société), non comme un ensemble immuable, mais comme étant la matière en mouvement :

"Le mouvement est le mode d'existence de la matière (...). La matière sans mouvement est tout aussi inconcevable que le mouvement sans matière" (Friedrich Engels, *l'Anti-Dühring*, Editions sociales, p. 90).

"Mouvement" ne désigne pas seulement déplacement dans l'espace, mais signifie changement, évolution, transformation au travers de contradictions. La dialectique appréhende les phénomènes dans leur mouvement, c'est-à-dire dans leur développement, leurs liens réciproques, leur transformation, leur destruction.

L'article de Trotsky que l'on vient de citer ne s'intitule pas "Qu'est-ce que la dialectique?", mais "L'opposition petite-bourgeoise dans le SWP". C'est une contribution polémique à la discussion alors menée dans la IV^e Internationale et, plus particulièrement, sa section américaine, le Socialist Workers Party des Etats-Unis, contre un courant qui devait, au terme de cette discussion, rompre avec la IV^e Internationale et son programme. Il considérait que la bureaucratie stalinienne était devenue une nouvelle classe sociale, qu'il ne demeurait en URSS plus rien des conquêtes de la révolution d'Octobre qui

(11) Alfred Schmidt, *Le Concept de nature chez Marx*, PUF, p. 223.

(12) Léon Trotsky, *Défense du marxisme*, EDI, page 147.

dût être défendue contre l'impérialisme et contre la bureaucratie.

Ce courant, même s'il dénonçait avec virulence le stalinisme, donnait à celui-ci une mission historique : il fondait une nouvelle société d'exploitation, de nouveaux rapports de production. L'affrontement social et politique décisif à l'échelle mondiale n'était plus entre l'impérialisme et le prolétariat.

La position de la IV^e Internationale, développée notamment par Trotsky dans *La Révolution trahie*, c'est que la bureaucratie contre-révolutionnaire qui s'est constituée en URSS et y avait usurpé le pouvoir politique en détruisant les institutions de la démocratie ouvrière et le Parti bolchevique était une bureaucratie bourgeois, c'est-à-dire une couche sociale exprimant au sein de l'Etat issu de la révolution d'Octobre le fait que la bourgeoisie sous sa forme impérialiste demeurait, à l'échelle mondiale, dominante. Cette bureaucratie minait ce qui subsistait des conquêtes de la révolution d'Octobre, la propriété sociale des moyens de production, et ouvrirait la voie à la restauration capitaliste.

Dans un article précédent, s'inscrivant dans le même combat politique, Léon Trotsky écrivait :

"L'affirmation que la bureaucratie d'un Etat ouvrier a un caractère bourgeois doit apparaître non seulement incompréhensible, mais tout simplement absurde aux gens à l'esprit formaliste" (Défense du marxisme, p. 94).

Pour lutter contre la bureaucratie stalinienne, et donc en commençant par qualifier l'ennemi, il fallait avoir recours à la dialectique et l'appliquer. Dans cette période où s'ouvre la Seconde Guerre mondiale, la discussion sur la "question de l'URSS" n'a rien d'académique. Ce qui est en jeu, c'est très pratiquement la capacité de la classe ouvrière à réaliser son émancipation, les bases objectives de la constitution de la IV^e Internationale. Pour mener ce combat, il faut "défendre le marxisme", c'est-à-dire la dialectique matérialiste, la *"dialectique de la pensée procédant de la dialectique de la nature"*.

Comme on le voit, ce qui pouvait apparaître comme une digression n'a pas éloigné d'Engels. Les travaux sur les sciences de la nature, sur "la dialectique de la nature" ne représentent pas un "aspect marginal" dans la formation du marxisme, mais s'intègrent organiquement au développement de la théorie révolutionnaire.

Revenons-en aux attaques contre la "dialectique de la nature". Lorsqu'elles sont clairement exprimées, comme c'est le cas dans la citation faite plus haut de Schmidt, elles sont directement des attaques contre le matérialisme. Le reproche qui est fait à Engels, c'est d'avoir "étendu" la dialectique à la nature, de l'y avoir "introduite" en quelque sorte.

En d'autres termes, c'est la reprise de ce qui est le fondement de toute position idéaliste. La "pensée" et la "matière" sont radicalement hétérogènes. Comme le disait déjà Plekhanov, pour un idéaliste, un *"assemblage de matière ne peut devenir capable de pensée que si une parcelle d'esprit s'y insère"*. La référence à une nature *"antérieure et extérieure à l'homme"* procède du même point de vue. Pour le matérialisme, l'homme est dans la nature, il en est donc un produit à un certain stade d'évolution : sans "nature antérieure", l'homme n'existerait pas. Les lois que l'on peut déterminer dans le procès qui a abouti à l'apparition de l'homme sont aussi celles qui se manifestent sous des formes spécifiques dans sa pensée.

Telle était la position de Marx et d'Engels, qu'Engels expose dans *La Dialectique de la nature*, du fait que dans la "nature entière" s'affirme le

"mouvement par opposition des contraires qui, par leur conflit constant et leur conversion l'un en l'autre ou en des formes supérieures, conditionnent précisément la vie de la nature" (13).

Ni Marx ni Engels ne confondaient l'unité de la nature et de la société avec leur identité, comme l'indiquent d'ailleurs les quelques citations qui suivent. Les lois des sociétés humaines ne se réduisent pas

(13) Friedrich Engels, *Dialectique de la nature*, Editions sociales, 1955, p. 213.

aux lois et aux méthodes de la biologie ou de la physique. Chaque niveau a une complexité propre et il existe des niveaux auxquels s'appliquent les lois spécifiques.

Cette position, elle était affirmée dès les premiers textes que l'on peut définir comme constitutifs du marxisme, en relation avec la constitution d'une organisation communiste dont les principes et le programme sont définis dans le *Manifeste du Parti communiste*.

Dans les *Manuscrits de 1844*, Marx explique déjà que

"dire que la vie physique et intellectuelle de l'homme est indissolublement liée à la nature ne signifie pas autre chose, sinon que la nature est indissolublement liée avec elle-même, car l'homme est une partie de la nature" (14).

Et dans leur règlement de comptes avec la philosophie speculative allemande, dans *La Sainte Famille*, Marx et Engels précisent :

"De même qu'elle (la critique critique, la critique spiritualiste et théologique) sépare la pensée des sens, l'âme du corps, elle-même du monde, elle sépare l'histoire de la science, de la nature et de l'industrie et pour elle le lieu où naît l'histoire, ce n'est pas la production grossièrement matérielle qui se fait sur terre, ce sont les brumeuses nuées qui flottent dans le ciel" (15).

Dans *L'Idéologie allemande*, la même conception est explicitée sous une autre forme :

"Nous ne connaissons qu'une seule science, celle de l'histoire. On peut la scinder en histoire de la nature et histoire des hommes. Les deux aspects ne sont cependant pas séparables : aussi longtemps qu'existent des hommes, leur histoire et celle de la nature se conditionnent réciproquement" (16).

Dans son ouvrage sur *Le Concept de nature chez Marx*, Alfred Schmidt, qui cite ce passage, est amené à le commenter ainsi :

"Pour Marx, il n'y a pas de séparation absolue entre nature et société et donc pas non plus de différence méthodologique de principe entre sciences de la nature et science de l'histoire" (p. 72).

Si l'on ôte le mot "absolu" qui, dans ce contexte, ne signifie pas grand-chose, ce commentaire est correct, et c'est l'affaire de l'auteur que de voir comment il concilie cette évaluation avec les félicitations de Lukacs pour ses attaques contre Engels.

Donc, lorsque Engels écrit dans *l'Anti-Dühring* :

"La nature est le banc d'essai de la dialectique et nous devons dire à l'honneur de la science moderne de la nature qu'elle a fourni pour ce banc d'essai une riche moisson de faits qui s'accroît tous les jours, en prouvant ainsi que, dans la nature, les choses se passent en dernière analyse, dialectiquement et non métaphysiquement, que la nature ne se meut pas dans l'éternelle monotonie d'un cycle sans cesse répété, mais parcourt une histoire effective. Une représentation exacte de l'univers, de son évolution et de celle de l'humanité, ainsi que le reflet de cette évolution dans le cerveau des hommes, ne peut se faire que par voie dialectique" (17),

il ne fait que rassembler sous une forme concentrée la position forgée en commun avec Marx par des années d'élaboration et d'activité.

De même, lorsqu'il écrit dans *La Dialectique de la nature* :

"Jusqu'ici, la science de la nature et de même la philosophie ont absolument négligé l'influence de l'activité de l'homme sur sa pensée. Elles ne connaissent d'un côté que la nature, de l'autre

(14) *Manuscrits de 1844*, Editions sociales, 1962, p. 62.

(15) *La Sainte Famille*, Editions sociales, 1972, p. 180.

(16) *L'Idéologie allemande*, Editions sociales, 1968, p. 45.

(17) *Anti-Dühring*, op. cit., p. 52.

que la pensée. Or c'est précisément la transformation de la nature par l'homme et non la nature seule en tant que telle qui est le fondement le plus essentiel et le plus direct de la pensée humaine et l'intelligence de l'homme a grandi dans la mesure où il a appris à transformer la nature (...).

De la "nature" de l'Allemagne à l'époque où les Germains s'y établirent, il reste diablement peu de choses. La surface du sol, le climat, la végétation, la faune, les hommes eux-mêmes ont infinitémen tchangé et tout cela du fait de l'activité humaine, tandis que les transformations qui, dans ce temps, se sont produites dans la "nature" de l'Allemagne, sans que l'homme y mette la main sont insignifiantes » (18).

Ce à quoi Engels s'attache particulièrement dans *La Dialectique de la nature*, notamment dans l'introduction, c'est d'en finir avec la conception qui voulait qu'à «l'opposé de l'histoire de l'humanité qui se déroule dans le temps, on n'accordait à l'histoire de la nature qu'un déploiement dans l'espace». Il montre comment le développement des connaissances scientifiques, y compris au moment où il écrit, conduit à «une nouvelle conception de la nature» où est dissois «tout ce qui était rigide, volatilisé tout ce qui était fixe et périssable tout ce qu'on avait tenu pour éternel». Il insiste aussi particulièrement sur la place du travail dans la différenciation de l'homme par rapport aux autres espèces animales :

“L'homme lui aussi naît par différenciation (...). La spécialisation de la main, voilà qui signifie l'outil et l'outil signifie l'activité spécifiquement humaine, la réaction modificatrice de l'homme sur la nature, la production (...). Seul l'homme est parvenu à imprimer son sceau à la nature (...). S'il est parvenu à ce résultat, c'est d'abord et essentiellement grâce à la main... Mais la tête a accompagné pas à pas l'évolution de la main : d'abord vint la conscience des conditions requises pour chaque résultat pratique utile et, plus tard, comme conséquence chez les peuples les plus favorisés, l'intelligence des lois naturelles qui conditionne ces résultats utiles. Et avec la connaissance rapidement grandissante des lois de la nature, les moyens de réagir sur la nature ont grandi aussi” (19).

Cet aspect essentiel est développé dans l'un des textes de *La Dialectique de la nature* intitulé «Le rôle du travail dans la transformation du singe en homme». Le chercheur et écrivain scientifique américain Stephen Jay Gould a d'ailleurs repris un long extrait de ce texte dans son dernier livre édité en français, *Le Hérisson dans la tempête*.

C'est dans ce texte qu'Engels écrit :

“Nous apprenons peu à peu, au prix d'une longue et souvent dure expérience et grâce à la confrontation et à l'étude des matériaux historiques, à élucider les conséquences sociales indirectes et lointaines de notre activité productive et, de ce fait, la possibilité nous est donnée de dominer et de régler ces conséquences aussi. Mais pour mener à bien cette réglementation, il faut plus que la seule connaissance. Il faut un bouleversement complet de tout notre mode de production passé et, avec lui, de tout notre régime social actuel” (20).

Dans des notes sur des problèmes de biologie, où Engels rejette la prétention des prétendus partisans de Darwin à «subordonner toute la riche variété du développement et de la complexité historique à cette formule indigente et exclusive : la lutte pour la vie», il écrit :

“Acceptons pour un moment la formule : lutte pour la vie, pour le plaisir de la discussion. L'animal parvient tout au plus jusqu'à la cueillette, l'homme produit ; il crée des moyens d'existence, au sens large du mot, moyens que, sans lui, la nature n'aurait pas produits. Cela rend déjà impossible tout transfert pur et simple des lois vitales des sociétés animales aux sociétés humaines. Grâce à la production, la prétendue lutte pour la vie ne se limite bientôt plus aux purs moyens d'existence, mais s'étend aux moyens de jouissance et de développement. Dès lors — avec la production sociale des moyens de développement —, les catégories tirées du règne animal deviennent tout à fait inapplicables. Enfin, sous le règne du mode de production capitaliste, la pro-

(18) *Dialectique de la nature*, op. cit., p. 233.

(19) *Ibidem*, p. 41.

(20) *Ibidem*, p. 182.

duction atteint un niveau tel que la société ne peut plus consommer les moyens d'existence, de jouissance et de développement produits, parce que l'accès à ces moyens est interdit artificiellement et par la violence à la grande masse des producteurs ; en conséquence, tous les dix ans, une crise rétablit l'équilibre en anéantissant non seulement les moyens d'existence, de jouissance et de développement produits, mais aussi une grande partie des forces de production elles-mêmes — et la prétendue lutte pour la vie prend alors une forme telle qu'apparaît la nécessité de protéger les produits et les forces productives créés par la société bourgeoise capitaliste contre l'effet destructeur et dévastateur de ce régime capitaliste lui-même en retirant à la classe capitaliste dominante la direction de la production et de la répartition sociale dont elle est devenue incapable pour la remettre à la masse des producteurs — et c'est la révolution socialiste" (21).

De conjoncturelles et consécutives, les crises destructrices engendrées par le mode de production capitaliste sont devenues la constante résultant des moyens par lesquels le régime de la propriété privée des moyens de production se survit. Pour se protéger, ce système doit détruire les forces productives, et la principale d'entre

elles, la classe productrice elle-même. Protéger cette classe contre la destruction, c'est protéger les acquis et fondements mêmes de la civilisation de l'engloutissement auquel les voie la décomposition du système capitaliste. Pour les sauvegarder et les défendre, il faut en finir avec le système de la propriété privée des moyens de production.

C'est la conclusion sur laquelle est fondée toute l'activité de la IV^e Internationale. Cette activité comprend nécessairement la défense des produits les plus élaborés, résultant de l'activité productive de l'humanité, les connaissances scientifiques et les conquêtes technologiques qui en résultent.

Il n'est pas nécessaire de partager l'ensemble des conclusions politiques de la IV^e Internationale pour être convaincu de cette nécessité. Dans cette mesure, la discussion qui s'amorce par les contributions de chercheurs et de travailleurs scientifiques doit se poursuivre et s'approfondir.

François Forgue

(21) *Dialectique de la nature*, op. cit., p. 317.

Cent ans après Engels, où en est l'approche historique dans les sciences ?

Par Eric LERNER

Eric Lerner est chercheur en physique des plasmas et écrivain. Il a publié un livre, *Le Big Bang n'a jamais eu lieu*, aux éditions Vintage Books — qui doit paraître sous peu en français, chez Eschel. Militant ouvrier de longue date, il est l'un des fondateurs du Syndicat national des écrivains aux États-Unis.

Marx et Engels ont développé une méthode, le matérialisme historique, qu'ils considéraient valable pour étudier non seulement l'évolution sociale de l'humanité, mais l'univers dans son ensemble — c'est-à-dire ses systèmes d'évolution tant biologique que physique. L'essence de leur approche, c'est que la réalité ne peut être comprise que d'un point de vue historique et que les lois qui gouvernent le fonctionnement d'une société, d'un organisme, ou même d'une entité physique, étaient elles-mêmes le produit de l'histoire et non d'un ordonnancement défini par quelque puissance éternelle. De plus, ils établirent ce qui est la force motrice fondamentale de l'évolution universelle — à savoir que tout système tend par sa croissance et son existence mêmes à détruire les conditions qui permettent cette existence.

Tout système, qu'il soit social, biologique ou physique, atteint inévitablement un point limite au terme duquel il doit soit s'effondrer, soit être remplacé par une nouvelle forme d'organisation, grâce à laquelle l'évolution peut se développer à un rythme plus rapide et à un niveau d'organisation plus élevé.

Engels a vécu assez longtemps pour voir cette approche historique gagner des cercles de plus en plus larges dans le domaine des sciences naturelles. L'acceptation de l'évolution biologique, la venue à maturité de l'histoire géologique et l'utilisation croissante de méthodes historiques en astronomie pour l'étude de l'évolution et de l'origine des étoiles et des systèmes stellaires semblait annoncer la disparition de l'ancienne vision d'un monde régi par des lois immuables.

Bien sûr, la vision historique prédominante était plutôt linéaire, et considérait l'évolution comme un processus sans crise, reflétant la confiance en soi du capitalisme de la fin du XIX^e siècle, lors de sa période de croissance et de stabilité la plus durable. Mais en tout cas, la prédominance d'une vision historique de la nature semblait raisonnablement assurée aux yeux d'Engels.

Qu'en est-il de cette vision historique de l'univers dans les sciences de la nature, cent ans après la mort d'Engels ?

A première vue, l'approche historique de l'univers semble ne pas avoir survécu à la fin de la période d'expansion capitalis-

te. Si l'on considère le domaine de la cosmologie et de la physique des particules, largement médiatisé et popularisé, l'histoire semble avoir été remplacée par un platonisme bizarre et chaotique, dans lequel le Créateur a utilisé les lois éternelles de la beauté mathématique pour ordonner l'univers lors d'un "Big Bang". L'acte même de l'observation peut avoir une intervention mystérieuse dans l'univers matériel par l'opération de la mécanique quantique ; l'univers lui-même, loin d'évoluer, doit dégénérer durant des éternités pour aboutir finalement à l'épuisement et au vide total.

Comme dans la philosophie de Platon, les idées mathématiques règnent sur le monde réel, et les astrophysiciens comme Stephen Hawking se plongent dans l'étude de l'Esprit divin, dans l'espoir de trouver la "théorie qui explique tout", l'équation maîtresse qui détermine l'univers.

Il est évident que, dès le début de ce siècle, en liaison plus ou moins directe avec l'effondrement de la prospérité capitaliste lors de la Première Guerre mondiale, les idées du platonisme ont connu de nouveau un large essor. Tant dans la mécanique quantique que dans les études sur la relativité, la prédominance d'une vision purement mathématique de la nature a pris une prépondérance énorme. Au lieu que les équations mathématiques soient considérées comme une description des processus en cours dans la nature, il y a eu un retour à l'idée très ancienne que les équations mathématiques étaient la réalité qui gouvernait en quelque sorte la nature. Cette approche n'est absolument pas inhérente au contenu physique de la mécanique quantique ou de la relativité, mais vient plutôt de la façon dont ces théories ont été interprétées par Bohr, Heisenberg et Einstein.

Mais il serait tout à fait erroné de dire que l'approche historique de la science est morte. D'une part, en dehors des domaines très restreints mais dominants de l'astrophysique et de la physique des particules, nombre de scientifiques étudient leur propre domaine d'un point de vue globalement historique, que ce soit, par exemple, en géologie ou en biologie.

Même en astronomie, la grande majorité des scientifiques ne se préoccupent pas des arcanes théologiques de la théorie du "Big Bang" dans leur travail quotidien, mais bien plutôt de l'évolution des étoiles et des planètes, ce qui nécessite une approche historique. Plus important encore, au niveau le plus fondamental, la résurgence du platonisme dans les sciences est remise en cause sous diverses formes avec un succès croissant.

Le conflit entre ces deux approches a fait surgir une méthode historique plus approfondie dans les sciences physiques. Le travail de deux prix Nobel, Hannes Alfven et Ilya Prigogine, est à cet égard central.

Alfven a été le fondateur de la recherche moderne en physique des plasmas. Le plasma, un gaz conducteur d'électricité, représente l'état dominant de la matière dans l'univers, bien qu'il soit rare sur terre — les galaxies d'étoiles et l'espace entre elles sont remplis de plasma. Dans cet état, le gaz est suffisamment chaud pour que les électrons soient arrachés aux atomes, ce qui leur permet de se mouvoir facilement et de transporter des courants électriques.

Les plasmas ont des applications très étendues en technologie, l'une des possibilités les plus enthousiasmantes étant leur utilisation éventuelle dans le contrôle de la fusion thermonucléaire, ce qui donnerait virtuellement une source d'énergie propre, à bas prix et illimitée. On a reconnu la contribution d'Alfven à la fondation de la physique des plasmas en lui attribuant le prix Nobel en 1970. (Il est mort en mars 1995 dans son pays d'origine, la Suède.) Mais la contribution la plus significative d'Alfven à la science, c'est sa reformulation audacieuse de la cosmologie, sa critique du "Big Bang" et sa formulation d'une alternative historique, celle d'un univers de plasma — un univers en évolution, sans commencement et sans fin.

Pour Alfven, la divergence majeure entre son approche et celle des astrophysiciens partisans du "Big Bang" est une divergence de méthode.

"Lorsque les hommes réfléchissent sur l'univers, il y a toujours un conflit entre l'approche mythique et l'empirisme scientifique", a-t-il expliqué. "Dans les mythes, on essaye de trouver comment les dieux ont pu créer le monde, quel principe parfait ils ont nécessairement utilisé."

C'est là la méthode de la cosmologie conventionnelle aujourd'hui : on part d'une théorie mathématique, on en déduit la façon dont l'univers a dû commencer et on procède sur cette base à l'étude du cosmos. Le "Big Bang" est une erreur scientifique parce qu'il cherche à faire dériver l'univers actuel, produit de l'histoire, d'une perfection hypothétique du passé. Toutes les contradictions avec les faits observés sont le produit de cette erreur fondamentale.

L'autre méthode, c'est celle qu'Alfven lui-même a utilisée.

"J'ai toujours pensé que la physique astronomique devait être une extrapolation de la physique de laboratoire, que nous devons partir de l'univers actuel et remonter dans le passé progressivement vers des époques plus incertaines."

Cette méthode part de l'observation — observation en laboratoire, à partir des sondes spatiales, observation de l'univers en général — et fait dériver les théories de ces observations, au lieu de partir de la théorie et des mathématiques pures.

Selon Alfven, l'évolution de l'univers dans le passé doit être explicable à partir des processus qui se produisent dans l'univers aujourd'hui ; les événements qui se produisent dans les profondeurs de l'espace peuvent être expliqués dans les mêmes termes que les phénomènes que nous étudions en laboratoire sur la Terre.

Une telle approche exclut les conceptions telles que l'univers surgissant du néant, le début des temps ou le "Big Bang". Comme nous ne voyons nulle part quelque chose surgir du néant, il n'y a aucune raison que nous pensions que cela s'est produit de cette façon dans un passé lointain. La cosmologie du plasma estime au contraire que, puisque nous voyons aujourd'hui un univers qui évolue et se modifie, ce dernier a toujours existé et

toujours évolué, et continuera à exister et à évoluer à l'infini. Cette approche n'est pas simplement fermement ancrée dans une compréhension historique de l'univers lui-même. Sur la base de ce point de vue méthodologique, Alfven a développé une critique approfondie et générale de la cosmologie moderne qu'il a située dans un contexte socio-historique qu'il a appelé "le pendule cosmologique". Il a développé l'idée que depuis un millénaire la cosmologie a oscillé comme un pendule entre une approche mythique et une approche scientifique.

Les mythes des premiers peuples ont été suivis des efforts scientifiques des Ioniens et des premiers Grecs, puis le pendule est revenu au mythe de la perfection mathématique, avec Ptolémée et Platon, qui s'est ensuite mêlé aux mythes de la création des chrétiens. Ces derniers ont à leur tour reculé devant le renouveau scientifique du XVI^e siècle, à son tour suivi de la renaissance du mythe au XX^e siècle et de la bataille pour une cosmologie scientifique d'aujourd'hui.

Alfven considérait la fascination des astrophysiciens d'aujourd'hui pour la perfection mathématique comme étant à la racine de leur approche mythique :

"La différence entre le mythe et la science, c'est la différence entre l'inspiration divine de la "raison pure", d'une part, et les théories développées sur la base de l'observation directe du monde réel, de l'autre. (Il s'agit de la) différence entre la croyance en des prophètes et la pensée critique, entre le "Credo quia absurdum" ("Je crois parce que c'est absurde") de Tertullian et le "De omnibus est dubitandum" ("Tout doit être soumis au doute") de Descartes. Essayer d'écrire un grand opéra cosmique conduit nécessairement au mythe. Essayer de remplacer l'ignorance par la connaissance dans des domaines de plus en plus étendus de l'espace et du temps est œuvre de science. »

Étant donné que l'univers est en majeure partie constituée de plasma, Alfven en a déduit que les phénomènes de plasma, les phénomènes d'électricité et de magnétisme, et pas simplement la gravité, devaient être le facteur dominant dans l'évolution de l'univers. Il a démontré par des théo-

ries concrètes comment des vastes courants et champs magnétiques façonnaient le système solaire et les galaxies. Les sondes et télescopes envoyés dans l'espace ayant révélé cet univers plasmique, les idées dont il avait été le pionnier ont été de plus en plus largement acceptées. Sa vision d'un univers infini en perpétuelle évolution est la seule qui corresponde à ce que nous savons de l'évolution sur un plan physique, biologique et social.

L'approche historique et plasmique de la cosmologie reste un point de vue minoritaire face à celle du "Big Bang". Mais, au cours des trente années qui ont suivi la première formulation de cette approche par Alfven, une fraction limitée, mais croissante de scientifiques (dont l'auteur de cet article) ont développé ses théories. Et pendant la dernière décennie, un flot croissant d'observations a mis en cause presque toutes les prédictions de la théorie du "Big Bang", démontrant son absence de fondement scientifique.

Le problème le plus aigu et le plus connu pour la théorie du "Big Bang", c'est qu'il y a des objets dans l'univers qui sont tout simplement trop gros pour avoir été créés depuis le "Bang" originel. Il y a de vastes congolomérats de galaxies qu'on appelle complexes de super-amas d'étoiles, dont le diamètre dépasse un milliard d'années de lumière. Ces congolomérats ont été découverts pour la première fois en 1986 par R. Brent Tully et ses collègues de l'université de Hawaï.

Cette découverte a provoqué à juste titre la panique chez les tenants du "Big Bang" qui voient leur théorie ainsi mise en péril. Le "Big Bang" considère que l'univers a commencé par être entièrement lisse et que le foisonnement extrême observé aujourd'hui par les astronomes est le résultat d'attractions gravitationnelles qui se sont produites sur des milliards d'années. Mais en mesurant la vitesse de déplacement des galaxies, et les distances qu'elles ont dû parcourir pour s'éloigner des super-amas, les scientifiques peuvent estimer le temps qu'il faudrait pour former ces structures. Les vitesses observées étant de l'ordre de 1/600^e de la vitesse de la lumière (500 km/s) et les distances parcourues d'au

moins cent millions d'années de lumière ; l'âge minimum de ces amas est de près de soixante milliards d'années, trois fois l'âge présumé de l'univers lui-même. Cela entre directement en contradiction avec l'un des postulats de base du "Big Bang".

Mais les astrophysiciens ont, de façon typique, réglé le problème en disant : "*Eh bien, nous ne savons pas comment ces structures ont été créées, mais cela ne contredit pas notre théorie.*" Cette crise sur "l'âge de l'univers" s'aggrave rapidement. Les astrophysiciens estiment le temps écoulé depuis le "Big Bang" en mesurant la relation de Hubble, qui lie les distances entre galaxies à leur vitesse présumée. Il est difficile de mesurer de façon précise ces distances, mais des progrès récents donnent des estimations de l'âge de l'univers relativement basses, seulement huit à onze milliards d'années. Cela crée encore plus de problèmes, car l'âge des amas globulaires d'étoiles dans notre propre galaxie est par ailleurs estimé à 15 à 17 milliards d'années. Même notre galaxie semble plus vieille que l'univers !

Au cours des quatre dernières années, un deuxième postulat fondamental, celui de l'abondance d'éléments légers, est tombé. La théorie du "Big Bang" prédit une abondance d'hélium, le deuxième élément le plus abondant étant le deutérium et le lithium en fonction de la densité de l'univers. Pour que cette théorie soit vérifiée, il doit y avoir une densité unique qui aboutisse à des prédictions correctes pour ces trois éléments à la fois. Mais les observations récentes sur l'abondance de l'hélium dans les galaxies lointaines ont montré qu'elle était inférieure à celle prévue par la théorie.

De même, si l'on ajuste la théorie pour que les prédictions sur l'hélium tombent juste, les prédictions sur le deutérium sont huit fois supérieures à celles qu'on observe — bien supérieures à la marge d'erreur. Cette base de la théorie du "Big Bang" s'est donc également écroulée.

Les astrophysiciens partisans de la théorie du plasma ont au contraire montré comment les processus qui se poursuivent dans l'univers aujourd'hui, essentiellement des processus qui font appel aux

forces familières de l'électromagnétisme, peuvent avoir créé les énormes congénérations de galaxies à partir de filaments enserrés dans des champs magnétiques, avoir généré aussi bien l'énergie de l'arrière-fond de micro-ondes — une espèce de chuintement radio universel — que les éléments légers comme l'hélium, lors de réactions thermonucléaires des plus vieilles étoiles.

Les filaments de plasma denses qui flottent entre les galaxies peuvent avoir dispersé cette énergie pour en faire un bain uniforme, un brouillard radio, similaire au brouillard optique créé sur terre par les gouttes d'eau. De nouvelles observations ont confirmé ces théories dans le détail, et, à présent, il y a un nombre croissant d'astronomes qui supplient qu'on abandonne le navire du "Big Bang" et qui se tournent avec intérêt vers la théorie du plasma.

Il est parfaitement possible qu'au cours de la prochaine décennie, l'approche historique de la cosmologie redevienne dominante. Le travail du scientifique belge Ilya Prigogine complète celui de la cosmologie du plasma, car il concerne le rôle du temps et de l'histoire comme fondements de la théorie physique. Le travail de Prigogine, dans le domaine de la thermodynamique, l'étude des transformations d'énergie en processus physiques, ont mis l'accent sur les paradoxes apparents de la vision physique du temps.

Dans la physique conventionnelle, il y a deux visions du temps qui se contredisent et qui contredisent toutes les deux la réalité de l'évolution telle qu'on l'observe dans la nature. D'un côté, il y a le temps d'Einstein, le temps comme quatrième dimension. Dans la vision einsteinienne, le temps se développe comme une carte à quatre dimensions. L'année un milliard avant J.-C., l'année un milliard après J.-C. et l'année 1995 existent toutes dans une même réalité. Le "présent", le passé et le futur n'existent pas. Tout dans ce monde est prédestiné. Dans ce temps einsteinien (qui ressemble par beaucoup de points de vue aux premières idées de Newton), le temps est réversible. Les équations qui gouvernent tous les mouvements sont identiques, que le temps avance ou re-

cule ; il n'y a donc pas de direction dans le temps. Le temps d'Einstein contredit les données les plus fondamentales de l'observation — et tout d'abord l'existence d'être humains conscients qui peuvent observer.

Dans notre conscience, il y a un présent, un passé et un futur. Pourtant pour Einstein, une telle conscience ne peut être qu'une illusion. Cela introduit un énorme gouffre entre la vision quotidienne de l'univers et la vision scientifique conventionnelle, et met l'étude de la conscience humaine en dehors du royaume de la compréhension scientifique.

Mais il y a une autre notion du temps tout aussi conventionnelle — le temps de la thermodynamique conventionnelle. C'est le temps irréversible qui ne va que dans une seule direction, gouverné par la deuxième loi de la thermodynamique.

De ce point de vue, les œufs peuvent être brouillés, mais jamais reconstitués, car tous les processus conduisent à des états de désordre plus grand, qui s'accroissent dans une quantité que l'on appelle "entropie". Les étoiles s'éteignent, les organismes meurent et se décomposent, l'univers entier va du "Big Bang" à un état d'immobilité, une mort de la chaleur où plus rien ne se produit.

Ce temps irréversible contredit le temps d'Einstein. Si les lois de la physique sont réversibles, comment des processus irréversibles qui définissent tous une même direction du temps peuvent-ils exister ? De plus, cette notion du temps comme décomposition contredit l'observation absolument générale que, dans l'univers tout entier, comme sur la Terre, l'évolution tend, sur de longues périodes, du plus simple vers le plus complexe, du désordre vers l'ordre.

Les galaxies et les étoiles émergent d'un plasma homogène et versent leur énergie dans l'espace. La vie se développe à partir d'éléments chimiques simples et évolue vers des formes de plus en plus complexes. L'intelligence émerge et des sociétés se développent. Partout, les flots d'énergie augmentent et les systèmes s'éloignent de plus en plus du point

d'équilibre, de l'état dans lequel il n'y a aucun flot d'énergie.

Ces deux visions conventionnelles du temps sont profondément étrangères à l'histoire — dans l'une, il n'y a pas de direction du temps du tout, dans l'autre, le temps se dirige uniquement vers une décomposition croissante.

Mais Prigogine a démontré qu'il y a une autre approche, qui élimine les paradoxes des notions conventionnelles. Pour Prigogine, la réversibilité des lois physiques fondamentales s'appuie sur une abstraction erronée de la réalité. Dans un système réel typique, même le plus petit, le moindre changement de direction d'une seule particule se transforme rapidement, après quelques collisions avec d'autres particules, en une situation entièrement différente. La plupart des systèmes sont "chaotiques".

Cela ne veut pas dire que leur conduite ne peut être prédictive sur une base statistique. Mais cette croissance inhérente de l'instabilité signifie que même en théorie il est impossible d'inverser le mouvement des particules de manière parfaitement précise et ensuite de regarder leurs actions se reproduire en arrière, comme dans un film qu'on rembobine. L'erreur la plus infinitésimale deviendrait énorme en une fraction de seconde, et l'œuf cassé ne pourrait pas se réassembler, mais seulement se brouiller un peu plus. Seule une précision infiniment parfaite, qui exigerait une quantité d'information infinie (impossible même en théorie) pourrait permettre une telle réversion.

De même, seule une telle précision impossible pourrait permettre la prédictibilité infinie supposée dans la notion einsteinienne du temps. Le déterminisme parfait du temps d'Einstein est par conséquent une illusion. Le monde réel est une création permanente, produite par un réseau infiniment complexe d'instabilités et d'interactions. Comme le dit Prigogine :

"Le temps est une création. Le futur n'existe tout simplement pas."

L'irréversibilité existe à tous les niveaux de l'univers physique, même au

niveau des lois fondamentales et des particules élémentaires. Le temps réel n'est pas non plus celui de la décomposition allant vers le chaos.

Prigogine a prouvé qu'il n'y a une tendance au désordre que dans les systèmes qui sont déjà très proches d'un état d'équilibre. Dans le cas général, où les systèmes sont loin de l'équilibre, l'instabilité conduit à la capture d'énergie, à un accroissement des flots d'énergie, à la création de nouvelles formes d'ordre et à un mouvement qui s'éloigne de l'équilibre.

L'évolution de la vie sur la Terre n'est par conséquent pas une déviation bizarre au sein d'une tendance générale au désordre — c'est une expression d'une tendance générale de l'univers. Des recherches récentes en cosmologie du plasma ont confirmé cette tendance vers un ordre accru et des flux d'énergie accrus, des taux d'évolution accrus à l'échelle cosmique.

De plus, Prigogine a appliqué les idées fondamentales développées à l'origine par Marx et Engels à la façon dont l'évolution se produit dans le monde physique ; il a montré que, de façon générale, un système donné d'instabilités, un réseau de flux d'énergies donné atteint ses limites, parce que la source de cette énergie s'épuise ou parce que les instabilités atteignent leur taille maximum.

A cette étape, comme dans les sociétés, une crise se produit, suivie soit par l'établissement d'un nouveau système d'instabilités sur la base des structures déjà existantes, soit par un effondrement temporaire conduisant à un système d'organisation inférieur.

La tendance générale, cependant, est à l'établissement toujours renouvelé de types de relations nouveaux, de nouvelles lois physiques : les réactions nucléaires dans les étoiles libèrent des éléments chimiques, leur interaction chimique produit des organismes vivants, l'évolution biologique aboutit à des sociétés intelligentes, etc. Prigogine a reconnu explicitement la continuité entre ses théories et celles du matérialisme historique.

« Nous avons décrit... une nature qui pourrait être appelée "historique", c'est-à-dire capable de développement et d'innovation »,

a-t-il écrit dans son livre *L'Ordre produit du chaos* (dont Isabell Stengers est le coauteur).

L'idée d'une histoire de la nature faisant partie intégrante du matérialisme a été affirmée par Marx, et de façon plus détaillée par Engels. Les développements contemporains en physique, la découverte du rôle constructif joué par l'irréversibilité, ont ainsi soulevé au sein des sciences de la nature une question qui l'a été longtemps par les matérialistes. Pour eux, comprendre la nature signifiait la comprendre *"comme capable de produire l'homme et la société"*.

Le travail de Prigogine, encore assez controversé, est de plus en plus accepté

dans les cercles de la thermodynamique. L'étude des systèmes chaotiques qui provient en partie du travail de Prigogine est devenu un champ scientifique à la mode et en pleine croissance. Et les applications technologiques de la thermodynamique du non-équilibre foisonnent. Mais les implications plus larges de cette approche historique ne sont appliquées que ça et là.

Comme à d'autres époques de l'histoire, l'avancée ou le retrait des idées scientifiques reflète l'avancée ou le retrait de la société dans son ensemble. Mais cette relation va dans les deux sens, et le développement de conceptions historiques dans les sciences renforcera, comme ce fut le cas par le passé, les forces qui œuvrent au changement historique de la société.

Eric Lerner

Un exemple de contingent et de nécessaire en physique

Par Bernard ROUGÉ

Engels écrivait donc, il y a plus d'un siècle, que la nature est le banc d'essai de la dialectique et, depuis, comme l'indique la rédaction de *La Vérité*, les découvertes scientifiques ont connu un développement fantastique tout au cours du siècle. Sans nous attarder sur l'ampleur des découvertes, nous indiquerons simplement que nous avons connu deux révolutions scientifiques et qu'une troisième, selon certains physiciens, se prépare autour de la notion de chaos quantique (J. Ford, *La Nouvelle Physique*, page 370) :

"Il est fort possible que l'ionisation de l'atome d'hydrogène par un rayonnement micro-onde devienne l'équivalent contemporain du rayonnement du corps noir, qu'on étudiait au XIX^e siècle."

Le phénomène du rayonnement du corps noir n'est pas un événement banal dans l'histoire des sciences, puisqu'il fut le prélude au développement de la mécanique quantique qui mènera à la maîtrise de l'énergie nucléaire et mettra à la disposition de l'homme une puissance quasi infinie.

Donc, ce développement impétueux justifie pleinement que nous examinions sérieusement la dialectique dans la nature à la lumière de ces découvertes. Cette nécessité est d'autant plus impérieuse que la dialectique subit deux assauts conjugués.

Une tendance philosophique déjà ancienne, le dualisme, introduit une césure fondamentale entre l'histoire de la nature et de la société. La dialectique n'est réservée qu'à cette dernière.

L'autre "s'appuie" sur des résultats récents (particulièrement ceux relatifs au chaos) pour affirmer toute absence de loi en histoire, contrairement à un prétendu déterminisme marxiste. Cependant, la conclusion reste dans les deux cas la même : le marxisme est dépassé.

Dans cette brève contribution, nous essaierons, conformément à l'enseignement d'Engels, de ne pas tomber dans le travers de la métaphysique qui substitue la spéculation pure à l'étude des liaisons réelles. Aussi, nous examinerons en détail une expérience physique particulière : l'expérience de Bénard sur la convection thermique. Cela aura une contrepartie : un effort supplémentaire pour le lecteur dépourvu de bases en physique. Mais nous y voyons l'immense avantage de pouvoir éviter les généralités.

Nous avons été aiguillé dans le choix de cette expérience, encore inconnue du temps d'Engels, par le fait qu'il s'agit d'une expérience physique, donc *a priori* éloignée de la biologie et des lois de l'histoire de l'humanité. Cependant, nous verrons que son interprétation nécessite des notions qui leur sont empruntées. De plus, un phénomène de chaos peut y être

décelé, ce qui nous permettra de commencer à répondre à ceux qui font de ce phénomène une utilisation frauduleuse (un article pour *La Vérité* plus détaillé est en préparation).

Appuyé sur cet exemple, nous répondrons aux détracteurs du marxisme sous le double aspect :

— du dualisme qui nie la dialectique dans la nature ;

— de l'assimilation entre le marxisme et déterminisme.

Enfin, nous analyserons plus en détail les positions de ceux qui glorifient l'incertain afin de rejeter toute action consciente dans la société.

LA CONVECTION THERMIQUE

Ici, nous allons nous intéresser au mouvement d'un fluide soumis à des inhomogénéités de température. Il s'agit précisément de la convection thermique (nous empruntons cet exemple à *La Nouvelle Physique*, G. Nicolais, "Physique des systèmes éloignés de l'équilibre et auto-organisation", p. 316...).

L'ÉTAT D'ÉQUILIBRE

Soit une couche de liquide (par exemple de l'eau) introduite entre deux plaques parallèles dont les dimensions sont beaucoup plus grandes que l'épaisseur et la largeur de la couche de liquide. Si nous abandonnons le liquide à lui-même, il évoluera vers un état homogène, où toutes les parties seront identiques. La température du système plaques-liquide est homogène. Le système est à l'équilibre.

Si, maintenant, une personne pose un doigt sur l'une des plaques pendant quelques instants, la température sera modifiée. Un événement de ce type intervenant au hasard est appelé une perturbation. Au bout d'un court instant, la tempé-

rature se rééquilibrera. On dit que le système est asymptotiquement stable.

On peut maintenant augmenter la complexité du système, par exemple en chauffant en permanence le liquide par-dessous. Ainsi, l'énergie est transmise au système sous forme de chaleur. De plus, la température des plaques du bas et du haut est différente. Il n'y a plus homogénéité de température du système complet. On empêche le système d'atteindre son état d'équilibre. La densité du liquide est plus faible lorsque la température est plus élevée, donc les molécules vont s'élever, mais, en s'éloignant de la plaque chaude du bas, elles se refroidissent. Ce phénomène est encore amplifié lorsqu'elles touchent la plaque froide du haut. Si la différence de température est faible, la différence de chaleur entre le liquide et le monde extérieur sera évacuée par la plaque du haut. La seule différence avec l'état d'équilibre sera que la température, donc la densité, dépendra de la position dans la couche de fluide.

Ce phénomène s'appelle la conduction thermique. Le système s'accorde de la contrainte, il est tout aussi stable qu'à l'état d'équilibre et finalement le système est à peine plus compliqué qu'à l'état d'équilibre.

LA CONVECTION THERMIQUE (PROPREMENT DITE)

Dans un premier temps, l'augmentation de la différence de température entre les deux plaques ne fera qu'augmenter la variation de densité en fonction de la position dans la couche de fluide. L'accumulation est quantitative.

Cela va se produire jusqu'à une différence de température critique. Alors, nous assistons à un phénomène nouveau : la quantité se transforme en qualité.

La matière se met à bouger d'une manière organisée. Le mouvement des molécules n'est plus désordonné comme dans l'état d'équilibre. Le liquide adopte une structure en "cellules" connues sous

le nom de cellules de Bénard. C'est le régime de convection thermique. A la périphérie de chaque cellule, le liquide chaud va monter par poussée d'Archimède (densité faible), puis, au contact de la plaque froide, il va se refroidir, reprendre de la densité et donc redescendre pour revenir au contact de la plaque chaude et, ainsi, le processus peut se reproduire. Pour que ce phénomène de rouleau fonctionne, encore faut-il que les descentes et les montées respectives des cellules adjacentes soient dans le même sens. Cette contrainte a comme conséquence (il suffit de faire un dessin pour s'en convaincre) que les molécules de deux cellules adjacentes tournent dans des sens opposés.

La caractéristique la plus remarquable de cette transition soudaine et simple est sans doute l'apparition d'un certain ordre et d'une cohérence. En dessous de la valeur critique, les différentes parties du fluide étaient indépendantes entre elles. En revanche, tout se passe, au-delà de la valeur critique, comme si chaque molécule "observait" le comportement de ses voisines et en "tenait compte" pour bien jouer sa partition et participer au mouvement d'ensemble. Mathématiquement, cela s'appelle des corrélations.

Les dimensions de ces cellules de Bénard sont de l'ordre du millimètre (10^{23} molécules par cellule). Il s'agit donc ici de phénomènes appartenant au monde macroscopique (c'est-à-dire à l'échelle de l'homme). Il ne s'agit aucunement de corrélation de la portée des forces moléculaires (10^{12} millimètre). Une des principales caractéristiques de l'émergence de la complexité, c'est qu'un nombre aussi prodigieux de particules puisse avoir un comportement cohérent.

Nous employons ici des termes comme cohérence, ordre, complexité, qui sont depuis longtemps partie intégrante de la biologie, mais qui, récemment encore, se situaient en marge de la physique. Ici, sont donc mises en évidence des connexions entre domaines physiques éloignés interprétables par la dialectique comme science formelle des connexions universelles.

Les cellules de Bénard nous réservent encore bien des surprises. L'expérience est parfaitement reproductible, puisque l'on observera l'apparition de ces cellules toujours pour la même différence de température critique. Maintenant, examinons les sens de rotation de ces cellules. Lorsqu'un sens est choisi, rien ne peut le faire changer. Pourtant, il est impossible de reproduire le sens de rotation d'une cellule donnée si l'on recommence l'expérience. A la différence de température critique, on sait que les rouleaux vont apparaître, mais il est impossible d'en déterminer le sens. Seul le hasard, sous la forme d'une perturbation de l'expérience, décidera du sens de rotation des cellules.

Ici encore, il nous faut faire une autre comparaison, celle avec l'évolutionnisme de Darwin (mutation, sélection naturelle), où nous trouvons une coopération entre hasard et nécessité. De telles descriptions étaient jusqu'à présent étrangères à la physique, excepté pour des phénomènes quantiques se produisant à l'échelle microscopique.

L'impossibilité de reproduction du sens de rotation de ces cellules introduit une dimension historique dans une expérience physique, une sorte de mémoire d'un événement fortuit qui s'est produit dans le passé, lors du passage à la phase critique, et qui a marqué toute l'évolution future. Nous retrouvons ici le rapport dialectique entre le contingent et le nécessaire, mis en forme par Hegel et largement repris par Engels.

TURBULENCE

Les cellules de Bénard ne nous ont cependant pas encore tout dit.

Si l'on augmente à nouveau la température de la plaque du bas, les cellules seront faiblement modifiées jusqu'à une nouvelle différence de température critique entre les deux plaques. Alors, le hasard se manifeste d'une manière inopinée et impressionnante, les structures

s'estompent, les cellules disparaissent et apparaît un comportement désordonné. Il s'agit du phénomène de turbulence, cas particulier de phénomènes chaotiques. Nous assistons ainsi à un deuxième changement de la quantité en qualité.

RÉSUMONS

1. — D'abord, pour de petites différences de température, le système a la capacité d'amortir les fluctuations internes ou les perturbations externes, il s'agit de l'état d'équilibre ou de son prolongement.

2. — Au-delà de la première différence de température critique, le système devient instable : l'effet des perturbations de température n'est plus amorti, de même que les fluctuations permanentes des molécules. Nous passons à l'état convectif. Le système doit faire un choix critique portant sur l'orientation sur la droite ou sur la gauche de chaque rouleau convectif. Seul le hasard décidera du sens choisi en fonction de la dynamique des fluctuations. Le système fera quelques essais, peut-être encore infructueux dans un premier temps, puis une fluctuation particulière l'emportera. En la stabilisant, le système deviendra objet d'histoire, au sens où l'évolution ultérieure dépendra de ce choix critique.

Les analogies doivent toujours être justifiées, mais nous pensons ici que cette description assez détaillée nous autorise à insister sur les ressemblances avec les notions de mutation et de sélection propres à l'évolution. On pourrait dire que les fluctuations sont le pendant physique des mutations et que la recherche de la stabilité (température qui tend à être uniforme) joue le rôle de la sélection.

3. — Dans une classe importante de systèmes, la diversification du comportement se prolonge au-delà de la première transition critique, appelée bifurcation primaire. On observe des cascades de bifurcations compliquées conduisant à des branches secondaires, tertiaires, etc. ; et, dans le cas de la convection thermique, la complication va jusqu'aux chaos.

DIALECTIQUE DANS LA NATURE

Nous venons de voir dans cet exemple que le développement des sciences, comme le dit Engels, a rendu incontournable l'introduction de la dialectique dans la nature. La convection thermique n'est pas un phénomène marginal en physique, il s'agit bien, au contraire, d'un phénomène majeur de la nature, puisqu'il gouverne la circulation des masses atmosphériques et des océans (qui déterminent pour une large part le temps à court terme), ou bien encore la dérive des continents (le déplacement des plaques continentales provoqué par le mouvement à grande échelle du manteau), ou encore l'activité solaire, en étant à l'origine du transport de chaleur à l'intérieur du Soleil.

En fait, le formidable progrès dans le calcul apporté par les ordinateurs permet aujourd'hui d'aborder de façon systématique l'étude de phénomènes complexes ou semi-complexes, donc généralement soumis à des influences contradictoires. Le comportement de l'exemple choisi se généralise à de nombreux systèmes complexes.

De tels phénomènes sont le siège :

- de la conversion de la quantité en qualité ;
- de l'organisation en niveaux de complexité croissante ;
- de mémorisation avec intégration de contingence.

Ces systèmes ont une histoire comme la société et sont le produit combiné du hasard et de la nécessité.

À PROPOS DU DUALISME ET D'UN "DÉTERMINISME" MARXISTE

Entre le "trop" de dialectique dans le marxisme, selon les philosophes dualistes, et son absence chez ceux qui l'assimilent au déterminisme, que faire ?

Nous dirons simplement qu'il semble difficile de continuer à vivre honnêtement en maintenant aujourd'hui des positions dualistes, puisque les notions employées dans l'histoire des sociétés se retrouvent en physique, comme nous l'avons démontré, aussi nous n'alourdirons pas outre mesure la démonstration.

De même, l'assimilation entre marxisme et déterminisme serait tout simplement absurde et ne mériterait pas qu'on s'y attarde — Engels, entre autres, a pris la peine d'écrire un livre intitulé *La Dialectique de la nature*, et chacun sait que dialectique et déterminisme ne font pas bon ménage — si une autre affirmation n'était avancée : la dialectique des phénomènes complexes, applicable à l'histoire des sociétés, est tellement "enchevêtrée" qu'il ne resterait plus que l'incertain.

Nous allons aborder à présent cette question.

L'INCERTAIN

En effet, l'incertain fait recette en science, où certains chercheurs évaluent la portée des immenses découvertes du siècle en les résumant sous la forme de deux nouveaux concepts :

- l'indécidabilité en logique ;
- l'incertitude en physique.

La science est frappée d'impuissance et il en est fini de cette machine capable de mieux comprendre le monde et de le maîtriser.

Cette maladie est contagieuse et s'étend au monde littéraire. *Le Magazine littéraire* consacre son numéro de juillet-août 1994 à "la fin des certitudes".

A cette opération, participe l'inévitable Edgar Morin, qui se définit lui-même comme philosophe de l'incertain et pour qui nous assisterions, hébétés, à l'effondrement des grands "mythes" qui ont nourri l'esprit humain au XX^e siècle : le marxisme, avec ses variantes communiste

et socialiste, l'éradication des épidémies, la progression du niveau de vie grâce à la science et à la technique. Toutes ces idées, pèle-mêle, seraient à jeter aux orties.

Les politiciens institutionnels, particulièrement atones dans le domaine des idées, relèvent une paupière : n'y aurait-il aucune loi cohérente, aucune loi de l'histoire ?

Intéressant !

J.-L. Mélenchon, sénateur du PS (de la gauche, évidemment), se réveille. Il déclare, martial (dans son livre *A la conquête du chaos*), que la certitude que le capitalisme engendre le socialisme (*sic*) provient d'un modèle emprunté par les pères fondateurs du marxisme au déterminisme. Le marxisme serait donc un déterminisme issu de l'œuvre toute fraîche de Darwin et de la physique classique, aujourd'hui dépassée par la théorie du chaos, qui prévoit seulement un espace de possible, avec éternel retour autour d'une même valeur. Par voie de conséquence, le marxisme, concluant à l'incapacité du capitalisme de résoudre ses contradictions, le serait également.

En particulier, la chute tendancielle du taux de profit serait une notion erronée :

"On peut concevoir la reproduction du capital comme un phénomène oscillatoire (l'argent part du capitalisme pour y retourner) à la fois entretenu par les gains de productivité et amorti par la croissance du capital constant, loin de suivre une ligne générale prédéterminée et calculable... le taux de profit se déplace dans un espace de possible."

J.-L. Mélenchon veut dire par là que cet espace de possible est constamment redécrit par le système économique et qu'ainsi il n'y a pas décroissance.

Messieurs les ignorants, chapeau bas devant un tel résultat scientifique !

Alors, nous reviendrons humblement à notre expérience physique de départ, puisque le chaos est partie intégrante de la physique et qu'il existe de nombreux phénomènes chaotiques en physique et dans les autres sciences. L'expérience des celles de Bénard montre que le chaos, par

nature imprédictible, est le résultat ultime d'une chaîne de bifurcations .

On passe d'un système complètement prédictible et reproductible aux faibles différences de température à un phénomène totalement imprédictible et chaotique aux grandes différences de température par injection répétée de hasard.

Nous avons affaire ici à une expérience très simple, et pourtant nul ne peut faire l'économie de l'analyse concrète de la valeur choisie pour la différence de température, puisque le système change complètement de comportement en fonction de la valeur prise par cette différence. Or, pour ce qui est du taux de profit, J.-L. Mélenchon nous laisse complètement dépourvu de toute analyse. A ce propos, nous citerons ici le livre d'Engels, *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie allemande*, éditions Costes, p. 68.

"Ici encore, la philosophie de l'histoire, du droit, de la religion, etc., consistait autrefois à remplacer l'enchaînement réel des événements par un enchaînement fabriqué dans la tête des philosophes, à considérer l'histoire dans son ensemble (...) comme la réalisation progressive d'idées et, bien entendu, toujours les idées du philosophe lui-même (...). Il s'agit par conséquent, ici tout comme dans le domaine de la nature, d'écartier ces connexions artificiellement fabriquées en découvrant les connexions réelles, tâche qui aboutit en fin de compte à découvrir les lois générales de mouvement qui s'établissent comme lois dominantes dans l'histoire de la société humaine."

Cette citation convient parfaitement à l'attitude toute fabriquée de J.-L. Mélenchon, à ceci près qu'il ne s'agit pas chez lui, à proprement parler, d'idées, mais bien plutôt d'une tentative de couverture de la politique du PS.

L'INCERTAIN ET LA SONDE VOYAGER

Il y a quelque ironie à assister à cet envahissement des cœurs et des cerveaux par l'incertain, au moment même où la sonde Voyager a été dirigée jusqu'aux

confins du système solaire sans panne, en ayant visité des dizaines de mondes nouveaux.

Dans son livre *Le Chiffre et le Songe*, J. Blamont (membre de l'Académie des sciences et inspirateur de la politique spatiale française) synthétisait le développement des sciences en deux étapes : l'une, où les progrès ont été lents, car la notion de force nous était inconnue pour expliquer les changements de mouvement ; l'autre, postérieure à cette découverte majeure et où il n'a fallu qu'un siècle pour inventer la machine à vapeur et trois siècles pour que l'homme explore le système solaire. C'est là une preuve saisissante de l'accélération des progrès scientifiques.

Cependant, la mission Voyager a été lancée dans les années 1970 ; la NASA avait alors des équipes performantes. Depuis, les équipes ont été dissoutes, il y a eu 2 000 licenciements en 1993 et 4 000 licenciements supplémentaires sont programmés d'ici à la fin de l'année. Aussi, une grande partie des tâches sont réalisées par des entreprises de sous-traitance.

Depuis, la conquête spatiale américaine a subi de nombreux échecs : l'explosion retentissante de la navette spatiale, bien sûr, mais également l'astigmatisme du télescope spatial Hubble, le défaut de déploiement de la grande antenne de la sonde Galileo, la perte de la sonde martienne Observer et du satellite d'observation de la Terre Landsat 6, en 1993. La recherche spatiale n'est pas en dehors de la société. S'il y a perte de la maîtrise des grands programmes, cela ne vient pas d'une quelconque incapacité par nature de la science ou de la technique — on ne voit pas pourquoi on ne saurait refaire, aujourd'hui, ce qui l'a été, voilà près de vingt ans, avec Voyager —, mais bien de la crise générale de la société.

UNE AUTRE VOIE

Nous avons vu que la science a les moyens méthodologiques et techniques de

commencer à aborder les phénomènes complexes et que la dialectique est complètement nécessaire pour les décrire, comme l'indiquait Engels, il y a plus d'un siècle. Malgré cela, la science à elle seule n'est pas facteur de progrès, car encore faut-il que la société le permette.

Dans le cadre d'une société au service des besoins sociaux, G. Bloch, suivant ainsi les enseignements d'Engels, de Marx, Lénine et Trotsky, nous trace des perspectives plus glorieuses que celles préconisées par les Mélenchon et autres Morin :

« Le monde où chacun accédera pleinement à la culture humaine n'a rien d'utopique... C'est la société sans classe

et sans État qui est réaliste — à cette condition que, éclairée par l'Histoire, notre génération soit, selon l'expression de Trotsky, "fidèle à sa patrie dans le temps" et réalise les tâches qu'exige la victoire de la révolution prolétarienne mondiale... Un tel monde communiste est tout proche de nous. La première génération née dans la société communiste y accédera de plain-pied.

Cependant, il est déjà pour nous proprement inimaginable, ce monde où des hommes pleinement humains, bien plus différents les uns des autres que ce que le passé aura connu, hériteront tous de leur patrimoine commun, la pleine culture humaine. »

Bernard Rougé

Notre père A. D. N. qui êtes aux cieux...

Article paru
dans *La Vérité*
n° 551 (mars 1971)

par Michel CHARDIN

« Dès le temps où j'avais commencé à écrire, je m'étais senti matérialiste par intuition, puis matérialiste conscient, et non seulement je ne me sentis pas le besoin de connaître des mondes d'un autre ordre, mais je ne pus jamais trouver un contact psychologique avec des gens qui ont assez de finesse pour avouer simultanément Darwin et la Sainte Trinité. »

(Trotsky - Ma Vie).

Nous republions ci-dessous l'article de Gérard Bloch paru sous le pseudonyme de Michel Chardin. Cet article se trouve dans le tome II des *Écrits* de Gérard Bloch, édités par la SELIO.

Le livre de Jacques Monod, *Hasard et nécessité* (1) est, certes, beaucoup moins riche que ne le sont, parmi les ouvrages récemment parus en France — et pour ne citer naturellement que ceux qui ne sont pas destinés aux seuls spécialistes — la *Biologie moléculaire du gène* de J.D. Watson (2) pour l'exposé des découvertes des vingt dernières années, et la *Logique du vivant* (3) de François Jacob pour l'histoire des idées concernant l'hérédité et leur état actuel ; il ne mériterait pas d'attention particulière si, comme en atteste la campagne menée dans *Le Figaro*, *Le Monde*, *Le Nouvel Observateur*, *L'Express*, à la T.V., etc. — et les « réponses » de compère à compagnon au nom d'un « marxisme » dont la conséquence est, comme nous le verrons, attestée par Monod

lui-même, que lui a faites le P.C.F. — ce n'était pas là le dernier brûlot lancé par l'idéologie bourgeoise contre le marxisme, vraisemblablement destiné à prendre la relève d'un structuralisme déjà usé et, au surplus, actuellement battu en brèche par divers spécialistes dans son bastion natal même, l'anthropologie. Aussi, après avoir avoué (p. 13) qu'« il reste à éviter bien entendu toute confusion entre les idées succrées par la science et la science elle-même », mais que c'est là un exercice « difficile » dont il « ne prétend pas s'être tiré sans erreur », M. Monod se lance-t-il aussitôt dans cette confusion.

(1) Editions du Seuil, 1970.

(2) Ediscience, Paris, 1968.

(3) Editions Gallimard, 1970.

LA PROJECTION D'UN PROJET

Restaurant sous de nouveaux oripeaux le vieux fatras dualiste de l'idéalisme, tout particulièrement propre à la théologie chrétienne, il établit immédiatement une séparation radicale entre les êtres vivants et le reste de l'univers :

« L'une des propriétés fondamentales qui caractérisent tous les êtres vivants sans exception est celle d'être *des objets doués d'un projet* (...) Nous dirons que ceux-ci [les êtres vivants] se distinguent de toutes les autres structures de tous les systèmes présents dans l'univers par cette propriété que nous appellerons la *téléconomie* » (p. 22).

Il reconnaît d'ailleurs lui-même que cette « *notion (...) se révèle profondément ambiguë puisqu'elle implique l'idée subjective de "projet"* ». Il oublie toutefois de signaler que *téléconomie* n'est, somme toute, que la traduction en grec du mot *finalisme*, et se garde bien de reconnaître que cette séparation absolue, métaphysique, entre la matière inanimée et la matière vivante est, précisément, ce qui caractérisait les théories vitalistes que certains biologistes du XIX^e siècle prétendaient opposer au matérialisme, et selon lesquelles les êtres vivants étaient caractérisés par un mystérieux « *principe vital* ». Bien au contraire, le voilà qui consacre le chapitre suivant à dénoncer les « *vitalismes* » et les « *animismes* », comme il les appelle. Parmi les premiers, il ne cite guère que Bergson, avec son « *élan vital* ». Chose digne de remarque, il n'a pas un mot à dire contre la théologie chrétienne traditionnelle (laquelle comporte pourtant bien une certaine conception de la vie et de l'évolution telle qu'elle est codifiée dans la *Genèse*, interpré-

tation symbolique ou pas) mais s'en prend seulement au bon Teilhard. Démolir la réputation scientifique frauduleusement acquise de ce dernier, c'est aujourd'hui enfoncer une porte largement ouverte. On s'étonne davantage de voir Monod écrire :

« Peut-être après tout Teilhard n'était-il pas pour rien membre de cet ordre dont, trois siècles plus tôt, Pascal attaquait le laxisme théologique. »

Mais patience ! Etre vivant lui-même, M. Monod a son « *projet* » qui ne se dévoilera entièrement, comme il convient, qu'au dernier chapitre.

TOUS LES JÉSUITES NE SONT PAS LAXISTES

Puis il fonce sur l'ennemi, le matérialisme dialectique, « *la plus puissante parmi les idéologies scientifiques du XIX^e siècle* ». Il en donne un résumé en 8 points qu'il commente par ces lignes remarquables :

« On peut, certes, contester cette reconstitution, nier qu'elle corresponde à la pensée authentique de Marx et d'Engels. MAIS CELA EST SOMME TOUTE SECONDAIRE... [C'est nous qui soulignons cette phrase digne d'une anthologie]. D'innombrables textes prouvent que la reconstitution proposée est légitime comme représentant au moins la « *Vulgate* » du matérialisme dialectique » (p. 48).

Il faut le reconnaître : M. Monod, s'il n'est pas, lui, un théologien laxiste, tout imprégné qu'il est de la tradition chrétienne à laquelle il emprunte ses métaphores, sait faire preuve, à l'occasion, d'un jésuitisme digne du vieil Ignace en personne. Un peu plus loin, il prête au marxisme l'opinion parfaitement idiote selon laquelle

« il est indispensable pour le matérialisme dialectique que le "Ding an Sich" [on a des lettres ou on n'en a pas],

la chose ou le phénomène en soi, parvienne jusqu'au niveau de la conscience, sans altération ni appauvrissement, sans qu'aucune sélection n'ait été opérée parmi ses propriétés. Il faut que le monde extérieur soit littéralement présent à la conscience dans l'intégrité de ses structures et de son mouvement» (pp. 48-49).

Et, après l'avoir appuyé d'une citation d'Henri Lefebvre bon teint, il ajoute avec... ingénuité :

« A cette conception sans doute pourrait-on opposer certains textes de Marx lui-même. Il n'en reste pas moins qu'elle est indispensable à la cohérence logique du matérialisme dialectique, comme les épigones, sinon Marx et Engels eux-mêmes, l'ont bien vu. »

Ainsi donc, Marx et Engels sont des marxistes inconséquents. Staline, lui, est un marxiste conséquent. Comment pourrait-on en douter, puisque l'homme qui s'en porte garant n'est autre, comme nous le verrons, que le prophète de « *l'éthique de la connaissance* » ?

En attendant, M. Monod s'empresse de démontrer qu'il s'entend aux amalgames comme feu Staline en personne :

« C'est en vertu des mêmes principes que Lénine attaquait, avec quelle violence, l'épistémologie de Mach, que Jdanov, plus tard, ordonnait aux philosophes russes de s'en prendre aux "diableries kantiennes de l'école de Copenhague", que Lyssenko accusait les généticiens de soutenir une théorie radicalement incompatible avec le matérialisme dialectique, donc nécessairement fausse. Malgré les dénégations des génoticiens russes, Lyssenko avait raison. »

Tirons l'échelle !

Ce faisant, il montre le bout idéaliste et même théologique de son éthique oreille. Il commence par couvrir de sarcasmes la notion de la « chose en soi », généreusement attribuée par lui aux marxistes, en feignant d'ignorer :

1^o Qu'elle est due à Kant, et qu'elle signifiait pour celui-ci, au moins dans le deuxième état de sa philosophie, que l'homme ne pouvait connaître le monde réel des « choses en soi », des « noumènes », mais seulement l'apparence, le monde des phénomènes ;

2^o Que les marxistes, au contraire, soutiennent que le monde réel des « choses en soi », loin d'être inconnaisable, est de mieux en mieux connu par l'activité pratique et théorique de l'humanité, sans toutefois l'être jamais totalement — ce que Lénine symbolise par l'image fameuse de la « spirale de la connaissance », qui se rapproche de plus en plus de son point-asymptote, le monde des « choses en soi », sans pourtant jamais l'atteindre (ce qui suffirait, soit dit en passant, à réfuter cette sottise puérile que, pour les marxistes, nos idées reflètent intégralement et sans déformation aucune la réalité !)

Puis M. Monod vole au secours de Mach qui, on le sait, reprenant au fond l'aspect le plus négatif du système de Kant, soutenait que nous ne pouvons connaître que notre expérience subjective de l'univers et non l'univers lui-même (tout comme, soit dit en passant, le néo-thomisme, la philosophie officielle de l'Eglise), et verse un pleur sur la triste époque où « *personne par exemple ne doutait que la gravitation fût une loi de la nature elle-même...* » (p. 50). A notre grande honte, il nous faut avouer que nous en sommes restés là, et que nous avons même tout récemment été renforcés dans une opinion aussi retardataire par les confirmations expérimentales qu'a reçues, par la mesure de la déviation au voisinage du soleil des on-

des radio émises par deux des *Mariner*, la théorie de la relativité générale, forme actuelle, supérieure (c'est-à-dire beaucoup plus approchée de la réalité) de la loi de la gravitation...

SI CE N'EST TOI, C'EST DONC TON FRÈRE !

Il faut dire, toutefois, que si M. Monod est un ennemi de la dialectique, il n'en est pourtant pas à une contradiction près. Page 47, « *reconstituant* » le matérialisme dialectique, il écrit : « *La dialectique est constructive... L'évolution de l'univers est donc elle-même ascendante et constructive* », mais, page 130, il nous apprend que les « *animistes* » (pour des raisons que la raison ne connaît pas, mais que Freud, comme nous le verrons, aurait pu sans doute expliquer, M. Monod range le marxisme sous cette rubrique), les animistes, donc, voient « *dans l'évolution le majestueux déroulement d'un programme inscrit dans la trame même de l'univers... Pour eux, par conséquent, l'évolution n'est pas véritablement création, mais uniquement « révélation » des intentions jusque-là inexprimées de la nature.* » Devine si tu peux et choisis si tu l'oses ! De toute façon, les marxistes ont tort. M. Monod n'a-t-il pas inscrit sur son drapeau que « *la vérité de la connaissance ne peut avoir d'autre source que la confrontation systématique de la logique et de l'expérience* » ?

Notons bien d'ailleurs que, à l'occasion de l'énoncé de la deuxième version de « *l'animisme* » selon M. Monod, celui-ci réhabilite en passant Bergson — Bergson, ce

condensé des résidus de la poubelle idéaliste ! — parce que celui-ci « *voyait dans l'évolution l'expression d'une force créatrice absolue...* », autrement dit une entité métaphysique. Le sens du livre de M. Monod, déjà clair, en est encore une fois illuminé : l'ennemi, c'est le marxisme, et lui seul.

Il faut toutefois en souligner encore un autre aspect, nullement contradictoire avec le premier. Nous ne sommes pas dans le secret des dieux de la biologie moléculaire. Mais il est difficile, quand on a lu les deux livres, de ne pas voir dans celui de M. Monod, outre la polémique ouverte contre le marxisme, une polémique voilée contre François Jacob, qui, non content de placer en épigraphe de sa *Logique du vivant* cette phrase d'un « *animiste* » notoire, Denis Diderot :

« *Voyez-vous cet œuf ? C'est avec cela qu'on renverse toutes les écoles de théologie et tous les temples de la terre* »,

n'hésite pas à écrire (o.c., p. 327) :

« *Ce qu'a démontré la biologie, c'est qu'il n'existe pas d'entité métaphysique pour se cacher derrière le mot vie* » (pas même la « *téléonomie* », terme qui n'appartient apparemment pas à son vocabulaire).

Et un peu plus loin :

« *L'autre condition nécessaire à la possibilité même d'une évolution, c'est la mort.* »

On croirait presque entendre le fameux « *Tout ce qui vit est digne de mourir* » de Hegel.

« ... Car l'évolution, c'est le résultat d'une lutte entre ce qui était et ce qui sera, entre le conservateur et le révolutionnaire, entre l'identité de la reproduction et la nouveauté de la variation » (p. 331).

Nous voilà en plein... animisme, n'est-il pas vrai, M. Monod ?

UN NOUVEAU MARXISTE NATUREL

Mais notre éthique auteur a beau condamner la dialectique, la dialectique ne l'en reconnaît pas moins.

Oublant pour un instant de vouer le marxisme aux gémomies, il se met à exposer l'essentiel des découvertes récentes concernant le code génétique et le rôle de l'A.D.N., cette molécule géante qui joue le rôle d'*« invariant »* biologique fondamental en accumulant dans sa structure chimique la quantité croissante d'informations qu'amasse l'évolution, à travers des mutations qui se produisent au hasard et la sélection consécutives, assurant ainsi la permanence des espèces et par là même leur transformation. Et le voilà devenu « *marxiste naturel* », à rendre jaloux Fidel Castro en personne ! Il a beau souligner (p. 52) que « *la théorie du gène comme déterminant héréditaire invariant au travers des générations, et même des hybridations, est (...) tout à fait inconciliable avec les principes dialectiques* », parce que ces principes sont par essence des principes d'évolution (il a lu cela dans les œuvres du marxiste consequent Lyssenko) —, il ne paraît pas se rendre compte que ce prodigieux mécanisme d'invariance grâce auquel se réalise et peut seulement se réaliser cette variation d'une amplitude non négligeable qui, en quatre milliards d'années, a conduit sur cette planète de la matière inanimée à l'homme ressemble de façon suspecte à l'un de ces processus dialectiques, l'une de ces contradictions qui sont dans la nature pour la mettre en mouvement avant d'être dans la pensée, dont Engels, l'*« animiste »* bien connu, est parti pour aboutir au

« désastre épistémologique » (p. 51) que l'on sait...

Le rôle même de l'A.D.N. comme mécanisme de conservation de l'information génétique, par voie de réplication (formation de deux molécules-filles identiques à partir d'une molécule-mère), de traduction de cette information au niveau du cytoplasme, etc., n'a pu prendre sa signification fondamentale pour toute la matière vivante que parce que, tout d'abord, le potentiel de variation de cet A.D.N. invariant était pratiquement illimité (le nombre de molécules d'A.D.N. possibles est incomparablement plus grand que le nombre de particules que compte l'univers entier), parce que, ensuite, ce mécanisme d'invariance fondamental n'a cessé d'aboutir à des changements irréversibles, à des innovations radicales. Si les premières molécules d'A.D.N. ont dû apparaître il y a quelque quatre milliards d'années, celles qui caractérisent notre espèce par exemple ne doivent guère dater de plus de 50 000 ans et le même mécanisme d'invariance qui, lorsque la sélection n'y fait pas obstacle, assure la pérennité de certaines espèces tout au long de 500 millions d'années aboutit, en même temps et par les mêmes voies, à l'apparition d'espèces nouvelles comme à la disparition de celles qu'élimine la sélection.

LE CONTINGENT, FORME DE MANIFESTATION DU NÉCESSAIRE

Et quand le même Monod, essayant de définir ce qu'il faudrait attendre d'une théorie scientifique universelle, écrit :

« La théorie contiendrait, sans doute, la classification périodique des éléments, mais ne pourrait déterminer que la probabilité d'existence de chacun d'entre eux. De même elle prévoit l'apparition d'objets tels que des galaxies ou des systèmes planétaires, mais elle ne pourrait en aucun cas déduire de ses principes l'existence nécessaire de tel objet, de tel événement, de tel phénomène particulier, qu'il s'agisse de la nébuleuse d'Andromède, de la planète Vénus, du mont Everest ou de l'orage d'hier au soir. D'une manière générale, la théorie prévoit l'existence, les propriétés, les relations de certaines classes d'objets ou d'événements, mais ne pourrait évidemment prévoir l'existence ni les caractères distinctifs d'aucun objet, d'aucun événement particulier »,

comment ne pas penser à ce que l'*« animiste »* Engels, s'inspirant de l'*« animiste »* Hegel, écrivait il y aura bientôt un siècle, sur le thème *« contingence et nécessité »* (voir *Dialectique de la nature*, Ed. sociales, pp. 219-223), en concluant, à la fois contre *« le bon sens et avec lui la grande masse des savants »* qui considèrent nécessité et contingence comme s'excluant mutuellement, et contre le déterminisme qui prétend nier absolument la contingence :

« En face de ces deux conceptions, Hegel apparaît avec des propositions absolument inouïes jusque-là : le contingent a un fond parce qu'il est contingent, et aussi bien il n'a pas de fond parce qu'il est contingent ; le contingent est nécessaire et la nécessité elle-même se détermine comme contingence tandis que, d'autre part, cette contingence est plutôt la nécessité absolue. »

Le nécessaire se manifestant et ne pouvant se manifester que sous la forme du contingent, voilà ce que M. Monod, pour un peu, redécouvrirait. Après tout, la réalité concrète, ce n'est pas l'A.D.N., ce sont les A.D.N., ou, si l'on prend une espèce

biologique déterminée, ce n'est pas le chien de berger allemand, ce sont des chiens individuels. Et c'est pourtant l'espèce qui est seule objet de science, et les lois que cette science découvre ne se manifestent qu'à travers le hasard, la contingence des cas individuels.

Enfin, lorsque M. Monod souligne que, même si les lois de la physico-chimie permettent d'expliquer les êtres vivants, les lois qui régissent les êtres vivants ne se réduisent pas simplement à celles de la physico-chimie, il ne fait que pressentir la théorie dialectique des niveaux (tels que particules subatomiques, atomes, petites molécules de la chimie minérale, macro-molécules de la chimie biologique, êtres humains, sociétés) selon laquelle les lois d'un niveau inférieur expliquent et déterminent celles du niveau supérieur sans que, pourtant, celles du niveau supérieur puissent simplement se réduire aux premières. Transformation de la quantité en qualité... cela sent le fagot, M. Monod ! Que l'on se rassure pourtant, celui-ci restera un marxiste inconscient. Car ils ont des yeux et ils ne verront pas... quand la lutte des classes leur met des œillères.

A propos des niveaux, nous citerons encore ces lignes excellentes de F. Jacob (o.c., pp. 327-329) :

« Des particules à l'homme se rencontrent toute une série d'intégrations, de niveaux, de discontinuités. Mais aucune rupture, ni dans la composition des objets ni dans les réactions qui s'y déroulent. Aucun changement d'*“essence”*... Cela ne signifie nullement que la biologie soit devenue une annexe de la physique, qu'elle en constitue pour ainsi dire une filiale de la complexité. Avec chaque niveau d'organisation apparaissent des nouveautés, tant de propriétés que de logique... Avec chaque niveau d'intégration, se manifestent quelques caractéristiques nouvelles. Comme l'a

déjà constaté la physique au début de ce siècle, la discontinuité n'exige pas seulement des moyens d'observation différents. Elle modifie aussi la nature des phénomènes, voire des lois qui les sous-tendent. Bien souvent, l'équipement en concepts et en techniques qui s'applique à un niveau ne fonctionne ni au-dessus ni en dessous...»

et même paré des certitudes de la "science", le matérialisme historique demeurait incomplet. Il fallait y ajouter le matérialisme dialectique qui, lui, apporte l'interprétation totale que l'esprit exige : l'histoire humaine et celle du cosmos y sont associées comme obéissant aux mêmes lois éternelles.»

LE RÈGNE DES IDÉES

Cependant, le suspense touche maintenant à son terme, et le « *projet* » de M. Monod se dévoile dans toute son ampleur au dernier chapitre, très évangéliquement intitulé « *le Royaume et les ténèbres* » (M. Monod et le nouveau testament écrivent « *Royaume* » avec un R majuscule). Nous voici à un nouveau niveau, supérieur à tous les précédents, celui de la société humaine : « *Un nouveau règne était né, celui des idées* » (p. 177). L'histoire de l'humanité (ainsi d'ailleurs que sa préhistoire, depuis l'australanthrope) est donc gouvernée par les idées : conditions matérielles d'existence, rôle du travail dans la formation de l'humanité, progrès technique, production, consommation, rapports sociaux, rien de tout cela n'existe pour notre auteur pour qui, ne l'oubliions pas, « *la connaissance objective* » est la « *SEULE source de vérité authentique* » (p. 185). Le marxisme se voit une dernière fois réglé sommairement son compte :

« Pour Marx comme pour Hegel, l'histoire se déroule selon un plan immuable, nécessaire et favorable. L'immense pouvoir sur les esprits de l'idéologie marxiste n'est pas dû seulement à sa promesse d'une libération de l'homme mais aussi, et sans doute avant tout, à sa structure ontogénique, à l'explication qu'elle donne, entière et détaillée, de l'histoire passée, présente et future. Cependant, limité à l'histoire humaine

M. Monod a lu cela sans doute chez Staline (ou chez Lyssenko). Ce texte dont chaque mot est un faux se passe de commentaires. A quoi hon rappeler à M. Monod que, pour Hegel, « *comprendre, c'est dominer* », que, pour Marx, le ressort de l'histoire est « *l'homme vivant et agissant* », que la nécessité historique ne peut se réaliser qu'à travers la contingence des événements, que le facteur décisif dans la lutte pour le socialisme, c'est la conscience qu'acquièrent les masses de sa nécessité et que, précisément pour cette raison, l'histoire n'a ni plan immuable ni fatalité, qu'il y a bien longtemps déjà que ces marxistes inconséquents qui s'inspirent de Marx formulent leur pronostic sous la forme alternative *socialisme ou barbarie*, qu'il n'y a pas, pour le marxisme, de lois éternelles, même pas sans doute pour le cosmos et bien moins encore pour l'histoire humaine, que les lois historiques découvertes par Marx sont toujours relatives à un mode de production déterminé et vouées à disparaître avec celui-ci, et bien d'autres choses encore ? Ne nous a-t-il pas expliqué que les principes du marxisme, c'était, en règle générale, le contraire de ce que Marx a écrit ?

Ce serait évidemment trop demander à M. Monod, avant de combattre Marx, d'avoir consacré à la lecture du *Capital* la centième partie du temps qu'il a employé à la lecture de la *Bible*, d'en avoir lu au moins

la préface, où Marx expose que sa méthode est conforme à celle des sciences de la nature, en ce sens qu'elle est rigoureusement objective, qu'elle prend les hommes comme ils se comportent réellement, et non selon ce qu'ils pensent d'eux-mêmes, qu'elle procède des rapports entre les hommes dans la production des biens nécessaires à l'entretien de sa vie, et qu'à la fois elle ne l'est pas, qu'elle ne se réduit à la méthode d'aucune de ces sciences, parce que la société se situe à un autre niveau, au sens où nous l'avons expliqué plus haut, que leurs objets ; et que les lois des sociétés humaines, comme la méthode pour les découvrir, ne se réduisent pas aux lois et aux méthodes de la biologie, pas plus que celles-ci ne se réduisent à celles de la physique.

Mais non, M. Monod sait à quoi s'en tenir sur Marx : il a lu Lyssenko ! Et dans ce monde des idées qu'est à ses yeux l'histoire, le voilà qui va nous caractériser la crise historique actuelle :

« Je ne parle pas ici de l'explosion démographique, de la destruction de la nature, ni même des mégatonnes ; mais d'un mal bien plus profond et plus grave... »

LES MALHEURS DE SOPHIE

Arrêtons-nous ici un instant. Le lecteur s'attend peut-être à ce que ce mal bien plus profond et plus grave, ce soit le régime de l'exploitation de l'homme par l'homme, la propriété privée des moyens de production et d'échange, les Etats impérialistes : qu'il se détrompe ! Là où il s'agit de la société où nous sommes et où les classes sont engagées dans une lutte

dont l'issue n'est prédestinée nulle part et dont le destin de l'humanité dépend, M. Monod ne court nullement le risque de retomber dans aucune sorte de marxisme, fût-il « naturel » ou « inconscient » :

« Ce mal bien plus profond et plus grave, c'est, nous dit-il, UN MAL DE L'ÂME ».

Nous y voilà. On comprend maintenant par quel lapsus freudien M. Monod traite d'animistes ses ennemis les matérialistes. *Animus, anima*, comme disait C.G. Jung, après Swendenborg, Balzac et quelques autres...

Il ne siérait sans doute pas de demander à cet homme qui pense que « la nature est objective, la vérité de la connaissance ne peut avoir d'autre source que la confrontation systématique de la logique et de l'expérience », ce que c'est au juste, en toute objectivité, que l'âme. Descartes, on le sait, la logeait dans la glande pinéale, mieux connue aujourd'hui sous le nom d'épiphysé ; mais des recherches récentes ont abouti à attribuer à cette glande endocrine un rôle physiologique plus prosaïque encore que mieux défini. Il ne siérait visiblement pas de le prier de nous dire dans quelle molécule d'A.D.N., dans quel nucléotide, dans quel gène, dans quel codon ou dans quel opéron est stockée l'information génétique invariante concernant cette âme dont il nous conte les maux. Il est des curiosités déplacées.

Cette âme, les gnostiques, ces mystiques communisants contre lesquels les Evangiles ont été rédigés entre l'an 150 et l'an 200 de notre ère, à seule fin de rendre apte la religion chrétienne à assumer bientôt sa fonction de religion officielle de l'empire,

d'instrument sans égal dans la guerre civile des riches contre les pauvres, des oppresseurs contre les opprimés, des exploiteurs contre les exploités — les gnostiques, dis-je, l'appelaient en grec *sophie*, et ce sont, en effet, les malheurs de Sophie que nous conte désormais M. Monod ; les dernières pages de son livre sont consacrées à un prêchi-prêcha moralisant qui n'est qu'une resucée « scientifique » de ces « principes sociaux du christianisme » dans lesquels Marx et Engels dénonçaient déjà il y a 124 ans « une infâme pouillerie », n'en déplaise aux « chrétiens progressistes » qu'aiment tant les « marxistes conséquents » du P.C.F. Car, voyez-vous, nous dit M. Monod, « l'homme moderne se retourne vers ou plutôt contre la science dont il mesure maintenant le terrible pouvoir de destruction non seulement des corps, mais de l'âme elle-même ». La pauvre âme !

LE SOCIALISME DES BONNES AMES

Mais tout cela, comme le sait fort bien M. Monod, qui connaît beaucoup mieux la *Bible* que le *Capital*, c'est déjà dans la *Genèse* : ... Les fruits de l'arbre de la science ... Science sans conscience n'est que ruine de l'âme... Quant aux napalmés du Vietnam, aux affamés du Brésil, aux opprimés, exploités, torturés, massacrés de partout, ils apprendront sûrement avec intérêt que c'est avant tout leur âme qui est malade, et que la solution de la crise historique de l'humanité se trouve dans l'*« éthique de la connaissance »*, une *« ascèse de l'esprit »*, *« l'inspiration morale d'un*

humanisme socialiste », *« l'éthique qui fonde la connaissance »*, en n'oubliant pas que, bien entendu, *« le seul espoir du socialisme n'est pas une "révision" de l'idéologie qui le domine depuis plus d'un siècle, mais dans l'abandon total de cette idéologie »*.

Les choses sont maintenant claires. La bourgeoisie mondiale est entrée en lice avec pour objectif — pardon, pour projet — d'anéantir les positions conquises par la classe ouvrière depuis un siècle et demi et la théorie en laquelle se résume la conscience de celle-ci, le marxisme. Dans cette guerre civile mondiale, M. Monod s'assigne librement la place qui lui convient. Son livre, pour l'essentiel, n'a pas d'autre signification.

CE QU'EN PENSE LE P.C.F.

Le moment est venu de dire deux mots de la *« critique »* de Monod par ceux qu'il baptise *« marxistes conséquents »*. Nous avons sous les yeux la page entière consacrée par *La Marseillaise* du dimanche 15 novembre 1970, sous la signature de Claude Lafon, au livre de Jacques Monod. Pour bien montrer qu'il est un *« marxiste conséquent »* sauce Monod, ce journaliste consacre plus de la moitié de son article à discuter la question de savoir si la vie, comme incline à le penser Monod, est apparue sur la terre par un pur hasard, ou si elle devait nécessairement y apparaître. Notons bien que, dans l'état actuel de nos connaissances, il n'existe aucune possibilité de répondre dans un sens ou dans l'autre d'une manière scientifiquement démontrable. Quant à penser

qu'il ne s'agit pas là d'une question que l'expérimentation scientifique tranchera et que seule elle pourra trancher un jour, mais que le « *materielisme* » impose la deuxième réponse, il faut, pour ce faire, être un marxiste aussi conséquent que Lysenko (ou Claude Lafon) ! Ce dernier poursuit en bavardant sur la nécessité, les bonds qualitatifs, ceci, cela et bien d'autres choses, sur tout en un mot, sauf... sur la lutte des classes. le « *socialisme humaniste* » de M. Monod et sa déclaration de guerre à ce qu'il appelle « *l'idéologie qui domine le socialisme depuis plus d'un siècle* ». On ne saurait être plus clair. Dans la guerre civile mondiale qui a commencé, porte-parole de la bureaucratie et idéologues de la bourgeoisie sont dans le même camp. On le savait de reste. Il n'en va pas différemment d'un article de Jacques Milhau dans *France nouvelle* du 28 octobre 1970. L'auteur commence par s'extasier d'avoir trouvé en Monod un philosophe :

« Cela nous change vraiment des contempteurs par principe de toute philosophie, de ces positivistes myopes qui, etc. »

Du mépris de toute philosophie à une philosophie mystique, théologique, ultra-réactionnaire, se résumant à prêcher la croisade contre le marxisme, au nom de la science, le progrès est évident...

Et Jacques Milhau poursuit le panégyrique de Jacques Monod :

« Pas un chapitre qui ne soit un clair et net condensé du savoir présent, un foisonnement d'idées et de questions dont la discussion appelle le concours de tous les spécialistes. »

Que ce foisonnement d'idées soit réactionnaire, au surplus d'une incroyable planitude et d'une mauvaise

foi sans bornes, cela n'empêche pas l'admiration du Jacques stalinien pour le Jacques antimarxiste. Bien au contraire. Après tout, la mauvaise foi, les amalgames, c'est là un terrain d'entente privilégié pour nos deux Jacques.

Et le Jacques stalinien précise :

« Nous ne nous attarderons pas... sur les conclusions du livre, marquées par des piques acerbes contre le socialisme contemporain. »

Bien sûr, « *on pourrait s'étonner que le professeur Monod* [un professeur vous vous rendez compte ! et un prix Nobel avec ça ! Chapeau bas devant le marquis de Carabas !] *ait pu rédiger une interprétation si personnelle du marxisme* [très personnelle en effet !] *sans s'être confronté à ses collègues marxistes et communistes dont il sait bien que, quelles que soient les divergences théoriques aisément compréhensibles* [voire, voire !] *ils ne peuvent pas ne pas appeler la rectification au moins partielle* (?!) *de ce qu'il a écrit et sur une base de stricte objectivité scientifique et théorique* [bien sûr, bien sûr !]. *Avec eux la discussion peut en tout cas être féconde...* » [ô combien !].

Au fait, les respectueux « *collègues* » « *communistes et marxistes* » de M. Monod n'ont-ils pas observé de Conrart le silence prudent ? Un professeur, vous comprenez, un prix Nobel...

Il est d'ailleurs facile de voir où le bât du Jacques mystique blesse le Jacques stalinien. Cela tient en un nom propre : « *Lysenko* ». L'amalgame Lysenko-Engels-Lénine, c'est tout ce que M. Monod a à dire (comme cela apparaît fort clairement dans une interview du *Monde* du 24 février où, dépouillées de

leurs oripeaux scientifiques à faire pâmer les ignorants, les « *idées philosophiques* » du Jacques théologique apparaissent dans toute leur plate nudité. Et comment voulez-vous que le Jacques stalinien nous parle de Lyssenko ? Lyssenko, c'est Staline, c'est Thorez, c'est Duclos, c'est Aragon, c'est le P.C.F. bénissant le coryphée de la science et approuvant l'extermination des génotypes soviétiques, c'est l'affaire Jaurès Medvedev — oh non, parlons d'autre chose... Décidément nos Jacques sont faits pour s'entendre contre le marxisme.

L'ÉVANGILE SELON SAINT JACQUES

Mais revenons au nouvel apôtre de la rédemption des âmes. Il nous annonce cette bonne nouvelle que « *seule l'éthique de la connaissance pourrait conduire au socialisme* », car « *elle impose des institutions vouées à la défense, à l'extension, à l'enrichissement du Royaume transcendant des idées, de la connaissance, de la création* ». Ce royaume transcendant des idées, c'est clair, n'est pas de ce monde : et ce n'est pas nouveau non plus. Il n'y avait pas besoin de ce cinquième Evangile selon saint Jacques pour nous le dire : c'était déjà en toutes lettres dans les quatre premiers, dans les livres sacrés de la religion de *mon doux Jésus — mon saint veau d'or — mon coffre-fort*, avec cette précision utile que nos bons apôtres de chrétiens progressistes aimeraient assez bien faire oublier : « *Il y aura toujours des pauvres parmi vous* ». Et c'est dans le même style apostolique que M. Monod conclut par

une formule que Paul de Tarse n'aurait pas désavouée :

« *A l'homme de choisir entre le Royaume et les ténèbres.* »

Il ne manque à notre avis à sa conclusion que le *Notre père* selon le cinquième évangile que le concile de réunification des églises chrétiennes contre le marxisme athée, Vatican III ou IV, ne manquera pas d'ajouter ; nous nous permettons d'en suggérer le texte *ne varietur* à M. Monod :

« *Notre père A.D.N. qui êtes aux cieux*

Que votre nom invariant soit glorifié dans tous les nucléotides

Que votre téléconomie éthique s'accomplice

Que votre Royaume transcendant advienne pour le Salut de nos âmes

Et que l'infâme marxisme soit rejeté dans les ténèbres extérieures, là où il y aura des pleurs et des grincements de dents animistes. »

POST-SCRIPTUM

La publication de cet article ayant été retardée, il nous est possible d'examiner quelques aspects importants de l'attaque de M. Monod contre le marxisme que nous avions dû laisser de côté. Il s'agit tout d'abord de l'attitude qu'aurait eue Engels à l'égard de certaines découvertes scientifiques. Voici ce qu'écrivit Monod :

« Engels lui-même (qui cependant avait de la science de son temps une connaissance profonde) avait été conduit à rejeter, au nom de la Dialectique [c'est M. Monod qui met une majuscule] deux

des plus grandes découvertes de son temps : le deuxième principe de la thermodynamique et (malgré son admiration pour Darwin) l'interprétation purement sélective de l'évolution. C'est en vertu des mêmes principes que Lénine... ; que Jdanov... ; que Lyssenko... » (pp. 51-52).

Et voilà en marche l'amalgame, dont nous avons vu que M. Monod l'élevait à la hauteur d'un principe. L'idéologie réactionnaire de la bureaucratie du Kremlin, au nom du mythe d'une « science prolétarienne » et d'une « science bourgeoise » opposées en toute chose, prétendait interdire à la physique soviétique d'utiliser la théorie de la relativité et la mécanique quantique. Le charlatan de Staline, Lyssenko, au nom de ce qu'il appelait « marxisme » — et qui n'était en fait que l'expression des préjugés vulgaires d'une bureaucratie bornée, de sa peur panique de ce qu'elle ne comprend pas, de sa croyance illimitée en son « bon sens » petit-bourgeois, sans compter les préjugés personnels de ce personnage inculte, ce frère ignorantin qu'était le « coryphée de la science » de MM. Duclos, Fajon et consorts, le dieu vivant des bureaucrates, Staline — prétendait imposer des lois à la biologie, nier les résultats les plus solides de la génétique, fondée sur l'expérience. Au point de vue scientifique, le lyssenkisme n'était rien, en dépit des efforts de MM. Thorez, Duclos, Aragon et C^{ie} pour persuader du contraire les biologistes français, il y a 23 ans. Il n'a pris sa signification tragique que parce que l'appui de Staline a permis au Raspoutine de la biologie russe d'en devenir le dictateur, et de diriger contre les généticiens soviétiques l'une des persécutions les plus sanglantes de la terreur stalinienne. Et si, comme l'a montré récemment Jaurès Medvedev, le lys-

senkisme n'est pas mort, c'est seulement parce que sa base sociale, la bureaucratie contre-révolutionnaire du Kremlin, existe encore. Sa signification tragique, c'est celle du stalinisme : compromettre le marxisme, la théorie indispensable au prolétariat pour son émancipation, dans ses crimes contre-révolutionnaires, mais aussi dans les diverses variétés de son obscurantisme idéologique.

Mais il s'agit, pour M. Monod, de démontrer que Lyssenko et Jdanov, peut-être avec plus de conséquence et moins de culture, ne faisaient finalement que poursuivre dans la voie où Engels (et Lénine) s'était engagé. Lorsque Lyssenko « accusait les généticiens de soutenir une théorie radicalement incompatible avec le matérialisme dialectique », il « avait parfaitement raison ». C'est M. Monod, expert ès matérialisme dialectique, qui nous le certifie. Car, voyez-vous, Engels, lui aussi, niait les résultats de la science lorsqu'ils contredisaient ses préjugés dogmatiques... Et il prétend, nous venons de le voir, en donner deux exemples.

DE L'ÉVOLUTION DES ESPÈCES...

Notons d'abord que, sur ce que M. Monod entend par « l'interprétation purement sélective de l'évolution » — alors que lui-même écrit (p. 135) que « certains évolutionnistes post-darwiniens ont eu tendance à propager de la sélection naturelle une idée appauvrie, naïvement féroce, celle de la pure et simple « lutte pour la vie », expression qui n'est pas de Darwin d'ailleurs, mais de Spencer ». et que (p. 141) « une autre difficulté pour la théorie sélective provient de ce qu'elle a été trop

souvent comprise ou présentée comme faisant appel aux seules conditions du milieu extérieur comme agents de la sélection » — il y aurait beaucoup à dire pour les biologistes eux-mêmes. Mais la question n'est pas là. La question est que M. Monod SERAIT BIEN EN PEINE DE CITER un texte quelconque d'Engels où celui-ci contesterait, pour ce qui est de l'évolution des espèces, la théorie de Darwin, l'homme dont il estimait le génie au point que, parlant sur la tombe de Marx, il n'a pas trouvé de meilleure comparaison pour souligner l'importance de la découverte par celui-ci de la conception matérialiste de l'histoire que de la mettre sur le même rang que la théorie de Darwin !

Ce contre quoi Engels, avec Marx, s'est élevé, c'est l'application frauduleuse du darwinisme à la société humaine — la « théorie » si bien venue selon laquelle, si M. Rockfeller est milliardaire, M. Nixon président des Etats-Unis, M. Pompidou chef de l'Etat français, M. Brejnev à la tête de la bureaucratie du Kremlin, c'est parce que ces personnages sont les plus aptes, qu'ils sont les vainqueurs de la sélection naturelle, qu'ils occupent leur place en vertu d'une loi de la nature, contre laquelle il serait bien vain de se révolter. Il s'agit là, sous une forme particulièrement vulgaire, d'une de ces « confusions de niveaux » dont nous avons parlé plus haut — et Engels peut à juste titre conclure le passage qu'il y consacre dans *Dialectique de la nature* (1), et qui mériterait d'être cité en entier, en ces termes :

« A elle seule. la conception de l'his-

toire comme une suite de luttes de classes est plus riche et plus profonde que sa simple réduction à des phases à peine différenciées de la lutte pour la vie. »

Que d'ailleurs ces messieurs, dans le cadre de la lutte mondiale entre les classes, soient d'une certaine façon « les plus aptes », comme M. Monod lui-même, à remplir les tâches réactionnaires qu'il leur a plu d'assumer au nom de leur classe ou de leur caste, c'est ce que nous nous garderons de contester ! Mais de la prétendue opposition dogmatique d'Engels à la théorie de Darwin en biologie, il n'y a pas la moindre trace. Engels écrit encore :

« C'est à l'esprit, au développement et à l'activité du cerveau, que fut attribué tout le mérite du développement rapide de la société ; les hommes s'habituerent à expliquer leur activité par leur pensée au lieu de l'expliquer par leurs besoins (qui cependant se reflètent assurément dans leurs têtes, deviennent conscients), et c'est ainsi qu'avec le temps on vit naître cette conception idéaliste du monde qui, surtout depuis le déclin de l'Antiquité, a dominé les esprits. Elle règne encore à tel point que même les savants matérialistes de l'école de Darwin ne peuvent toujours pas se faire une idée claire de l'origine de l'homme, car, sous l'influence de cette idéologie, ils ne reconnaissent pas le rôle que le travail a joué dans cette évolution » (2).

Que cela déplaise à M. Monod, pour qui l'homme commence avec « le règne des idées » et se distingue des autres êtres vivants par la possession d'une « âme », cela se comprend de reste. Que cela le fasse redoubler de mauvaise foi, également.

(1) Ed. sociales, pp. 316-317.

(2) Idem, p. 178.

... A LA MORT THERMIQUE DE L'UNIVERS

Il n'en va pas mieux en ce qui concerne la première accusation lancée par M. Monod contre Engels, la prétendue hostilité de celui-ci au second principe de la thermodynamique. Rappelons brièvement de quoi il s'agit.

Le premier principe de la thermodynamique est celui de la conservation de l'énergie, c'est-à-dire qu'il pose que, dans toutes les transformations physiques d'un système isolé d'un système qui n'échange rien avec l'extérieur), la matière peut changer de composition chimique, d'état physique, etc., l'énergie changer de forme, se répartir différemment entre les diverses parties du système, etc., mais que, dans tous les cas, la quantité totale d'énergie est invariable. Le second principe pose que, *toujours dans un système isolé*, toutes les transformations permises par le premier principe ne sont pas possibles. Un système isolé constitué d'un litre d'eau à 80° et d'un litre d'eau à 20° peut se transformer en deux litres à 50° ; la transformation inverse, elle aussi permise par le premier principe, est interdite par le second, sans fournit d'une quantité *extérieure* d'énergie sous une forme appropriée.

La vitesse moyenne d'agitation des molécules d'eau à 80° est plus grande qu'à 20°. Le système évolue donc d'une situation où les molécules rapides sont séparées des molécules lentes vers une situation où elles sont mélangées, où la vitesse moyenne est partout la même : il évolue vers un désordre croissant (il existe une grandeur physique qui mesure ce désordre, qu'on appelle l'entro-

pie ; le deuxième principe s'exprime alors en disant que, dans un système isolé, l'entropie tend toujours au total à augmenter).

Ce principe a été confirmé par toute l'évolution ultérieure de la physique et n'est, à l'heure actuelle, à notre connaissance, contesté par personne. Il ne l'a d'ailleurs jamais non plus été par Engels... De quoi s'agit-il alors ? D'autre chose.

Lorsque, vers 1854-1860, le physicien allemand Clausius, en inventant notamment le concept d'entropie, donna des bases plus rigoureuses au second principe, énoncé sous une forme assez incorrecte par Sadi Carnot en 1824, il prétendit en même temps l'appliquer à *l'univers entier*. Il croyait pouvoir ainsi prédir ce qu'il appela « *la mort thermique de l'univers* » — à savoir que l'univers évolue vers une situation où toutes ses parties seront à la même température, et où toute transformation sera donc impossible.

L'univers entier est sans doute par définition un « *système isolé* », mais c'est un système isolé assez spécial... Dans le cadre même des conceptions de la physique du XIX^e siècle, celles d'un univers euclidien infini dans l'espace et dans le temps, la théorie de la « *mort thermique* » se heurtait à toutes sortes de difficultés. Par exemple, on pouvait montrer, au moins avec certaines hypothèses d'homogénéité, que si, depuis une durée infinie, l'entropie de l'univers augmente, elle a nécessairement déjà atteint son maximum, et que la mort thermique a déjà eu lieu. Ce n'était d'ailleurs là, comme on s'en est aperçu par la suite, que l'une des nombreuses contradictions auxquelles se heurtait la notion d'un univers euclidien infini et, au moins à gran-

de échelle, semblable à lui-même aussi bien dans l'espace que dans le temps. Nous ne pouvons insister sur ce point, qui mériterait une étude spéciale. Mais il s'agit ici d'autre chose. Contrairement au second principe de la thermodynamique, la théorie de la « mort thermique de l'univers » n'est pas un résultat de l'étude scientifique de l'univers. Elle n'est pas une découverte de la science. C'est une vue métaphysique — qui fut dénoncée comme telle, dès la deuxième moitié du XIX^e siècle, par de nombreux physiciens, bien loin de faire leur unanimité.

Et ce n'est évidemment pas contre le second principe de la thermodynamique qu'Engels a protesté — mais bien contre son application abusive à l'univers entier, à l'annonce de la fin du monde au nom des lois de la physique, dont les sectaires de *Yahvé* . *Jésus mon veau d'or*, les idéologues du capital, n'avaient évidemment pas mis long-temps à s'emparer, pour inviter les travailleurs à faire pénitence, et à subir pieusement leur exploitation en attendant le jugement dernier, qui devait avoir lieu tout de suite après la mort thermique — Dieu, pour sa part, échappant évidemment au second principe (l'âme de M. Monod sans doute aussi !)

Quant à la description que, dans un passage célèbre de l'*Introduction à Dialectique de la nature*, Engels donne d'un univers parcourant une succession infinie de cycles, il ne faisait, dans ce texte écrit en 1875 et resté inachevé et inédit de son vivant, qu'exposer une conception parfaitement compatible avec les résultats de la science de la nature à cette date, et, pour cette raison, généralement admise par ceux qui

se refusaient à « *recourir au créateur* ».

Le développement ultérieur de la science a, certes, profondément bouleversé l'idée que nous pouvons nous faire de l'univers, de sa structure spatio-temporelle, de son passé et de son avenir. Condamner, pour cette raison, la synthèse tentée par Engels à cette date, c'est lui reprocher de ne pas avoir résolu des problèmes que la science de son temps n'avait pas encore posés — ou d'avoir voulu arrêter la science au nom d'une métaphysique. Rien n'était plus contraire à ses idées, n'en déplaise à M. Monod. Il ne prétendait pas dicter ses lois à la science de la nature ; il combattait, dans les deux cas cités par M. Monod avec cette bonne foi qu'on a pu apprécier chez lui, l'emploi abusif, dans la lutte des classes, de certaines conquêtes de la science, préalablement déformées à cette fin.

Que ce genre de préoccupations n'ait rien perdu de son actualité, le livre de M. Monod suffirait à en témoigner. Mais cela est vrai dans bien d'autres domaines.

C'est ainsi que, depuis bientôt un siècle qu'Engels a laissé inachevé son manuscrit, la conception que les résultats de la science nous permettent de nous faire de l'univers a été profondément bouleversée. Nous savons aujourd'hui que notre univers n'est certainement pas euclidien (un univers euclidien est un univers dans lequel 3 lignes droites perpendiculaires les unes aux autres peuvent être prolongées indéfiniment ; le sentiment « *intuitif* » qui nous fait croire qu'il en serait « *nécessairement* » ainsi n'est que le produit de l'expérience empirique faite à notre échelle, avec nos sens et nos muscles ; à

plus grande échelle l'expérience scientifique montre le contraire) ; qu'il est vraisemblablement fini, encore qu'il limite (c'est-à-dire l'analogie à trois dimensions de ce qu'est la surface d'une sphère à deux) ; que l'espace et le temps ne sont pas des cadres indépendants l'un de l'autre et de la matière qu'ils contiennent, comme l'enseignait Kant, et comme le croyait encore, après Newton, la physique du XIX^e siècle, mais bien qu'ils sont indissolublement liés, et que c'est la matière qui impose à l'espace-temps sa géométrie (un excellent exemple que c'est la physique qui contribue à élucider les problèmes de la prétendue métaphysique, et non cette dernière qui peut fixer à l'avance et une fois pour toutes ses bornes et ses lois à la science).

Et nous savons enfin — c'est du moins la conclusion admise par la très grande majorité des savants — que l'univers est en expansion rapide, toutes ses parties, à grande échelle (amas de galaxies), s'éloignant les unes des autres ; et qu'il y a quelque douze à quinze milliards d'années la totalité de la matière de l'univers était concentrée dans une étendue quasi nulle avec une densité quasi infinie. C'est à partir de l'explosion qui s'est alors produite, et de la « boule de feu primitive » en expansion qui en est résultée, que l'on s'efforce aujourd'hui d'expliquer la formation des structures actuelles de la matière : noyaux atomiques, galaxies, puis étoiles. Depuis dix ans, de nouveaux résultats expérimentaux étayant cette hypothèse n'ont cessé de s'accumuler.

Une autre question est de savoir si cette phase actuelle d'expansion à partir d'une « singularité primitive » ultra-condensée a été précédée d'une autre phase, ou s'il s'agit là d'un commencement absolu. Il n'y a pas, dans l'état actuel de nos connaissances, d'expériences ou d'observations déjà faites ou même concevables qui pourraient y répondre. Et, il faut le souligner nettement — en renvoyant pour plus de détails au livre du savant d'Allemagne orientale Robert Haveman, *Dialectique sans dogme*, malheureusement toujours inédit en français — il n'y a pas de réponse à cette question qui soit plus ou moins matérialiste. Le matérialisme dialectique ne permet pas de savoir — n'en déplaise à la section de philosophie du K.G.B. — si l'univers est euclidien ou non, fini ou infini dans l'espace, si le temps passé est fini ou infini. C'est à la science de répondre. Le matérialisme affirme que cet univers est réel, qu'il est scientifiquement connaissable (et qu'il n'y a pas d'inconnaisable, même si l'inconnu est inépuisable), enfin qu'il n'y a rien d'autre que l'univers scientifiquement connaissable. L'idéalisme, ou, si l'on préfère, l'obscurantisme théologique — il y a, aujourd'hui, de moins en moins de différence entre les diverses variétés de philosophies idéalistes et l'obscurantisme — consiste à soutenir que cet univers n'est pas réel, que ne sont réelles que nos relations avec lui, et qu'il s'explique, est manipulé et mis en scène par une autre réalité, la vraie réalité, la seule réelle, qui n'est pas objet de science, mais de révélation, d'intuition, etc., le « Royaume » de M. Monod et des évangiles en un mot.

M. MONOD ET SA SAINTE MÈRE L'ÉGLISE

La première tâche des marxistes (1), en ce qui concerne la science de la nature, c'est d'abord de combattre ces conclusions métaphysiques réactionnaires qu'une voix insidieuse et omniprésente, celle des rapports de production bourgeois, suggère sans cesse à l'oreille des savants de tirer de résultats de la science.

C'est ainsi que les théoriciens de la cosmologie parlent constamment de "création" à propos de la boule de feu primitive. Simple question de langage ? L'un d'eux, dans un article du *Scientific American* de juillet 1970, consacré à l'origine des amas globulaires d'étoiles (il n'est pas nécessaire de savoir de quoi il s'agit pour apprécier ce qui suit), après avoir indiqué que, selon les lois de la physique, si, dans les dix premières secondes d'existence de la "boule de feu primitive", les photons (grains de lumière) donnent constamment naissance à des paires électrons-positons, il n'en est pas de même ensuite, lorsque la température tombe en dessous de 10 milliards de degrés.

Et il ajoute :

« Le fait que dans de telles conditions la plus grande partie de l'énergie de l'univers était sous forme de radiation électromagnétique (photons) donne une signification accrue à la phrase : 'Et Dieu dit : que la lumière soit'. »

Ce ne sont pas là jeux d'esprit gratuits au moment où l'Eglise romaine, et avec elle toutes les églises chrétiennes, demeure le plus sûr et le plus fidèle instrument tout terrain de guerre civile du capital contre les masses.

Et cela nous amène à trouver vraiment étrange l'insistance que met M. Monod à démontrer que la vie n'a pris naissance que par un hasard extraordinaire et unique, un événement qui ne s'est produit qu'une fois, dans l'espace comme dans le temps. Nous n'entrerons pas dans la discussion de cette thèse, qui est loin de faire l'unanimité des biologistes. Peut-être M. Monod pourrait-il être un peu moins catégorique, au moment précis où (cela s'est produit en mai-juin 1970 seulement) l'un des points essentiels de ce que les généticiens avaient eux-mêmes baptisé leur "*dogme fondamental*" (que la transmission de l'information ne peut se faire que de l'A.D.N. vers l'A.R.N. et non en sens inverse) vient d'être réfuté avec éclat par l'expérience. Certes, un point plus important encore de ce "*dogme*" demeure valide (que l'information ne peut être transmise que des acides nucléiques, A.D.N. ou A.R.N., vers les protéines et non en sens inverse) : et nous sommes bien d'accord que, *dans l'état actuel des connaissances*, encore une fois, on ne voit guère comment il pourrait en être autrement. Cet épisode récent pourrait toutefois peut-être inciter certains généticiens à être un peu moins... "*dogmatiques*". D'autant que le "*dogme fondamental*" n'est pas sans relations étroites avec la théorie du "*hasard unique*".

Pour ce qui est de cette théorie, nous en restons à ce que nous avons dit plus haut : il n'existe actuellement aucune possibilité scientifique de conclure dans un sens ou dans

(1) Ce n'est sans doute pas la seule, mais nous ne pouvons y insister aujourd'hui.

l'autre. Et nous ne dirons certes pas que, "du point de vue matérialiste", on peut conclure ! Mais précisément pourquoi M. Monod tient-il tant à le faire ?

On peut se le demander, quand on lit dans le *Scientific American* de février 1971 (pp. 46-47) :

« Dans les derniers mois, l'enseignement de l'évolution a fait l'objet d'attaques dans bon nombre d'Etats. La renaissance du fondamentalisme en biologie prend une forme quelque peu nouvelle : ce ne sont pas des théologiens qui combattent les théories courantes sur l'origine de la vie et la diversité des espèces, ce sont des savants. Le mouvement est dirigé par la 'Société de recherche de la création', dont les membres ont témoigné devant les comités de l'éducation et des manuels de l'Etat de Californie. Le credo de la société dit : 'qu'elle s'engage à croire strictement à la relation biblique de la création et de l'histoire primitive' et que son but est 'de réaliser la science sur la base des idées de la création par Dieu'... Le plus grand succès remporté à ce jour par cette société, c'est d'avoir fait inscrire une formulation nouvelle dans les directives adoptées fin 1969 par le bureau de l'éducation de l'Etat de Californie... Dans le projet préparé par le comité consultatif pour l'éducation scientifique, deux paragraphes indiquaient que la vie est probablement née il y a quelque trois milliards d'années d'une 'soupe de molécules du genre des acides aminés', et que la diversité qui règne entre les espèces actuelles est le résultat de l'évolution par le moyen de la sélection naturelle produite par une adaptation effective aux modifications de l'environnement. C'est cette formulation qu'attaquèrent les représentants du point de vue créationniste... Ils soutiennent que la doctrine de la création spéciale par Dieu mérite un statut égal à celui des autres explications de l'origine de l'homme, car elle n'est pas seulement une croyance religieuse mais aussi une doctrine scien-

tifique valable... et que les droits des enfants chrétiens seraient violés par ce qui serait en fait enseigner l'absence de Dieu.

.. George F. Howe, du Collège baptiste de Los Angeles à New Hall (Californie), soutint que le créationnisme n'est pas moins 'scientifique' et pas plus 'religieux' que la théorie générale de l'évolution. En fait, le créationnisme résout ce qu'il appela un problème pour les évolutionnistes : L'ÉNORME HASARD QU'IL FAUDRAIT [c'est nous qui soulignons] pour qu'une protocellule vivante, ou même une molécule spécifique de protéine, puisse se former seulement par l'accrétion de diverses substances dans un océan ancien... Dennis S. McCurdie, un géologue, soutint que de fausses conclusions avaient été tirées de la datation au carbone 14 des matériaux fossiles et que le carbone 14 démontre en réalité que la terre a été créée récemment — peut-être il y a dix mille ans.

Le bureau d'éducation de l'Etat de Californie a supprimé les deux paragraphes litigieux. Il leur a substitué une déclaration selon laquelle « ...la création en termes scientifiques n'est pas une exigence religieuse ou philosophique ... La création et les théories évolutionnistes ne sont pas nécessairement mutuellement exclusives... »

On voit que M. Monod a des émules. Si nous employions la méthode qui lui est chère, nous dirions que MM. Howe, McCurdie et C^e sont des "monodistes conséquents", les véritables représentants des idées de M. Monod. Nous n'avons pas besoin de nous abaisser à de tels procédés pour conclure : l'offensive de l'obscurantisme contre le marxisme, sous les formes les plus diverses, y compris les oripeaux "scientifiques" de M. Monod, est aujourd'hui un aspect essentiel de la lutte des classes. Elle doit être combattue et repoussée sur tous les terrains où elle se manifeste.

A propos de "Notre père ADN qui êtes aux cieux"

Il nous a paru utile de faire suivre cet article de Gérard Bloch de la réponse qu'il avait rédigée pour mener plus loin la discussion à la suite des remarques suscitées par son article. Cette contribution se trouve dans le n° 553 (juin 1971) de *La Vérité*.

En premier lieu, un lecteur m'a fait remarquer cette formule que j'ai employée (*La Vérité*, n° 551, p. 94, en bas de la première colonne) :

"(...) l'un de ces processus dialectiques, l'une de ces contradictions qui sont dans la nature pour la mettre en mouvement avant d'être dans la pensée (...)."

Ce lecteur pense qu'elle prête au moins à équivoque.

Il a raison. Je suis quasiment tombé dans l'abîme de la téléconomie, voire du dualisme. Personne n'a introduit dans la nature des contradictions à seule fin de la mettre en mouvement. L'univers, c'est la matière en mouvement, et rien d'autre. "Mouvement" doit être compris ici dans le sens le plus général de changement, d'évolution, de transformation, et non seulement dans le sens restreint de déplacement dans l'espace. Toute transformation naturelle comporte des déplacements dans l'espace, mais ne se réduit pas à ces déplacements.

Comme il y a transformation, il y a contradiction, il y a dialectique. C'est là l'expression la plus simple et la plus fondamentale de la dialectique de la nature. Et la dialectique "*est la logique de l'évolution*" parce qu'elle est la loi de l'évolu-

tion réelle de l'univers — la loi de son évolution, non son moteur !

En second lieu, le même critique implacable et, hélas, pertinent, m'a attaqué sur un autre point. A propos de l'expansion de l'univers, je faisais remarquer (p. 105) que de très nombreux résultats expérimentaux, indépendants les uns des autres, se sont accumulés depuis dix ans pour démontrer qu'il y a quelque douze ou quinze milliards d'années, l'univers entier était concentré dans une étendue quasi nulle avec une densité quasi infinie. Et je faisais remarquer que rien ne permettait actuellement de décider s'il s'agissait là d'un "*commencement absolu*", ou si la phase actuelle d'expansion de l'univers depuis la "*singularité primitive*" a été précédée par une phase de contraction. Or mon critique estime, non sans raison, que ce "*commencement absolu*" demande à être élucidé.

Je ne crois pouvoir mieux faire à cet égard que de citer ici un passage, consacré à cette question, du livre du chimiste est-allemand Robert Havemann, *Dialektik ohne Dogme* ("Dialectique sans dogme"). Ce livre reproduit les conférences prononcées par lui en 1963-1964 à l'université Humboldt de Berlin, et qui lui ont valu de perdre sa chaire d'université et d'être exclu du parti d'Ulbricht ; il est malheureusement toujours inédit en français.

Après avoir exposé quelques-unes des raisons scientifiques qui militent pour une durée finie du passé de l'univers, Hemann écrit :

"Ces simples réflexions nous montrent que la représentation classique d'un univers infini dans le temps et dans l'espace est tout à fait inconciliable avec de nombreuses réalités. Il est manifeste que l'on peut éviter les paradoxes auxquels conduit le modèle classique de l'univers avec un modèle fini dans l'espace et dans le temps... Les théologiens sont pour parce qu'ils croient qu'un tel modèle confirme la Bible. Les matérialistes mécanistes sont contre pour la même raison et parce qu'ils croient ne pouvoir imaginer qu'un univers infini dans l'espace et dans le temps, bien que, précisément, un tel univers dépasse sans aucun doute toute imagination. Je ne crois pas que de tels modèles aient quoi que ce soit à faire avec une théologie, de quelque espèce qu'elle soit. Une philosophie correspondant à l'état moderne de la science ne pourra jamais être ébranlée dans ses fondements par de tels modèles. Elle devrait plutôt observer et analyser avec soin l'origine de ces modèles intéressants, pleins de contradictions comme ils le sont. Il s'agit de démêler ce qui est essentiel, aussi du point de vue philosophique, dans ces théories."

Nous pourrions d'ailleurs, dès que nous le voudrions, transformer un monde avec un temps fini en un monde avec un temps infini, si le philosophe en question nous autorisait à employer comme échelle de mesure non plus le temps lui-même, mais son logarithme.

Comme $\log 0 = -\infty$, l'instant $t = 0$ (origine de notre échelle du temps) est infiniment éloigné sur l'échelle logarithmique (1). Toutes les exigences du philosophe en question seraient satisfaites.

La chose n'est absolument pas formelle. Il est bien connu que les propriétés des échelles de mesure dépendent dans une large mesure des formules mathématiques qui sont à leur base. Chacun connaît la tirette de la règle à calcul, et sait qu'elle ne commence pas à zéro. Si l'on veut y insérer tous les nombres à partir de zéro, on utilise une échelle logarithmique infiniment longue. Si la nature mesurait son temps avec cette échelle, les philosophes pourraient être en repos.

Mais que signifie donc cette image en apparence naïve du temps logarithmique ? Elle nous conduit, à mon avis, au cœur même de la question.

Ce qui est essentiel, du point de vue scientifique et du point de vue de la théorie de la connaissance, dans le modèle avec temps fini, c'est en effet l'idée que l'évolution du cosmos pris comme un tout n'est pas simplement une répétition perpétuelle, de toute éternité, d'événements toujours de même nature, comme on le croyait jusque-là. Dans l'univers infini dans le temps et dans l'espace, il n'y a que le mouvement ascendant et descendant de l'évolution des objets individuels de l'univers, mais pas l'évolution progressive du tout.

Ainsi, dans cette conception, notre terre s'est bien formée il y a quelques milliards d'années. Elle a engendré la vie, et elle disparaîtra un jour. Tout ce cycle doit se répéter ailleurs dans une infinité d'autres milliards d'années, et s'est déjà produit une infinité de fois depuis des éternités. Mais, pour la totalité de l'univers cosmique, il n'y aurait pas de développement, pas d'évolution.

Que cette opinion soit fausse, c'est là l'essentiel dans les théories qui admettent un temps fini. Les théories avec temps fini soutiennent que ce n'est pas seulement ici sur la terre que les choses étaient autres qu'aujourd'hui, il y a des milliards d'années. L'idée de l'évolution, la dialectique du changement, du devenir-autre perpétuels est étendue à l'univers entier. Nous aboutissons ainsi à une anisotropie du temps, si bien qu'une heure d'aujourd'hui n'est pas la même chose qu'une heure il y a quelques milliards d'années. Le cosmos se développe dans son ensemble et traverse des phases de développement que nous ne pouvons analyser que mal et imparfaitement, précisément parce que le présent n'est pas une simple répétition du passé. L'état moyen actuel du cosmos n'est pas la reproduction de ses états moyens antérieurs.

(...) La conception selon laquelle l'échelle du temps est en relation avec les processus réels de la nature est d'une grande portée. Le rythme actuel du temps n'est peut-être pas le même qu'à des époques antérieures de l'histoire du cosmos. Mais cela signifierait que toute une série de lois de la nature que nous tenons pour des règles d'airain, invariables, ne

sont pas des lois invariables, éternelles, mais qu'elles ont une histoire, qu'elles sont elles-mêmes partie intégrante du processus historique et se transforment avec l'évolution de l'univers.

On peut facilement montrer que des grandeurs dont nous avons constaté qu'elles sont des constantes de la nature, en particulier la plus remarquable de toutes les constantes, la vitesse de la lumière, ont pu ne pas avoir toujours la même valeur qu'aujourd'hui. Il nous faut développer un modèle cosmologique dans lequel ces constantes changent de valeur en relation avec les échelles de mesure qui sont rationnelles à un stade déterminé de développement.

(...) Il ne faut pas admettre naïvement et sans problème le concept du temps, qu'il s'agisse de notre propre temps humain ou de celui de l'histoire de la nature (...).

Nous comprendrons alors qu'un modèle cosmologique avec temps initial = zéro ne nous ramène pas aux anciennes imaginations fantastiques de la création de l'univers par un être divin, mais nous fait au contraire surmonter ce qu'avaient d'étroit nos représentations antérieures mécaniques de l'univers, dirigées contre la théologie, nous fait pénétrer plus profondément dans les problèmes de notre réalité."

(1) Echelle logarithmique du temps :



Marx, Engels, la Révolution française et le PCF (brèves remarques)

Par Jean-Marc SCHIAPPA

Parmi de multiples attaques contre le marxisme et contre la Révolution française, il en est une qui est menée par des membres ou des anciens membres (on ne sait jamais...) du Parti communiste français, et qui mérite aujourd’hui toute notre attention. Elle concerne les rapports entre démocratie, révolution et centralisation. Trois textes, un de Paul Boccarda dans *La Pensée*, la préface de Claude Mainfroy à un recueil de textes de Marx et d’Engels sur la Révolution et, enfin, un article du même auteur dans les *Annales historiques de la Révolution française* sont particulièrement éclairants à ce titre (1).

Il faut, dès l’abord, relever que le grand révolutionnaire Engels est toujours l’objet de dépréciation ou de qualificatifs moqueurs de ces petits commerçants de l’ordre établi et de ces bénéficiaires de rentables petits boulots ès-marxisme (2).

Sur le fond politique, l’attaque est ainsi portée par Claude Mainfroy dans son article :

« A première vue, “démocratie” paraît ici, dans le dispositif conceptuel de Marx et d’Engels, plus progressiste que “République” ; deux réserves doivent toutefois être formulées » (p. 3).

Il y aurait beaucoup à dire sur le vocabulaire, notamment sur l’utilisation de “conceptuel” quand on sait, par exemple,

ce que Marx et Engels disent des “conceptus” dans *L’Idéologie allemande*, mais l’essentiel pour le PCF, Mainfroy et les Editions sociales est d’indiquer que Marx — et Engels — se trompent. Dans la préface du recueil, d’ailleurs, Mainfroy insiste à plusieurs reprises : “Il ne faut pas verser dans l’hagiographie” (p. 26 et p. 29) avec le cynisme propre des ultra-hagiographes ultra-staliniens que furent les Editions sociales. Quant à P. Boccarda, il soutient que doit être “niée la démocra-

(1) Paul Boccarda, “Théorie marxiste et voies auto-gestionnaires de la révolution en France”, *La Pensée*, n° 249, 1986. Claude Mainfroy, avant-propos de *Sur la Révolution française, écrits de Marx et Engels*, Editions sociales, 1985, et “Marx, Engels, la fondation et l’évolution de la République française”, *Annales historiques de la Révolution française*, n° 291, 1993.

(2) Ainsi, Claude Mainfroy, dans son recueil, écrit : “*La pensée d’Engels flotte*” (p. 23) ; “*La position d’Engels n’était pas sans ambiguïté*” (p. 25) ; sur l’internationalisme : “Il arrive à Engels lui-même de flotter sur cette question” ; du même auteur, dans les *Annales historiques de la Révolution française*, à propos de Marx et d’Engels : “Ils flottent parfois” (p. 2) ; il y a des “*flottements dans l’analyse marxiste*” (p. 2), accompagné d’un “*flottement de la pensée d’Engels*” (p. 3) ; d’ailleurs, “aucune synthèse satisfaisante n’a été opérée entre la vision engelsienne et la vision marxiène” (p. 5). La cause ? “*Les carences et les flottements en question*” (p. 5) et, enfin, Engels est un hypocrite, puisque “ses écrits sont plus ou moins consciemment ciblés” (pp. 5-6). Paul Boccarda n’est pas en reste : “*Engels écrira quant à lui de façon un peu équivoque...*” (p. 42) ; “*Engels peut écrire de façon un peu brutale...*” (p. 43), etc.

tie délégataire" (p. 65) après avoir proclamé :

"Une création révolutionnaire originale devrait pouvoir s'émanciper de la domination persistante de la tradition de la révolution démocratique bourgeoise française" (p. 55).

Les choses sont claires, l'ennemi est désigné, c'est "*la tradition de la révolution*", c'est la démocratie. C'est, sous une certaine forme, la même bataille menée par le PCF pour sauver la Ve République et sa Constitution, qualifiée naguère de "*loi suprême*". En effet, si la démocratie doit être utilisée "avec réserves" pour Mainfroy ou "niée" pour Bocvara, à quoi bon la réclamer ?

Comment Marx et Engels qualifiaient ce qu'ils appelaient "*la Grande Révolution*" (non pas avec de vagues "concepts", mais après en avoir soigneusement et tout au long de leur vie étudié les textes et les travaux) ?

On pourrait multiplier les longues citations ; on se contentera de trois brèves remarques, toutes tirées de l'anthologie publiée sous le titre "*Marx et la Révolution française*" (3) :

"La révolution : histoire de la genèse de l'Etat moderne" (1845, p. 173) ; *"Il y a dans l'histoire des analogies frappantes. Le jacobin de 1793 est devenu le communiste de nos jours"* (1846, p. 218) ; *"le monde moderne fondé par la révolution de 1789"* (1871, p. 267).

Ainsi, dans l'*Anti-Dühring*, Engels précisait :

"La revendication de l'égalité ne se limitait plus aux droits politiques, elle devait s'étendre aussi à la situation sociale des individus ; ce n'était plus les priviléges de classe qu'on devait supprimer, mais les différences de classes elles-mêmes (...). Les revendications bourgeois d'égalité sont accompagnées de revendications prolétariennes d'égalité... Les prolétaires prennent la bourgeoisie au mot : l'égalité ne doit pas être établie seulement en apparence, seulement dans le domaine de l'Etat, elle doit l'être aussi

réellement dans le domaine économique et social (...). Et, surtout, depuis que la bourgeoisie française, à partir de la Grande Révolution, a mis au premier plan l'égalité civile, le prolétariat français lui a répondu coup pour coup en revendiquant l'égalité économique et sociale ; l'égalité est devenue le cri de guerre spécialement du prolétariat français" (4).

Engels écrivait encore en 1891 (et Paul Bocvara, éminent membre du PCF, n'hésite pas à qualifier cette phrase "*d'équivoque*") pour définir les revendications politiques du parti ouvrier, en énumérant les points "*essentiels*" d'une politique ouvrière indépendante :

"Premièrement. Une chose est absolument certaine, c'est que notre parti et la classe ouvrière ne peuvent arriver à la domination que sous la forme de la république démocratique. Cette dernière est même la forme spécifique de la dictature du prolétariat, comme l'a déjà montré la Grande Révolution française" (5).

Lénine, dans *L'Etat et la révolution*, commentait ces lignes ainsi, et dégageait de ce fait tout l'essentiel de la position marxiste sur l'Etat :

"Engels reprend ici, en la mettant particulièrement en relief, cette idée fondamentale qui marque comme d'un trait rouge toutes les œuvres de Marx, à savoir que la république démocratique est le chemin le plus court conduisant à la dictature du prolétariat. Car une telle république, bien qu'elle ne supprime nullement la domination du capital, ni par conséquent l'oppression des masses et la lutte des classes, conduit inévitablement à une extension, à un développement, à un rebondissement, à une aggravation de la lutte tels qu'une fois apparue

(3) F. Furet et L. Calvié, *Marx et la Révolution française* (textes de Marx), Flammarion, 1986. On laissera au principal auteur la responsabilité de ses affirmations...

(4) Friedrich Engels, *l'Anti-Dühring*, Editions sociales, 1977, p. 134.

(5) Karl Marx et Friedrich Engels, *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, Editions sociales, 1972, p. 103.

la possibilité de satisfaire les intérêts vitaux des masses opprimées, cette possibilité se réalise inéluctablement et uniquement dans la dictature du prolétariat, dans la dictature de ces masses par le prolétariat" (6).

Cette idée est qualifiée "d'équivoque" par Boccara, et Lénine en parle comme étant "fondamentale" : le fondamental du révolutionnaire constitue l'équivoque du stalinien. Comme dit la publicité, nous n'avons pas les mêmes valeurs ; notons aussi que C. Mainfroy, ni dans sa préface ni dans son article, ne cite ce commentaire de Lénine. En effet, dans son article, Mainfroy mentionne Lénine uniquement pour affirmer que la dissolution du Parlement en 1917 (l'Assemblée constituante, en fait, ce qui n'est pas la même chose) avait pour but "*d'écartier les socialistes-révolutionnaires*" (p. 6) ; ce qui est un double mensonge : d'une part, sur l'élimination des socialistes-révolutionnaires, d'autre part, sur la dissolution du Parlement, alors qu'il s'agissait en fait de la dissolution de l'Assemblée constituante dont la majorité se posait en concurrents de la démocratie prolétarienne réalisée dans les soviets, et que, sur cette question, une partie non négligeable des socialistes-révolutionnaires (les "socialistes-révolutionnaires de gauche") ont rejoint Lénine et les bolcheviks.

En parlant indistinctement de "Parlement", Mainfroy dote généreusement la Russie tsariste de traditions parlementaires, défendant l'inexistant Parlement tsariste, et — par proximité — le fantomatique Parlement de la Ve République ; ainsi, il condamne les tentatives "autoritaires" de Lénine (et son "*impératif catégorique mondial d'une politique communiste*"), condamne les soviets, condamne la lutte pour l'abrogation de la Ve République et de son Parlement croupion, condamne la révolution russe en même temps que la Révolution française. Personne ne niera une certaine cohérence. Nous préférons la cohérence inverse qui va de 1789 à Lénine.

Reprenons, à la suite d'Engels, sur les relations entre démocratie et centralisation :

"Ainsi donc, une république unitaire. Mais pas dans le sens de la République

française d'aujourd'hui, qui n'est pas autre chose que l'Empire sans empereur fondé en 1798. De 1792 à 1798, chaque département français, chaque commune eut sa complète autonomie administrative, sur le modèle américain, et c'est ce qu'il nous faut avoir de même. Comment organiser cette autonomie et comment on peut se passer de la bureaucratie, c'est ce qu'ont démontré l'Amérique et la première République française" (7).

Là aussi, Boccara oppose ces deux citations ("mais", écrit Boccara, p. 42) entre elles et frappe sur le même clou : la centralisation, l'unité de la République serait incompatible avec la démocratie, plus exactement avec la "démocratie" vue par le PCF.

Pourquoi la Révolution française a-t-elle constitué le modèle de la République démocratique ? Engels, en 1885, écrit ("*de manière un peu brutale*", prétend le doucereux Boccara), en corrigeant un texte antérieur :

"Il faut rappeler aujourd'hui que ce passage repose sur un malentendu. A l'époque — grâce aux faussaires bonapartistes et libéraux de l'histoire —, il semblait évident que la machine centralisée française avait été introduite par la Grande Révolution et utilisée, notamment par la Convention, comme arme indissociable et décisive pour vaincre la réaction royaliste et fédéraliste ainsi que l'ennemi extérieur. Toutefois, c'est un fait connu que, pendant toute la révolution jusqu'au 18 brumaire, l'ensemble de l'administration des départements, des arrondissements et des communes émanait d'autorités élues par les administrés eux-mêmes, et qui se mouvaient en totale liberté à l'intérieur du cadre général des lois de l'Etat ; que ce gouvernement local et provincial, identique à l'américain, devint précisément le levier le plus puissant de la révolution, et cela au point que Napoléon s'empressa, immédiatement après son coup d'Etat du 18 brumaire, de le remplacer par la gestion des préfets, laquelle existe toujours actuelle-

(6) Lénine, *L'Etat et la révolution*, Editions sociales, 1972, p. 105.

(7) Karl Marx et Friedrich Engels, *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, Editions sociales, 1972, p. 105.

ment, et qui fut donc, dès le début, un pur instrument de la réaction" (8).

Lénine, s'appuyant sur Engels, note :

"La république centralisée vraiment démocratique offrait plus de liberté que la république fédérative. Autrement dit : le maximum de liberté locale, régionale et autre qu'ait connue l'histoire a été assuré par la république centralisée, et non par la république fédérative" (9).

Etudiant la Révolution française pour en dégager des leçons générales, en 1843, Marx résumait ainsi les *Souvenirs du conventionnel Levassieur*, un député montagnard :

"S'il existait une infinité de pouvoirs de fait, un seul être collectif, la Convention, réunissait de droit toute l'autorité du corps social et elle en usait souvent ; législatrice par ses décrets, administrative par ses comités, elle exerçait encore le pouvoir judiciaire par la manière dont elle étendait le droit d'accusation.

Avec le 10 août 1792 commence un interrègne. Impuissance de l'Assemblée législative. Impuissance du ministère qui en avait été l'émanation. Le gouvernement passe aux assemblées populaires et aux municipalités ; centres improvisés du gouvernement, émanation de l'anarchie, ils devaient nécessairement être l'expression du pouvoir populaire, car leur puissance était seulement la puissance du mouvement populaire" (10).

Il n'y a aucune ambiguïté : ni chez Marx ("un seul être collectif détenait toute l'autorité") ni chez Engels ("à l'intérieur du cadre général des lois de l'Etat").

Commentant ces lignes, l'auteur des Editions sociales affirme : "passage relativement contradictoire avec l'éloge précédent de la concentration". Pour ces amateurs de "concepts", on ne peut imaginer que la centralisation soit la garantie de la démocratie à tous les niveaux. C'est pour des penseurs de cet acabit qu'Engels écrivait dans l'*Anti-Dühring* :

"Il ne pense que par antithèses sans moyen terme : il dit oui, oui, non, non ; ce qui va au-delà ne vaut rien. Pour lui, ou bien une chose existe, ou bien elle n'existe pas ; une chose ne peut pas non plus être à la fois elle-même et une autre. Le positif et le négatif s'excluent absolument" (11).

Notre auteur, faute d'arguments, avance une contre-vérité historique :

"En décembre 1793, un courant décentralisateur avait, certes vainement, tenté de s'exprimer chez les jacobins... Ce courant proposait de s'appuyer sur la base des sections et des comités populaires, regroupés en coordination faisant remonter le pouvoir populaire jusqu'à Paris" (12).

Or, quand on regarde les textes de ces réunions de sociétés populaires, qu'y lit-on ? Il est affirmé, comme par le congrès des sociétés populaires réuni à Marseille : "*La Convention est le seul centre d'unité auquel doivent se réunir tous les bons Français*" (13), et le mot "coordination" ne figure dans aucun texte. Là où les révolutionnaires de 1793 écrivent "seul centre d'unité", Mainfroy et le PCF lisent "décentralisation", "autogestion" et aussi "coordination" (terme actuel s'il en est, chargé d'un contenu précis, la lutte contre les organisations syndicales). S'agit-il seulement d'une lecture défaillante ?

Alors, la démocratie, la révolution ? Voici comment Engels en parle dans deux textes que ne cite pas Mainfroy dans son anthologie :

"La Révolution française a été un mouvement social du début à la fin et,

(8) Cité par Claude Mainfroy, *op. cit.*, p. 139.

(9) Lénine, *L'Etat et la révolution*, Editions sociales, 1972, p. 110.

(10) Cité par Claude Mainfroy, *op. cit.*, p. 80.

(11) Friedrich Engels, *l'Anti-Dühring*, Editions sociales, p. 51.

(12) Claude Mainfroy, article cité, p. 7.

(13) *Annales historiques de la Révolution française*, n° 266, p. 535.

après elle, une démocratie purement politique est devenue une totale absurdité. La démocratie, c'est aujourd'hui le communisme... La démocratie est devenue principe prolétarien, principe des masses. Cette signification de la démocratie, la seule correcte, peut bien être plus ou moins confuse pour les masses, mais tous sentent, au moins obscurément, que la démocratie implique l'égalité sociale des droits" (14).

"Dans tous les pays civilisés, la démocratie a pour conséquence nécessaire la domination politique du prolétariat, et la domination politique du prolétariat est la condition préalable de toutes les mesures communistes" (15).

Après avoir essayé de défigurer la Révolution, logiquement, il faut s'en prendre à la Commune de Paris : pour Mainfroy, « la Commune de Paris esquisait ce que notre époque nommerait "autogestion" » (p. 5).

On se contentera de relire Marx, et avec lui toute la Première Internationale :

"La Commune de Paris devait, bien entendu, servir de modèle à tous les grands centres industriels de France. Le régime de la Commune une fois établi à Paris et dans les centres secondaires, l'ancien gouvernement centralisé aurait, dans les provinces aussi, dû faire place au gouvernement des producteurs par eux-mêmes. Dans une brève esquisse d'organisation nationale que la Commune n'eut pas le temps de développer, il est dit expressément que la Commune devait être la forme politique même des plus petits hameaux de campagne et que, dans les régions rurales, l'armée permanente devait être remplacée par une milice populaire à temps de service extrêmement court. Les communes rurales de chaque département devaient administrer leurs affaires communes par une assemblée de délégués au chef-lieu de département, et ces assemblées de département devaient à leur tour envoyer des députés à la délégation nationale à Paris ; les délégués devaient être à tout moment révocables et liés par le mandat impératif de leurs électeurs. Les fonctions, peu nombreuses, mais importantes, qui restaient encore à un gouvernement central, ne devaient pas être supprimées, comme on l'a dit faussement, de propos délibéré, mais devaient

être assurées par des fonctionnaires de la Commune, autrement dit responsables. L'unité de la nation ne devait pas être brisée, mais au contraire organisée par la Constitution communale ; elle devait devenir une réalité par la destruction du pouvoir d'Etat qui prétendait être l'incarnation de cette unité, mais voulait être indépendant de la nation même, et supérieur à elle, alors qu'il n'en était qu'une excroissance parasitaire" (16).

Résumons les acquis conceptuels de Boccara-Mainfroy : déprécier Engels ("équivoque", dit Boccara, "flottant" dit Mainfroy), réécrire Marx, falsifier Lénine (qualifié de négligeant par Boccara, dépeint comme un idéologue autoritaire par Mainfroy). Relevons enfin que Boccara cite quatre auteurs : Marx, Engels, Lénine et... Joseph Staline, et que ce dernier est cité deux fois (pp. 60 et 61) n'est victime d'aucune critique...

Tout cela a un but bien précis : sous un prétexte "historique", protéger la Ve République. Boccara écrit :

"La révolution en France sera autogestionnaire ou elle ne sera pas... C'est une révolution différente dans son essence de celle qui a conduit à l'Etat bourgeois même le plus démocratique. D'ailleurs, comme nous l'avons vu, l'autogestion à la fois développe et nie, en la dépassant, la démocratie délégataire."

Et, pour que les choses soient lumineuses, il met bas les masques :

"Par exemple, la majorité nationale, dans la mesure où elle accapare les pouvoirs dans une démocratie... (notons le style : dans une démocratie... on accapare les pouvoirs, donc il n'y a aucune différence avec une dictature, ne touchons à rien, tout égale tout...) s'oppose aux vœux d'une minorité nationale, à l'opposé de partages des pouvoirs respectant des

(14) "La fête des nations...", F. Mehring, *Vie de Karl Marx*, présenté par Gérard Bloch, éditions PIE, 1985, p. 626.

(15) "Le communisme et Karl Heinz", *ibid.*, p. 634.

(16) Karl Marx, *La Guerre civile en France*, 1871, Editions sociales, 1975, pp. 64-65.

majorités partielles dans telle région, telle localité, telle entreprise" (17).

Pour parler le langage de ces braves gens, ils développent de nouveaux "concepts". Qu'est-ce qu'une "majorité partielle", sinon une minorité ? Et respecter une majorité partielle, donc une minorité, dans une entreprise, n'est-ce pas respecter la propriété privée, éminemment minoritaire ?

Boccara émet quelques "propositions" de la plus belle eau corporatiste, dignes de De Gaulle en 1969 :

"Que la deuxième chambre nationale, Sénat ou Conseil de la République, soit transformée en Conseil de concertation interrégional de la République, à partir des délégations (et des propositions) autonomes des régions. De même, le conseil régional élu au suffrage universel pourrait lui aussi être articulé à un conseil de concertation régional des coopérations entre entreprises, autres activités et élus locaux, à partir des délégations des CE des entreprises, des conseils de gestion des services collectifs, des conseils généraux et municipaux" (18).

Boccara écrivait cela en 1986 ; depuis, le Mur de Berlin est tombé, la bureaucratie a explosé ; ce n'est plus au nom de la coexistence pacifique qu'il faut sauver l'ordre bourgeois, c'est au nom directement de l'ordre bourgeois, sans intermédiaires. Les propositions de Boccara (et d'autres de la même matrice) sont reprises dans toutes les interventions du PCF, plus particulièrement depuis l'élection de Jacques Chirac (19).

Autogestion, coordination, corporatisme : tel est le choix de Mainfroy et Boccara, chercheurs en concepts du PCF.

Démocratie, Révolution française, Commune de Paris, Octobre 17 : telles sont les traditions du mouvement ouvrier international.

On ne peut composer.

J.-M. Schiappa

(17) P. Boccara, art. cit., p. 65.

(18) *Ibid.*, p. 67.

(19) Il y aurait beaucoup d'autres choses à dire sur ces articles. Ainsi, Claude Mainfroy va jusqu'à écrire que Marx et Engels mentionnent peu le 22 septembre 1792 : *"Peu nombreuses sont les occurrences de Marx ou d'Engels sur Valmy — le 20 septembre 1992, sur l'abolition de la royauté par la Convention le jour suivant et sur la proclamation du 22 septembre"* (p. 1) ; il faut restaurer la réalité : citons, par exemple, et de manière nullement exhaustive, l'important meeting à Londres le 22 septembre 1845 avec le discours d'Engels que Mainfroy dédaigne et un banquet en 1847 où Engels porta *"un toast en français au souvenir de la révolution de 1792 et, bien qu'il fut déjà passé, à l'anniversaire du 1^{er} vendémiaire, an I de la République"* (Mehring, op. cit., p. 551). Ces à peu-près ne se limitent pas seulement à Marx et Engels, mais aussi à Babeuf, dont il est dit qu'il écrit un texte *"peu connu"* (p. 1) à propos de la violence populaire le 14 juillet 1789. Texte si peu connu qu'il est cité presque entièrement et commenté avec force éloges dans *L'Histoire socialiste de la Révolution française*, de Jean Jaurès (tome 1, pp. 379-380), qu'il est aussi publié dans toutes les anthologies de Babeuf connues, depuis celle de M. Dommaget, en 1935, jusqu'à celle de Cl. Mazauric, en 1989, en passant par celle de Cl. Mazauric de 1965, qu'il est cité assez longuement dans toutes les biographies de Babeuf disponibles (M. Dommaget, Cl. Mazauric, G. Walter, V. Daline, etc.). Passe encore que Mainfroy ne lise pas l'ex-déporté du goulag V. Daline ou l'antistalinien M. Dommaget, mais Cl. Mazauric est un membre éminent du PCF et un spécialiste connu de Babeuf... ; on peut aussi noter que Mainfroy met sur le même plan le "boulangisme", courant réactionnaire bonapartiste, et les courants ouvriers anarcho-syndicalisme et syndicalisme révolutionnaire (p. 4). Tout autant qu'un habituel amalgame stalinien, il y a là un plaidoyer : si on peut assimiler des courants ouvriers et le bonapartisme, il est dans l'ordre des choses qu'en se réclamant du mouvement ouvrier les dirigeants du PCF rallient le bonapartisme de la Ve République...

Friedrich Engels : inédits "Die Lage Englands"

(Articles parus dans les numéros 70 à 84 du *Vorwärts*,
du 31 août 1844 au 19 octobre 1844, Karl Marx-Friedrich Engels,
Werke, Band I, Dietz, Berlin, 1961, pp. 550-592,
traduction partielle de Jacqueline Bois)

La situation de l'Angleterre

I. — Le XVIII^e siècle

VORWÄRTS, N° 70, 31 AOÛT 1844

Apparemment, le siècle de la révolution est passé sur l'Angleterre sans y produire grand changement. Tandis que, sur le continent, tout un vieux monde était désintégré et que vingt-cinq années de guerre nettoyaient l'atmosphère, tout restait calme en Angleterre ; ni l'Etat ni l'Eglise n'étaient menacés en quoi que ce soit. Et pourtant, depuis le milieu du siècle dernier, l'Angleterre a connu un plus grand bouleversement que tout autre pays — un bouleversement aux conséquences d'autant plus importantes qu'il s'est accompli plus tranquillement, et c'est pourquoi, selon toute vraisemblance, il atteindra ses objectifs dans la pratique plus tôt que ne le fera le bouleversement politique en France ou le bouleversement philosophique en Allemagne. La révolution anglaise est une révolution sociale, aussi est-elle plus vaste et plus profonde que toute autre. Il n'y a pas un domaine, aussi éloigné soit-il de la connaissance humaine et des conditions de la vie humaine, qui n'y ait contribué et qui n'ait en retour vu sa position modifiée par elle.

Seule la révolution sociale est la vraie révolution, sur laquelle il faut que débouchent la révolution politique et la révolution philosophique ; et cette révolution sociale est en marche en Angleterre depuis soixante-dix ou quatre-vingts ans déjà, et, maintenant précisément, elle s'approche à grands pas de sa crise.

Le XVIII^e siècle a été le concentré, le rassemblement de l'humanité à partir de l'éparpillement, de la dispersion où l'avait jetée le christianisme, l'avant-dernier pas de l'humanité vers la connaissance d'elle-même et vers sa libération, mais, n'étant que l'avant-dernier, il est par là-même resté unilatéral et contradictoire. Le XVIII^e siècle a concentré les résultats de toute l'histoire antérieure, qui n'étaient jusque-là intervenus que de façon dispersée et sous la forme de la contingence, et il a développé leur nécessité et leur enchaînement interne. Les données innombrables et chaotiques de la connaissance ont été ordonnées, triées et mises en relations causales entre elles ; le savoir est devenu science, et les sciences se sont rapprochées de leur achèvement, c'est-à-dire qu'elles se sont rattachées, d'un côté, à la philosophie et, de l'autre, à la praxis.

Avant le XVIII^e siècle, il n'y avait pas de science ; la connaissance de la nature n'a pris sa forme scientifique qu'au XVIII^e siècle, ou quelques années auparavant pour certaines disciplines. Newton a créé l'astronomie scientifique avec la loi de la gravitation, l'optique scientifique avec la décomposition de la lumière, la mathématique scientifique avec la formule du binôme et avec la théorie de l'infinitésimal et la mécanique scientifique avec la connaissance de la nature des forces.

La physique a acquis également au XVIII^e siècle son caractère scientifique : ce sont Black, Lavoisier et Priestley qui ont, les premiers, créé la chimie ; la géographie est devenue une science grâce à la détermination de la forme de la Terre et aux nombreux voyages entrepris désormais avec profit pour la science ; l'histoire naturelle est également devenue une science grâce à Buffon et Linné ; même la géologie a commencé peu à peu à se dégager du tourbillon des hypothèses fantastiques où elle se perdait. La pensée de l'Encyclopédie était caractéristique du XVIII^e siècle ; elle reposait sur la conscience que toutes ces sciences sont liées entre elles, mais elle n'était pas encore en mesure de faire les transitions et ne pouvait donc simplement que les juxtaposer. De même pour l'histoire, nous commençons à trouver maintenant d'abondants volumes de compilation de l'histoire universelle, mais encore dépourvus de critique, et encore plus de philosophie. Cependant, il s'agit déjà d'histoire générale, et non plus comme jusqu'à maintenant de fragments d'histoire limités localement et dans le temps. La politique a été établie sur une base humaine et l'économie politique a été réformée grâce à Adam Smith. Le matérialisme a été le fer de lance de la science du XVIII^e siècle, le premier système de philosophie de la nature, et il est la conséquence de cet achèvement des sciences. La lutte contre la subjectivité abstraite du christianisme a entraîné la philosophie du XVIII^e siècle vers l'extrême opposé ; à la subjectivité, on a opposé l'objectivité, à l'esprit la nature, au spiritualisme le matérialisme, au particulier abstrait le général abstrait, la substance. Le XVIII^e siècle a vu la réanimation de l'esprit antique face à l'esprit chrétien ; matérialisme et répu-

blique, philosophie et politique de l'ancien monde ont ressuscité, et les Français, représentants du principe antique à l'intérieur du christianisme, se sont emparés pour un temps de l'initiative historique.

Le XVIII^e siècle n'a donc pas résolu la grande opposition qui a occupé l'histoire depuis ses débuts et dont le développement constitue l'histoire, à savoir l'opposition entre substance et sujet, nature et esprit, nécessité et liberté, mais il a dressé les termes de l'opposition face à face, dans toute leur rigueur et leur plein développement, rendant ainsi nécessaire leur dépassement (*Aufhebung*). La révolution générale, qui s'est répartie sur différentes nationalités et dont l'achèvement prochain sera en même temps la solution de l'opposition existant jusqu'ici dans l'histoire, a été la conséquence de ce développement clair et ultime de l'opposition. Les Allemands, peuple spiritualiste chrétien, ont connu une révolution philosophique ; les Français, peuple matérialiste antique, donc politique, ont eu à accomplir la révolution par une voie politique ; les Anglais, dont la nationalité est un mélange d'éléments allemands et français, qui portent donc en eux les deux termes de l'opposition et sont pour cette raison plus universels que chacun des deux côtés pris en soi, ont, pour cette raison, été emportés dans une révolution plus universelle, une révolution sociale. Cela nécessitera des explications plus précises, car le rôle des nationalités a été très insuffisamment traité, sinon même complètement négligé, dans notre philosophie de l'histoire, au moins pour l'époque moderne.

Que l'Allemagne, la France et l'Angleterre soient les trois pays dirigeants de notre histoire présente, je pense pouvoir le considérer comme admis ; que les Allemands représentent le principe spiritualiste-chrétien, les Français le principe matérialiste-antique, autrement dit que les premiers représentent la religion et l'Eglise, les seconds la politique et l'Etat, cela est également évident, ou le deviendra en son temps ; la place des Anglais dans l'histoire moderne est moins frappante et c'est la plus importante pour notre objectif présent. La nation anglaise s'est formée à partir de populations ger-

manique et romane à une époque où les deux nations venaient juste de se séparer et où leur évolution vers les deux termes de l'opposition avait à peine commencé. Les éléments germaniques et romans se sont développés côte à côte et ont formé finalement une nationalité qui porte en elle, sans médiation, les deux extrêmes. L'idéalisme germanique a gardé une telle liberté de jeu qu'il a même pu se transformer en son contraire, l'extériorité abstraite ; le fait qu'il soit encore légal en Angleterre de vendre femmes et enfants, et, plus généralement, le sens du commerce des Anglais sont nettement à mettre au compte de l'élément germanique. Le matérialisme roman s'est également transformé en son contraire, en idéalisme abstrait, en intérieurité et religiosité ; d'où le phénomène de la persistance du catholicisme roman à l'intérieur du protestantisme germanique, l'Eglise d'Etat, la papauté des princes et cette façon tout à fait catholique de s'acquitter de la religion par des formalités. Le caractère de la nationalité anglaise, c'est la contradiction non résolue, l'union des contrastes les plus rigoureux. Les Anglais sont le peuple le plus religieux du monde et en même temps le plus irréligieux ; ils sont tourmentés par l'au-delà plus qu'aucune autre nation, et pourtant ils vivent comme si ce bas monde était leur unique trésor ; la perspective du ciel ne les empêche pas le moins du monde de croire tout aussi fermement que "*l'enfer, c'est de ne pas gagner d'argent*". D'où l'éternelle inquiétude intérieure des Anglais, qui est le sentiment de l'incapacité à résoudre la contradiction et qui les pousse à sortir d'eux-mêmes pour agir. Le sentiment de la contradiction est la source de l'énergie, mais de l'énergie qui ne fait que s'extérioriser, et ce sentiment de la contradiction a été la source de la colonisation, de la navigation, de l'industrie et, plus généralement, de l'extraordinaire activité pratique des Anglais. L'incapacité à résoudre la contradiction parcourt toute la philosophie anglaise et la pousse à l'empirisme et au scepticisme. C'est parce que Bacon ne pouvait avec sa raison résoudre la contradiction entre idéalisme et réalisme qu'il lui fallait que la raison en général en fût incapable, que l'idéalisme fût rejeté tout de go et que le seul moyen de salut se

trouvât dans l'empirisme. C'est de la même source que procède la critique de la faculté de connaître et l'orientation psychologique en général dans laquelle la philosophie anglaise s'est, dès le début, exclusivement cantonnée, et qui, finalement, après tous les vains efforts faits pour résoudre la contradiction, déclare la raison insuffisante et cherche le salut soit dans la croyance religieuse, soit dans l'empirisme. Le scepticisme de Hume est aujourd'hui encore la forme de toute philosophie irréligieuse en Angleterre. Nous ne pouvons pas savoir, argumente cette façon de voir, si un dieu existe ; s'il y en a un, toute communication avec nous lui est impossible, et nous avons donc à régler notre praxis comme s'il n'en existait aucun. Nous ne pouvons pas savoir si l'esprit est différent du corps et s'il est immortel ; nous vivons donc comme si cette vie était la seule que nous ayons et ne nous tourmentons pas de choses qui dépassent notre entendement. Bref, la praxis de ce scepticisme, c'est exactement le matérialisme français, mais dans la théorie métaphysique, il en reste à l'incapacité de trancher définitivement.

Mais parce que les Anglais portaient en eux les deux éléments qui ont fait évoluer l'histoire sur le continent, ils ont été en mesure, même sans avoir beaucoup de rapports avec le continent, d'aller au même pas que le mouvement et même parfois de le devancer. La révolution anglaise du XVII^e siècle est exactement le modèle de celle de 1789 en France. On peut facilement distinguer dans le "Long Parlement" les trois étapes qui sont apparues en France avec l'Assemblée constituante, l'Assemblée législative et la Convention nationale ; le passage de la monarchie constitutionnelle à la démocratie, au despotisme militaire, à la Restauration et à la révolution du *juste milieu* est nettement marqué dans la révolution anglaise. Cromwell est Robespierre et Napoléon en une seule personne ; à la Gironde, à la Montagne et aux hébertistes et babouvistes correspondent les presbytériens, les indépendants et les niveleurs ; dans les deux cas, le résultat politique est assez lamentable et tout ce parallèle qu'on pourrait poursuivre encore bien plus en détail prouve aussi, accessoirement, que la révolution religieuse et la révolution irré-

ligieuse, tant qu'elles restent politiques, aboutissent toutes deux à la fin à la même chose. Certes, cette avance des Anglais par rapport au continent n'a été que momentanée et ils ont été peu à peu rattrapés ; la révolution anglaise a fini dans le juste milieu et dans la création des deux partis nationaux, tandis que la Révolution française n'est pas encore terminée et ne peut pas se terminer avant d'être arrivée au même résultat que celui auquel doivent arriver la révolution philosophique allemande et la révolution sociale anglaise.

Ainsi, le caractère national anglais diffère essentiellement aussi bien du caractère allemand que du français ; désespérant de dépasser (*aufheben*) l'opposition, il s'est totalement voué à l'empirisme, et cela lui est propre. La pure germanité, elle aussi, a renversé l'intériorité abstraite en extériorité abstraite, mais cette extériorité n'a jamais perdu la trace de son origine et elle est toujours restée subordonnée à l'intériorité et au spiritualisme. Les Français sont, eux aussi, du côté matériel, empirique ; mais parce que cet empirisme est une orientation nationale immédiate, et non une conséquence secondaire d'une conscience nationale divisée en elle-même, il s'affirme sur un mode national, général, il se manifeste comme activité politique. L'Allemand a prétendu à la justification absolue du spiritualisme et a, par conséquent, cherché à développer les intérêts généraux de l'humanité dans la religion, et plus tard dans la philosophie. Le Français a opposé à ce spiritualisme le matérialisme comme absolument justifié, en conséquence de quoi il a admis que l'Etat est la forme éternelle de ces intérêts. Mais l'Anglais n'a pas d'intérêts généraux, il ne peut pas en parler sans toucher au point sensible, à la contradiction, il désespère de ces intérêts généraux et n'a que des intérêts particuliers. Cette subjectivité absolue, cet éparpillement du général dans les nombreux particuliers a, il est vrai, une origine germanique, mais, comme nous l'avons dit, séparée de sa racine et pour cette raison d'un effet simplement empirique, ce qui justement distingue l'empirisme social anglais de l'empirisme politique français. L'activité de la France a toujours été nationale, consciente dès l'abord de sa totalité et de sa généralité ; l'activité de l'Angleterre a

été le travail d'individus indépendants les uns des autres, juxtaposés, le mouvement d'atomes sans lien qui n'agissaient que rarement comme un tout, et même alors en ne partant que de leur intérêt individuel et dont l'absence d'unité se manifeste justement maintenant dans la misère générale et l'éparpillement total.

En d'autres termes, seule l'Angleterre a une histoire *sociale*. Ce n'est qu'en Angleterre que les individus en tant que tels, sans représenter consciemment des principes généraux, ont fait avancer et s'approcher de son terme l'évolution nationale. C'est ici seulement que la masse a agi en tant que masse, au nom de ses propres intérêts particuliers ; c'est ici seulement que les principes ont été transformés en intérêts avant de pouvoir exercer une influence sur l'histoire. Les Français et les Allemands en viennent eux aussi peu à peu à l'histoire sociale, mais ils ne l'ont pas encore. Sur le continent aussi, il y a eu de la pauvreté, de la misère et une pression sociale, mais cela est resté sans effet sur l'évolution nationale ; mais la misère et la pauvreté de la classe laborieuse de l'Angleterre actuelle a une signification nationale et même plus que ça, elle a une importance pour l'histoire mondiale. Sur le continent, le moment social est encore complètement enfoui sous le moment politique, il ne s'en est pas encore séparé du tout, alors qu'en Angleterre, le moment politique a été peu à peu surmonté par le moment social et en est devenu tributaire. Toute la politique anglaise est au fond de nature sociale et ce n'est que parce que l'Angleterre ne s'est pas encore dégagée de l'Etat, parce que la politique est pour elle un pis-aller, que les questions sociales s'expriment politiquement.

Tant que l'Etat et l'Eglise sont les uniques formes sous lesquelles se réalisent les déterminations générales de l'essence humaine, il ne peut être question d'histoire sociale. C'est pourquoi l'Antiquité et le Moyen Age ne pouvaient connaître d'évolution sociale ; ce n'est qu'avec la Réforme, première tentative encore timide et confuse de réaction contre le Moyen Age, que se produisit un revirement social, la transformation des serfs en travailleurs "libres". Mais ce revi-

rement n'eut pas non plus d'effet durable sur le continent, et même il ne se réalisa vraiment qu'avec la révolution du XVIII^e siècle, alors qu'en Angleterre, avec la Réforme, la race des serfs a été transformée en vilains, en *bordars*, en *cottars* et ainsi en une classe de travailleurs personnellement libres et le XVIII^e siècle a déjà développé ici les conséquences de ce bouleversement. Pourquoi cela ne s'est-il produit qu'en Angleterre, c'est ce qui a été expliqué plus haut.

VORWÄRTS, N° 71, 4 SEPTEMBRE 1844

L'Antiquité, qui n'avait pas encore entendu parler du droit du sujet, et dont toute la conception du monde était essentiellement abstraite, générale, substantielle, ne pouvait pour cette raison même subsister sans l'esclavage. La vision germanique-chrétienne du monde a établi comme principe fondamental la subjectivité abstraite, donc l'arbitraire, l'intériorité, le spiritualisme, face à l'Antiquité ; mais cette subjectivité devait nécessairement, justement parce qu'elle était abstraite, unilatérale, s'inverser aussitôt en son contraire et produire l'esclavage du sujet au lieu de la liberté du sujet. L'intériorité abstraite s'est transformée en extériorité abstraite, en mise à l'encan et en aliénation de l'homme, et la première conséquence du nouveau principe a été le rétablissement de l'esclavage sous une autre forme moins choquante, mais d'autant plus hypocrite et inhumaine, celle du servage. La dissolution du système féodal, la Réforme politique, c'est-à-dire l'*apparente* reconnaissance de la raison, et donc le réel parachèvement de la déraison, a apparemment dépassé ce servage, mais ne l'a, en réalité, rendu que plus inhumain et plus général. Elle a été la première à exprimer que l'humanité ne devait plus être solidaire dans la contrainte, c'est-à-dire par des moyens *politiques*, mais par l'intérêt, c'est-à-dire par des moyens *sociaux*, et elle a, par ce nouveau principe, jeté les bases du mouvement social. Mais bien qu'elle naît ainsi l'Etat, elle le rétablissait au contraire pour de bon de l'autre côté, en lui restituant le contenu usurpé jusque-là par l'Eglise et en conférant ainsi à

l'Etat, réduit à néant et vide de contenu pendant le Moyen Age, la force d'un nouveau développement. Des ruines du féodalisme a survécu l'Etat chrétien, achèvement de l'état de choses chrétien du monde, du côté politique ; l'élévation de l'intérêt au rang de principe général a parachevé cet état de choses chrétien du monde, d'un autre côté. Car l'intérêt est par essence subjectif, égoïste, intérêt particulier, et comme tel fer de lance extrême du principe germano-chrétien de la subjectivité et de l'individuation. La conséquence de l'élévation de l'intérêt au rang de lien entre les hommes, c'est nécessairement, tant que l'intérêt reste immédiatement subjectif et purement égoïste, l'éparpillement général, la concentration des individus sur eux-mêmes, l'isolement, la transformation de l'humanité en un amas d'atomes se repoussant les uns les autres ; et cette dispersion est à son tour la conséquence ultime du principe chrétien de subjectivité, l'achèvement de l'état de choses chrétien du monde.

En outre, tant que l'aliénation fondamentale, la propriété privée, subsiste, l'intérêt doit nécessairement être un intérêt particulier et sa domination se révéler comme la domination de la propriété. La dissolution de la servitude féodale a fait "*du paiement comptant le seul lien de l'humanité*". La propriété, élément naturel, dénué d'esprit, faisant face à l'élément humain, spirituel, monte ainsi sur le trône et, en dernière instance, pour parachever cette aliénation, l'argent, abstraction vide, aliénée, de la propriété, devient le maître du monde. L'homme a cessé d'être esclave de l'homme, il est devenu esclave de la chose ; le renversement des rapports humains est achevé ; la servitude du monde mercantile moderne, où absolument tout se vend, est plus inhumaine, plus achevée, plus universelle et plus globale que le servage de l'époque féodale ; la prostitution est plus immorale, plus bestiale que le *Jus primae noctis*.

L'état de choses chrétien du monde a atteint son sommet ; il faut qu'il s'effondre sur lui-même pour faire place à un état de choses humain, raisonnable. L'Etat chrétien n'est que la dernière forme possible d'apparition de l'Etat en général, sa chute doit nécessairement être la chute

de l'Etat en tant que tel. La dissolution de l'humanité en une masse d'atomes isolés se repoussant les uns les autres, c'est déjà en soi-même l'anéantissement de tous les intérêts corporatifs, nationaux et, d'une façon générale, de tous les intérêts particuliers, et c'est la dernière étape nécessaire vers l'association libre de l'humanité. L'achèvement de l'aliénation dans la domination de l'argent est un passage inévitable si l'homme doit revenir à lui-même, comme il est maintenant proche de le faire.

La révolution sociale en Angleterre a développé si loin les conséquences de ce dépassement (*Aufhebung*) du système féodal que la crise qui anéantira l'état de choses chrétien ne peut plus être éloignée, que l'époque de cette crise peut être prédicte avec certitude, sinon en années et quantitativement, du moins qualitativement ; cette crise doit en effet nécessairement intervenir dès que les lois sur les céréales seront abolies et que la Charte du peuple sera instaurée, c'est-à-dire dès que l'aristocratie de la noblesse aura été vaincue politiquement par l'aristocratie de l'argent et cette dernière par la démocratie des travailleurs.

Les XVI^e et XVII^e siècles avaient fait surgir toutes les conditions préalables de la révolution sociale, ils avaient dissous le Moyen Age, établi le protestantisme social, politique et religieux, créé les colonies, la puissance maritime et le commerce de l'Angleterre et placé à côté de l'aristocratie une classe moyenne déjà passablement puissante. Les rapports sociaux se sont peu à peu tassés après les troubles du XVII^e siècle et ont pris une forme arrêtée qu'ils ont conservée jusque vers 1780 ou 1790.

Il y avait à cette époque trois classes de propriétaires terriens, les *landlords* nobles, seule aristocratie encore intacte de l'empire, qui affermaient leurs biens fonciers en parcelles et consommaient leurs rentes à Londres ou en voyages ; les *landlords* non nobles ou *country gentlemen* (portant habituellement le titre de *squires*) qui vivaient sur leurs domaines, affermaient leurs terres et jouissaient d'une distinction aristocratique, qui était refusée à leur basse extraction, à leur manque de culture et à leur grossièreté, mais que leur

reconnaissaient leurs fermiers et les autres habitants des alentours. Cette classe a totalement disparu maintenant. Les anciens *squires* qui régnaient parmi les campagnards des alentours avec une autorité patriarcale, en conseillers, en arbitres, en juges, se sont complètement éteints ; leurs descendants se nomment eux-mêmes l'aristocratie sans titre de l'Angleterre ; ils rivalisent de culture et de bonnes manières, de luxe et d'aristocratisme avec la noblesse qui n'a guère d'avantage sur eux et ils n'ont plus que la propriété foncière en commun avec leurs aïeux frustes et grossiers. La troisième classe de propriétaires fonciers, c'étaient les *yeomen*, possesseurs de petites parcelles qu'ils cultivaient eux-mêmes, habituellement selon les bonnes vieilles méthodes de leurs ancêtres ; cette classe aussi a disparu de l'Angleterre, la révolution sociale l'a expropriée et a ainsi produit une bizarrerie : à la même époque où en France on morcelait par la violence la grande propriété foncière, en Angleterre les parcelles étaient attirées et absorbées par la grande propriété foncière. A côté des *yeomen*, il y avait de petits fermiers qui, en plus de la culture du sol, pratiquaient habituellement aussi le tissage ; on ne les trouve plus non plus dans l'Angleterre d'aujourd'hui ; presque toute la terre est maintenant partagée en grands domaines et affermée. La concurrence des grands fermiers a éliminé du marché les petits fermiers et les *yeomen* et les a paupérisés ; ils sont devenus des ouvriers agricoles journaliers et des tisserands dépendant du salaire de leur travail, et ils ont fourni les masses dont l'afflux a fait croître les villes avec une si merveilleuse rapidité.

Les paysans vivaient donc en leur temps une vie calme et paisible en toute piété et honnêteté, sans beaucoup de soucis, mais sans beaucoup de mouvement non plus, sans intérêt général, sans culture, sans activité mentale ; ils en étaient encore à une phase d'avant l'histoire. La situation des villes n'était pas très différente. Seule, Londres était une importante place de commerce ; on ne parlait même pas encore de Liverpool, Hull, Manchester, Birmingham, Leeds, Glasgow. Les principales industries, la filature et le tissage, se pratiquaient le plus souvent à la campagne et, en tout cas, en dehors des villes, aux

alentours ; la fabrication d'objets en métal ou de poteries en était encore à la phase artisanale de son développement ; que pouvait-il donc se passer d'intéressant dans les villes ? La simplicité insurpassable du système électoral dispensait les citoyens de toute préoccupation politique, on était nominalement *whig* ou *tory*, mais on savait très bien que cela revenait au fond au même, puisqu'on n'avait pas le droit de vote. De petits marchands, boutiquiers et artisans constituaient toute la bourgeoisie et menaient la vie bien connue des petites villes, qui est devenue si totalement incompréhensible aux Anglais d'aujourd'hui. Les mines étaient encore peu exploitées ; le fer, le cuivre et l'étain dormaient encore assez tranquillement sous terre, et on ne se servait de charbon que pour les usages domestiques. Bref, l'Angleterre se trouvait alors dans l'état où se trouve encore malheureusement la plus grande partie de la France et surtout de l'Allemagne, dans un état d'apathie antédiluvienne à l'égard de tout intérêt général et intellectuel, dans l'enfance sociale où il n'y a encore ni société, ni vie, ni conscience, ni activité. Cet état de choses, c'est, *de facto*, la continuation du féodalisme et de l'irréflexion médiévale ; il ne sera surmonté qu'avec l'apparition du féodalisme moderne, qu'avec la division de la société en possédants et non-possédants. Nous, sur le continent, répétons-le, nous sommes encore profondément plongés dans cet état ; les Anglais l'ont combattu depuis quatre-vingts ans et en ont triomphé depuis quarante ans. Si la civilisation est une affaire de praxis, une qualité sociale, les Anglais sont assurément le peuple le plus civilisé du monde.

J'ai dit plus haut que les sciences ont pris au XVIII^e siècle leur forme scientifique et sont par suite entrées en relation, d'un côté, avec la philosophie et, de l'autre, avec la praxis. Le matérialisme (dont Newton, tout autant que Locke, est la condition préalable), les Lumières, la révolution politique française ont été le résultat de leur relation avec la philosophie. La révolution sociale anglaise a été le résultat de leur relation avec la praxis.

(Engels décrit ensuite la naissance de l'industrie anglaise à partir des inven-

tions : la machine à vapeur, les machines à filer et à tisser, les chemins de fer, etc.)

VORWÄRTS, N° 72, 7 SEPTEMBRE 1844

Ce processus qui révolutionne l'industrie anglaise est à la base de tous les rapports anglais modernes, il est la force motrice de tout le mouvement social. Sa première conséquence a été, comme nous l'avons déjà indiqué plus haut, que l'intérêt a été élevé au rang de maître des hommes. L'intérêt s'est emparé des énergies industrielles nouvellement créées et les a exploitées à ses fins ; ces énergies qui appartiennent de droit à l'humanité sont, par l'effet de la propriété privée, devenues le monopole d'une poignée de riches capitalistes et l'instrument de l'asservissement des masses. Le commerce a absorbé l'industrie et il est ainsi devenu tout-puissant, il est devenu le lien de l'humanité ; toutes les relations personnelles et nationales se sont dissoutes dans la relation commerciale et, ce qui est la même chose, la propriété a été élevée au rang de maître du monde.

VORWÄRTS, N° 73, 11 SEPTEMBRE 1844

Il fallait nécessairement que la propriété se tournât d'abord contre l'Etat et le dissipât ou, tout au moins, comme elle ne pouvait se passer de lui, qu'elle le vidât de sa substance. Adam Smith a commencé cet évidage simultanément à la révolution industrielle, en publiant, en 1766, ses *Recherches sur la nature et les causes de la richesse nationale* et en créant ainsi la science financière. Jusque-là toute la science financière avait été exclusivement nationale ; la science de l'Etat était considérée comme un simple rameau de l'Etat lui-même et lui était donc subordonnée ; Adam Smith a soumis le cosmopolitisme aux buts nationaux et il a élevé la science de l'Etat au rang d'essence et de but de l'Etat. Il a réduit la politique, les partis, la religion, tout enfin, à des catégories économiques et il a ainsi reconnu la propriété

comme étant l'essence de l'Etat, l'enrichissement comme en étant le but. De l'autre côté, William Godwin (*Political Justice*, 1793) a appuyé le système républicain de la politique ; il a établi, au même moment que J. Bentham, le principe d'utilité, par lequel le *Salus publica suprema lex* républicain fut poussé jusqu'à ses conséquences ultimes, et il attaqua l'essence même de l'Etat en affirmant que l'Etat est un mal. Godwin concevait encore le principe d'utilité de façon tout à fait générale comme le devoir du citoyen de vivre uniquement pour le bien général, aux dépens de son intérêt particulier ; Bentham, en revanche, développe la nature essentiellement sociale de ce principe en faisant, d'accord en cela avec l'orientation nationale du moment, de l'intérêt particulier la base de l'intérêt général, en reconnaissant l'identité des deux dans la thèse particulièrement développée par son élève Mill, selon laquelle l'amour des hommes n'est rien d'autre que de l'égoïsme éclairé, et en substituant au "bien général" la plus grande félicité du plus grand nombre. Bentham commet ici, dans son empirisme, la même erreur que Hegel a commise dans la théorie ; il ne prend pas au sérieux le mouvement pour surmonter les oppositions, il fait du sujet un prédicat, il soumet la totalité à la partie et met ainsi tout tête en bas. Il dit d'abord que l'intérêt général et l'intérêt particulier sont inséparables et, ensuite, il s'en tient unilatéralement au grossier intérêt particulier ; sa thèse n'est que l'expression empirique de l'autre thèse selon laquelle l'homme, c'est l'humanité, mais comme elle est exprimée empiriquement, ce n'est pas à l'homme libre, conscient et créateur, mais à l'homme fruste, aveugle, pris dans ses contradictions qu'elle donne les droits du genre humain.

Cette thèse fait de la libre concurrence l'essence de la moralité, elle règle les relations de l'humanité sur les lois de la propriété, de la chose, sur des lois naturelles ; elle est ainsi l'achèvement de l'ancien état de choses chrétien, naturel, du monde, le summum de l'aliénation, mais pas le commencement du nouvel état de choses que l'homme conscient de lui-même aura à créer en pleine liberté. Elle ne va pas au-delà de l'Etat, mais elle lui ôte tout contenu, remplace les principes politiques par

des principes sociaux, fait de l'organisation politique la forme du contenu social et pousse ainsi la contradiction à son plus haut point.

(...) Le résultat le plus important du XVIII^e siècle pour l'Angleterre a été la création du prolétariat grâce à la révolution industrielle. L'industrie nouvelle exigeait une masse toujours disponible d'ouvriers pour les innombrables nouvelles branches du travail, et, en plus, des ouvriers comme il n'y en avait pas jusque-là.

Jusqu'en 1780, l'Angleterre avait peu de prolétaires, comme cela ressort nécessairement de la situation sociale de la nation ci-dessus décrite. L'industrie a concentré le travail dans des usines et des villes ; l'association du travail des champs et du travail industriel fut rendue impossible et la nouvelle classe ouvrière n'eut plus d'autre ressource que son travail.

Ce qui était jusque-là l'exception devint la règle et se répandit progressivement aussi en dehors des villes. La culture des parcelles à la campagne fut refoulée par les grands fermiers et il se créa ainsi une nouvelle classe d'ouvriers agricoles journaliers. Les villes multiplièrent par trois et par quatre leur population, et presque tout cet apport nouveau était constitué par de simples ouvriers. L'extension de l'exploitation des mines exigea aussi un grand nombre de nouveaux ouvriers et ceux-là aussi ne vivaient que de leur salaire quotidien.

De l'autre côté, la classe moyenne s'est élevée résolument au niveau d'une aristocratie. Les fabricants ont multiplié leur capital dans le mouvement industriel d'une façon merveilleusement rapide ; les marchands ont reçu également leur part, et le capital créé par cette révolution a été le moyen par lequel l'aristocratie anglaise a combattu la Révolution française.

Le résultat de tout ce mouvement a été que l'Angleterre est maintenant divisée en trois partis, l'aristocratie de la campagne, l'aristocratie de l'argent et la démocratie ouvrière. Ce sont les seuls partis en Angleterre, les seuls moteurs agissants, et nous verrons peut-être dans un prochain article comment ils agissent.

II. — La Constitution anglaise

VORWÄRTS, N° 75,
18 SEPTEMBRE 1844

(...) La situation de l'Angleterre a jusqu'ici paru enviable à tous les autres peuples de l'Europe et elle l'est aussi pour quiconque reste à la surface des choses et ne la regarde qu'avec les yeux de l'homme politique. L'Angleterre est un empire mondial, tel qu'il peut en exister aujourd'hui et tel que furent, au fond, tous les autres empires mondiaux dans le passé ; car l'empire d'Alexandre et celui de César ont été aussi, comme l'empire anglais, la domination de peuples civilisés sur des barbares et des colonies. Aucun autre pays du monde ne peut se mesurer en puissance et en richesse avec l'Angleterre, et cette puissance et cette richesse ne sont pas, comme à Rome, entre les mains d'un despote unique, elles appartiennent à la fraction cultivée de la nation. La peur du despote, la lutte contre la puissance de la Couronne n'existent plus en Angleterre depuis cent ans ; l'Angleterre est indéniablement le pays le plus libre, c'est-à-dire le moins non libre du monde, l'Amérique du Nord comprise, et, par suite, l'Anglais cultivé a, de naissance, un degré d'indépendance en soi dont aucun Français, et encore moins un Allemand, ne peut se vanter. L'activité politique, la presse libre, la domination des mers et la gigantesque industrie de l'Angleterre ont développé si complètement chez chaque individu l'énergie immanente au caractère national, le dynamisme le plus résolu, joints à la plus calme supériorité, que, là aussi, les peuples continentaux sont infiniment loin derrière les Anglais. L'histoire de l'armée et de la flotte anglaises est une suite de victoires éclatantes, tandis que, depuis huit cents ans, l'Angleterre n'a guère vu d'ennemis le long de ses côtes ; à sa littérature ne peuvent se mesurer que celles de la Grèce antique et de l'Allemagne ; l'Angleterre peut faire état, dans la philosophie, d'au moins deux grands noms — Bacon et Locke — et, dans les sciences empiriques, d'innombrables grands noms,

et s'il s'agit de savoir quel peuple a *fait* le plus, personne ne peut nier que c'est le peuple anglais.

Voilà les choses dont l'Angleterre peut se vanter, qui la rendent supérieure aux Allemands et aux Français, et dont je veux avoir fait état ici, afin que les "bons Allemands" puissent se persuader de mon "impartialité", car je sais fort bien qu'en Allemagne on ne doit parler sans ménagement d'aucune nation, sauf des Allemands. Et les choses ci-dessus énumérées sont, sur le continent, le thème d'une littérature aussi abondante que stérile et superflue consacrée à l'Angleterre. Mais personne n'a eu l'idée de pénétrer l'essence de l'histoire anglaise et du caractère national anglais... (...)

Puisque, jusqu'ici, on a considéré l'Angleterre sous son aspect politique, commençons, nous aussi, par là. Examinons la Constitution anglaise, qui, selon l'expression d'un *tory* est "*le produit le plus accompli de la raison anglaise*", et procédons tout d'abord de façon totalement empirique, pour complaire de nouveau aux hommes politiques.

La Constitution anglaise trouve le juste milieu particulièrement beau en ceci qu'il s'est développé "historiquement" ; ce qui, en allemand, veut dire que l'ancien fondement créé par la révolution de 1688 a été conservé et qu'on a continué à construire sur ce fondement (...). Nous verrons bien quel caractère il en est résulté pour la Constitution anglaise ; il suffit pour le moment de comparer l'Anglais de 1688 et celui de 1844 pour démontrer qu'un fondement constitutionnel identique pour les deux est une absurdité, une impossibilité...

(...) Si l'essence de l'Etat comme de la religion, c'est la peur que l'humanité a d'elle-même, cette peur atteint son degré le plus élevé dans la monarchie constitutionnelle, et singulièrement dans celle de l'Angleterre. L'expérience de trois millénaires n'a pas rendu l'humanité plus intelligente, mais, au contraire, plus déconcertée, plus embarrassée, elle l'a rendue démente, et le résultat de cette démence,

c'est l'état politique dans lequel se trouve aujourd'hui l'Europe. La monarchie pure suscite l'effroi — on songe au despotisme oriental ou romain. L'aristocratie pure n'est pas moins effrayante — les patriarches romains et le féodalisme médiéval, les *nobili* vénitiens et génois n'ont pas existé en vain. La démocratie est plus redoutable que les deux précédents ; Marius et Sylla, Cromwell et Robespierre, sanglants bourreaux de deux rois, les listes de proscription et la dictature en disent assez sur les "horreurs" de la démocratie. En outre, on sait, dans le monde entier, qu'aucune de ces formes n'a pu se maintenir longtemps. Que fallait-il donc faire ? Au lieu d'avancer tout droit, au lieu de tirer de l'imperfection ou bien plutôt de l'inhumanité de toutes les formes d'Etat la conclusion que l'Etat lui-même est la cause de toutes ces inhumanités et qu'il est lui-même inhumain, au lieu de cela, on s'est tranquillisé en adoptant l'opinion que l'immoralité n'est inhérente qu'aux formes de l'Etat ; on a conclu des prémisses ci-dessus que trois facteurs immoraux peuvent donner un produit moral et on a créé la monarchie constitutionnelle (...).

VORWÄRTS, N° 84, 19 OCTOBRE 1844

(...) Résumons le résultat de cette critique de l'état du droit anglais. Ce qui peut en être dit du point de vue de l'"Etat de droit" est tout à fait indifférent. Que l'Angleterre ne soit pas une démocratie officielle ne peut pas ne pas nous prévenir contre ses institutions. La seule chose qui a une importance pour nous et qui est apparue partout, c'est que la théorie et la pratique sont dans la contradiction la plus criante. Tous les pouvoirs de la Constitution, de la Couronne, de la Chambre haute et de la Chambre basse se sont désagrégés sous nos yeux ; nous avons vu que les Eglises d'Etat et tous les prétendus droits de naissance des Anglais sont des noms vides, que même le tribunal de jurés n'est en réalité qu'une apparence, que la loi elle-même n'a pas d'existence, bref, qu'un Etat qui s'est établi sur une base légale exactement définie désavoue et maltraite cette base. L'Anglais n'est pas

libre grâce à la loi, mais malgré la loi, si tant est qu'il est libre.

Nous avons vu en outre quel fouillis de mensonges et d'immoralités résulte de cette situation ; on se prosterne devant des noms vides et on désavoue la réalité, on ne veut rien savoir d'elle, on renâcle devant la reconnaissance de ce qui existe réellement et qu'on a soi-même créé ; on se ment à soi-même et on instaure un langage conventionnel avec des catégories artificielles, dont chacune tourne la réalité en dérision et on se cramponne anxieusement à ces abstractions creuses, pour ne surtout pas devoir avouer qu'il s'agit dans la vie, dans la pratique, de choses toutes différentes. La Constitution anglaise tout entière et l'opinion publique constitutionnelle tout entière ne sont qu'un grand mensonge qui ne cesse d'être soutenu et couvert par quantité de petits mensonges, quand le grand mensonge se fait jour un peu trop ouvertement, ici ou là, sous sa vraie nature. Et même si on se rend compte que tout cela n'est qu'artifice, pure contrevérité et fiction, on s'y tient fermement, que dis-je, plus fermement que jamais, afin que ces paroles vides, ces quelques lettres assemblées sans aucun sens ne se disloquent pas, car ces paroles sont justement les charnières du monde, et, avec elles, c'est le monde et l'humanité qui sombreraient dans la nuit de la confusion ! On ne peut que se détourner avec un profond dégoût de ce tissu de mensonge ouvert et caché, d'hypocrisie et d'aveuglement.

Une telle situation peut-elle durer ? Il n'y faut pas songer. Il faut que la lutte de la praxis contre la théorie, de la réalité contre l'abstraction, de la vie contre des paroles creuses sans signification, en un mot, de l'homme contre l'inhumanité, se décide, et le côté qui l'emportera ne fait aucun doute.

La lutte est déjà là. La Constitution est ébranlée dans ses fondements. La forme que prendra le proche avenir ressort de ce que nous avons dit. Les éléments nouveaux, étrangers, dans la Constitution sont de nature démocratique ; l'opinion publique, elle aussi, comme cela apparaîtra, évolue vers le côté démocratique ; le proche avenir de l'Angleterre, ce sera la démocratie.

Mais quelle sorte de démocratie ! Pas celle de la Révolution française, dont le contraire était la monarchie et le féodalisme, mais la démocratie dont le contraire est la classe moyenne et la possession. C'est ce que montre toute l'évolution qui a précédé. La classe moyenne et la possession règnent ; le pauvre est sans droit, on le presse et on le maltraite ; la Constitution le désavoue, la loi le maltraite ; la lutte de la démocratie contre l'aristocratie en Angleterre, c'est la lutte des pauvres contre les riches. La démocratie vers laquelle l'Angleterre se dirige est une démocratie *sociale*.

Mais la simple démocratie n'est pas capable de guérir le mal social. L'égalité démocratique est une chimère, la lutte des pauvres contre les riches ne peut pas aboutir sur le terrain de la démocratie ou de la politique en général. Cette étape, elle aussi, n'est qu'une transition, le dernier moyen purement politique qui reste encore à essayer et duquel doit, tout de suite, sortir un nouvel élément, un principe qui doit nécessairement se développer en dépassant tout ce qui est d'essence politique.

Ce principe, c'est le socialisme.

Friedrich Engels

Par LÉNINE

Cet article nécrologique, écrit par Vladimir Ilitch Lénine dès l'annonce de la mort d'Engels, parut pour la première fois en 1896 dans le recueil *Rabotnik*, n° 1-2 (il est publié dans les *Oeuvres complètes*, tome II).

*«Quel flambeau de l'esprit s'est éteint,
Quel cœur a cessé de battre»*

Friedrich Engels s'est éteint à Londres le 5 août (24 juillet ancien style) 1895. Après son ami Karl Marx (mort en 1883), Engels fut le savant et l'éducateur le plus remarquable du prolétariat contemporain dans le monde civilisé tout entier. Du jour où la destinée a réuni Karl Marx et Friedrich Engels, l'œuvre de toute la vie des deux amis est devenue le fruit de leur activité commune. Aussi, pour comprendre ce que Friedrich Engels a fait pour le prolétariat, faut-il se faire une idée précise du rôle joué par la doctrine et l'activité de Marx dans le développement du mouvement ouvrier contemporain. Marx et Engels ont été les premiers à montrer que la classe ouvrière et ses revendications sont un produit nécessaire du régime économique actuel qui crée et organise inéluctablement le prolétariat en même temps que la bourgeoisie ; ils ont montré que ce ne sont pas les tentatives bien intentionnées d'hommes au cœur généreux qui délivreront l'humanité des maux qui l'accablent aujourd'hui, mais la lutte de classe du prolétariat organisé. Marx et Engels ont été les premiers à expliquer, dans leurs œuvres scientifiques, que le socialisme n'est pas une chimère, mais le but final et le résultat nécessaire

du développement des forces productives de la société actuelle. Toute l'histoire écrite jusqu'à nos jours a été l'histoire de luttes de classes, de la domination et des victoires de certaines classes sociales sur d'autres. Et cet état de choses continuera tant que n'auront pas disparu les bases de la lutte des classes et de la domination de classe : la propriété privée et l'anarchie de la production sociale. Les intérêts du prolétariat exigent la destruction de ces bases, contre lesquelles doit donc être orientée la lutte de classe consciente des ouvriers organisés. Or toute lutte de classe est une lutte politique.

Ces conceptions de Marx et d'Engels, tout le prolétariat qui lutte pour son émancipation les a aujourd'hui faites siennes ; mais aux années quarante, quand les deux amis commencèrent à collaborer aux publications socialistes et à participer aux mouvements sociaux de leur époque, elles étaient entièrement nouvelles. Nombreux étaient alors les hommes de talent ou sans talent, honnêtes ou malhonnêtes, qui, tout à la lutte pour la liberté politique, contre l'arbitraire des rois, de la police et du clergé, ne voyaient pas l'opposition des intérêts de la bourgeoisie et du prolétariat. Ils n'admettaient même pas l'idée que les ouvriers puissent agir comme force sociale indépendante. D'autre part, bon nombre de rêveurs, dont certains avaient même du génie, pensaient qu'il suffirait de

convaincre les gouvernements et les classes dominantes de l'iniquité de l'ordre social existant pour faire régner sur terre la paix et la prospérité universelle. Ils rêvaient d'un socialisme sans lutte. Enfin, la plupart des socialistes d'alors et, d'une façon générale, des amis de la classe ouvrière, ne voyaient dans le prolétariat qu'une *plaie* qu'ils regardaient grandir avec horreur à mesure que l'industrie se développait. Aussi cherchaient-ils tous le moyen d'arrêter le développement de l'industrie et du prolétariat, d'arrêter la "roue de l'histoire". Alors que le développement du prolétariat inspirait une peur générale, c'est dans la croissance ininterrompue du prolétariat que Marx et Engels mettaient tous leurs espoirs. Plus il y aurait de prolétaires, et plus grande serait leur force en tant que classe révolutionnaire, plus le socialisme serait proche et possible. On peut exprimer en quelques mots les services rendus par Marx et Engels à la classe ouvrière en disant qu'ils lui ont appris à se connaître et à prendre conscience d'elle-même et qu'ils ont substitué la science aux chimères.

Voilà pourquoi le nom et la vie d'Engels doivent être connus de chaque ouvrier ; voilà pourquoi, dans notre recueil, dont le but, comme celui de toutes nos publications, est d'éveiller la conscience de classe des ouvriers russes, nous nous devons de donner un aperçu de la vie et de l'activité de Friedrich Engels, l'un des deux grands éducateurs du prolétariat contemporain.

Engels naquit en 1820 à Barmen, dans la province rhénane du royaume de Prusse. Son père était un fabricant. En 1838, Engels dut, pour des raisons de famille, abandonner ses études au lycée et entrer comme commis dans une maison de commerce de Brême. Ses occupations commerciales ne l'empêchèrent pas de travailler à parfaire son instruction scientifique et politique. Dès le lycée, il avait pris en haine l'absolutisme et l'arbitraire de la bureaucratie. Ses études de philosophie le menèrent plus loin encore. La doctrine de Hegel régnait alors dans la philosophie allemande et Engels s'en fit le disciple. Bien que Hegel fût, pour sa part, un admirateur de l'Etat prussien absolutiste au service duquel il se trouvait en sa

qualité de professeur à l'Université de Berlin, sa *doctrine* était révolutionnaire. La foi de Hegel dans la raison humaine et dans ses droits, et le principe fondamental de la philosophie hégélienne suivant lequel le monde est le théâtre d'un processus permanent de transformation et de développement, conduisirent ceux d'entre les disciples du philosophe berlinois qui ne voulaient pas s'accorder de la réalité à l'idée que la lutte contre la réalité, la lutte contre l'iniquité existante et le mal régnant, procède, elle aussi, de la loi universelle du développement perpétuel. Si tout se développe, si certaines institutions sont remplacées par d'autres, pourquoi l'absolutisme du roi de Prusse ou du tsar de Russie, l'enrichissement d'une infime minorité aux dépens de l'immense majorité, la domination de la bourgeoisie sur le peuple se perpétuerait-ils ? La philosophie de Hegel traitait du développement de l'esprit et des idées ; elle était *idéaliste*. Du développement de l'esprit elle déduisait celui de la nature, de l'homme et des rapports entre les hommes au sein de la société. Tout en reprenant l'idée hégélienne d'un processus perpétuel de développement (1), Marx et Engels en rejettent l'idéalisme préconçu ; l'étude de la vie leur montra que ce n'est pas le développement de l'esprit qui explique celui de la nature, mais qu'au contraire il convient d'expliquer l'esprit à partir de la nature, de la matière... A l'opposé de Hegel et des autres hégéliens, Marx et Engels étaient des matérialistes. Partant d'une conception matérialiste du monde et de l'humanité, ils constatèrent que, de même que tous les phénomènes de la nature ont des causes matérielles, de même le développement de la société humaine est conditionné par celui de forces matérielles, les forces productives. Du développement des forces productives dépendent les rapports qui s'établissent entre les hommes dans la production des objets nécessaires à la

(1) Marx et Engels ont maintes fois déclaré qu'ils étaient, pour une large part, redéveables de leur développement intellectuel aux grands philosophes allemands, et notamment à Hegel. "S'il n'y avait pas eu précédemment la philosophie allemande...", déclare Engels, *le socialisme scientifique allemand — le seul socialisme scientifique qui ait jamais existé — n'eût jamais été fondé.*"

satisfaction de leurs besoins. Et ce sont ces rapports qui expliquent tous les phénomènes de la vie sociale, les aspirations des hommes, leurs idées et leurs lois. Le développement des forces productives crée des rapports sociaux qui reposent sur la propriété privée, mais nous voyons aujourd'hui ce même développement des forces productives priver la majorité de toute propriété et concentrer celle-ci entre les mains d'une infime minorité. Il abolit la propriété, base de l'ordre social contemporain, et tend de lui-même au but que se sont assigné les socialistes. Ces derniers doivent seulement comprendre quelle est la force sociale qui, de par sa situation dans la société actuelle, est intéressée à la réalisation du socialisme, et inculquer à cette force la conscience de ses intérêts et de sa mission historique. Cette force, c'est le prolétariat. Engels apprit à le connaître en Angleterre, à Manchester, centre de l'industrie anglaise, où il vint se fixer en 1842 comme employé d'une maison de commerce où son père avait des intérêts. Engels ne se contenta pas de travailler au bureau de la fabrique : il parcourut les quartiers sordides où vivaient les ouvriers, et vit de ses propres yeux leur misère et leurs maux. Mais il ne se borna pas à observer par lui-même ; il lut tout ce qu'on avait écrit avant lui sur la situation de la classe ouvrière anglaise, étudiant scrupuleusement tous les documents officiels qu'il put consulter. Le fruit de ces études et de ces observations fut un livre qui parut en 1845 : *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre*. Nous avons déjà rappelé plus haut le principal mérite d'Engels comme auteur de cet ouvrage. Beaucoup, avant lui, avaient déjà dépeint les souffrances du prolétariat et signalé la nécessité de lui venir en aide. Engels fut le premier à déclarer que le prolétariat *n'est pas seulement une classe qui souffre, mais que la situation économique honteuse où il se trouve le pousse irrésistiblement en avant et l'oblige à lutter pour son émancipation finale*. Le prolétariat en lutte *s'aidera lui-même*. Le mouvement politique de la classe ouvrière amènera inévitablement les ouvriers à se rendre compte qu'il n'est pour eux d'autre issue que le socialisme. A son tour, le socialisme ne sera une force que lorsqu'il deviendra l'objectif de la

lutte politique de la classe ouvrière. Telles sont les idées maîtresses du livre d'Engels sur la situation de la classe ouvrière en Angleterre, idées que l'ensemble du prolétariat qui pense et qui lutte a aujourd'hui fait siennes, mais qui étaient alors toutes nouvelles. Ces idées furent exposées dans un ouvrage captivant où abondent les tableaux les plus véridiques et les plus bouleversants de la détresse du prolétariat anglais. Ce livre était un terrible réquisitoire contre le capitalisme et la bourgeoisie. Il produisit une impression considérable. On s'y référa bientôt partout comme au tableau le plus fidèle de la situation du prolétariat contemporain. Et, de fait, ni avant ni après 1845, rien n'a paru qui donnât une peinture aussi saisissante et aussi vraie des maux dont souffre la classe ouvrière.

Engels ne devint socialiste qu'en Angleterre. A Manchester, il entra en relations avec des militants du mouvement ouvrier anglais et se mit à écrire dans les publications socialistes anglaises. Retournant en Allemagne en 1844, il fit à Paris la connaissance de Marx, avec qui il correspondait déjà depuis quelque temps, et qui était également devenu socialiste pendant son séjour à Paris, sous l'influence des socialistes français et de la vie française. C'est là que les deux amis écrivirent en commun *La Sainte Famille ou la Critique de la critique critique*. Ce livre, paru un an avant *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre* et dont Marx écrivit la plus grande partie, jeta les bases de ce socialisme matérialiste révolutionnaire dont nous avons exposé plus haut les idées essentielles. *La Sainte Famille* était une dénomination plaisante donnée à deux philosophes, les frères Bauer, et à leurs disciples. Ces messieurs prêchaient une critique qui se place au-dessus de toute réalité, au-dessus des partis et de la politique, répudie toute activité pratique et se borne à contempler "avec esprit critique" le monde environnant et les événements qui s'y produisent. Ces messieurs traitaient de haut le prolétariat qu'ils considéraient comme une masse dépourvue d'esprit critique. Marx et Engels se sont élevés catégoriquement contre cette tendance absurde et néfaste. Au nom de la personnalité humaine réelle de l'ouvrier foulé aux pieds par les classes dominantes et

par l'Etat, ils exigent non une attitude contemplative, mais la lutte pour une meilleure organisation de la société. C'est évidemment dans le prolétariat qu'ils voient la force à la fois capable de mener cette lutte et directement intéressée à la faire aboutir. Avant *La Sainte Famille*, Engels avait déjà publié dans les *Annales franco-allemandes* de Marx et Ruge des "Essais critiques sur l'économie politique" où il analysait d'un point de vue socialiste les phénomènes essentiels du régime économique moderne, conséquences inévitables du règne de la propriété privée. C'est incontestablement son commerce avec Engels qui poussa Marx à s'occuper d'économie politique, science où ses travaux allaient opérer toute une révolution.

De 1845 à 1847, Engels vécut à Bruxelles et à Paris, menant de front des études scientifiques et une activité pratique parmi les ouvriers allemands de ces deux villes. C'est là que Marx et Engels entrèrent en rapport avec une société secrète allemande, la Ligue des communistes, qui les chargea d'exposer les principes fondamentaux du socialisme élaboré par eux. Ainsi naquit le célèbre *Manifeste du Parti communiste* de Marx et Engels, qui parut en 1848. Cette plaquette vaut des tomes : elle inspire et anime jusqu'à ce jour tout le prolétariat organisé et combattant du monde civilisé.

La révolution de 1848, qui éclata d'abord en France et gagna ensuite les autres pays d'Europe occidentale, ramena Marx et Engels dans leur patrie. Là, en Prusse rhénane, ils prirent la direction de la *Nouvelle Gazette rhénane*, journal démocratique paraissant à Cologne.

Les deux amis étaient l'âme de toutes les aspirations démocratiques révolutionnaires en Prusse rhénane. Ils défendirent jusqu'au bout les intérêts du peuple et de la liberté contre les forces de réaction. Ces dernières, comme l'on sait, finirent par triompher. La *Nouvelle Gazette rhénane* fut interdite. Marx, qui pendant son émigration s'était vu retirer la nationalité prussienne, fut expulsé. Quant à Engels, il prit part à l'insurrection armée du peuple, combattit dans trois batailles pour la liberté et, après la défaite des insurgés, se réfugia en Suisse d'où il gagna Londres.

C'est également à Londres que Marx vint se fixer. Engels redevint bientôt commis, puis associé, dans cette même maison de commerce de Manchester où il avait travaillé dans les années quarante. Jusqu'en 1870 il vécut à Manchester, et Marx à Londres, ce qui ne les empêchait pas d'être en étroite communion d'idées : ils s'écrivaient presque tous les jours. Dans cette correspondance, les deux amis échangeaient leurs opinions et leurs connaissances, et continuaient à élaborer en commun le socialisme scientifique. En 1870, Engels vint se fixer à Londres, et leur vie intellectuelle commune, pleine d'une activité intense, se poursuivit jusqu'en 1883, date de la mort de Marx. Cette collaboration fut extrêmement féconde : Marx écrivit *Le Capital*, l'ouvrage d'économie politique le plus grandiose de notre siècle, et Engels, toute une série de travaux, grands et petits. Marx s'attacha à l'analyse des phénomènes complexes de l'économie capitaliste. Engels écrivit, dans un style facile, des ouvrages souvent polémiques où il éclairait les problèmes scientifiques les plus généraux et différents phénomènes du passé et du présent en s'inspirant de la conception matérialiste de l'histoire et de la théorie économique de Marx. Parmi ces travaux d'Engels nous citerons : son ouvrage polémique contre Dühring (où il analyse des questions capitales de la philosophie, ainsi que des sciences naturelles et sociales) (2), *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat* (traduction russe parue à Saint-Pétersbourg, troisième édition, 1895), *Ludwig Feuerbach* (traduction russe annotée par G. Plekhanov, Genève, 1892), un article sur la politique étrangère du gouvernement russe (traduit en russe dans le *Social-Démocrate* de Genève, nos 1 et 2), des articles remarquables sur la question du logement et, enfin, deux articles courts, mais d'un très grand intérêt, sur le développement économique de la Russie (*Etudes de Friedrich Engels sur la Russie*, traduction

(2) C'est un livre remarquablement riche de contenu et hautement instructif. On n'en a malheureusement traduit en russe qu'une faible partie qui contient un historique du développement du socialisme (*Le développement du socialisme scientifique*, deuxième édition, Genève, 1892).

russe de Véra Zassoulitch, Genève, 1894). Marx mourut sans avoir pu mettre la dernière main à son ouvrage monumental sur le capital. Mais le brouillon en était déjà prêt, et ce fut Engels qui, après la mort de son ami, assuma la lourde tâche de mettre au point et de publier les livres II et III du *Capital*. Il édita le livre II en 1885 et le livre III en 1894 (il n'eut pas le temps de préparer le livre IV). Ces deux livres exigèrent de sa part un travail énorme. Le social-démocrate autrichien Adler a fait très justement remarquer qu'en éditant les livres II et III du *Capital*, Engels a élevé à son génial ami un monument grandiose sur lequel il a, sans s'en douter, gravé son propre nom en lettres ineffaçables. Ces deux livres du *Capital* sont en effet l'œuvre de deux hommes : Marx et Engels. Les légendes antiques rapportent des exemples touchants d'amitié. Le prolétariat d'Europe peut dire que sa science a été créée par deux savants, deux lutteurs, dont l'amitié surpassait tout ce que les légendes des Anciens offrent de plus émouvant. Engels, avec juste raison, somme toute, s'est toujours effacé devant Marx. "Auprès de Marx, écrivait-il à un vieil ami, j'ai toujours été le second violon." Son affection pour Marx vivant et sa vénération pour Marx disparu étaient sans bornes. Ce militant austère et ce penseur rigoureux avait une âme profondément aimante.

Pendant leur exil qui suivit le mouvement de 1848-1849, Marx et Engels ne s'occupèrent pas que de science : Marx fonda en 1864 l'Association internationale des travailleurs, dont il assura la direction pendant dix ans ; Engels y joua également un rôle considérable. L'activité de l'"Association internationale", qui unissait, suivant la pensée de Marx, les prolétaires de tous les pays, eut une influence capitale sur le développement du mouvement ouvrier. Même après sa dissolution, dans les années 70, le rôle de Marx et d'Engels comme centre d'attraction continua de s'exercer. Mieux : on peut dire que leur importance comme guides spirituels du mouvement ouvrier ne cessa de grandir, car le mouvement lui-même se développait sans arrêt. Après la mort de Marx, Engels continua seul à être le conseiller et le guide des socialistes d'Europe. C'est à lui que venaient demander conseils et

indications aussi bien les socialistes allemands, dont la force grandissait rapidement malgré les persécutions gouvernementales, que les représentants des pays arriérés, tels les Espagnols, les Roumains, les Russes, qui en étaient à leurs premiers pas. Ils puisaient tous au riche trésor des lumières et de l'expérience du vieil Engels.

Marx et Engels, qui connaissaient le russe et lisraient les ouvrages parus dans cette langue, s'intéressaient vivement à la Russie, dont ils suivaient avec sympathie le mouvement révolutionnaire, et étaient en relation avec les révolutionnaires russes. Tous deux étaient devenus socialistes après avoir été des *démocrates*, et leur sentiment démocratique de *haine* pour l'arbitraire politique était très fort en eux. Ce sens politique inné, allié à une profonde compréhension théorique du rapport existant entre l'arbitraire politique et l'oppression économique, ainsi que leur riche expérience, avaient rendu Marx et Engels très sensibles sous le rapport *politique*. Aussi la lutte héroïque de la petite poignée des révolutionnaires russes contre le tout-puissant gouvernement tsariste trouva-t-elle l'écho le plus sympathique dans le cœur de ces deux révolutionnaires éprouvés. Par contre, toute velléité de se détourner, au nom de prétendus avantages économiques, de la tâche la plus importante et la plus immédiate des socialistes russes : la conquête de la liberté politique, leur paraissait naturellement suspecte ; ils y voyaient même une trahison pure et simple de la grande cause de la révolution sociale. "*L'émancipation du prolétariat doit être l'œuvre du prolétariat lui-même*", voilà ce qu'enseignaient constamment Marx et Engels. Or, pour pouvoir lutter en vue de son émancipation économique, le prolétariat doit conquérir certains droits *politiques*. En outre, Marx et Engels se rendaient parfaitement compte qu'une révolution politique en Russie aurait aussi une importance énorme pour le mouvement ouvrier en Europe occidentale. La Russie autocratique a été de tout temps le rempart de la réaction européenne. La situation internationale exceptionnellement favorable de la Russie à la suite de la guerre de 1870, qui a semé pour longtemps la discorde entre la France et l'Allemagne, ne pouvait évidemment

qu'accroître l'importance de la Russie autocratique comme force réactionnaire. Seule une Russie libre, qui n'aura besoin ni d'opprimer les Polonais, les Finlandais, les Allemands, les Arméniens et autres petits peuples, ni de dresser sans cesse l'une contre l'autre la France et l'Allemagne, permettra à l'Europe de se libérer des charges militaires qui l'écrasent, affaiblira tous les éléments réactionnaires en Europe et augmentera la force de la classe ouvrière européenne. Voilà

pourquoi Engels désirait tant l'instauration de la liberté politique en Russie dans l'intérêt même du mouvement ouvrier d'Occident. Les révolutionnaires russes ont perdu en lui leur meilleur ami.

La mémoire de Friedrich Engels, grand combattant et éducateur du prolétariat, vivra éternellement.

Lénine

Numéro 11 - septembre 1994

LA VERITE

REVUE

SOMMAIRE

Chronique des événements mondiaux.....	page 3
Observations complémentaires sur l'impérialisme sévile (Réponses à quelques questions).....	page 11
(Par Daniel Gluckstein)	
Le "cinqanteenaire" qu'ils veulent enterrer : la vague révolutionnaire de 1943-1945.....	page 35
(Par François Forgue)	
Histoire et documents.	
"Le socialisme en procès". Deuxième partie	page 63
(Par James P. Cannon)	
Activité de l'internationale.....	page 103
— IV ^e Internationale : la vie des sections	
— Nouvelles de l'Entente internationale des travailleurs	
— Calendrier de l'Entente internationale des travailleurs	
Provocations contre la IV ^e Internationale.....	page 129
(Par Jean-Marc Schiappa)	

LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e

SOMMAIRE

Chronique des événements mondiaux.....	page 3
Le X ^e Congrès de l'AZAPO (Azanian People Organization) et la situation actuelle en Afrique du Sud (Par Miguel Cristobal)	page 21
Quelques notions de base à connaître (Un entretien avec Daniel Gluckstein)	page 37
Le "sommet social" de l'ONU à Copenhague (Par Lucien Gauthier)	
L'actualité d'Hippocrate.....	page 51
Où vont les sommets de la CGT ? (Par Daniel Robin)	page 61
Reprendre la tradition ouvrière de lutte contre le travail des enfants (Par Olivier Dorante)	page 79
Nouvelles de la IV ^e Internationale	
Nouvelles de l'Entente Internationale	page 107

Numéro 12 - novembre 1994

LA VERITE

REVUE

SOMMAIRE

Chronique des événements mondiaux.....	page 3
Chronique russe (Par Jean-Jacques Marie)	page 35
Chronique italienne (septembre 1994 - Janvier 1995) (Par Marie Stagliano)	page 19
Portrait d'un homme dangereux. Jacques Delors et sa doctrine : une étude nécessaire (Par Daniel Gluckstein)	page 37
Révolution et contre-révolution en Grèce. Comment en est-on arrivé aux événements de décembre 1994 ? (Par Dimitri Asteriou)	page 73
Nouvelles de la IV ^e Internationale	
Nouvelles de l'Entente Internationale	page 95

LA VERITE

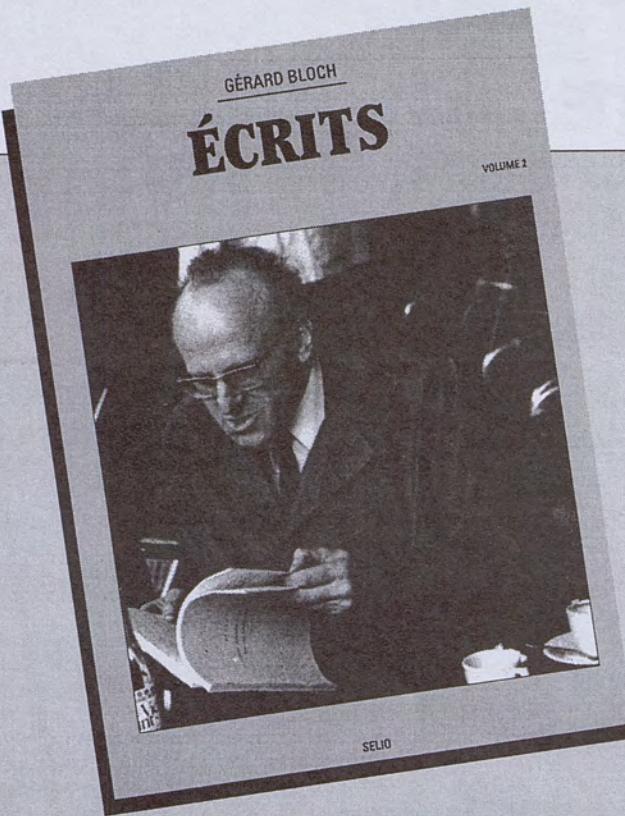
REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

SOMMAIRE

Chronique des événements mondiaux.....	page 3
Compte rendu du conseil général de la IV ^e Internationale.....	page 25
Notes politiques internationales.....	page 35
La crise monétaire et la crise financière, formes particulières de la décomposition de l'impérialisme sévile (Par Michel Dauberry)	page 25
Le Canada, la couronne britannique et l'impérialisme américain (Notes pour une discussion) (Par François Forgue)	page 43
La drogue, le trafic, le blanchiment (Par Andreu Campa)	page 79
Nouvelles de l'Entente Internationale	page 95
La crise révolutionnaire en France à la fin de la Deuxième Guerre mondiale (Par Jean-Marc Schiappa)	page 111
Les Cahiers Lénine-Trotsky	page 119
	page 131

Numéro 13 - février 1995

Numéro 14 - mai 1995



Prix : 70 F

Le tome 2 des *Ecrits* de Gérard Bloch est disponible à la SELIO

LA VERITE

Lancé en octobre
Un an, 4 numéros : 120 francs

Nom, prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Complément d'adresse : _____

Chèques à l'ordre d'APIO à envoyer à :
La Vérité (administration, service abonnements),
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.



Rédaction, administration et correspondance

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris-France

Directeur : Pierre Lambert

Comité de rédaction : Malcolm Bagayako, Alan Benjamin, Andreu Camps, Robert Clément, Miguel Cristobal, Olivier Doriane, François Forgue, Marc Gauquelin, Lucien Gauthier, Daniel Gluckstein, Raul Gomez, Philippe Larsimont, Joao Alfredo Luna, Jean-Jacques Marie, Jean-Marc Schiappa, Werner Uhde, Jorge Villaran.

Imprimerie ROTINFED 2000 Paris



Commission paritaire : n° 66926 - ISSN 0294-359X